

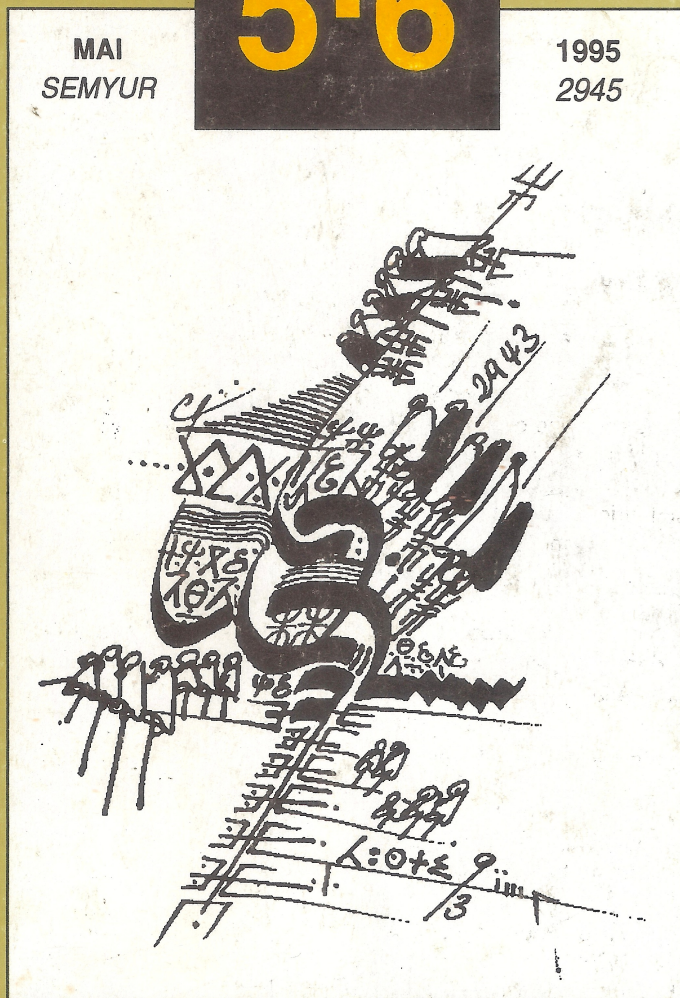
XΣJΣI•Y

REVUE DE CULTURE ET DE CIVILISATION NORD-AFRICAINES

5-6

MAI
SEMYUR

1995
2945



LANGUE TAMAZIGHT - ÉCRITURE TIFINAGH

AWAL - TAGMAT - IMAZIGHEN

POPULATIONS AUTOCHTONES

LINGUISTIQUE - ONOMASTIQUE - TOPONYMIE - ÉTUDES - RECHERCHES

ARCHITECTURE - CINÉMA - DANSE - MUSIQUE - LITTÉRATURE - POÉSIE

TIFINAGH  تيفيناغ

ⵝⵉⴼⵉⵏⴰⵖⵉⵏ

Directeur Fondateur : Ouzzin Aherdan ■

Rédacteur en chef : n'Aït Sgougou ■

Comité de rédaction :

Secrétaire de rédaction : Tasmount

Gestion & administration : Omar Louzi

Conseil littéraire : Mohammed Khair-Eddine

Conseil juridique : El Houcine Kheir-Eddine

Conception artistique : Afelkou

Photographe : Michel Nacheff ■

Collaborateurs permanents :

Meriem Aherdan (Oulmès, Moyen-Atlas)

Rabhi Allaoua, linguiste (Béjaïa, Kabylie)

Mohamed Behri, journaliste (Zaouit Cheikh)

Mohammed Bekkar, ingénieur (Moyen Atlas)

Mohamed Boudhan, inspecteur d'enseignement
en philosophie (Nador, Rif)

Ahmed Bouskoul, sociologue (Massa, Souss)

Saïd Chemakh, étudiant en linguistique (Tizi-Ouzou)

Mohammed Chtatou, linguiste (Nador, Rif)

Olivier Fougerat, architecte (Rabat)

Robert Jaulin, ethnologue (Paris)

Habaye ag Mohamed (Touareg, Azawad)

Ali Khadaoui (Moyen-Atlas)

Ayyad Kerouach, libraire (Ahermoumou)

Mouloud Lounaouci, médecin (Tizi-Ouzou)

Abderrahman El Mezouari El Glaoui (Telouet)

Moha u Saïd Moukhlis, enseignant (Goulmima)

Mohamed Tilmatine, linguiste (Berlin) ■

Ont collaboré à ce numéro :

Mahjoubi Aherdan (Oulmès)

Hawad (Touareg, Aix-en provence)

Jilali Saïb (Moyen Atlas) ■

Ouvrage composé par Afelkou
sur Macintosh / logiciel QuarkXPress ■

Rédaction Administration :

Courrier : B.P. 5086, RABAT Souissi, MAROC

Siège : 10 rue Raïs Cherkaoui, Rabat Souissi, Maroc

Tél : (212 7) 65 67 81 - Fax = 75 37 74 ■

Les opinions exprimées dans les articles
sont libres et demeurent strictement
personnelles à leurs auteurs
sous leur seule et entière responsabilité.

Tous articles dont la source n'est pas
expressément mentionnée sont la propriété
exclusive de TIFINAGH.

Les titres, les inter-titres, les éléments de
présentation et d'illustration des articles sont
établis par la rédaction.

Les erreurs ou omissions involontaires
qui auraient pu subsister dans ce numéro
malgré nos soins et les contrôles de l'équipe
de rédaction ne sauraient engager
la responsabilité de l'Éditeur.

TIFINAGH décline toute responsabilité
pour la perte des manuscrits
et des documents qui lui sont confiés.

Reproduction interdite. Tous droits réservés.

La reproduction, même partielle, des articles
paraissant dans TIFINAGH ne peut être faite
qu'avec l'autorisation écrite de TIFINAGH et,
en ce cas, sous réserve expresse de mentionner
toutes références utiles.

TIFINAGH n'accepte aucune publicité
commerciale (sinon culturelle). ■

Éditeur : Tifinagh Éditions, Rabat

Imprimeur : Taketoul Alwatani - Témara, Rabat ■

Dossier de presse n° 28 / 92

Dépôt légal n° 72 / 1992 - ISSN : 1113 - 4283 ■

Illustration de couverture : calligraphie de Housti ■

	Page
ÉDITORIAL	3 - <i>Par Ouzzin Aherdan</i>
LINGUISTIQUE	5 - Quelle notation pour tamazight ? <i>par Abderrahim Youssi</i> 13 - La colombe rouge, conte recueilli et transcrit <i>par Abderrahim Youssi</i> 19 - Pour une transcription phonétique du berbère, <i>par Omar Ouakrim</i> 21 - De l'urgence de normaliser tamazight, <i>par Mouloud Lounaoui</i> 27 - Enseignement de tamazight : contraintes et enjeux, <i>un entretien avec Jilali Saïb réalisé par Abderrahman El Mezouari El Glaoui</i> 33 - Les chiffres en tamazight, <i>par Agraw Imazighen</i> 35 - Adjectifs numériques cardinaux, <i>par Hocine Cheradi</i> 39 - Enseigner tamazight : faut-il encore attendre ?, <i>par Moha u Saïd Moukhlis</i>
ETHNOLOGIE	43 - Le message de Yougourtha, <i>par Robert Jaullin</i>
HISTOIRE	47 - Carthage en Berbérie, <i>par Habib-Allah Mansouri</i>
REPORTAGE	55 - LES PEUPLES BERBÈRES AU XVII^e FESTIVAL DE DOUARNENEZ 57 - Les «Déclarations de Douarnenez» et l'annonce du premier «Congrès Amazigh International»
DOSSIER	63 - BRETAGNE LIBRE 65 - Qu'est-ce qu'un ethnocide ?, <i>par l'Encyclopædia Universalis</i> 69 - Bevet Breizh, ou : Comment peut-on être Breton ?, <i>par Afelkou</i> 71 - Gouel Broadel Ar Brezhoneg, <i>par Yann Puillandre</i> 73 - L'indépendance de la Bretagne, <i>par Y. G. «Combat Breton»</i> 76 - La Charte de Diwan, <i>par Kannadig Diwan</i> 77 - Écoles Diwan, <i>par «Diwan Actualités»</i> 81 - Urgence : changeons de société, <i>par Yann Garduner</i>
DOSSIER	83 - POPULATIONS AUTOCHTONES 85 - La «Déclaration de Genève», <i>par Omar Louzi</i> 87 - La «Déclaration de New York», <i>par Omar Louzi</i> 89 - Projet de sondage... ou sondage pour un projet... de société
DOSSIER	95 - ALGÉRIE 97 - La voix étranglée, <i>par Idir</i> 100 - Communiqués de presse 101 - Le mot «culture» nous sauve de l'obscurantisme, <i>par Tahar Yami</i> 103 - La Charte du CISIA 105 - Des voix s'élèvent... Avril 1980, <i>par Tahar Djaout</i> 107 - Quelques aspects de la violence politique, <i>par Mahfoud Boucebci</i> 108 - Islam et science, <i>par Mahfoud Boucebci</i> 109 - In memoriam Mahfoud Boucebci (1937-1993), <i>trois témoignages</i> 111 - Calendrier amazigh : premier trimestre 2945.
DOSSIER	117 - TOUAREG 119 - Pétition internationale contre le génocide du peuple touareg, <i>par TEMOUST</i> 120 - Touaregs en péril, les massacres continuent, <i>par l'Association Tamazgha</i> 121 - Les Touaregs et la «paix française», <i>par Tribal Act</i> 126 - Résolution du Parlement Européen sur le massacre des Touaregs par l'armée malienne

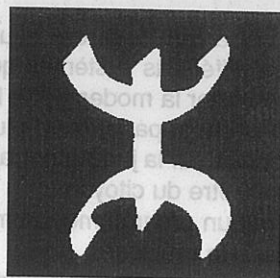


SUITE DU SOMMAIRE

	Page
TOUAREGS	127 - Les Touaregs, nageurs de l'infini, <i>par Hawad</i> 131 - Touareg : génocide et désinformation, <i>par Habaye Ag Mohamed</i> 145 - Tamazgha, ou l'éternelle recherche de l'idéal, <i>un entretien entre Serge Makhamad et Ouzzin Aherdan</i>
CANARIES	149 - Le Colloque maroco-canarien d'Agadir, <i>par Omar Louzi</i>
INDIENS	155 - Historique des lois fédérales indiennes, <i>par Alexander Talchief Skibine</i> 161 - Les Indiens Pueblo du Nouveau Mexique (suite), <i>par Ronald G. Toya</i>
TAMDYAZT	165 - Doit-on inventer le théâtre amazigh ?, <i>par Omar n Ait Ha n Ba</i> 166 - Blessures de l'oubli, <i>deux poèmes d'Ali Khadaoui</i> 167 - Gangsters, <i>un poème de Mohammed Khaïr-Eddine traduit en tamazight</i> 169 - Kenza, <i>un poème de Matoub Lounès</i>
TIFINAGH	171 - Le Chameau Bègue, bulletin annuel en tfinagh touareg, <i>par Hawad</i> 175 - Le Petit Prince en tfinagh (suite), <i>par Antoine de Saint-Exupéry</i>
ÉCOLOGIE	179 - Décharges, <i>par Mohammed Khaïr-Eddine</i>
CONTES	181 - Une affaire d'État, <i>par Moha n Ait Ba</i> 187 - Génétique au Maroc : une première mondiale, <i>par Mohammed Behri</i> 189 - Les Robots, <i>par Izem Amezyan</i>
RELECTURE	191 - Les Ancêtres redoublent de férocité, <i>un texte de Kateb Yacine</i> 195 - Les créations d'Aherdan, <i>par Mohammed Khaïr-Eddine</i>
COSTUME	197 - Timerssa (suite) : Distinction dans les habits..., <i>par Meriem Aherdan</i>
ARCHITOPIE	203 - Série Destamerzhit : Que sont devenues nos qasbahs ?, <i>par Olivier Fougerat</i>
TÉLÉVISION	211 - Pétition pour un vrai journal télévisé en tamazight 213 - Pour une télévision éducative en tamazight, <i>par Omar Louzi</i> 215 - Tamazight entre le culturel et le politique, <i>par Mohamed Boudhan</i>
BRÈVES	219 - Brèves culturelles 227 - Statuts de l'Association Internationale Tifinagh AIT 229 - Nécrologie 234 - Appel à tous les Imazighen, <i>par Youcef Ahzaghar</i> 237 - Périodiques 240 - Précisions 241 - Courrier des lecteurs
MEDIA	246 - Lu dans la presse 247 - Communiqué de l'Association socio-culturelle Tilelli, de Goulmima 248 - Communiqué de l'Association culturelle Tamazgha, de Paris 249 - Les Associations Culturelles Tamazight 253 - Tifinagh dans le monde
JEUX	254 - Solution des mots croisés du n° 3-4 / Des proverbes en désordre...
ABONNÉ	255 - Comment s'abonner ?
ALPHABETS	256 - Tableau comparatif des alphabets libyco-berbères 257 - Tableau de l'alphabet tfinagh en usage au Maroc

ÉDITORIAL

Par Ouzzin Aherdan



À être plus Amazigh, serait-on moins Marocain ?

Voici la question qui doit être posée.

Les temps ont changé, et notre pays, comme tant d'autres, se trouve à la croisée des chemins ; ballotté par des influences néfastes qui nous viennent aussi bien d'Orient que d'Occident .

Tout au long des siècles, nous avons pris pour habitude d'épouser toutes les formes, avec l'originalité cependant de demeurer constamment nous-mêmes. Cette attitude a fait de nous un peuple qui a toujours su rester fier et libre ; face à toutes les adversités.

Mais ce qui était vrai hier ne l'est plus forcément aujourd'hui ; en effet, l'accélération de la technologie, et tous les effets qui en découlent ont fait de nous des jouets d'une sorte de machination diabolique. Amazigh ne peut plus changer de peau, et rester lui-même ; tel un « caméléon » qui n'a plus la possibilité d'épouser toutes les teintes, il vit désormais son drame quotidien en noir et blanc.

N'étant plus maître de jouer sur le clavier des diversités, va-t-il devenir un instrument docile entre les mains de ceux qui prétendent détenir l'unique « vérité », quelle qu'en soit la fausse note ?

Et l'on voit avec tous ces apports extérieurs une multitude de corps étrangers pénétrer nos structures avec pour promesse de les dynamiser, mais qui en accélèrent la désintégration.

C'est pourquoi il est devenu urgent que les responsables cessent de considérer l'essentiel de nous-mêmes, notre culture, comme « non économique » et continuent de tout axer sur des secteurs dits plus productifs. Comme il est devenu impératif d'intégrer la culture et l'histoire dans le processus de développement pour parvenir à hisser au niveau culturel l'économie, la science et la technologie. Comment peut-on prétendre à un développement profond, et comment celui-ci peut-il avoir pour nous une véritable signification, si le contexte culturel marginalisé ne sert plus de base à notre essor ?

Toute évolution qui ne peut satisfaire les aspirations et les besoins individuels et communautaires ne peut que provoquer de graves déséquilibres au niveau interne et régional ainsi que national.

Il n'y a qu'à regarder pour constater les dégâts causés par les différents systèmes qui étaient tous, au départ, censés véhiculer la modernité et la liberté pour le bien du monde. On nous reparle, et de plus en plus, d'une société nouvelle, fondée sur la justice sociale, l'alternance démocratique, et le bien-être du citoyen.

Tout un programme, un message d'espoir, mais qu'en est-il dans la réalité ?

Posséderons-nous longtemps encore cette fierté viscérale d'être nés Marocains assumant un même destin, au sein d'une société équilibrée, et riche d'elle-même ?

Allons-nous une fois pour toutes dépasser cette fiction qui fait de nous les prisonniers de l'on ne sait quelle illusion des temps modernes ?

Ce qui est en danger, et il faut le dire, c'est le support de toute notre culture, c'est notre langue tamazight.

Par le biais de la Revue Tifinagh, nous tentons d'apporter notre contribution à l'édification d'une Afrique du Nord forte, attachée à ses racines, et définitivement libérée des idéologies étrangères qui, au lieu de nous unir, nous divisent plus encore. Elle incarne, par vocation, la raison d'être de notre culture élargie à la dimension nord-africaine, dont la communauté des racines fait de nous les héritiers d'une des plus anciennes civilisations du monde.

C'est pourquoi nous, enfants de cette terre, devons nous retrouver pour assurer notre destin commun dans la fraternité des peuples et la pérennité des traditions en tant qu'Imazighen, en tant que langue, culture ou civilisation.

C'est pourquoi nous n'avons plus le droit de nous contenter des déclarations sur les Droits de l'Homme et croire que tout finira par s'arranger, alors que le combat est engagé, féroce, et qu'il y va de notre survie.

L'identité culturelle englobe à elle seule tout le système des valeurs socioculturelles telles la démocratie, la liberté d'expression, les Droits de l'Homme, etc., qu'elle se doit de véhiculer face à l'agression engendrée par ce qu'on appelle la modernité. Que veulent bien signifier ces principes si l'on n'est pas en mesure de faire passer le message dans l'autre sens ? C'est pourquoi il est devenu urgent d'axer l'essentiel de nos préoccupations sur les problèmes de communication. C'est là que réside le mal. Par conséquent, pour être à même de répondre aux exigences des temps futurs et ne pas assister à notre propre anéantissement, nous avons le devoir de nous imposer au niveau des media afin que le discours véhiculant et véhiculé ne soit plus à sens unique.

Il y a lieu de souligner aussi que tout système d'évolution, qu'il soit biologique, social ou culturel ne laisse que deux choix : la stagnation, ou la transformation.

Nous n'avons, quant à nous, qu'une seule issue : nous battre pour nous transformer sans perdre notre culture, lutter de toutes nos forces tant pour rester nous-mêmes que pour apporter notre contribution à l'évolution du monde. □

LINGUISTIQUE ET CHOIX GRAPHIQUES : QUELLE NOTATION POUR TAMAZIGHT ?

Par Abderrahim Youssi

LINGUISTIQUE

Le choix de graphie(s) pour tamazight pose un certain nombre de problèmes, étant - peut-on dire heureusement - conditionné par quelques préalables : l'option de démocratie, l'option d'efficacité, l'option de dissémination, etc. L'article ci-après propose des éléments de réflexion et offre quelques solutions.

Orthographe et société

+ / ⵜⴰⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⴳⴷⵓⴷⴰⵢⵜ

La question de l'orthographe, lorsqu'il s'agit d'en créer une pour la première fois, n'est pas la plus épineuse, tant s'en faut. Cette entreprise est bien moins problématique que celles consistant à réformer des orthographe bien établies, c'est-à-dire à convier les usagers à changer des habitudes bien enracinées dans les usages suite au dressage scolaire et à la pratique quotidienne.¹ En effet, la mise au point d'alphabets et leur dissémination dans la communauté sans écriture a beaucoup plus de chances de réussir s'ils sont créés *ex-nihilo* que lorsqu'il est question de réformer des orthographe anciennes, comme de nombreux cas dans le monde en témoignent. Qui plus est, une telle entreprise a, aujourd'hui plus que jamais auparavant, beaucoup de chances d'aboutir, ne serait-ce que du fait de la disponibilité des moyens matériels et techniques pour la diffusion de la culture écrite (moyens audiovisuels, informatiques, etc.) qui sont plus répandus et plus faciles à manier qu'ils ne l'ont jamais été auparavant.

Mais aussi important que l'absence de facteurs d'inertie qui favoriseraient l'existence d'un système bien établi (et plus important que la disponibilité de moyens matériels pour la réussite de l'opération de la mise au point de graphies pour le tamazight et sa diffusion) je pense qu'il y a la question de la juste évaluation de "l'état actuel des lieux" et, à sa lumière, la juste estimation des éléments et facteurs en présence. En d'autres termes, il y a l'appréciation de l'adéquation rationnelle des données historiques et socioculturelles et, à leur lumière, les actions à envisager pour l'avenir. Certes, il est un certain nombre de données tangibles de la situation, telles qu'elles se dessinent nettement aujourd'hui, qui permettent de faire un constat tout à fait réaliste et d'avancer des propositions concrètes dans le but de faciliter la généralisation de l'éducation et de réduire ou carrément éliminer l'incommensu-

nable hiatus entre culture écrite et culture orale.

Quelques données de la situation

En premier lieu et, peut-on dire, pour ce faire, l'analyste se trouve privilégié dorénavant en disposant, comme point de départ, d'une évaluation autorisée de la situation marocaine. L'une des significations du contenu du discours de Sa Majesté du 20 août 1994, en effet, est que la question des parlers nationaux est l'affaire de l'ensemble de la nation. La proclamation royale relative à l'introduction, dans l'enseignement, des aspects de la culture marocaine et des parlers nationaux apportait la sanction autorisée à ce qui, dans la pratique quotidienne des Marocains amazighophones, constitue un fait naturel, i.e. l'existence de liens indissolubles entre la société et ses langues, qui non seulement constituent le substrat de sa culture, mais sont également et surtout manifestes dans la vie quotidienne. Sous-tendant cette première corrélation, le discours royal éclaire de toute la force de son avis ce que linguistes et sociologues ont appelé le grand hiatus entre la société et ses langues maternelles.

De ce fait, le poids moral et politique du Souverain met en évidence une seconde corrélation, à savoir les relations disjonctives et donc génératrices des déséquilibres et des dysfonctionnements² existant entre la société et les diverses fonctions communicatives qui s'y exercent. En d'autres termes, entre villes et campagnes, entre riches et pauvres, entre formes anciennes et formes modernes du savoir, etc., les inadéquations profondes et persistantes perpétuaient la disjonction entre rôles sociaux et domaines d'emploi d'une part, et formes linguistiques (carrément aliénantes parce qu'étrangères aux univers conceptuels des usagers), d'autre part.³ Ces hiatus ont maintenu des déséquilibres socioculturels et ont sapé bien des efforts de développement pour plusieurs générations. Ceci est une

dimension bien plus vaste que celle discutée ici mais elle n'y est pas moins sous-jacente.

De quelques principes et règles de conduite

En tout état de cause, cependant, la volonté politique, annoncée au plus haut niveau de l'État, de corriger certaines de ces aberrations, en envisageant des actions au niveau de l'éducation (introduction de l'enseignement des langues et cultures maternelles à l'école), et par des actions de promotion de la culture marocaine en général, a répondu au vœu de bien des spécialistes beaucoup plus au fait de ces questions, comme de bien des usagers ordinaires. On se réjouit de ce consensus d'autant que la volonté politique, dans le cas du Maroc, suscite des échos favorables (bien qu'on n'ait pas encore déterminé les formes ni arrêté les modalités d'application des processus à aménager) sans vraiment soulever d'opposition ou d'hostilité dans d'autres couches de la population comme cela est parfois le cas dans certaines communautés ailleurs dans le monde. Et c'est parmi ces choix certainement que se situent les véritables solutions à venir et leurs applications dans :

- 1 - la sélection des formes à enseigner et les graphies pour les diffuser ;
- 2 - l'acceptation des formes retenues au sein de chacun des trois grands ensembles de parlers (tarifit, tamazight, tashelhit), et du principe de convergence par "l'emprunt" inter-dialectal ;
- 3 - la codification et la normalisation des choix de 1 et 2 ci-dessus, également en recherchant - chaque fois que cela est possible - le rapprochement entre parlers ;
- 4 - l'encouragement - dans toute la mesure du possible et à l'aide de tous les médias disponibles - de l'emploi des langues maternelles dans la pratique courante.

Car un système linguistique a beau disposer des grammaires les plus sophisti-

quées qui soient, et de dictionnaires les plus complets, s'il n'est pas pratiqué par des usagers, s'il n'a pas de fonctions effectives dans la société, c'est un système mort ou moribond. Il est, par conséquent, essentiel que la détermination des relations entre les parlers amazighs en tant que composante de la société marocaine, d'une part, et les formes et les fonctions que doivent assumer ces parlers, d'autre part, soient mises au jour avec la célérité que requiert la gravité de l'état de tamazight.

Toute action pour faire atteindre à tamazight les buts énoncés ci-dessus ne peut être menée à bien que si elle est guidée par des analyses et propositions ayant un maximum de chances d'être avalisées par les usagers. De ce dernier point de vue, on aura pris soin, au préalable, de susciter l'émergence de représentants des populations, démocratiquement désignés, conscients d'un maximum de données de la situation, et dotés des qualités d'exigences, de rigueur responsable, de réalisme et de la sérénité requise. Pour continuer dans le même ordre d'idées, et sans préjuger de leur appellation (Académie, Conseil, Institut, etc.), on peut déjà recommander que la mise sur pied d'instances nationales de réflexion et d'élaboration de projets soit l'émanation d'ONG qui, motivées et souples, travailleront avec les représentants des administrations centrales aussi bien qu'avec les autorités locales pour l'aménagement et le suivi des actions introduites.

Mais aussi importante que soit la discussion des quatre points ci-dessus, et aussi pertinentes que puissent être les vues personnelles sur les actions à entreprendre, les limites de cet article ne permettent pas de développer plus avant cette analyse. Ceci d'autant que les points 2, 3 et 4 plus haut doivent faire l'objet de larges débats d'ordre politique et socioculturel parmi les amazighophones selon les modalités esquissées

ci-dessus. En attendant, et en espérant pour très bientôt la matérialisation de ce débat, on peut verser au dossier les points ci-après, qui esquissent quelques éléments de réflexion pour ce qui est du point 1, à savoir la codification de la graphie et des règles d'usage de la langue en général. La réflexion proposée ci-après ne s'autorise que d'une modeste familiarisation avec les méthodes de la linguistique et de connaissances de situation sociolinguistique dans le monde et au Maghreb.

La question de la codification formelle

La recherche linguistique en domaine tamazight fournit, à l'heure actuelle, suffisamment de données relatives aux structures formelles et socioculturelles des principaux parlers. Ces données peuvent éclairer un certain nombre d'actions, sinon planifiées, du moins concertées. La présentation ci-après propose de dégager, à la lumière de l'analyse des faits et principes énumérés ci-dessus, les données objectives des situations et, sur la base de celles-ci, de formuler quelques propositions.

On rappellera tout d'abord que l'écriture vise principalement à fournir du langage, qui est un acte oral, des séries successives de *blocs icôniques*, c'est-à-dire des ensembles de signes graphiques donc visuels qui, nécessairement, visent à communiquer du sens selon un ordre ou une succession linéaire, foncièrement conventionnelle, selon le type structural de chaque langue. Ce principe, les premiers inventeurs des alphabets de l'humanité, il y a six mille ans, l'avaient compris. L'oeil humain, pareil à une caméra qui balaie un champ visuel, *décode* ces signes constituant des suites d'icônes (i.e. des images), non pas une lettre après l'autre mais globalement, en séquences correspondant chacune à une unité de sens, qui peut être soit un seul lexème (un seul mot, e.g. *pain*), soit un

syntagme aux constituants agrégés (e.g. *travaille-r-i-ons*) ou un syntagme constitué d'un groupe de mots, ou expressions, constituant une unité de sens (e.g. *rater le coche de l'histoire, noyer le poisson ou son chagrin*), voire toute une proposition, ou une phrase. Il est, par conséquent, essentiel que l'opération triadique de décodage visuel des signes (ou *circuit de la lecture* : icône - oeil - cerveau) soit la plus rationnelle et la plus aisée possible. Pour ce faire, il importe que les signes du système graphique d'une langue soient :

- 1 - *discrets* (à chaque son doit correspondre un seul symbole⁴) donc,
- 2 - *économiques*, i.e. dépouillés, afin d'être aisément assimilables et surtout facilement identifiables ;
- 3 - *constants*, ayant les mêmes valeurs pour l'ensemble des usagers,
- 4 - aisément *reproductibles* par les moyens mécanographiques ou informatiques disponibles dans la communauté, et surtout,
- 5 - qu'ils constituent un système dont l'*acquisition* puisse être assurée pour l'ensemble des membres de la communauté avec un *coût minimum* en terme d'effort et de temps d'apprentissage ;
- 6 - qui présente un maximum de *caractéristiques communes* à l'ensemble des variétés (régionales, socio-professionnelles ou autres) ouvrant ainsi, dans le cas de tamazight par exemple, des perspectives de *convergence* en vue d'assurer l'intercompréhension la plus large possible entre les parlars.

Le but, par conséquent, est de tendre vers l'unification formelle et notionnelle entre les variétés de la langue pour le moyen et le long terme. En bref, on insistera que l'orthographe est "l'image" des mots, donc une visualisation abstraite de signes oraux (par essence volatiles) et ne retenant d'eux que le minimum distinctif. Ce sont ces mêmes principes qui ont été mis en pratique dans la contribution à *Tifinagh*, fascicule 3-4, 1994, pp. 3 - 6.

A cause notamment d'un certain nombre

de traits phoniques si typiques du tamazight, mais dont on n'a pas toujours réussi à distinguer ce qui était pertinent de ce qui ne l'était pas, on a eu tendance à vouloir tout mettre dans l'écriture. En tamazight, par exemple (comme en arabe marocain d'ailleurs), le trait d'emphase consonantique, la gémation, ou la labio-vélarisation (que je préfère personnellement définir respectivement comme l'*enflure*, la *tension* (après L. Galand) et l'*arrondissement*) servent à distinguer des significations, et doivent être notées comme telles. D'autres articulations, par contre, ne méritent pas d'être notées. Il en est ainsi de certaines réalisations interdentaires, des spirantes (e.g. la prononciation de /k/ tendant graduellement d'un parler au suivant en un continuum du sud au nord vers le 'ch' de l'allemand dans "ich" puis franchement en un son chuintant comme dans chat ; ou de certaines réalisations de /b/ aussi comme une spirante) ; il en est de même des nombreuses nuances vocaliques dues simplement à l'influence de l'environnement consonantique (e.g. o/u), etc. Or toutes ces articulations ne sont pas distinctives et ne doivent pas encombrer la graphie.

Les offres de graphie "trop riches" pour être d'un usage fonctionnel ou adéquat de la langue, que l'on rencontre ici ou là, sont dues souvent au fait qu'on a confondu orthographe et transcription ou notation phonétique. Certains auteurs, par ailleurs, se sont inspirés des travaux d'ethnologie légués par les chercheurs de l'époque coloniale, dont les recueils de textes de toutes sortes constituent, c'est certain, un apport précieux au patrimoine, mais dont la destination originale n'était pas du tout la diffusion de la culture écrite du tamazight. D'autres amateurs, enfin, confondant naïvement "richesse graphique" et subtilité et sophistication formelles d'une langue, ont donné dans le détail phonétique, recherchant peut-être par là quelque légitimation ontologique.

Tout ceci explique les divergences quelque peu inquiétantes entre ces tentatives. Parce qu'elles ont émergé sans concertation, quasiment de "manière sauvage", les initiatives ici et là pour développer l'écrit font que la situation pour le tamazight est caractérisée aussi actuellement par la *multiplicité* des alphabets (latin, arabe, tfinagh). Ceci est jusqu'à un certain point, historiquement compréhensible ; mais, à l'intérieur de chaque système, la situation se caractérise par des *divergences* déconcertantes dans l'emploi des conventions graphiques (orthographiques). Ces divergences, loin de satisfaire aux exigences énoncées dans les six points ci-dessus, contribuent au contraire à l'éparpillement des efforts et conduisent aux effets opposés à ceux escomptés. On aimerait penser que c'est là un phénomène "naturel" et une étape obligatoire sur la voie de la convergence non seulement vers l'unification de l'orthographe, mais également vers l'émergence de "standards" de tamazight. C'est en tout état de cause une étape inéluctable, et peut-être la plus saine sur la voie de l'unification, parce qu'elle est celle de l'option démocratique et donc de liberté de choix laissée à la communauté, en dernière analyse. Mais il est à espérer que les actions sérieusement concertées énoncées dans la première partie de cette discussion puissent déboucher dans un proche avenir.

Pour ne pas conclure ce débat à peine ouvert...

Il n'est pas inutile de rappeler que, surtout depuis le discours royal du 20 août 1994, il ne semble pas qu'il existe une opposition à l'emploi de tamazight dans le système éducatif, ni à son insertion dans le "paysage" audiovisuel qui - bien que très timide pour l'instant - semble néanmoins admis et généralisable. Il reste, cependant, à déterminer les fonctions et modalités d'application dans les domaines de

la vie pratique. Il eût été souhaitable, pour conclure ce sujet, par conséquent, d'avancer des propositions concrètes et détaillées qui soient basées sur des certitudes quant à ce que, en définitive, il faut et ce qu'il ne faut pas faire pour mettre en pratique les idées discutées ci-dessus. Car restent toujours posées, entre autres :

- 1 - la question de la sélection de la graphie, entre caractères tfinagh, arabes et latins ;
- 2 - les modalités de mise en application de l'enseignement de tamazight dans l'enseignement général ;
- 3 - le recours rationnellement intensif et extensif aux médias ;
- 4 - les actions à introduire au niveau de la vie quotidienne pour vaincre l'analphabétisme, etc.

Mais, comme on le relevait à différents moments au cours de cette présentation, ce sont là des points dont seule l'action démocratiquement concertée, et donc l'action consensuelle peut garantir le succès. Il est permis toutefois d'avancer un point de vue personnel sur ces questions, qui ne se prévaut d'aucune autorité autre que celle du linguiste et du pédagogue.

Le tfinagh

Je pense que si le tfinagh constitue un legs civilisationnel et historique précieux pour les communautés maghrébines, son emploi comme alphabet courant posera bien plus de problèmes qu'il n'apportera de solutions. C'est un legs mais pour lequel il n'y a pas eu préservation de patrimoine écrit, et pour lequel la recherche scientifique est à peine commencée ; son déchiffrement, voire son traitement par "l'archéologie linguistique" n'est pas terminé à ce jour. Cet alphabet est éloigné des usages courants ; l'écolier qui doit déjà assimiler deux systèmes graphiques diamétralement opposés (arabe - latin) ne pourra qu'être dérouté par un troisième non moins complexe. Son maniement par les moyens mécanographiques ou informatiques n'est pas

aisé. La surcharge pour la mémoire que son apprentissage suppose pour l'apprenant peut être préjudiciable à la diffusion et à la généralisation de la langue, alors que le temps consacré à faire assimiler la forme de cet alphabet peut être mieux mis à profit pour ancrer le fond dans la communication du tamazight.

Le caractère latin

Les caractères latins offrent l'avantage de la généralisation (pour ne pas dire l'universalité) et d'une certaine efficacité indiscutables. On en veut pour preuve non seulement le nombre de nations d'Europe et surtout d'Asie qui, parfois en dépit de l'existence de riches patrimoines écrits dans des graphies locales, principalement idéographiques, ont opté pour cette graphie, par efficacité et pour mieux assurer la généralisation de l'alphabétisme. On en veut pour preuve également la rapidité et la facilité avec lesquelles au Maghreb même (particulièrement en Algérie) les amazighophones décodent les textes transcrits en caractères latins. Mais cette pratique reste confinée dans les élites. La majorité des locuteurs - il ne faut pas perdre de vue le fait que l'essentiel des locuteurs de tamazight vit dans les campagnes - non seulement n'a pas une connaissance intime des caractères latins, mais aussi rechigne parfois même à admettre jusqu'au principe de l'usage de la graphie latine. On peut certes entreprendre (comme cela a été tenté en Turquie kemaliste) des opérations d'explication pour distinguer entre la parole Divine révélée et immuable parce que sacrée, et la graphie qui est profane, etc., mais a-t-on les moyens pour le faire, et l'effort en vaut-il la peine ? Ceci ne veut pas dire qu'il faille rejeter les expériences de transcription en tfinagh ou en caractères latins. Au contraire, il faut laisser la "libre concurrence" entre les trois systèmes décider, et surtout il faut encourager l'alphabétisation par tous les moyens, la cueillette et la circulation optimale de

textes en tamazight pour les raisons détaillées plus haut.

Le caractère arabe

Reste le cas de la graphie arabe, qui a pour elle la relative généralisation, y compris parmi les personnes alphabétisées à la campagne, parmi les tolbas des zaouias, les fqihis des écoles coraniques et, de plus en plus, la grande majorité des jeunes ayant suivi une scolarisation de quelques années à l'école publique, où ils n'auront été initiés qu'à ce seul alphabet arabe. Pour tous ces usagers, l'alphabétisation dans leur langue maternelle, au moyen d'une graphie qui, de toutes les façons, fait partie du "paysage" culturel et cultuel, pourra être l'ultime planche de salut pour la satisfaction de nombre de besoins communicationnels dans la vie pratique, après que - pour la grande majorité des enfants de la campagne - l'alphabétisation en arabe classique se sera révélée une utopie et l'introduction à une langue étrangère, comme le français, un pur gaspillage. Étant aussi à la base des emplois officiels administratifs et autres, la graphie arabe - malgré ce que l'on peut en penser par ailleurs, et sans qu'elle corresponde tout à fait aux besoins de la notation du tamazight - est néanmoins le système le plus proche du système phonique tamazight. Comme tout autre alphabet, il se pliera à quelques ajustements pour noter les traits pertinents spécifiques au tamazight. En tout état de cause, cependant, et en attendant la mise en oeuvre des actions concertées énoncées plus haut, à l'échelle de l'ensemble des communautés amazighophones (il faut ardemment le souhaiter), on ne peut qu'insister, cette fois-ci sous forme de recommandation pratique, dont je pense que l'exécution est à la portée de toute personne en mesure de lire ces lignes, il s'agit pour les amazighophones de s'attacher à recueillir d'abord au magnétophone (et pour les plus fortunés - pourquoi pas ? - au camescope)

tout type de textes pouvant avoir un intérêt pour d'autres usagers de la langue ; à faire circuler ces textes, transcrits selon l'un des modèles proposés dans la revue *Tifinagh* par exemple (même s'ils ne sont que photocopiés), parmi les familles, les amis et connaissances et, idéalement pour les textes les mieux aboutis, à les faire éditer afin de les mettre à la dispo-

sition de tous les usagers, y compris les apprenants pour servir de matériaux scolaires, etc. Ces textes peuvent être des récits de la culture orale : contes et légendes, poèmes, chants, énigmes et devinettes, biographies de personnes ayant vécu des événements historiques ou hors du commun, récits vrais ou de fiction, etc. □

NOTES

1 - On a encore en mémoire le formidable tollé conservateur de la fin des années 80 en France lorsque, émanant d'autorités linguistiques et intellectuelles en général, des propositions de modifications de quelques aspects de l'orthographe lexicale et grammaticale - devenus obsolètes et constituant des complications inutiles pour les apprenants français, qui les maîtrisaient de moins en moins bien - furent abandonnées sans donner lieu à un débat de fond réel. L'orthographe de l'anglais, davantage surchargée de scories graphiques résiste à suivre la dynamique de l'oral, malgré quelques tentatives timides aux USA (e.g. nite pour night "nuit", thru pour through "à travers", etc.). Quant à la réforme de la graphie de l'arabe, on n'a pas fini après plus d'un siècle et demi maintenant, d'en soulever l'opportunité surtout en relation avec les échecs des tentatives de l'alphabétisation et les graves problèmes de l'imprimerie.

2 - En fait il faut relier le contenu de ce discours au contenu de la Lettre royale au parlement marocain en date du 15 juin 1994, dans laquelle le Souverain exprimait sa grande préoccupation au sujet des graves dysfonctionnements de l'éducation et de la culture.

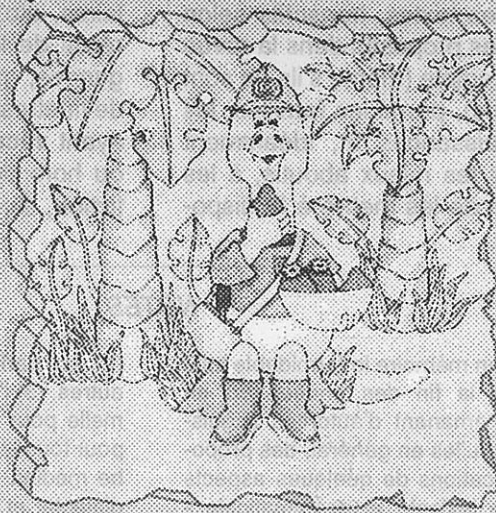
3 - De cette répartition des usages et des fonctions linguistiques au Maghreb (la nécessité pour l'individu de maîtriser trois langues et trois variétés de langues), il a résulté non seulement une babélisation de la communication mais aussi et surtout des césures dommageables pour les équilibres psycho-affectifs des individus et des dysfonctionnements socioculturels dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. En effet, entre la langue maternelle (1) tamazight pour les uns, et/ou

(2) un parler de l'arabe marocain pour les autres, (3) l'arabe classique de l'éducation formelle pour la lecture et l'écriture en principe pour tous les marocains, (4) une variété d'arabe médian ou moderne à mi-chemin entre le dialectal et le classique, parlée par des personnes instruites pour communiquer des choses de l'esprit et de la culture, et enfin et surtout (5) les langues étrangères, principalement le français - langue de tous les élitismes - , il y a de quoi surcharger les facultés cognitives du jeune Marocain, et souvent de quoi dérouter ou inhiber ses facultés de socialisation.

4 - N'en déplaise, entre autres, à W. Vycichl, qui, dans *Tifinagh 2*, fév.-mars 1994, pp. 15 - 18, plaide pour une orthographe à l'européenne, n'hésitant pas à recommander des doublets du type sh comme dans "chat", gh pour la consonne grasseyée, 6 pour "aïn", etc. On ne fera pas l'affront au fin philologue qu'est le Professeur Vycichl de lui rappeler les raisons historiques sous-tendant les graphies des langues européennes, dont les prononciations ont substantiellement évolué, contrairement aux graphies dont le conservatisme (et que la simple inertie de l'habitude maintient vaillamment) des lettres qui ne se prononcent pas et dont le nombre et la fréquence parfois frisent l'absurde, comme on le signalait plus haut. À signaler aussi (ce qui souvent échappe à l'attention des berbéristes) que, en tamazight comme en arabe d'ailleurs, il existe des séquences consonantiques, où s et h ou H sont contigües, comme *shirri* "bourdonner", *shurri* "grogner", *shurf* "imposer", *shessu* "écouter", sans oublier les nombreux lexèmes d'origine arabe tels *tshal* "être facile", *shHerrek* "agiter", *SHu/tSHu* "être vrai, fort, sincère, etc.

D

eh̄muc amaâmuc



TAQSİT

Atan Deh̄muc, atan...

Deh̄muc amaâmuc

Deh̄muc ağı... D evlen̄ umam̄uc akk̄m̄uc d̄ am̄c̄ t̄ūb̄,
 ıder̄ ḡ t̄aḡı Deh̄muc. Deh̄muc ağı, net̄ā ı̄n̄... Akk̄ağı d̄ net̄ā...
 ı̄k̄ 25 ad̄ v̄er̄ t̄aḡı ı̄n̄ ı̄n̄ḡāv̄ı̄n̄... Ben̄ v̄er̄ t̄aḡı ı̄n̄ v̄er̄
 v̄er̄ı̄n̄ akk̄m̄uc... Ȳēll̄e v̄er̄ ı̄n̄k̄ı̄r̄.

Tah̄b̄ı̄t̄ ağı... T̄ēll̄e değı t̄aḡı̄t̄ t̄ēn̄c̄ı̄n̄ı̄t̄ ı̄l̄ t̄ēh̄muc̄ ān̄e d̄ Daw̄ı̄d̄. Tah̄b̄ı̄t̄ n̄ı̄ ı̄n̄ē,
 Tas̄er̄r̄aȳt̄ n̄ r̄ēh̄ı̄n̄ t̄ēd̄ı̄d̄ı̄n̄, akk̄ağı ān̄ t̄aḡı̄ d̄ı̄a, ı̄ ḡēll̄ı̄n̄ akk̄ağı ı̄ n̄ı̄r̄ı̄n̄c̄ı̄n̄.

Tas̄er̄r̄aȳt̄ oğı, değı :

Taq̄s̄ı̄t̄ 1 – Atan Deh̄muc, atan...

Taq̄s̄ı̄t̄ 2 – Tah̄b̄ı̄t̄ n̄ Deh̄muc

Taq̄s̄ı̄t̄ 3 – Anda llant̄ t̄ı̄q̄ı̄c̄ n̄ı̄ ?...

Taq̄s̄ı̄t̄ 4 – Nwader̄ n̄ı̄ n̄ Daw̄ı̄d̄



SIC



Fascicule scolaire réalisé par l'Association des Juristes Berbères de France AJBF (voir page 249)
 et le Secrétariat Européen de Coédition pour les Enfants - Édité à Kemper, Bretagne, 1994.
 Quatre fascicules édités. Comportent de nombreux emprunts à l'arabe.

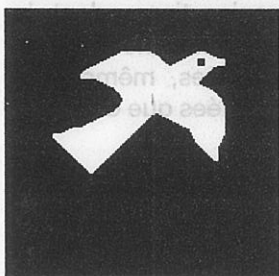
UN SYSTÈME DE NOTATION A LA PORTÉE DE TOUS

Par Abderrahim Youssi

LINGUISTIQUE

Abderrahim Youssi précise ici sa proposition (voir notre précédent numéro) d'un système de notation du tamazight à la portée de tous les claviers latins, et donc n'utilisant qu'une seule police de caractères (typographie uniformisée).

En spécimen de cette «vulgarisation» bien pratique, il nous offre ci-après le conte de «La Colombe Rouge»...



Le conte ci-après a été recueilli au magnétophone, parmi un certain nombre d'autres textes, auprès de feu Moha ou Addi Janane, de la tribu des Aït Bouguemmaz (Haut Atlas Central) en 1972 alors que, gardien de la paix à Marrakech, il était âgé d'à-peu près quarante huit ans. Jeune recrue à seize ans dans l'armée française, il avait fait la campagne d'Italie et participé à la bataille de Monte Cassino dans les Tabors Marocains. Illettré, il était doué d'une grande sensibilité ; il avait la parole parcimonieuse mais juste. J'ai à peine «touché» au flux de sa narration pour éliminer certaines hésitations ou des répétitions.

Dans le n° 3-4 de Tifinagh, pages 6-9, j'ai essayé de «vulgariser», en la simplifiant, la méthode utilisée par les linguistes pour présenter des textes recueillis sur le terrain et analysés du point de vue de la phonologie et de la grammaire. La traduction mot-à-mot visait à donner une idée des relations grammaticales, dont les constituants étaient séparés par des tirets. La notation ou transcription ci-après, effectuée sur la base des mêmes principes, propose un modèle encore plus simple et économique pour la cueillette et la présentation de textes amazighs, en ne recourant qu'à un simple clavier de machine à écrire ou d'ordinateur.

Le premier principe à la base de cette notation, rappelons-le - celui qui permet aux usagers de communiquer entre eux - est celui de la pertinence. Du point de vue de la représentation graphique du langage cela se matérialise par l'équation un son = un symbole. Le deuxième principe est celui de simplicité, et donc d'économie, i.e. de sobriété des moyens graphiques utilisés et de facilité de lecture. En rapport avec les deux principes précédents, par conséquent, il y a celui, pédagogique, de la diffusion la plus large, la plus aisée, et la plus rapide possible dans la communauté. Il faut absolument aménager l'alphabétisation en tamazight le plus rapidement et le plus largement possible, en facilitant la dissémination de la

culture écrite, en en mettant les moyens à la portée du plus grand nombre d'usagers (voir article ci-avant : «Linguistique et choix graphiques»). L'orthographe du tamazight sera une orthographe de masses ou ne sera pas. Pour ce faire, il est impératif d'établir un consensus parmi les usagers sur la base d'un minimum de critères réalistes. Mais en attendant ce consensus, le transcritteur veillera à définir, pour chaque texte proposé, ceux des symboles utilisés, qu'ils soient ceux de la graphie arabe, avec les aménagements nécessaires, diacritiques ou autres ; ou sur la base de caractères latins, dont s'inspire l'API (Association Phonétique Internationale).

Sur la base des trois principes ci-dessus, par exemple, on s'astreindra aux seuls signes du clavier de machine à écrire ou d'ordinateur en s'abstenant de rajouter à la main des signes, dont l'effet n'est jamais heureux. Pour les sons qui sont spécifiques au tamazight ou qui sont notés par deux lettres dans les langues européennes, on peut suggérer les valeurs suivantes : /c/= 'ch' dans «chat», /&/= 'gh' dit grasseyé parisien, /H/ pharyngal sourd dans Hassan, /ç/=pharyngal sonore dans Ali, /e/=schwa ou voyelle

centrale brève ; les consonnes dites emphatiques (ou enflées) sont indiquées au moyen des majuscules correspondantes, et les consonnes labiovélarisées (ou arrondies) sont notées au moyen du /°, i.e. k°, g°, x°, &°, q°. En ce qui concerne la morphosyntaxe, c'est-à-dire l'agencement des «mots» dans la phrase, elle sera la plus synchrétique ou synthétique possible en ce sens que seront accolées au racines lexicales les particules telles celles d'article, de possessif, de genre et de nombre des noms, etc., les particules de pronoms, d'aspect, qui déterminent les lexèmes verbaux, etc. Par contre les prépositions, les conjonctions, dont la fonction est de relier les lexèmes les uns aux autres, seront isolées, même lorsqu'elles ne sont constituées que d'un seul phonème.

Symboles proposés

(une seule et même police de caractères)

& = 'gh' (= γ ou Γ utilisés en Algérie)

x = 'kh' (= x comme en Algérie)

ç = 'âin' (= ε utilisé en Algérie)

c = 'ch' (comme dans «chat»)

e = 'schwa' (voyelle centrale brève)

° = consonnes labiovélarisées (arrondies)

Majuscules = consonnes emphatiques.

tatbirt tazegg°a&t - La colombe rouge

- 1 -

idda yan izd& mudnt g yan
lqSer. imiq iddu s lsla ar ittinig
ikecciDn. ar isfasa aqbu. yafn
gis yat tetbirt tazegg°&t. ibed-
delt Rebbi. igt tameTTutnnes.
tatbirt inna& imiq ar as ttaru
&ir lyaquat. aidasn tDarn
wan tfullust n ddheb allig
icbeç. imiq imD lHal. tuli dars
mais tussir. innas ri& ad ddu&
s lHidj. iddu irgl s &ifs sebça n
teggura, s xf tmeTTut, s xf tet-
birt inna. iffer tasarut g yan
ubedduz n zzbel. tqim.

- 1 -

Il était une fois un homme qui vivait seul dans une kasbah ; [un jour] il partit chercher du bois dans la forêt. Il était en train de couper une grosse branche lorsqu'il y trouva une colombe rouge. Dieu la métamorphosa en femme et l'homme la prit pour épouse. Elle, (ce pigeon-là) après un certain temps se mit à pondre de la hyacinthe.(1) Elle en pondait de ces hyacinthes à la manière d'une poule, et c'était de l'or ; si bien qu'il devint riche. Le temps passa. Sa mère (à lui), une vieille, lui rendit visite. Il lui dit : «Je veux partir en pèlerinage à la Mecque». Il enferma sa femme derrière sept portes, (c'est derrière sept portes qu'il mit cette femme, cette colombe), puis il alla cacher la clef dans un tas de fumier. Elle resta ainsi [derrière les sept portes].

tzri mais da tqRa g imi n
tgemmi s tafukt. imiq iddu
ufullus, innas ufi& kra wan
ikfan kra kf&as ta. tnnas
adak kfe& amezgur, kf&ak
ireddn, kf&ak... &ir kfit. yawi
as tasarut. teddu tanf,
tagg°alt tissnat, tiskraD,
tisRebça, tixxemsa, tisset-
ta, tissebça, allig n tufa tis-
sebça n tmeSrain. taftn al
tssruf i waDunnes. teTTaf
azzars ssfdent. tnnas
tm&alt : «ya ! tddutn tinitit,
zru&am tzuuti, serf&am tser-
fi a yellis n widi ! »

yaha tqen s &ifs di& tiggura.
tral tasarut s aD&ar. ha, al
talla tanna&. al talla ku wass,
al talla allig tçemmeR timeSrin
nna& s imTTaun. iddu urgaz.
yasi tasarut s yudak al tra
tsast tm&alt. yaften. tennas
«iwa tannait maik maidi tsker,
tnna yi 'tfu, tfu, tfu a yellis n
widi itddutn tzuuti izru&am'. tuti
s umeddil, tste& wulinu.»
tayel. iTTaf as g lxatem xs tac-
ciwt, k aidas ijbèR.

iwa ur yad issin ma isker. ar
ittinig allig yuHel, iddu s
TTelba, da i&ran lq°ran. ur idji
ma isker, allig idda s yan
wudai. innas «wa tssent kiy,
tameTTut nnek tllan g sebça n
igenwan.» innas : «ddu &ers i
wiyis, TTir in di ddan tZZelt,
TTir in di ddan tZZelt, ald iddu
yan yuwid anZar, yawid lçaj.
tact. hat iml adak ini 'ffe&d a
maid igan lxi adak ti&. adak
gi& wada tig°rn.»

Sa mère [du mari] qui passait par là un jour, se mit à
se chauffer devant la maison, au soleil. Au bout d'un
moment un coq passa. Il lui dit : «J'ai trouvé quelque
chose ; si quelqu'un m'offre quelque chose à manger,
je la lui donnerai». Elle lui dit : «Je te donnerai du
maïs ; je te donnerai du blé ; alors donne moi [cette
chose]. Il lui apporta la clef. Elle alla ouvrir [la pre-
mière porte], puis la deuxième porte, la troisième, la
quatrième, la cinquième, la sixième, la septième.
Quand elle arriva à la septième pièce elle y trouva la
femme. Elle la trouva en train de peigner ses longs
cheveux toute seule. [Ils étaient si longs qu'] elle en
retenait les tresses entre ses orteils. [Elle se nattait
les cheveux]. La vieille lui dit : «Mais, il fallait me le
dire [tu aurais dû me prévenir]. L'une l'autre on se
serait épouillées ; on se serait fait des tresses. Fille
de chien [que tu es].

Alors elle referma les portes sur elle [sa brue] et remit
la clef où elle l'avait trouvée. L'autre se mit à pleurer.
Elle pleura tous les jours. Elle pleura tellement et
répandit si abondamment des larmes que toutes les
pièces en furent inondées. Le mari rentra. Il alla
prendre la clef là où l'avait posée la vieille. Il la retrou-
va [sa femme]. Elle lui dit : «As-tu vu ce que ta mère
m'a fait ? Elle m'a dit : «Je te crache dessus, fille de
chien ; il fallait venir, pour que l'une l'autre on
s'épouille et qu'on se fasse des tresses». Elle m'a
blessée avec ses insultes et elle m'a fait énormément
de peine [m'a brisé le coeur]». Puis elle s'envola. Il ne
put se raccrocher qu'à sa bague, au moment où elle
s'envolait par la fenêtre.

Il ne savait que faire. Il se mit à sa recherche, mais en
vain. Il alla consulter les docteurs de la religion, qui
psalmodièrent [pour lui des versets] du Coran. (2) Il
essaya tout ; finalement il alla voir un Juif, qui lui dit :
«Tu sais, ta femme se trouve au septième ciel». Il lui
dit : «Tu sacrifieras un cheval, et tu chasseras tous
les oiseaux qui s'en approcheront, jusqu'à ce qu'arri-
ve celui qui se fait annoncer par la pluie et la tempê-
te. Celui-là tu le laisseras [s'approcher]. Tu verras, il
te dira : «Ô, toi, à qui je dois ce bienfait, présente-toi
afin que je puisse te le repdre, que je t'en fasse un
plus grand».

i&ers i wiyis. immatrt. TTir in ddan iZZelt allig iddan yanyawid anZar yawid lçaj. yact. &ir itcan TTir inna&, innas : «ffe&d a maid igan l&ir atx adak ge& wada k ig°rn.» innas nekk. innas : «ma dak... max... mak ya&n ? «innas» aweddi tameTTutinu tllan g sebç n igenwan. inna yan wudai ha mai tskert, ha mai tskert.» innas TTir inna : «iwa bbi sebça n tbyrin n tfiyi tTTaftnt. yallah talit xf ifrauni-nu, xf t&°Radinu.» lbbi sebça n tbyrin n tfiyi, iTTaftnt. da ittalai yan igenna ikfas yat, allig as tsul tin sebça ; tDr as. ibbit s ya hat. han ak innan ur qex telli datx. yukiyits. allig as tikfa yaft tmaR&. inna «hmm ; ullah mraddis izwar l&ir nnek winu ml& adak zdu&. max ati tbbit sg ufus-nek aweddi ? tDrak, hat ur tbbit s ufusnnk !» iwa yawit iserst.

innas wudai inna&, innas : «hat illa yan l&ir. &ir ak isers i&iwr inna&, tqimt taman l&ir. tra tsmext ar teddu a ttagm, t&ertas talxatmt g SStel.» teddu tsmext a ttagm, innas ara tsu& ; izdu yas i tlxatmt. ur as inni walu. da teddu tsmext da tcuccuk, truli. tsl &as gwagg°ra, tnn&el aman al tnn& mad as kkis, walu. teddu tagm di&, tali xf waman mkin cuck, trul, tsel& as g wagg°ra, tn&l aman al tnne& allig tuHel, tagm, tawit. tnna i tmeTTut : «ha mai di ijRan, mai di isker yan iswa. inna aRa tsu&, izduyi talxatmt. hat ur ya tra di

Il sacrifia un cheval et se tint près de la carcasse à la surveiller. Il chassa tous les oiseaux qui s'approchèrent, jusqu'à l'arrivée de celui qui provoqua la pluie et la tempête. Celui-là, il le laissa s'approcher. Dès qu'il eut mangé, l'oiseau lui dit : «O, toi à qui je dois ce bienfait, présente-toi afin que je t'en fasse un plus grand». L'homme répondit : «Me voilà». Il [l'oiseau] lui dit : «Qu'est-ce - pourquoi - que t'est-il arrivé, qu'as-tu ? [de quoi te plains-tu ?]». Il [l'homme] lui dit : «Voilà ; ma femme se trouve au septième ciel. C'est un Juif qui m'a indiqué ce qu'il fallait faire. L'oiseau lui dit : «Bon, coupe sept morceaux de viande et prends-les avec toi. Tu vas monter sur mes ailes, sur mon dos». L'homme coupa sept morceaux et les prit avec lui. À chaque ciel, l'homme en donna un à l'oiseau. Alors qu'il ne lui restait que le morceau du septième ciel, il le laissa tomber [et le perdit]. Il en perdit un, donc ; il coupa alors un morceau [de sa propre chair], ici, tu vois [montrant le bas des biceps]. C'est pour cette raison ; dit-on, que les hommes n'ont pas de chair à cet endroit. Lorsqu'il le lui donna, l'oiseau se rendit compte que c'était salé. Il lui dit : «Que Dieu me soit témoin. Si ton bienfait n'avait précédé le mien, je t'aurais laissé choir. Quel besoin avais-tu d'en couper dans ton bras. [Ce n'est pas parce que tu en avais perdu un que tu devais le tailler dans ton bras]. Tu en avais perdu un, tu n'avais pas à le couper de ton bras». Il poursuivit cependant son vol et déposa l'homme au septième ciel.

Le Juif lui avait dit : «Il y a là-bas un puits. Dès que cet oiseau de proie t'aura déposé, tu prendras place près du puits. Lorsque la servante [de ta femme] ira chercher l'eau, tu laisseras la bague tomber dans le seau». Lorsque la servante vint chercher l'eau, il y fit tomber la bague [dans le seau]. Il avait dit à la servante : «Je voudrais boire». Il ne lui avait rien dit d'autre. Il laissa glisser la bague. La servante s'éloigna puis revint vers le puits. La bague se collait au fond du seau ; elle rejeta l'eau pour l'enlever, mais en vain. Quand elle retournait prendre de l'eau la bague flottait à la surface. Elle restait dans le seau. Elle rejeta l'eau plusieurs fois, mais en vain. Quand elle se fut fatiguée, elle remplit son seau et partit. Elle dit à la femme [sa maîtresse] : «Regardez ce qui m'arrive. J'ai donné à boire à un homme et voici ce qui est arrivé. Il m'a dit : «Je voudrais boire», et il a laissé tomber cette bague dans le seau.

tyamaZ nekk.» tcuck Sas
nettāt.

- 7 -

tanna& yawit yan l&ul,
agRud, yan xxuc. iffe&
netta da ittSiyad; da ilga
mdden. yawid lHwaij, yawid
iHulin... yugl ssyuf ; sin id
ssyuf g jgg°a. yan ig as
ufus umlil, yan ig as
auRa&. iwa tennas tanna&
i tsexxaRtnnes : «ddu awi
ageddid n ul&°m. tgt gis
argaz inna.» tddu tk tid
ageddid n ul&°m, tsast. ten-
nas iwa sra kiy tffert g lbit
inna&, g srad idda l&ul. hat
mla yut aDunnek, hat
maxeccak issin xxuc atx,
maxeccak issin ki dijbed s
waDu. walainni, ml adak ini
asi ssif inna, asra da tzgurt,
asi wanna& miga ufus
auRa&. hat iml adak ini uti,
utta. iml adak ini çaudi, aur
as tçaudt. mk as tçaudt ml
ak ine&. hat mk as wat tça-
wadit iml a immet.»

- 8 -

iwa iddud xxuc atx, ikDu
mka, innas : «hmm, illa kra
gda !» iffe&d Sas. innas
xxuc : «asi ssif !» yasi
wanna& miga ufus auRa&.
wanna&, l&ul, yusi ssif
miga ufus umlil. innas :
«iwa wti !» yutt. innas :
«çaudi !» innas : «la. ur
içaudi babinu ism adak
çaud&.» innas : «aur isserfH
Rbbi maidak tinnan !» iDr.
iffe&t ida RRuH, immet.
Yasi tmeTTutnnes sxf
wiyis, yawit, irulis. inze&.
zri&in g cceRR ddu&d g
lhna.



Comme vous voyez, je n'arrive pas à l'attrapper, moi». L'autre tendit la main et prit la bague.

- 7 -

La femme avait été prise comme épouse par un ghoul, un monstre affreux. Il partait à la chasse. Il attaquait ceux qu'il rencontrait et ramenait chez lui des vêtements, des moutons...Il avait suspendu des épées au mur ; il y en avait deux chez lui ; l'une avait la poignée blanche, l'autre jaune. Alors, la femme dit à sa servante : «Va chercher une peau de chameau pour y cacher cet homme». Elle le mit dans la peau du chameau et l'y laissa. Elle lui dit [à l'homme] : «Toi, tu te cacheras dans cette pièce jusqu'à ce que le ghoul revienne. Il sentira certainement ton odeur. Tu peux être certain qu'il la sentira. Ce monstre hideux se rendra compte de ta présence ; il te trouvera sois-en sûr grâce à son flair. Mais il te dira : «Prends cette épée». Tu le devanceras et tu prendras celle dont la poignée est jaune. Ensuite il te dira «frappe moi !» Tu le frapperas. Puis il te dira : «Encore» [frappe encore]. Ne le frappe pas une deuxième fois. Si tu le fais, il te tuera. Si tu ne le frappes pas une deuxième fois, il mourra.

- 8 -

Le monstre arriva. Il renifla. Il dit : «Hm, il y a quelqu'un ici». L'homme sortit de sa cachette. Le ghoul lui dit : «Prends une épée là-bas». Il prit celle dont la poignée était jaune. L'autre prit celle dont la poignée était blanche. Le ghoul lui dit : «frappe moi». L'homme donna un coup. Il lui dit : «Encore». L'homme répondit : «Non, mon père ne m'a prénommé qu'une seule fois et c'est pourquoi je ne te frapperai pas deux fois». Le ghoul lui dit : «Maudite soit celle qui t'a mis au courant», puis s'écroula. Il rendit l'âme et mourut. L'homme reprit sa femme et l'emmena sur un cheval. Il la ramena. Moi, [le narrateur], je les ai laissés à leurs tracasseries et je m'en suis allé en paix.

NOTES

(1) - Pierres précieuses, or et perles sont confondus chez les montagnards parce que personne n'en possède ni en a jamais vu ; les bijoux sont plutôt en argent ; (yaqut) serait plutôt de la hyacinthe. Le tout serait synonyme de richesse fabuleuse.

(2) - Les docteurs de la religion - hommes à tout faire au sein de la communauté - enseignent le Coran aux enfants, président les offices religieux, préparent des talismans, sont guérisseurs, conjurent le mauvais sort et, à l'occasion, interprètent les rêves. Ces pouvoirs leur sont conférés par le seul fait qu'ils ont séjourné dans des Zaouias et peuvent réciter le Coran par cœur.

TABLEAU DE TRANSCRIPTION PHONÉTIQUE DU BERBÈRE

Par Omar Ouakrim

Tifinagh	A.P.I.	Arabe	Tifinagh	A.P.I.	Arabe
ⵏ	a	ـ	ⵍ	x	خ
ⵉ	ɛ	ع	ⵎ	l	ل
ⵓ	b	ب	ⵏ	m	م
ⵔ	ɸ	ش	ⵏ	n	ن
ⵓ	d	د	ⵏ	q	ق
ⵓ	ɗ	ض	ⵏ	r	ر
ⵏ	f	ف	ⵏ	s	س
ⵏ	g	"	ⵏ	s	ص
ⵏ	ɟ	"	ⵏ	t	ت
ⵏ	ɣ	غ	ⵏ	ʔ	ط
ⵏ	h	ه	ⵏ	u	و
ⵏ	h	م	ⵏ	w	و
ⵏ	i	ⵏ	ⵏ	j	ي
ⵏ	ɟ	ج	ⵏ	z	ز
ⵏ	k	ك	ⵏ	ʒ	"
ⵏ	ʃ	"	ⵏ	ʒ	"
ⵏ	*	ع	ⵏ	w	"

N.B.

- Considérer les / ɟ, j / comme des corrélats fricatifs des consonnes tendues / k*, g*/ en tachelhit.
- (") Ces phonèmes berbères n'ont pas de correspondant en arabe.

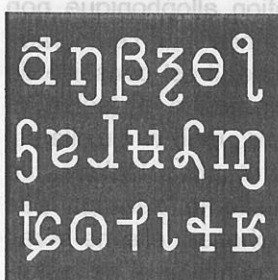
Ce tableau, qui diffère de celui communément admis (voir en 3ème couverture), n'engage que la responsabilité de son auteur (NDLR).

POUR UNE TRANSCRIPTION PHONÉTIQUE DU BERBÈRE

Par Omar Ouakrim

LINGUISTIQUE

Notre revue s'adresse à un large public et nous ne désirons pas entrer dans des querelles de spécialistes. Ici s'opposent deux points de vue : celui d'Abderrahim Youssi (voir ci-avant) qui propose une méthode de notation à partir de n'importe quel clavier latin et que seraient capables d'utiliser tant l'écrivain public sur sa vieille Remington que le Japonais ou l'Américain avec le choix de centaines de polices de caractères ; et celui d'Omar Ouakrim (voir ci-après), qui recommande le recours à l'Alphabet Phonétique International (API), complet et universel mais que seuls quelques scientifiques sont capables de manipuler.



Dans l'esprit de rigueur dont vous faites preuve pour que votre revue, Tifinagh, soit, selon vos propres mots, une revue de bibliothèque, un fond de références bibliographiques, de recherches..., permettez-moi de vous faire quelques précisions d'ordre plutôt technique afin que les transcriptions phonétiques et phonologiques des textes berbères que vous publiez soient plus ajustées à l'alphabet adopté par l'Association de Phonétique Internationale (API ou IPA). Car ceci, je crois, faciliterait mieux la généralisation et la standardisation de la lecture de vos textes et éviterait, de même, toute distorsion de la réalité linguistique de la langue berbère.

- Dans certains écrits qui apparaissent dans votre revue (ainsi dans l'article de M. Abderrahim Youssi : «*Spécimen pour la cueillette de textes oraux*», n° 3-4), je remarque un certain "mélange" entre le système de transcription de l'API et le système de notation que les arabisants et les berbérissants utilisent par tradition. L'API n'a jamais adopté ni le point, /q/, pour transcrire les consonnes pharyngalisées (dites emphatiques en terminologie traditionnelle des arabisants), ni la diacritique [ˤ] pour représenter les chuintantes ; et le tiret sous le phonème /q/ indique plutôt la postériorisation du son... (voir la Convention de l'API de Kiel, 1989).

- Les pharyngalisées, selon l'API, sont représentées par un tilde [~] qui traverse le symbole représentant le phonème, soient /ṭ, ḍ, ṣ, ẓ, ʒ̣/ comme les seuls phonèmes consonantiques pharyngalisés (emphatiques) qui doivent figurer dans un tableau phonologique du berbère. Ainsi, dans le tableau des caractères Tifinagh de votre revue (dernière page), il ne doit y apparaître qu'un seul corrélat pharyngalisé de /d/, soit /ḍ/, et non pas deux, soient /ḍ/ et /ḍ/, comme en arabe. Il est donc conseillé d'éliminer le /ḍ/ et, en revanche, d'ajouter le /ʒ̣/ puisque, en berbère, la pharyngalisation de /ʒ/ est distinctive.

- Pour une transcription de textes berbères oraux (contes, poèmes...), il faut se limiter à représenter uniquement les traits distinctifs et s'abstenir de noter toute autre caractéristique purement phonétique. Par exemple, les mots cités par M. Youssi, "vava" (père), "it'ri" (étoile), doivent, du point de vue phonologique, se transcrire /baba/ et /itri/, même si phonétiquement ils se produisent et se perçoivent d'une autre manière (la fricativisation de /b/, soit [β] et l'affrication de /t/, soit [ts] ou [θ]). La même chose pour le /d/.

- Les affriquées /tʃ, tɬ, dʒ/ n'existent pas en berbère, ou du moins en tachelhit, en tant que phonèmes uniques. Le son se doit plutôt à une combinaison de deux phonèmes /t+ʃ, t+s, d+z/.

- Les consonnes /x^w, k^w, g^w, q^w, ɣ^w / (^w , selon l'API = °, selon M. Youssi) doivent plutôt être dénommées des vélaires et des uvulaires labialisées et non pas des labiovélarisées ; puisque, dans ce cas, l'articulation primaire est bien la vélarisation ou l'uvularisation et que la labialisation n'est qu'une articulation secondaire, bien que distinctive en berbère.

- Utiliser toujours la terminologie "consonnes tendues" au lieu de "consonnes géminées, doubles..." puisqu'il s'agit là de deux phénomènes linguistiques bien différents. À ce propos, j'approuve le diacritique, [ʌ], que vous utilisez pour représenter la tension consonantique au lieu d'un caractère double.

Jusqu'à présent l'API n'a toujours adopté aucun diacritique pour transcrire la tension comme trait pertinent additionnel. Devant cette carence, personnellement j'utilise l'astérisque, /b*/ , puisque c'est le signe qui s'emploie usuellement en phonétique à défaut d'un autre de l'API.

- La laryngale berbère (de même qu'en arabe d'ailleurs) doit, contrairement à la tradition, se transcrire /ħ/ puisqu'elle est sonore, et non pas avec le symbole de son corrélat sourd, /h/.

- Quand aux voyelles, transcrire uniquement /i, a, u/. Tout autre son qui s'ensuit n'est qu'une variation allophonique non pertinente conditionnée par l'entourage contextuel. De même, il est conseillé de supprimer la voyelle neutre [ə] (selon M. Youssi, [e] dans nekk, moi) vu qu'elle est dépourvue de statut phonologique. Je crois que même si elle ne "dérange" pas les lecteurs francophones, elle ne serait qu'un élément de confusion et de distortion linguistique pour les non francophones.

Pour votre tableau de caractères Tifinagh en usage au Maroc, il serait intéressant d'y introduire une colonne réservée à la transcription en alphabet de l'API (ci-joint une proposition ainsi qu'une copie sur disquette de l'alphabet de l'API).

J'espère que ces commentaires puissent être utiles pour votre revue.

Omar Ouakrim.



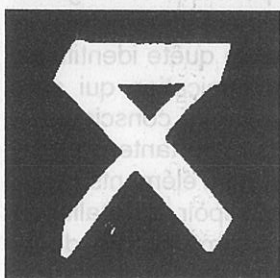
DE L'URGENCE DE NORMALISER TAMAZIGHT

Par Mouloud Lounaoui

TAMAZIGHT

Par définition aucun système démocratique ne peut prétendre à la crédibilité sans pluralisme - qu'il soit politique, culturel, ou autre. Il en est par conséquent de même au niveau linguistique.

Mouloud Lounaoui, dont nous avons déjà publié «La question amazigh en Algérie» et «Amazighité : langue, culture, identité en Algérie», fait ici le point sur tamazight.



La langue berbère est la langue maternelle d'une vingtaine de millions de locuteurs (chiffre très approximatif, faute de recensement). Bien fonctionnelle et répondant parfaitement au besoin de communication, elle n'est que tolérée, voire interdite. Toutes les lois ont un caractère coercitif vis à vis de cette langue dont le développement est entravé par les différents États dans la mesure où elle ne répond pas à la culture et à l'identité officielles. C'est pourquoi, faute de prise en charge par les institutions publiques, des associations culturelles, à l'instar d'IDLES de Tizi-Ouzou, essaient de le faire. Depuis quelques années, cette association (parmi d'autres) s'est astreinte à former des formateurs (une centaine) et surtout à enseigner le berbère en milieu scolaire (en dehors des horaires officiels), une manière de créer le fait accompli. Mais d'énormes difficultés surgissent dans l'accomplissement de cette tâche. La première est liée au statut du berbère. En effet, cette langue n'est ni langue nationale, ni langue officielle. Elle est tout juste un dialecte, un parler local, voire un germe de division nationale. Cet idiome se trouve en situation de langue "minorée" confrontée au français et surtout à l'arabe, deux langues de "grande diffusion" auxquelles il faut tout sacrifier. La deuxième difficulté vient de la langue elle-même. Considérée comme langue orale (avec un alphabet pourtant vieux de 25 siècles) elle n'a pas donné lieu à des études sérieuses avant ces dernières années. Trop peu de linguistes berbérophones se sont véritablement intéressés à sa description. Pas un séminaire n'a véritablement parlé de son aménagement. Il n'y a, à ce jour, aucun comité consensuel pour nommer la langue. Conséquences : de nombreux livres, journaux, revues et fascicules, rendus publics, sont écrits dans des orthographes différentes avec des règles de grammaire différentes.

Ce foisonnement d'écrits anarchiques, ne répondant à aucune norme réfléchie et décidée par des spécialistes, semble être encouragé par le pouvoir qui y voit probablement une manière

efficace de décourager les lecteurs et d'entraver le développement de la langue. De nombreux dictionnaires (en moyenne un par parler) existent sur le marché ; mais ils sont difficilement exploitables par les profanes (classement par racines, orthographe non codifiée...) De plus ils sont excessivement chers et leur disponibilité n'est pas toujours évidente.

Se pose aussi le problème de la modernisation de la langue. Trop peu d'outils linguistiques existent pour ce faire. La situation est d'autant plus alarmante que l'emprunt au français, mais surtout à l'arabe, atteint de grandes proportions (dû essentiellement au choix du système éducatif). Très souvent (journal parlé de la chaîne II) nous avons du mal à discerner entre ce qui est arabe et ce qui ne l'est pas (interlecte ? comme le définit Comiti, langue hybride ?). L'aliénation linguistique de nos intellectuels (surtout arabisants) dont l'impact social est malheureusement important, atteint les limites de l'inacceptable.

À tout cela s'ajoute le choix de la transcription (latin, arabe ou tifinagh), le débat restant toujours ouvert.

Ainsi donc, le manque d'enthousiasme de la majorité de nos linguistes vis à vis de ce que Valter Tauli (1968) appelle "la standardisation" signifie peut-être qu'il n'existe pas encore une volonté réelle d'infléchir l'évolution ou plutôt l'involution de cette langue.

Malgré toute leur bonne volonté, les associations culturelles ne peuvent se substituer aux compétences en la matière.

Deux aspects pourtant doivent être étudiés et des propositions concrètes doivent être faites :

- 1/ sur le choix et l'implantation de la norme dans la communauté linguistique ;
- 2/ sur l'instauration d'une codification de cette norme et la modernisation de la langue.

Ces deux aspects, l'un social, l'autre purement linguistique, souffrent de l'absence d'appui des institutions des pays concernés. La langue arabe, féroce concurrente, est la langue nationale, offi-

cielle, coranique. C'est également la langue de l'unité nationale ou, comme la définissent les différents pouvoirs, un fondement de la nation. Toute langue pouvant lui faire ombrage doit par conséquent disparaître et tous les moyens sont employés pour ce faire : brimades, arrestations, dialectisation, folklorisation, etc. La langue française n'étant pas un support idéologique n'entre pas dans le champ de ce conflit linguistique.

Ce tableau pessimiste ne signifie pas pour autant que les dés sont jetés. Les structures sociales, essentiellement dans les montagnes, ont permis la sauvegarde du berbère en constituant un rempart à la glottophagie. De plus la quête identitaire, les besoins de communication qui sont réels dans cette langue, la conscientisation de plus en plus importante au sein des masses sont autant d'éléments dynamisants et porteurs d'espoir. La vitalité du berbère, présenté comme germe de la division et combattu en conséquence, demeure entière. Sa mort, programmée par les pouvoirs, est loin d'être une fatalité. Notre modeste contribution consiste à :

- 1/ développer la prise de conscience identitaire, notamment en organisant des conférences-débats et en proposant des listes de termes pour la berbérisation de l'environnement (enseignes commerciales, placards publicitaires...) actuellement tolérés en Algérie.

- 2/ assurer une formation de formateurs en langue berbère ;

- 3/ investir l'école publique en assurant des cours de berbère aux enfants scolarisés.

Il est évident que pour intervenir au niveau de ces trois créneaux, nos choix, tant politique que linguistique, sont faits. Notre enseignement se fait en caractères latins et accessoirement en tifinagh. Nous utilisons pour cela, comme outils pédagogiques, des manuels conçus par des universitaires berbérissants (essentiellement Mouloud Mammeri, Salem Chaker, Ramdane Achab...). C'est notre manière de participer à la politique et à l'aména-

gement de la langue berbère niée par les institutions officielles.

Notre définition de l'aménagement linguistique changera quelque peu de celle proposée par Brian Weinstein (1984) : "effort à long terme, soutenu, conscient et ayant reçu l'aval d'un gouvernement dans le but de modifier les fonctions d'une langue à l'intérieur d'une société afin de résoudre les problèmes de communication". Pour nous, il s'agit d'aménager la langue berbère contre le gré des gouvernants. (Re)construire (c'est de cela qu'il s'agit en fait) une langue standardisée, fonctionnelle et socialement acceptée par les berbérophones est, pour nous, une manière d'infléchir la volonté de nuisance des pouvoirs.

Il y a donc nécessité de créer une norme médiane accessible et perméable à tous les berbères (quelque soit leur dialecte) et qui préserve la clarté de la langue. La tendance hypernormative et purificative de certains militants a conduit (journal parlé, roman...) à la création d'un "berbère classique" compris par les seuls initiés. Cela aboutit inévitablement à un phénomène de rejet de la part des consommateurs de la langue.

Mais pour cela, il faut se substituer aux États. Ce qui suppose une organisation puissante (militants, universitaires, mécènes...) que la société berbère a la force de secréter.

Nous rejoignons B. Weinstein quand il redéfinit l'aménagement linguistique comme "tentative de résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques par le biais d'une intervention sur la langue" car tous les efforts consentis pour le développement de la langue ne peuvent se dissocier des efforts faits pour changer profondément la société et ses relais culturels et politiques.

De cette organisation naîtra un organisme chargé de centraliser, penser et résoudre les problèmes qui se posent à la langue. Cet organisme s'impliquera en tant qu'acteur privilégié dans le processus d'évolu-

tion de la société. Il s'efforcera de lui faire accepter ses propositions pour en faire un allié puissant et élargir ainsi son champ d'action et d'influence.

Lluís Aracil (1982) parle de "normalisation linguistique qui consiste à réorganiser les fonctions linguistiques de la société de façon à réadapter les fonctions sociales de la langue à des conditions externes changeantes. Par conséquent, une véritable normalisation ne saurait se borner aux aspects purement linguistiques". Il ajoute plus loin "la normalisation est une véritable macrodécision qui, comme les macrodécisions économiques, tend à orienter le futur d'une communauté... ce qui suppose au moins un degré substantiel d'autonomie politique de la communauté linguistique en cause."

Cette définition porte en elle les objectifs que doivent s'assigner les défenseurs des langue, culture et identité amazigh.

"Normalisation linguistique" est donc le terme le plus approprié pour les pays berbérophones en ce sens que nous vivons une situation pour le moins anormale, qu'il faut réadapter au courant historique. La langue berbère est le lieu où se concentrent tous les sentiments culturels et identitaires car, elle seule, pratiquement, permet de distinguer les Berbères qui assument pleinement leur histoire.

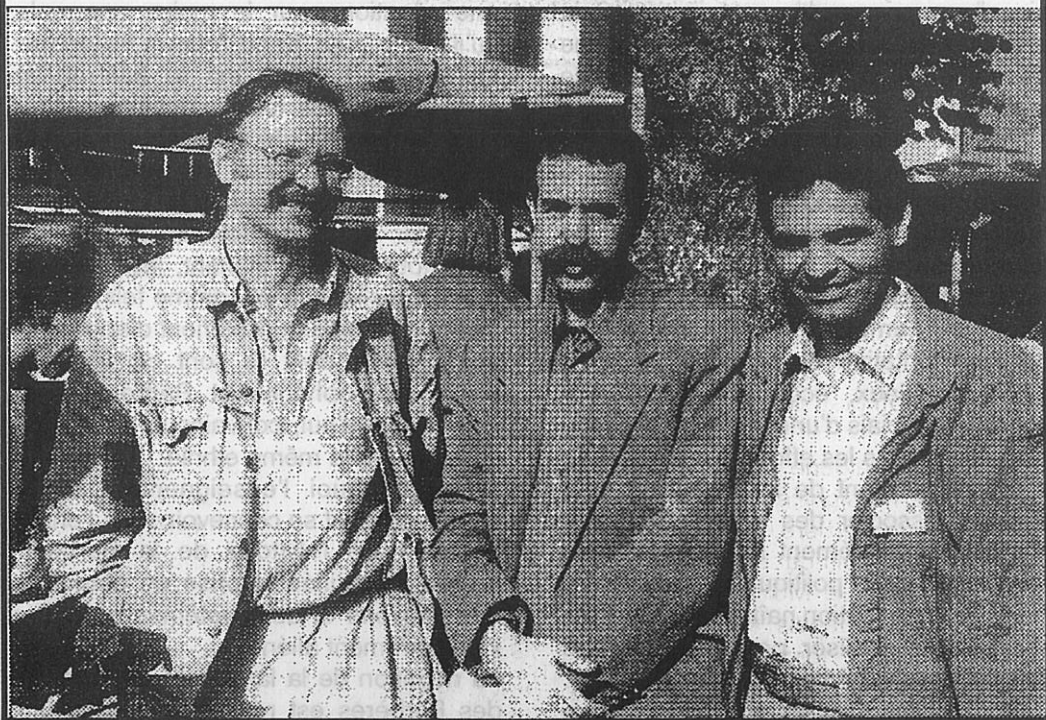
Niés par les États-Nations idéologiquement tournés vers l'Orient, les Berbères (ceux qui s'identifient comme tels) ont de moins en moins le sentiment d'appartenir aux peuples dont ils sont censés faire partie. Arabophones et Berbérophones sont, aujourd'hui, convaincus de ne pas appartenir à la même ethnie.

C'est pourquoi l'enseignement de la langue ne peut se concevoir sans l'enseignement de l'Histoire de la Berbérie, jusque là falsifiée et prise en otage par des pouvoirs et des systèmes politiques identitairement aliénés.

La négation de la langue et de l'Histoire des Berbères est ressentie comme une provocation. Un radicalisme réactionnel

Pennad-kaoz gant Mouloud Lounaouci

(Renner ar c'helenn berbergeg
e Tizi-Ouzou en Algeria)



De gauche à droite : Ivon Gag (rédacteur de la revue en langue bretonne «Bremañ»), Dr Mouloud Lounaouci (Kabylie), Mohamed Hendayn (Agadir).
(Texte en breton - photo Bremañ)

(principalement chez les jeunes) peut aboutir à un mouvement séparatiste si les exigences d'égalité entre l'arabe et le berbère ne sont pas satisfaites.

La volonté délibérée de nuire à la langue vient de la nature même de cette dernière car, comme le dit Fishman, "la langue n'est pas uniquement porteuse d'un contenu, elle est elle-même *contenu*". Cette volonté de nuisance (qu'affichent les différents pouvoirs à l'égard du berbère) se concrétise d'autant plus facilement qu'en face de l'arabe classique, standardisé et modernisé, (même s'il n'est pas socialisé) on retrouve une multitude de variétés de berbères. Ceci conforte les adversaires de ce dernier, dans leurs attitudes négatives vis à vis de ces "dialectes" incapables de générer la réflexion. Voilà donc une autre raison, s'il en faut, de l'urgence de normer la langue berbère pour en faire ce que d'aucuns appellent une "langue scientifique". Cette tâche difficile, longue, continue et éprouvante est réalisable puisque le berbère garde une fonction sociale puissante. L'exemple de l'hébreu, ex-langue-morte élevée au rang de langue de science, est édifiant et doit nous inciter à travailler dans ce sens. Comme doit nous inspirer la longue lutte des Catalans qui ont fait de leur langue une langue co-officielle.

La volonté affichée des locuteurs berbérophones d'élever leur langue au rang de "grande langue" se développe de plus en plus et se retrouve dans un discours politique de plus en plus radical s'opposant à un discours officiel de plus en plus réfractaire.

Aujourd'hui, en Algérie tout au moins, berbérophone ne signifie pas seulement parler la langue berbère. Ce mot a des prolongements politiques et sociaux. Comme se définit le MCB (Mouvement Culturel Berbère) depuis son deuxième séminaire de 1989 : "force politique, pacifique, d'essence démocratique", la langue berbère porte en elle le combat démocratique et le rejet de la violence

comme argument de persuasion. Nous rejoignons en cela Fishman qui affirme : "une langue comporte un jugement, manifeste une émotion et provoque une prise de position".

C'est précisément la raison pour laquelle les Berbérophones ont le sentiment inavoué (car comportant des risques) d'appartenir à une communauté qui n'a pas les mêmes aspirations, les mêmes réflexes culturels, voire la même religion que "l'autre" communauté partageant le même pays. Pour reprendre S. Chaker, la "voie est décidément étroite" entre le simple désir d'autonomiser sa langue et le cheminement naturel vers l'autonomie politique (États fédérés).

On comprend, alors, pourquoi les pouvoirs en place figés dans la définition qu'ils se donnent de l'État-nation, développent une politique prônant l'unilinguisme. Les langues maternelles se trouvent envahies d'autant que la presque totalité des foyers disposent de cet outil glotto-phage qu'est la télévision. En fait, tout monolithisme politique implique le monolinguisme.

En Libye, il existe un texte de loi qui prévoit des peines d'emprisonnement pour tout citoyen utilisant toute autre langue que l'arabe.

Même dans l'ex-URSS, où chaque langue était censée être autonome, tout était fait pour instaurer la suprémacie de la langue russe.

Seule une prise de conscience collective est donc à même de contrecarrer une telle situation. Et, c'est précisément à ce niveau que se trouve engagée la responsabilité de nos intellectuels. L'enseignement obligatoire du berbère est seul à même de garantir sa pérennité sans quoi l'effet submergeant de la langue des institutions finira par l'emporter. Des familles berbérophones, citadines, vont jusqu'à utiliser la langue arabe pour des besoins domestiques. Les rôles remplis ordinairement par la langue maternelle s'estompent progressivement et sa disparition (le

berbère dans ce cas) devient inéluctable. La régression de cette langue est d'autant accélérée que celle-ci est perçue comme une langue "paysanne" et non valorisante, puisque non enseignée.

Prôner, au contraire, le bi ou multilinguisme est une manière de lutter efficacement contre les tentations fascisantes. Faire de la langue berbère une langue d'enseignement et de travail c'est en faire une langue valorisante à même de concurrencer ou parfois de s'opposer à la langue des pouvoirs. C'est, en d'autres termes, une façon de mener pacifiquement un combat pour que s'instaure un régime démocratique.

En Afrique du Nord, la question berbère est un véritable "test du démocrate". On ne peut se targuer de l'être et faire dans l'antiberbérisme primaire, ce qui n'est pas exceptionnel chez bon nombre de nos intellectuels.

Les événements que vit l'Algérie aujourd'hui (et leur extension aux pays nord-africains, voire méditerranéens, est plus que probable si des mesures adéquates ne sont pas prises) découlent en grande partie d'un système éducatif fonctionnant sur le modèle de la pensée et de la langue uniques.

L'introduction du berbère comme langue d'enseignement obligatoire, au même titre que l'arabe, aurait probablement fait évoluer les choses différemment. En effet, les messages véhiculés par les deux langues auraient pu aboutir à un état d'équilibre, la langue arabe véhiculant la culture arabe et la religion musulmane, la langue berbère supportant l'historicité et véhiculant des valeurs afro-méditerranéennes.

Définir ce que Fishman appelle "un système formel de normes qui définissent l'usage correct et accepté par la communauté", c'est permettre à la langue berbère (normée) de faire intrusion dans un système éducatif hermétique. Cette langue berbère standardisée sera, alors, un facteur de correction dans un système à voie/voix unique.

Plus qu'un simple besoin linguistique (même si celui-ci est réel et important) c'est la volonté d'en finir avec un système politique injuste qui a abouti en grande partie au besoin sans cesse grandissant de la communauté berbérophone à codifier sa langue. Les spécialistes de cette dernière ont le devoir et l'obligation morale de répondre à cette demande.

La normalisation du berbère est le seul moyen de la faire rivaliser avec la langue arabe et conséquemment de lui éviter sa domination.

Vitale par les fonctions qu'elle exerce au sein de la communauté, vigoureuse par le nombre de ses utilisations, forte de sa légitimité historique, la langue berbère a toutes les chances de s'imposer dans les pays où elle est encore parlée, si elle est sérieusement prise en charge.

Une véritable intégration (symbolique) nationale est utopique sans l'intégration de la langue dans le système éducatif. Et cela ne peut se faire sans standardisation et modernisation du berbère. □

BIBLIOGRAPHIE

- Maurais (Jacques) - Textes publiés sous la direction de Politique et Aménagement linguistiques. Collection L'ordre des mots, Le Robert, Paris, 1987.
- Giordon (Henri) - Sous la direction de - Les minorités en Europe, Ed. Kimé, Paris, 1992.
- Diwan, Europe éducation, Centre mondial pour l'éducation bilingue, Institut Culturel de Bretagne. Actes du colloque sur le bilinguisme en Europe. Quelle école pour la Bretagne ? Landemeau, 1985.
- Fishman (Joshua A.) Sociolinguistique. Collection Langues et culture. Ed. Labord, Bruxelles, Nathan, 1971.
- Goody (Jack), La raison graphique. Collection Le sens commun. Ed. Les éditions de minuit, Paris, 1977.
- Bourdieu (Pierre), Ce que parler veut dire, Ed. Fayard, Paris, 1982.
- Chaker (Salem), Langues et culture berbères en Algérie depuis 1988 : rupture ou continuité ? in Cahier de linguistique sociale n° 22, 1993.
- Chaker (Salem), Quelques évidences sur la question berbère, in Conférences Méditerranée n° 11, 1994.
- Chaker (Salem), La voie étroite : la revendication berbère entre culture et politique, in Annuaire de l'Afrique du Nord, T. XXVIII, 1989, Ed. CNRS.

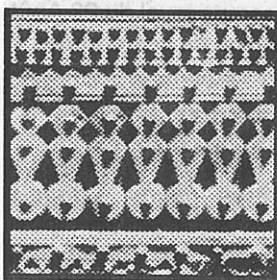
ENSEIGNEMENT DE TAMAZIGHT : CONSTRAINTES ET ENJEUX

Un entretien avec Jilali Saïb *

réalisé par Abderrahman El Mezouari El Glaoui

TAMAZIGHT

Après l'entretien avec Ali Bougrine (« Difficile retour » - voir Tifinagh n° 2), Abderrahman El Mezouari El Glaoui nous propose ici une rencontre avec Jilali Saïb qui, après avoir enseigné tamazight et la linguistique à UCLA (États Unis), est actuellement professeur de linguistique à la Faculté des Lettres de Rabat.



Teluet - Détail de porte.
(photo Afelkou)

- **Abderrahman El Mezouari El Glaoui** : La décision de S.M. le Roi d'introduire l'enseignement des langues amazighes dans les programmes du Ministère de l'Éducation Nationale a une portée historique qui dépasse, d'ailleurs, les frontières de notre pays. Elle donne une impulsion nouvelle à une tradition ancestrale d'enseignement en berbère, notamment des sciences religieuses, tradition qui se perpétue dans de nombreuses régions. Comment cette vieille expérience peut-elle servir à la mise en forme d'un nouveau cursus ?

- **Jilali Saïb** : Cette décision de S.M. le Roi va sans doute redynamiser la tradition ancestrale d'enseignement en berbère dans les régions où elle avait cours, c'est à dire dans le Souss, et à certains égards dans le Rif. Cette tradition, qui s'inscrivait essentiellement dans le domaine des sciences religieuses, doit être respectée et reconnue car elle constitue la preuve, s'il en faut une, de la viabilité d'un projet d'enseignement du berbère.

Cependant, il faut aujourd'hui "vivre avec son siècle" et se fonder sur des méthodes didactiques et pédagogiques modernes pour développer un nouveau cursus.

- **A.M.G.** : L'université marocaine "produit-elle" suffisamment de chercheurs, d'enseignants, de pédagogues capables de relever le défi lancé par la décision royale ? Quelle est l'approche suivie par les autorités de tutelle pour traduire cette décision dans les faits ?

- **J.S.** : Je crois que l'Université marocaine a formé assez de chercheurs, notamment en linguistique, en histoire, en géographie, en sociologie et en anthropologie ainsi que de nombreux enseignants et pédagogues à même de relever ce défi. Ces chercheurs et enseignants, dont les âges vont de la trentaine à la cinquantaine (sans parler de mes aînés tels le Professeur Mohamed Chafik et d'autres personnes de sa génération), sont, contrairement à ce que l'on pourrait penser, plus nombreux que leurs collègues algériens. On peut citer à titre d'exemple Ahmed Boukous, Hussein Moujahid, Fatima Boukhris, Miloud Taïfi, Mohamed Chtatou, Kaddour Cadi, Mohamed Chami, Abdelkrim Jebbour, El Mehdi Iazzi, Moulay Ali Idrissi, etc. Quant à la mise

en oeuvre de cette décision, je peux dire, malheureusement, que presque rien n'a été fait par les autorités de tutelle que sont le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de la Culture. Or, le collectif des associations culturelles amazighophones a bien adressé des memoranda à toutes les instances, aussi bien de l'exécutif que du législatif, demandant à être associé à la réflexion sur les moyens les plus à même de traduire la décision royale dans les faits. Ces memoranda au Premier Ministre, au Ministre de l'Éducation Nationale, au Ministre de la Culture et au Président du Parlement à la fois ès qualité et en tant que président de la commission nationale de réflexion sur l'enseignement, sont restés sans réponse. Ceci est fort regrettable pour la légitimisation des revendications identitaires d'un important segment de la population. C'est d'autant plus regrettable qu'il s'agit là de mettre en application, de la meilleure manière, une décision de portée historique prise par la plus haute autorité de la nation.

- **A.M.G.** : *Quelles sont les difficultés scientifiques et techniques posées par l'introduction de l'enseignement du berbère ?*

- **J.S.** : Parmi ces difficultés figurent la question de la graphie à adopter ainsi que la production de matériaux et d'outils pédagogiques tels que manuels, glossaires, dictionnaires, bandes audio et vidéo. Cependant ces difficultés ne sont pas insurmontables. Les berbérissants de l'époque coloniale ont laissé plusieurs manuels et glossaires en langue française relatifs à certains parlers. Je pense à Aspinion, Destaing et Justinard pour tachelhit, Laoust, Bisson, Roux et Destaing pour tamazight, ou encore Biarnay et Renisio pour les dialectes du Nord (tarifit et parler des Beni Iznassen) dont les travaux constituent un fonds de départ très appréciable. Il y a aussi le manuel admirable du professeur Chafik (quarante quatre leçons de tamazight), écrit en arabe, ainsi que son dictionnaire tamazight - arabe.

Je pense aussi au dictionnaire de mon collègue Miloud Taifi (tamazight-français) ainsi qu'à plusieurs thèses de Doctorat d'État dont l'objet est le regroupement des items

lexicaux sous forme de dictionnaires. Nous disposons également d'articles, de mémoires et de thèses sur les différentes composantes de la grammaire berbère (phonologie, morphologie, syntaxe, sémantique, pragmatique). La difficulté principale réside à mon sens dans l'absence d'un cadre institutionnel tel qu'un institut d'études et de recherche sur les langues berbères où encore d'une commission nationale permanente constituée de berbérissants (linguistes, pédagogues, didacticiens), auxquels seraient dévolues les tâches de la confection des matériaux nécessaires. Ce cadre institutionnel serait la suite logique du discours royal du 20 Août 1994. À quand la création de ces organes ?

- **A.M.G.** : *Traditionnellement, la transcription de la langue berbère au Maroc se faisait par l'utilisation de caractères arabes. Les berbérissants de l'époque coloniale ont utilisé les caractères latins. Depuis quelques années, un débat souvent passionné s'est ouvert parmi les intellectuels berbérophones quant au support à adopter dans un projet de renouveau. Le choix entre les caractères arabes, latins et tifinagh est-il aujourd'hui clarifié dans le cadre du projet d'enseignement du berbère ?*

- **J.S.** : Effectivement, la langue amazighe a d'abord été transcrite en caractères arabes, probablement dès l'époque des Berghouata qui auraient laissé une traduction du coran ainsi que des exégèses. Cette tradition fut poursuivie par les oulémas du Souss et servit de vecteur à l'islamisation des Imazighen et semble-t-il de certaines régions de l'Afrique de l'Ouest. Comme vous le soulignez dans votre question, le débat parmi les intellectuels amazighophones sur la graphie appropriée est très animé, voire passionné. Plusieurs séminaires ont permis de faire avancer la réflexion sur cet important problème, dont notamment le colloque de Ghardaïa (avril 1991), ayant pour thème "Unité et Diversité de Tamazight", l'Université d'Été d'Agadir en 1993, la table ronde de l'INALCO (Paris, avril 1993) sur la phonologie et la notation usuelle en berbère ainsi que le séminaire qui s'est déroulé en mai 1992 au Centre Moulay Rachid. Quatre tendances sont en présence : les

tenants de l'utilisation des caractères arabes, les partisans des caractères latins, les adeptes des caractères tfinagh et enfin ceux qui prônent de laisser les auteurs libres de retenir la graphie de leur choix. Il est à noter que le séminaire du Centre Moulay Rachid a pu aboutir à l'établissement de correspondances entre les trois graphies. Pour ma part, je considère, du fait de la scolarisation des élèves en arabe au cours du primaire, qu'il est tout à fait logique d'utiliser cette graphie comme support : c'est la solution qui poserait le moins de problèmes. Cependant, pour favoriser l'ouverture sur le monde, et notamment sur la technologie et la recherche, l'utilisation des caractères latins me semble indispensable aux niveaux secondaire et supérieur.

- **A.M.G.** : *De nombreux adultes, d'origine berbère ou non, désirent apprendre la langue amazighe ; or, rien, aujourd'hui, n'est prévu à cet effet. Comment peut-on envisager de répondre à cette demande probablement très importante ?*

- **J.S.** : Beaucoup d'adultes sont en effet intéressés par cet apprentissage. Quelques initiatives ont été entreprises dans cette direction comme les cours facultatifs de dialectologie marocaine dispensés aux étudiants de l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine à Rabat. De même, il existe un cours destiné aux historiens de la Faculté des Lettres de Rabat. Ce sont là des initiatives personnelles et limitées. J'ai moi-même été sollicité par mes collègues du Département d'Anglais, et notamment par le Professeur Fouzia Ghissassi, pour donner des cours sur la structure du berbère. Pour répondre au désir du public, on devrait envisager des cours du soir en utilisant des matériaux pédagogiques appropriés à l'âge de cette population d'apprenants. On peut commencer par se servir des manuels déjà existants dans l'attente de la confection de manuels spécifiques.

- **A.M.G.** : *Pouvez-vous décrire l'état de la recherche liée aux langues amazighes au sein de l'université marocaine ?*

- **J.S.** : Savez-vous que la recherche sur les langues amazighes au sein de l'université marocaine ne bénéficie d'aucun statut

propre dans la mesure où il n'existe pas de département qui lui soit consacré ? Cela est à l'opposé de ce qui se passe en Algérie où il y a eu création de plusieurs départements de ce genre. Tout au plus bénéficions-nous d'une tolérance puisque la recherche sur les langues amazighes a pu se faire au niveau de la quatrième année de licence sous forme de mémoires, ainsi qu'au niveau du D.E.S. et du Doctorat d'État. L'amazigh est dans ce cas utilisé comme corpus pour étayer certaines théories linguistiques. Donc la recherche n'est pas structurée et ne dispose pas de cadre spécifique. Elle reste l'affaire de quelques individus amazighophones, qui, fort heureusement, sont assez nombreux parmi les étudiants et le corps professoral. Ces individus, en tout état de cause, ont contribué à faire connaître les langues amazighes au niveau international grâce à leurs écrits et à leur participation aux travaux de conférences spécialisées. Néanmoins, à la lumière du discours royal, il est grand temps que la recherche sur les langues amazighes soit prise en charge par l'État. Et pourquoi pas ? Les Imazighen ne paient-ils pas leurs impôts ? N'ont-ils pas le droit de demander qu'une partie du budget auquel ils contribuent, soit allouée à la recherche sur la langue et la culture amazighes, qui font partie de notre patrimoine national ? Encore une fois, un des moyens de rectifier les choses, serait de s'atteler à la tâche de créer des départements spécialisés ainsi qu'un institut d'études et de recherche.

- **A.M.G.** : *La langue d'un peuple est une partie constitutive essentielle de son être. À travers les exemples tirés de l'histoire, comment peut-on décrire les risques d'une perte de sa propre langue et, a contrario, quels sont les enjeux posés par un développement de la fonction communicative d'une langue donnée ?*

- **J.S.** : En effet, la langue d'un peuple est une composante majeure de son identité, de son être. Sur ce point, je ne puis qu'être d'accord avec mon ancien maître, Jacques Berque, qui a dit, dans une sorte de boutade : "Une langue ne sert pas à communiquer, elle sert à être". Dans un article sur les problèmes posés par un enseignement

dans une langue non-maternelle (paru dans Tamunt, numéros 5, 6 et 7), je l'ai reformulée ainsi : "Une langue ne sert pas seulement à communiquer, elle sert à être".

Nul doute, donc, que la perte de sa propre langue comporte beaucoup de risques. Ceux-ci ont trait à l'équilibre psycho-social de l'individu, équilibre qui peut être rompu par le sentiment d'aliénation, de manque de respect de soi et de celui de son peuple (d'où le complexe d'infériorité), et dans certains cas de l'anomie.

Un cas qui est très proche de nous à la fois géographiquement et émotionnellement est celui des habitants des Iles Canaries sous souveraineté espagnole. Originellement, ils étaient des Imazighen, ethniquement et linguistiquement, mais leur langue, proche de tachelhit s'est éteinte peu après la conquête espagnole au XVI^e siècle. Le brassage des races aidant, ils sont aujourd'hui considérés comme des Espagnols. Les peuples qui ont perdu leur langue maternelle sont souvent assimilés à l'identité de leurs "dominateurs".

Pour ce qui est des enjeux spécifiés dans votre question, ils sont nombreux. Nous pouvons mentionner la paix linguistique, la paix et l'harmonie sociales, le sens d'appartenance, la confiance en soi, l'épanouissement de l'individu, etc.

Cependant, pour y arriver, il faudra accorder à tamazight le statut de langue nationale et permettre l'élargissement de son espace socio-linguistique et institutionnel. La langue étant un instrument de communication, ce serait vouloir sa mort que de confiner son utilisation à des domaines très limités (le foyer, le village, la région). Je suis heureux de constater que depuis quelques années, il y a toute une effervescence saine au niveau de la création artistique et littéraire (pièces de théâtre, films, recueils de poèmes, nouvelles, et bien sûr plusieurs périodiques) en tamazight.

- **A.M.G.** : *Tamazight peut-elle véhiculer la modernité ?*

- **J.S.** : Toute langue peut et doit répondre à toutes les exigences de la modernité. Il ne tient qu'à ses locuteurs de prendre en main sa destinée et son devenir pourvu qu'on ne les empêche pas de le

faire. Il fût un temps où tout le savoir était véhiculé par le grec et le latin. Les autres langues, comme les langues slaves, germaniques, celtes et même romanes n'étaient pas en mesure de répondre aux exigences évoquées. Cependant, à partir de la Renaissance, les idiomes parlés dans les états-nations d'aujourd'hui, et qui étaient eux aussi considérés comme des dialectes ou des formes vulgaires, ont été codifiés et structurés pour devenir des langues de culture et de science. Le même processus peut se dérouler pour tamazight.

- **A.M.G.** : *Science et langue berbère, informatique et langue berbère, sport et langue berbère, démocratie et langue berbère, etc. Quelle est la mission de l'intellectuel en général, et de l'universitaire en particulier, dans cette amorce de passage d'un état de langue rurale, orale, à celui d'une langue de demain ? Quelle est également la responsabilité de la société civile ?*

- **J.S.** : Bien entendu, les Imazighen - tout comme les Arabes vis à vis de l'arabe classique - voudraient que leur langue soit aussi bien une langue de culture que de science. Et là, la responsabilité de l'intellectuel amazigh, de l'universitaire en particulier, sera lourde surtout après des décennies d'occultation de tamazight. Car il y a beaucoup à faire. Il faudra créer un vocabulaire spécifique pour chaque secteur de la vie moderne : les sciences, le droit, les sciences humaines, etc. Fort heureusement, l'on peut enregistrer plusieurs tentatives de création tels que des lexiques d'informatique ou encore des logiciels de traitement de textes. Le passage à l'écrit se réalise progressivement. D'abord, il s'était fait dans une sorte d'anarchie, chaque auteur ayant adopté son mode personnel de transcription. Mais, depuis quelques années (cinq ans environ) une uniformisation a commencé à s'installer en Algérie sur la base de l'Amawal (ce qui signifie dictionnaire) du regretté Mouloud Mammeri.

Avec la réaffirmation et l'affermissement de la langue amazighe, la société civile devrait pouvoir s'engager davantage. Sur ce plan, le développement de la langue amazighe en tant qu'instrument véhiculant à la fois la tradition et la modernité ne serait qu'un droit

parmi les autres droits de l'homme que les Amazighophones devraient exercer. La société civile devrait, dès lors, encourager en toute bonne foi les efforts fournis par les associations amazighes, les universitaires amazighophones et les instances étatiques, pour un épanouissement de la langue amazighe, qui est le patrimoine commun de tous les Marocains.

- **A.M.G.** : *Traditionnellement, en émigrant vers la ville, le Berbère - ou plutôt sa descendance - finissait, à la deuxième ou à la troisième génération, par adopter exclusivement l'arabe dialectal. Les villes n'ayant plus leur pouvoir intégrateur d'antan, le Berbère devenu citoyen continue à parler sa langue. Par ailleurs, le développement de l'enseignement de masse dans les zones rurales a créé une élite fortement ancrée dans son environnement culturel. Ces deux facteurs expliquent en partie ce que certains appellent "la renaissance berbère". Quels sont, selon vous, les autres éléments moteurs de cette évolution ?*

- **J.S.** : Ce sont, à mon avis, l'accroissement du niveau d'éducation formelle et informelle, une meilleure circulation de l'information à travers les mass media en général et de

la presse associative en particulier, une grande prise de conscience des droits individuels (dont le droit linguistique), l'élimination progressive des préjugés associés à tamazight ainsi que de bon nombre de tabous. Depuis un certain temps, il a été constaté un regain d'intérêt, aussi bien chez les enfants que chez les adultes citadins d'origine amazighe, pour la langue de leurs ancêtres, les premiers habitants du Maroc. Cette langue a été tellement dénigrée dans certains milieux urbains que des Imazighen de faible personnalité l'ont abandonnée par peur d'attirer sur eux le ridicule, l'exclusion et l'ostracisme. Il est certain que les facteurs moteurs sus-mentionnés contribueront à créer une atmosphère beaucoup plus positive faite d'acceptation et de tolérance mutuelles entre les deux communautés linguistiques, pour le plus grand bien de notre société. Au niveau du monde rural, ces facteurs ne manqueront pas non plus d'aider à une meilleure appréhension des besoins spécifiques des habitants en matière d'enseignement par exemple, ce qui devrait conduire à un développement économique et social plus équilibré des différentes régions du Royaume. □



NOTE

(*) Né en 1944 à El Hajeb (tribu des Béni Mtir), le professeur Jilali Saïb y a reçu un enseignement coranique et primaire avant de rejoindre le Lycée Tarik Ibnou Zyad à Azrou où il obtint son baccalauréat en 1963. Il poursuit ensuite ses études à la Faculté de Lettres de Rabat (licence ès lettres françaises en 1966) et à l'École Normale Supérieure dont il est également diplômé. Il enseigne le français au Lycée Moulay Slimane de Fès en 1966-1967 avant d'être désigné pour suivre un stage de didactique à

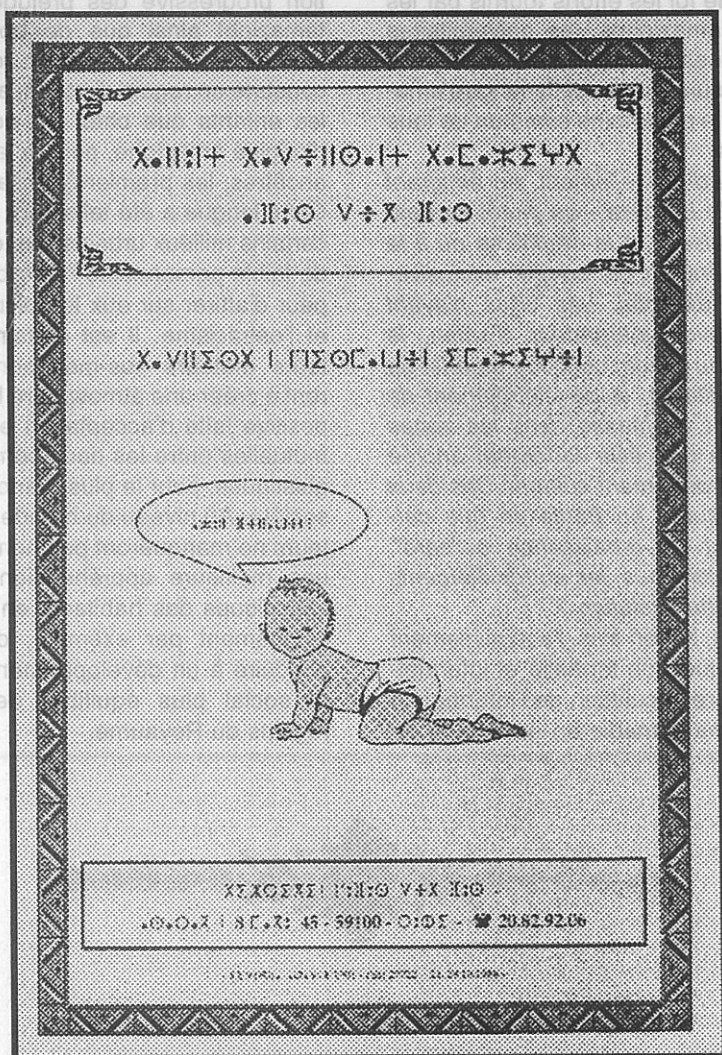
Paris auprès du Bureau pour l'Étude de la Langue et de la Culture Françaises à l'Étranger (BELC). Il profite de ce séjour pour passer en 1968 un certificat de licence de linguistique générale à la Sorbonne puis est sollicité pour assister un professeur de berbère de la fameuse University of California at Los Angeles à développer des matériaux pédagogiques. Il reste près de dix ans à UCLA où, tout en enseignant le berbère et la linguistique, il obtient un M.A. en 1970 puis un Ph.D en 1976. De janvier à sep-

tembre 1978 il enseigne la linguistique théorique à l'Université Ile Ife au Nigeria, avant de rejoindre l'Université Mohammed V à Rabat, où il enseigne l'anglais et la linguistique jusqu'à présent.

Le professeur Saïb est l'auteur de nombreuses publications sur tamazight et sur la linguistique parues dans des revues scientifiques marocaines, françaises et américaines et a participé à plusieurs conférences internationales et nationales sur l'étude des langues berbères. □

L'ÉLÉMENTAIRE

associations
amazighopho
pour un épan
zigue, qui est
les Marocains
- A.M.G. : T
vers la ville,
cendance - fi
tioisime d'én
ment l'arabe
plus leur po
terrière deve
langue. Par
l'enseignement
turales a cré
dans son env
facteurs exp
tains appelle
Quels sont s
moteurs de c
- J.S. : Ce so
du niveau d'e
une meille
à travers les



Éditions Afus De

Livret de prénoms berbères (voir page 34)

Éditions Afus Dea Wfus - L.C.R. des Trois Ponts, Square du 8 mai 1945,

59100 Roubaix - Tél : (33) 20 82 92 06

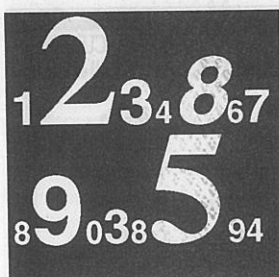
ret de pré-noms berbères (voir page 34)
Wfus - L.C.R. des Trois Ponts, Square du 8 mai 1945,
9100 Roubaix - Tél : (33) 20 82 92 06

LES CHIFFRES EN TAMAZIGHT

Par Agraw Imazighen

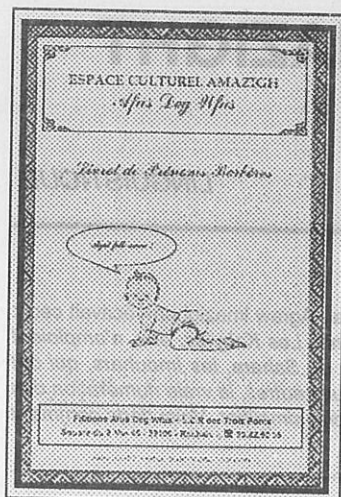
LINGUISTIQUE

Dans son bulletin n° 40 de novembre 1974 publié à Paris, l'Académie Berbère «Agraw Imazighen» écrivait ceci :
«De la numération berbère, on ne trouve plus rien chez nos frères des Aurès. Les Kabyles, eux, n'emploient que deux chiffres : Yiwen, Sin. Comme pour l'alphabet, ce sont nos frères du Sahara, les Imouhars, qui ont conservé, cette fois avec les Aït Ouavane (Mozabites), les Chleuhs et quelques autres, la vraie numération des Imazighènes, nos ancêtres. Mais ici aussi nous avons dû adapter, c'est-à-dire simplifier. Voici donc comment compter en berbère...»



ⵏⵉⵙⵉⵢ (ⵏⵉⵢ)	= 1
ⵓⵙⵉⵢ	= 2
ⵔⵓⵢⵏ	= 3
ⵔⵉⵔ	= 4
ⵓⵢⵉⵔ	= 5
ⵓⵢⵏⵔ	= 6
ⵓⵢ	= 7
ⵔⵉⵉ	= 8
ⵔⵉⵔ	= 9
ⵔⵓⵢ	= 10
ⵔⵓⵢ ⵏⵉⵢ	= 11
ⵔⵓⵢ ⵓⵙⵉⵢ	= 12
ⵔⵓⵢ ⵔⵓⵢⵏ	= 13
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 14
ⵔⵓⵢ ⵓⵢⵉⵔ	= 15
ⵔⵓⵢ ⵓⵢⵏⵔ	= 16
ⵔⵓⵢ ⵓⵢ	= 17
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵉ	= 18
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 19
ⵔⵓⵢ ⵔⵓⵢ	= 19
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵏⵉⵢ	= 21
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵓⵙⵉⵢ	= 22
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 23
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵉⵔ	= 24
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵓⵢⵉⵔ	= 25
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵓⵢⵏⵔ	= 26
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵓⵢ	= 27
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵉⵉ	= 28
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵉⵔ	= 29
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 30

ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵏⵉⵢ	= 31
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵉⵔ	= 40
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 41
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵉⵔ	= 50
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 51
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵉⵔ	= 60
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 61
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 70
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 80
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 90
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 100
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵏⵉⵢ	= 101
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 110
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 190
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 200
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ ⵏⵉⵢ	= 201
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 300
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 900
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 1 000
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵏⵉⵢ	= 1001
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵓⵙⵉⵢ	= 1002
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 1010
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 1011
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 2000
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ ⵏⵉⵢ	= 2001
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 3000
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 10 000
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 90 000
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 100 000
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ ⵏⵉⵢ	= 100 001
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ ⵔⵓⵢⵏ	= 100 010
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ	= 1 000 000
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵏⵉⵢ	= 1 000 001
ⵔⵓⵢ ⵔⵉⵔ ⵔⵓⵢⵔ	= 2 000 000



PRENOMS MASCULINS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΣΕ.ΙΙ.Π+Ι

ADMER	•VE+O
AFAGHIS	•X.ΨΙO
AGAMA	•X.C.
AGGOUR	•R.O
AGHILAS	•ΨΣΙΙ.O
AMAYAS	•C.Π.O
AMNAY	•C.Π
AMOUD	•C.V
AMOUSNAW	•C.Θ.Λ
AMRI	•COΣ
AMROUS	•CO:O
ANAVA	•A.A

PRENOMS FEMININS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΙΧΣΠ+Ι

AMENNA	•C+I.
ANYA	•I.Π.
DIHYA	•IΣOΠ.
FERROUDJA	•I+O:Σ.
GHENIMA	•Ψ+IΣC.
JEDJIGA	•I+ΣΣΣ.
KAHINA	•R.ΘΣI.
KENWA	•R+I.I.
LAYSSA	•I.I.ΠO.
MASSA	•C.O.
MELLILA	•C+I.I.Π.
MENZA	•C+I.X.

PRENOMS MASCULINS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΣΕ.ΙΙ.Π+Ι

ANWAL	•I.I.II
AYLIMAS	•ΠIΣC.O
AZAR	•X.O
AZWAW	•X.I.I.I
DALI	•A.IIΣ
FRAWSEN	•I.O.ΛIΘ+I
GAYA	•X.Π.
IFNI	•Σ.IIΣ
IMLOUL	•ΣC.II.II
IRATEN	•ΣO.X+I
IRNATEN	•ΣO.X+I
ITRI	•ΣXOΣ

PRENOMS FEMININS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΙΧΣΠ+Ι

MERNISSA	•C+O:ΣO.
MESSIWA	•C+OΣI.I.
MISSIVA	•CΣOΣI.A.
MYASSA	•CΠ.O.
NANNA	•I.I.
SEKKOURA	•O+R:O.
TADLA	•X.VII.
TAFENDA	•X.II+I.A.
TAFSOUT	•X.IO:X
TAMELLA	•X.C+I.I.
TAMILLA	•X.CΣI.I.
TAMIMOUNT	•X.CΣI.I+I

PRENOMS MASCULINS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΣΕ.ΙΙ.Π+Ι

IVIZA	•ΣΔΣX.
IZEM	•ΣX+Σ
JUGURTHA	•ΠIΣOX+I
MASSINISSA	•C.O+IΘ+I
MAZIGH	•C.XΣIΨ
MENNAD	•C+I.A
MENZOU	•C+I.X:
MEZWAR	•C+X.Λ.O
MOULA	•C:I.I.
TAKFARINAS	•+R.I.OΣI.O
WIFTIN	•IΣIIXSI
YALOU	•Π.I:I.

PRENOMS FEMININS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΙΧΣΠ+Ι

TANEST	•X.I+OX
TANINNA	•X.IΣI.
TAOUS	•C.ΛI+O
TASSA	•X.O.
TASSEDA	•X.O+I.A.
TAWENAT	•X.ΛI+I.A.
TESLELLI	•X+OII+IIΣ
TIFAWT	•XΣI.I.ΛX
TIFITENT	•XΣIIX+I+I
TIGMI	•XΣXCI
TIKINAS	•XΣRΣI.O
TILELLI	•XΣII+IIΣ

PRENOMS MASCULINS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΣΕ.ΙΙ.Π+Ι

YANI	•Π.IΣ
YEDDAS	•Π+I.A.O
YESLELLI	•Π+OII+IIΣ
YESSEN	•Π+O+I
YEZMER	•Π+X.C+O
YIDIR	•ΠEVΣO
YIFITEN	•ΠEIXX+I
YILYEN	•ΠEIIΠ+I
YIMMEL	•ΠEC+II
YOUNER	•ΠC+O
YOUVA	•Π.A.
ZIRI	•XΣOIΣ

PRENOMS FEMININS
ΣΟΕ.ΛΗ+ ΙΧΣΠ+Ι

TILJWA	•XΣIIΣI.I.I.
TIMMI	•XICΣ
TINAMER	•XΣI.C+O
TINHINAN	•XIΘΣI.I.
TISENT	•XΣO+I+
TITRIJ	•XΣXOIX
TITVIRT	•XΣX.IOX
TIZIRJ	•XΣXIOΣ
TRIYA	•XOΣΠ.
WEZNA	•I+X.I.
ZELGOUM	•X+IIX:C
ZWIRA	•X.IΣO.

ADJECTIFS NUMÉRAUX CARDINAUX

Par Hocine Cheradi

VOIE DE RECHERCHE

Nous publions ci-dessous un extrait de «Études de linguistique tamazight» que nous avons reçu du militant amazigh bien connu, Hocine Cheradi, Alger, avril 1992.

**Yan, Sin,
Qrad, Kuz,
Semmus,
Sdis, Ssa,
Ttam, Tza,
Mraw...**

Les adjectifs cardinaux en usage (Hoggar, Mzab, Maroc, Libye) ne comportent, en réalité, dans la première dizaine que cinq nombres d'origine tamazight :

Yen.....(ou yiwen) ¹	un.....	01
Sen.....(ou sin) ¹	deux.....	02
Qrad.....(ou krad) ¹	trois.....	03
Uqus.....(ou ukûz) ¹	quatre.....	04
Mraw.....	dix.....	10

Quant aux autres (de cinq à neuf), ils seraient d'origine arabe. Leur prononciation avec un accent amazigh leur donne souvent un aspect phonétique très différent de l'origine. Exemple :

Semus.....xames.....xemsa		05
Sedis.....	sades	6 ^e
Sâ.....	sabaa	07
Tâm.....tamania	tamania	08
Tza.....tezaa	tesaa	09

En ce qui concerne les dizaines, mis à part les chiffres *mraw* (10) et *warem* (20), tous les autres sont des néologismes composés à partir du chiffre de base (4, 5, 6, etc.) auquel a été adjointe la consonne -t- supposée, à tort, être la consonne initiale du mot *ta mrawt* (dizaine).

Deux faits ressortent de cet arrangement :

1/ Le déterminant -ta- est l'article du mot -mrawt-, donc la consonne initiale du mot -ta mrawt (dizaine) est -m- et non -t- ;
2/ Les nombres, en tamazight, prennent tous le féminin. Exemple : *yen-yet*, (ou : *yiwen-yiwet*), *sen-sent* (ou : *sin-snat*), *qrad-qradt*, etc. Donc les chiffres -uqst, semust, sedist, sat-tamet et tzat, mis pour représenter les dizaines, ne sont en fait que la forme du féminin des nombres au masculin, tout comme *snat* est le féminin de *sin*, ou *une* est le féminin de *un* en français.

Cette adjonction, erronée, de la consonne -t- vient du fait que les dizaines étaient primitivement composées à partir du nombre requis (unité) suivi du mot dizaine. Ce qui donnait par exemple : *uqst n t merwin* = quatre dizaines, c'est-à-dire : (40).

ADJECTIFS NUMÉRAUX

Le procédé, en lui-même, est conforme aux règles de composition, mais il aurait été plus correct (linguistiquement parlant) d'adjoindre la lettre *-m-* de *mraw* (dizaine) ce qui donnerait : *uqusem* : 40, de *uqus* : 4 et *m(raw)* : dix. On aurait ainsi :

- *semusem* : 50
- *sedisem* : 60
- *sâem/sâmen* : 70
- *tâmem* : 80
- *tzam* : 90.

Ces chiffres auraient ainsi la même lettre finale *-m-* que *warem* : 20. Car, en fait, la forme au féminin de *mraw* est *mrawet* et

non *ta mrawt* qui signifie : dizaine.

Ces nombres à la forme du féminin (*snat*, *uqust*, *tâmet*, *mrawet*) sont d'un usage courant dans de nombreuses régions (Hoggar, Mزاب, Libye, Maroc)².

Ailleurs, (Aurès, Kabylie), deux nombres seulement sont encore utilisés actuellement : *yen* (*yiwen*), et *sen* (*sin*). Ils ont, bien sûr, leurs nombres respectifs au féminin : *yet* (*yiwet*) : une, et *sent* (*snat*) : deux.

Suite à toutes ces données, le tableau des adjectifs numéraux cardinaux s'établit comme suit :

Chiffre	Masculin	Féminin
0	wayru	wayru
01	yen (yiwen) ³	yet (yiwet) ⁴
02	sen (sin)	sent (snat)
03	grad	gradt
04	uqus	uqust
05	semus	semust
06	sedis	sedist
07	sâ	sât
08	tâm	tâmet
09	tza	tzat
10	mraw	mrawet
11	mraw-yen	mraw-yet
20	warem	waremt
21	warem-yen	warem-yet
30	caret	caret

LINGUISTIQUE TAMAZIGHT

Chiffre	Masculin	Féminin
32	caret-sen	caret-sent
40	uqusem	uqusemt
43	uqusem-grad	uqusem-gradt
50	semusem	semusemt
54	semusem-uqus	semusem-uqust
60	sedisem	sedisemt
65	sedisem semus	sedisem semust
70	sâem	sâemt
76	sâem sedis	sâem sedist
80	tâmem	tâmemt
87	tâmem sâ	tâmem-sât
90	tzam	tzamt
98	tzam tâm	tzam tâmt

100
200
1000
3000

twineſt
ſnat twinas⁵
agim
qrad agimen⁵

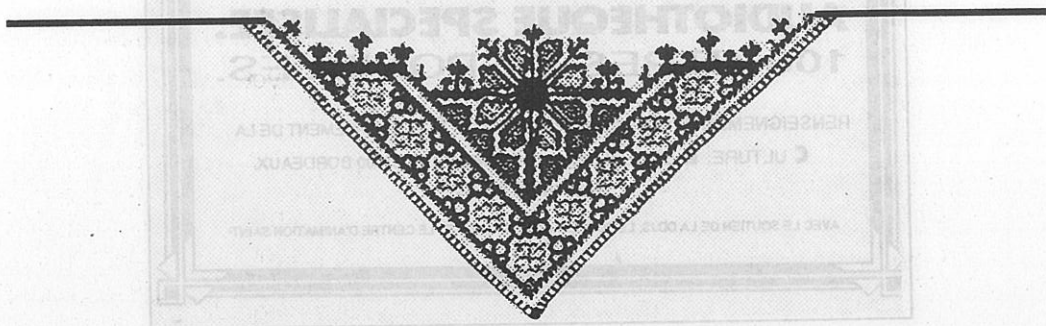
twineſt
ſnat twinas
agimt⁶
qradt agimen

ADJECTIFS NUMÉRAUX ORDINAUX

Les adjectifs numéraux ordinaux sont formés en faisant précéder les adjectifs cardinaux correspondants de *wis*-⁷ au masculin et de *-tis*-⁷ au féminin. Exception : premier(e) *a mezwaru* et *ta mezwarut*.

Masculin	(signification)	Féminin
<i>a mezwaru</i>	premier	<i>ta mezwarut</i>
<i>wis sin</i>	deuxième	<i>tis ſnat</i>
<i>wis qrad</i>	troisième	<i>tis qradt</i>
<i>wis mraw</i>	dixième	<i>tis mrawet</i>
<i>wis semusem</i>	cinquantième	<i>tis semusemt</i>
<i>wis warem sin</i>	vingt-deuxième	<i>tis wrem ſnat</i>
<i>wis twineſt</i>	centième	<i>tis yet twinas</i>
<i>wis ſnat twinas</i>	deux-centième	<i>tis ſnat twinas</i>
<i>wis agim</i>	millième	<i>tis agimt</i>

Comme signalé *-supra-* les adjectifs ordinaux premier et première sont rendus respectivement par *a mezwaru* et *ta mezwarut*. Les adjectifs *-a menzu* et *ta menzut-* signifient beaucoup plus : aîné (e), précoce, hâtif, premier jour (du mois ou de l'année) plutôt que : premier (e).



NOTES

1 - Prononciation différente due aux accents régionaux.

2 - Vocabulaire français-berbère par E. Destaing 1938, et Lexique français-touareg par J. M. Mammeri, 1967.

3 - Différentes prononciations de : un (yiwen, yen, ict, egen).

4 - Différentes prononciations de : une (yiwet, yet, tict, iget).

5 - Agglutination.

6 - *t'agimt* pourrait signifier : un millier.

7 - Le préfixe juxtaposé ordinal est *-is-*. Les particules de genre *-u-* au masculin (transcrite parfois *-w-* par commodité) et *-t-* au féminin indiquent le genre et se retrouvent dans des mots tels que : *wagi*, *tagi-war*, *tar-* et dans des expressions telles que : *ar u fus*, *ar t murt- s u dâr*, *s t yefust* etc.

TAMEZGHA MUSIQUE BERBERE

à DECOUVRIR ou à REDECOUVRIR



MODERNE **ANCIENNE**
KABYLE CHLEUH RIFAIN CHAOUIA
IDIR WALID MIMOUN ITHRAN H. AICHI

AUDIOTHEQUE SPECIALISEE.
100 TITRES DISPONIBLES.

RENSEIGNEMENTS : **A**SSOCIATION POUR LE **D**EVELOPPEMENT DE LA
CULTURE **B**ERBERE, 25, RUE PERMENTADE 33000 BORDEAUX.
TEL.: 56 31 94 62.

AVEC LE SOUTIEN DE LA DDJS, LE BOULEVARD DES POTES ET LE CENTRE D'ANIMATION SAINT-MICHEL.

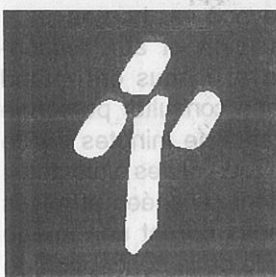
Contacter l'ADCB à Bordeaux, France (voir page 249)

ENSEIGNER TAMAZIGHT : FAUT-IL ENCORE ATTENDRE ?

Par Moha u Saïd Moukhlis

TAMAZIGHT

«Au début des années quatre-vingt, le Souverain marocain a donné son aval et ses instructions pour la création d'un Institut National des Arts et Expressions Populaires. Quinze ans plus tard, cette institution vitale n'a pas encore vu le jour»...



Nek.

Le 20 Août 1995, le discours royal a mis fin aux ambiguïtés et aux amalgames en proclamant la réhabilitation de la langue et de la culture amazighes et leur intégration dans le système éducatif national. Jusqu'à présent, le gouvernement et nos responsables politiques continuent leur hibernation. La concrétisation de la décision royale se fait attendre. Les militants et acteurs du Mouvement Culturel et Associatif Amazigh guettent quotidiennement l'avènement d'un signe, d'une réaction, d'une amorce de satisfaction effective et concrète de leurs revendications légitimes. Nombreux sont ceux qui commencent à se poser des questions et à nourrir des doutes quant aux intentions réelles du gouvernement et de l'État.

Cette situation est plus qu'inquiétante. L'enseignement de tamazight relève des attributions et devoirs de l'État, qui doit répondre aux besoins du peuple à l'information, à la culture et au savoir scientifique. Car, malgré toute leur bonne volonté, les associations culturelles, faute de moyens, ne peuvent que contribuer de façon «artisanale» et limitée à cette noble entreprise.

L'aménagement de tamazight nécessite des moyens et la mise en place de structures et d'institutions destinées à préparer l'insertion progressive et rationnelle de tamazight à l'école : normalisation, standardisation, lexiques, manuels, formateurs, méthodes, progressions... Notre pays dispose d'un potentiel d'universitaires, de chercheurs et de «berbérissants», largement suffisant et apte à concrétiser ce projet ; il suffit de mettre à leur disposition les moyens nécessaires et le budget adéquat.

Il va sans dire qu'une démocratisation scolaire suppose la généralisation de l'enseignement de tamazight qui garantirait l'égalité des chances de réussite. Si le droit à l'école est un acte de justice, le droit à l'école pour tamazight est un acte de même nature.

Et pourquoi alors attendre ? Continuer à ajourner la concrétisation de la décision royale ? Doit-on s'entêter à forcer l'exil de tamazight qui est enseigné un peu partout dans le monde sauf

sur sa propre terre ? Nos responsables politiques ne cessent quotidiennement de nous rappeler que notre pays s'est érigé en État de droit, démocratique, où tous les citoyens sont libres et égaux, sans distinction aucune, conformément aux chartes et traités internationaux que consacre la Constitution. Or, se proclamer démocrate et faire de l'anti-amazighisme primaire relève de l'innommable et frise la caricature. On ne peut plus tromper personne en cette ère où les frontières cèdent devant l'essor vertigineux des télécommunications et de la mondialisation des relations entre les nations.

On continue toujours à nous dire que tamazight est un amalgame disparate de parlers, qui nous empêche d'en faire une langue à part entière. On dit également qu'elle ne s'écrit pas, qui nous empêche alors de le faire ? Et on s'entête à affirmer qu'elle est le symbole de la division, et qui nous empêche d'en faire l'emblème de l'union et de la cohésion ? Les préjugés et les mythes ont la vie dure !

Nous souhaitons que nos responsables secouent leur léthargie et leur torpeur et fassent preuve de maturité et de sagesse. Car, la négation de tamazight est anachronique et relève d'un comportement passéiste et rétrograde. Il en va du devenir de notre société et de notre pays. À analyser ce genre de conduite, on serait tenté de comparer nos responsables à des enfants qui refusent de devenir adultes, c'est-à-dire responsables. Ils refusent de concevoir que l'exercice du pouvoir n'est pas un tremplin pour accéder à des privilèges qu'il faut jalousement conserver, mais plutôt une responsabilité lourde et redoutable.

Ceux qui s'opposent à tamazight tiennent un discours d'un autre âge. Ce sont ceux qui, lors de la session du 19 et 20 décembre 94 du Conseil National de la Culture, ont fait tout pour empêcher les roues de l'Histoire de tourner dans la bonne direction ; ce sont des idéologues déguisés en « intellectuels » pour qui la seule doctrine qui doit primer se résume en ces mots : nous sommes des Arabes et nous le resterons ; hors de cette doctrine,

point de salut.

Cette clique de mercenaires de la culture, défenseurs d'un avenir mythique, chasseurs de chimères et d'illusions, et qui devraient avoir honte de camper sur leur position après le discours royal, considèrent toujours que revendiquer tamazight est un acte subversif. Ils ne réalisent pas qu'ils sont en train d'entériner leur agonie. Ils oublient, comme l'a écrit Ouzzin Aherdan, que pour museler tamazight, « il faudrait aussi empêcher les oiseaux de voler et l'eau de couler dans les ruisseaux, il faudrait interdire à la neige de se poser sur les cîmes des monts et au soleil de se coucher ou de se lever à ses heures ».

Quant au gouvernement et aux responsables de notre pays, il nous ont quand même réservé - sans consulter personne d'ailleurs - une dizaine de minutes sur le petit écran pour un « journal des dialectes ». Les trois présentations, alignées et mises au garde-à-vous, nous offrent une image caricaturale et ridicule de la conception de notre culture tamazight par les responsables. Les pauvres speakers sont obligés, à tour de rôle, de répéter les mêmes informations dans une langue où les téléspectateurs ont du mal à distinguer ce qui est amazigh de ce qui ne l'est pas. A-t-on vu pareille situation sur une chaîne de télévision dans le monde ?

Nous avons l'impression que nos responsables sont pris au dépourvu par les événements survenus au cours de l'année 94 et par l'ampleur soudaine qu'a prise la revendication identitaire amazigh. Ils ont réagi maladroitement par une initiative boiteuse : le « Journal des dialectes », dont le choix de l'horaire n'est pas innocent, n'est en fait que la reproduction sur écran du journal de la section tamazighte de la radio nationale, sauf qu'à la télévision nous avons droit à quelques images - non commentées souvent - et que nous pouvons reconnaître les présentateurs. Quel progrès, tout de même, dans un État de droit ! Soulignons également que les programmes de la section tamazighte de la radio nationale sont à la fois ennuyeux et médiocres.

À les écouter, on serait tenté d'en conclure que les Imazighen n'ont qu'un cœur pour chanter l'amour et un pied pour danser. Le matériel disponible dans cette section remonte à moitié presque au temps du Protectorat, et les capacités hertziennes de la section ne permettent pas de couvrir la globalité du territoire national, à tel point qu'au Sud-Est, la population préfère capter les émissions radiophoniques des pays voisins.

Qu'est-ce qui a donc été fait en faveur de tamazight après la décision royale ? Rien ! Au contraire, on continue à folkloriser, à accentuer la « dialectalisation », à intensifier le bourrage du crâne, à cultiver l'amnésie culturelle et historique... Vaine tentative ! Le processus revendicatif identitaire amazigh est irréversible, quelles que soient les tentatives de déviation qui pourraient surgir. La prise de conscience identitaire amazigh n'est plus une affaire d'élite ou d'intellectuels enfermés dans une tour d'ivoire, c'est la cause pour laquelle luttent une masse, un peuple, qui aspirent à renouer avec leurs racines et leurs origines.

Les responsables, les hommes politiques, les bureaucrates et les technocrates doivent savoir qu'il n'y aura pas de démocratie sans tamazight. L'adoption du plurilinguisme comme choix dans la planification linguistique demeure la seule et unique voie démocratique. Tamazight doit retrouver ses droits, lesquels droits naturels n'ont pas besoin d'être défendus pour qu'ils soient octroyés. Prétendre sauver tamazight en la transposant dans une autre langue est un leurre. Le dicton latin le dit bien : *traductor = traditor* (traducteur = traître). La langue est le fondement même de toute culture, et sans langue il n'y a pas de culture propre.

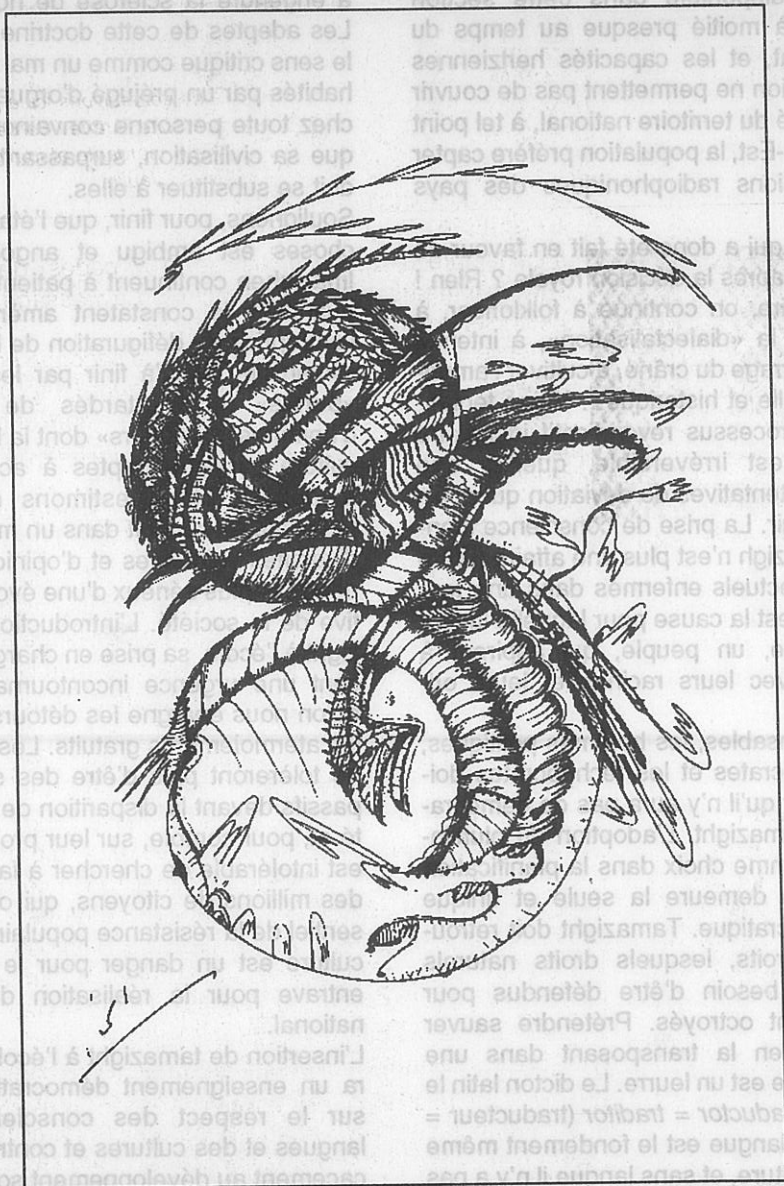
Si les tenants du discours panarabiste, réducteur et exclusiviste, prônent l'ethnocide et la glottophagie, les responsables doivent réaliser - et il en est encore temps - que cette doctrine « orientaliste » importée de toutes pièces est devenue le cimetière de la conscience nationale, notre

agent négateur, le fléau qui a laminé toute possibilité d'émergence culturelle nationale. Car, sa nature intolérante et répressive a engendré la sclérose de notre société. Les adeptes de cette doctrine qui conçoit le sens critique comme un mal en soi, sont habités par un préjugé d'orgueil qui existe chez toute personne convaincue - à tort - que sa civilisation, surpassant les autres, doit se substituer à elles.

Soulignons, pour finir, que l'état actuel des choses est ambigu et angoissant. Les Imazighen continuent à patienter. Jusqu'à quand ? Ils constatent amèrement que l'entreprise de défiguration de leur identité s'intensifie jusqu'à finir par les traiter de « parias » et d'attardés de l'Histoire, d'hommes « inférieurs » dont la langue et la culture seraient inaptes à accéder à la modernité. Nous estimons que l'unité nationale se conçoit dans un maximum de diversités culturelles et d'opinions comme garant le plus sérieux d'une évolution positive de la société. L'introduction de tamazight à l'école, sa prise en charge par l'État sont une urgence incontournable. Alors, qu'on nous épargne les détours inutiles et les attermoissements gratuits. Les Imazighen ne toléreront plus d'être des spectateurs passifs devant la disparition de leur identité et, pour comble, sur leur propre terre. Il est intolérable de chercher à faire croire à des millions de citoyens, qui ont fait l'essentiel de la résistance populaire, que leur culture est un danger pour le pays, une entrave pour la réalisation du bonheur national.

L'insertion de tamazight à l'école instaure un enseignement démocratique fondé sur le respect des consciences, des langues et des cultures et contribuera efficacement au développement socio-économique national et à l'épanouissement culturel et intellectuel.

La tragédie des tenants de l'arabo-islamisme réducteur, c'est d'être victime d'une assimilation qui, des débris d'un passé « glorieux » fabrique des références factices, sur lesquelles ils élèvent des monuments de poussière. □



Dessin de Aherdan, encre de Chine

(Collection Pierre Fougerat)

LE MESSAGE DE YOUNGOURTHA

Un texte de Robert Jaulin

ETHNOLOGIE

Nous poursuivons ici la publication de l'étude inédite "Arabe / Berbère / Islam", due à la plume mordante et ironique de l'ethnologue Robert Jaulin.¹



Youngourtha (pierre gravée)

La lecture d'un petit opuscule (107 pages) dû à la plume de Mohammed Chérif Sahli et intitulé "Le message de Yougourtha" est bien instructive.

Publié une première fois en 1947 ; la seconde édition (1968) est due aux soins de "L'Algérien en Europe".² L'ouvrage constitue un panorama historique du Maghreb - de Tanger au Golfe de Syrtes, d'Alger au Hoggar - des "origines", brièvement évoquées, à l'assassinat de Jugurtha.³

Avec beaucoup de pertinence, l'auteur insiste sur l'unité humaine profonde du Maghreb et proteste contre tous les impérialistes étrangers ayant contrecarré l'unité politique qui eut dû en résulter, unité dont Jugurtha fut le héros le plus célèbre. Si les impérialistes étrangers, essentiellement Phéniciens et Romains, étudiés dans l'ouvrage, puis Français, brièvement évoqués, se valent aux yeux de M. Sahli, par contre les Arabes trouvent plus que grâce à ses yeux ; ils font figure de bienfaiteurs.

L'ouvrage est principalement centré sur la présence phénicienne, puis romaine jusqu'à la fin de la royauté numide et des efforts faits par Massinissa puis son neveu Jugurtha pour unifier politiquement le Maghreb. L'unification aurait au reste répondu tant à une organisation de la cohérence interne du Maghreb qu'à une nécessité défensive, face aux étrangers réalisant, dans l'artificialité et à leur compte, "l'Empire Numide".

Dans le cadre du système à trois d'alors (Carthage, Rome, les Berbères) Massinissa, Jugurtha et d'autres chefs numides firent alliance, tantôt avec Carthage, tantôt avec Rome. Jugurtha joua durant quelques années le rôle de général romain vainqueur et adulé ; Massinissa, plus âgé et dont l'ennemi premier alors en place était les Phéniciens, sut cependant manœuvrer avec ces derniers avant de devenir, jusqu'à sa mort, l'allié des Romains. Dans les deux cas, ce fut afin de protéger au maximum l'ensemble maghrébin et non leur propre intérêt. Les descendants directs de Massinissa, eux, jouèrent leur clan, leur famille, et Jugurtha fut trahi par ses proches.

M. Sahli dénonce avec vigueur l'esprit de clan et de famille, en lequel il voit la source de toutes les trahisons, de tous les malheurs du Maghreb, et il évoque, afin de fonder en "vérité éternelle" son opinion, le Coran. Citons-le (p. 95) :

"On comprend que le Coran ait dénoncé avec rigueur cet impérialisme familial, source de trahison, ennemi de la religion et de

l'indépendance nationale. On se rappelle, entre autres, la "sourate du fer" : «L'accroissement des biens et la multiplication des enfants est semblable à la pluie. Sa végétation plaît à ceux qui ne croient pas ; puis elle se dessèche et tu pourras la voir jaunir, ensuite elle périt». "Mais dans l'autre monde, c'est un supplice terrible".

Et la "sourate du Saba" : "Ce n'est pas par vos richesses ni par vos enfants que vous vous rapprocherez de nous. C'est seulement celui qui croit et qui accomplit le bien" (traduction Monteil).

L'on voit mal comment le fait d'avoir des enfants serait contraire au bien, mais peu importe car les sourates en question s'apparentent à la face la plus guerrière, la plus conquérante de la révélation coranique ; que cette face guerrière soit ici privilégiée est "naturel", puisque la lutte menée par Jugurtha est le message par excellence en lequel se fonde l'action de l'indépendance nationale dont, en 1947, M. Sahli sut dire le sens ; un sens totalement orienté vers l'unité maghrébine,⁴ et non la division maintenue dans la foulée du colonialisme interne qui succéda à l'impérialisme français. Il est surprenant que M. Sahli, dans la préface de la seconde édition (1968) n'ait pas fait le point des forces qui tendaient à perpétuer l'existence d'États maghrébins, et celles qui prônaient, si ce n'est une "unité politique centrale", du moins une confédération culturelle ; une telle analyse est au reste plus que jamais d'actualité.

Une réflexion sur la nature ambiguë de l'arabité et de l'islamisme politique - nommé aujourd'hui intégrisme - aurait alors pointé le bout de son nez ; mais il y a un "mur" contre lequel M. Sahli ne veut pas buter. D'entrée de jeu, il nous explique que le seul nom convenable donné par les "étrangers" à ce peuple libre - Imazighen - fut celui choisi par les Arabes : "Les Arabes, au contraire, témoignèrent d'une extraordinaire sagacité en adoptant le vocable "berbers" qui n'était autre que le mot "barbares" dont les Romains d'Afrique se servaient pour désigner ceux de nos ancêtres qui demeuraient encore libres et irréductibles. En étendant ce terme à l'en-

semble de notre peuple, les libérateurs arabes rendaient hommage à ceux qui n'avaient pas douté de la liberté".

Et puis, ô Kateb Yacine, Mouloud Mammeri, Hocine Aït Ahmed, l'on croit rêver, car l'auteur poursuit ainsi : "Et c'est là le signe d'une harmonie préétablie entre le génie arabe et le génie berbère, dont l'heureuse fusion allait donner naissance à un type d'homme nouveau : le Maghrébin. Cela est si vrai qu'aujourd'hui les berbérophones sont les meilleurs défenseurs de la culture arabe".

Bien sûr, il faut restituer ce texte aux premières années de la guerre de libération, alors que l'idéologie de la guerre sainte interviendra parmi les armes utilisables ; cependant, mettre dans le même panier l'arabisme, l'islamisme et le berbérisme laisse pantois. L'amalgame n'est pas seulement contredit par des siècles d'histoire, il ne correspond même pas au "discours des années 50", fut-il discret, pour des raisons stratégiques évidentes, qui prévalaient alors parmi les meneurs du combat pour l'indépendance ; quant au peuple, il était, lui, totalement étranger à ce genre de confusion.

Revenons aux "barbares".

L'on a beau essayer de tourner le propos dans tous les sens, il est difficile de comprendre pourquoi les Arabes sont des libérateurs lorsqu'ils reprennent, ici au niveau de l'appellation, le flambeau romain. Et c'est précisément dans l'impossibilité de trouver de réponse que celle-ci se situe : la référence au mot ou au mythe "arabe" est un "acte de foi" ; cet acte va de pair avec un autre dont il ne se dissocie pas encore, bien que l'histoire des vingt dernières années n'ait fait que poursuivre celle des siècles précédents ; cet autre acte de foi est la référence à l'Islam.

M. Sahli savait et acceptait déjà (il n'était pas le seul) que l'arabité et l'intégrisme allaient être parmi les héritiers du colonialisme dénoncé. Inutile de reprendre ici l'histoire moderne du mythe arabe, celle allant de la Révolution Française, et plus spécialement du Premier Empire, à nos jours. Rappelons cependant que ce mythe fut

forgé par le "mythe occidental", afin d'en être un héritier.

Napoléon 1^{er} avait et/ou voulait privilégier le monde arabe au sens strict, au titre d'interlocuteur d'un monde beaucoup plus vaste et qui n'a rien d'arabe ; Napoléon III rêvait de l'instauration d'un empereur arabe du Maghreb - tout comme M. Sahli ! La colonisation française développa considérablement l'usage de l'arabe, alors très peu répandu dans le Maghreb au début du XIX^e siècle ; les noms des fleuves, montagnes, etc. furent arabisés, les partenaires furent a priori déclarés "Arabes", des chaires de langue arabe furent créées ; et s'il exista aussi, durant la colonisation en Algérie, une chaire de langue berbère, qui est la langue nationale, celle de l'identité et de la longue histoire, elle fut supprimée au moment de l'indépendance. Cette suppression est à inscrire dans le cadre d'une répression "arabisante", et non phénicienne, romaine ou française, dont M. Sahli ne se voudrait certainement ni l'agent ni le défenseur ! Que des Berbères aient pu prêter leurs concours à un tel "jeu" n'est-il pas une trahison ?...

Quant aux sourates coraniques citées, là encore l'on reste confondu. M. Sahli avait su si bien, reprenant Polype, l'historien de Massinissa, cerner les raisons du succès de ce dernier, qu'on le croyait un fervent défenseur de la famille et de la liberté, l'une n'allant pas sans l'autre. Car c'est à la famille et au clan qu'il est fait référence lorsqu'il est dit (p. 43) : *"On connaît leur instinct égalitaire, ennemi de toute hiérarchie et leur amour ombrageux de la liberté... Et c'est encore à cette famille que Massinissa dut faire appel pour construire son royaume lorsqu'il fixa au sol les nomades qui formaient alors la majorité de notre population. Les ayant pourvus de terres et transformés en cultivateurs, il les groupa dans des bourgs fortifiés et dotés d'institutions municipales."* Il ne semble pas que la population en question ait été aussi nomade que M. Sahli l'imagine, mais qu'importe.

Et de rappeler dans la foulée et avec pertinence : "Lorsque les historiens parlent des

richesses de l'Afrique romaine, ils oublient de dire que les Romains n'avaient pas créé ces richesses ; ils en profitaient. Leur fameux "grenier à blé" était l'oeuvre des Maghrébins et de leur chef Massinissa.

Or, les Arabes de l'Islam, ceux de la première foulée, ceux que dénonce Ibn Khaldoun, ceux du carnage et de la conquête, ceux qui rendirent le mot et jusqu'à la langue arabe odieux aux Maghrébins, avant que l'Occident ne les réhabilite, étaient des nomades transformés en guerriers... C'est à ces nouveaux fanatisés, hors lieux et hors d'eux-mêmes, que le Coran en appelle, et nullement à la famille paysanne du royaume de Massinissa ; et cette famille paysanne semble au reste avoir des racines plus profondes que la royauté numide, laquelle n'en eut pas moins à s'opposer aux nomades ; évitons cependant de transformer ces derniers en simple bouc émissaire, après que l'on eut fait d'eux, et dans la foulée d'un désarroi imposé, des guerriers déchaînés ou/et fanatisés.

Robert Jaulin

Prochain article :

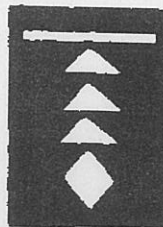
**L'arabisme libyen du Frère Colonel
Leader Penseur M. Khadafi**

1 - U.E.R. Anthropologie, Ethnologie et Science des Religions, Université Paris VII.

2 - "L'Algérien en Europe" : 3, rue Joseph Sanboeuf, Paris.

3 - "Jugurtha" est l'orthographe la plus répandue ; cependant "Yougourtha", préféré par M. Sahli, est conforme à la prononciation tamazight.

4 - "Le trait dominant de ce pays, c'est sa profonde unité" (p. 12).



Alain & Dalila Loviconi

Faïences de Tunisie

Photographies S. Belfitah



Édisud



Éditions ÉDISUD

La Calade, RN 7, 13090 Aix-en-Provence, France

Tél : (33) 42 21 61 44 - Fax : 42 21 56 20

CARTHAGE EN BERBÉRIE

Par Habib-Allah Mansouri

HISTOIRE

Au fil de l'étude de la fondation et de l'extension de Carthage, l'auteur nous éclaire sur les divers échanges civilisationnels qui concernèrent et modifièrent le monde berbère de l'époque...



Masque de Carthage (Louvre)

I - Expansion phénicienne en Afrique du Nord

La Berbérie a été marquée depuis l'antiquité par la présence de plusieurs civilisations, différentes les unes des autres, de plusieurs peuples venant d'horizons divers.¹ Apportant avec eux la civilisation et semant la destruction, chacun d'eux a laissé des traces.

Les premiers à avoir pris contact avec les "Berbères" sont les Phéniciens, dont la présence remonte au XII^e siècle avant J.C.

Suite à leur politique commerciale, ils ont construit plusieurs comptoirs sur la côte africaine ; et cela à l'instar d'autres qui ont été fondés autour du bassin méditerranéen et qui servaient de relais. À ce sujet Diodore de Sicile écrivait : «*les Phéniciens qui, depuis une époque lointaine, naviguaient sans cesse pour faire le commerce, avaient fondé beaucoup de colonies sur les côtes de la Libye et un certain nombre d'autres dans les parties occidentales de l'Europe*».²

Une question se pose : quelles sont les raisons qui ont poussé les Phéniciens à s'aventurer vers l'Afrique du Nord ?

Pour pouvoir y répondre, nous devons remonter loin dans l'histoire et nous tourner vers la Phénicie.

Après l'invasion des Peuples de la Mer en terre cananéenne, cette dernière s'est vue enrichir par de nouvelles données ethniques et culturelles. Les cités phéniciennes ont eu un accroissement démographique dû à l'arrivée de nouvelles populations chassées par les Hébreux ou les Philistins. Ce brassage de population dans une même cité cananéenne a donné naissance à un nouveau produit ethnique, «*les Phéniciens*», qui maîtrisaient les secrets de la métallurgie du fer, surtout l'usage du clou, qui a révolutionné la construction navale en se substituant à l'ancien système de l'encastrement.³

L'exiguïté des territoires phéniciens mettait la Phénicie devant

un grand problème, celui de satisfaire les besoins alimentaires d'une population de plus en plus croissante,⁴ et cela malgré leur savoir-faire en matière d'agriculture et la fertilité de leurs terres, chose qui les a incités à chercher de nouvelles terres en Méditerranée.⁵ À tout cela s'ajoute la chute des Égéens⁶ qui a créé un vide qu'il fallait combler, ce qui a permis à ce peuple de marins de s'aventurer vers le soleil couchant sans que le concurrent égéen puisse intervenir⁷ pour entraver ses projets d'expansion. Sans oublier la richesse des forêts du Liban en bois, matière première pour la construction navale.⁸

Tous ces facteurs, la supériorité technique, l'étroitesse de leurs territoires, la disparition de leurs concurrents égéens, la richesse de leurs forêts en plus de la capacité de leurs unités marines de s'aventurer avec de lourdes cargaisons loin de leurs métropoles, ouvraient grand les portes de la Méditerranée⁹ qui n'attendait que leur intervention.

Le choix du terrain pour la fondation de nouvelles colonies n'est pas un fait du hasard. Tout d'abord, des unités marines sont envoyées en reconnaissance pour explorer de nouvelles terres. Le terrain repéré, ils entament une nouvelle phase, celle d'une exploitation strictement commerciale qui donne naissance à de petits comptoirs jouant le rôle de relais pour les navires marchands qui sillonnent le bassin occidental de la Méditerranée. Puis ces petits comptoirs vont se transformer avec le temps en véritables colonies de peuplement dont les populations viennent de la Phénicie chercher des conditions économiques meilleures.¹⁰

Un fait doit être signalé, l'État phénicien ne détenait pas le monopole de la fondation de nouvelles colonies. Des individus, des gens qui n'avaient pas réussi à faire carrière dans leur propre pays, se sont aventurés vers d'autres horizons, notamment en Méditerranée occidentale pour fonder des colonies «sauvages».¹¹

La fondation d'un comptoir vers la fin du IX^e siècle (814 avant J.C.) - contrairement aux autres établissements qui n'eurent en réalité aucune influence sérieuse sur le destin de la région - va se transformer avec le temps et s'ériger en un véritable «empire» qui va jouer un rôle déterminant, pas seulement dans la Berbérie mais dans tout le bassin occidental de la Méditerranée.

Ce comptoir avait pour nom «Carthage».

II - Fondation de Carthage

Les historiens antiques confondaient souvent le mythe et la réalité, chose qu'on trouve souvent dans leurs récits, ce qui les rend peu sûrs et sujets à de sévères critiques de la part des historiens modernes. Et comme tous les peuples sont avides de légendes, l'histoire et le récit concernant la fondation de Carthage n'a pas fait exception à la règle.

D'après la légende, Carthage a été fondée par un groupe d'exilés tyriens sous le commandement de la princesse Elissa, sœur du roi de Tyr, Pygmalion, qui, cherchant à s'accaparer les richesses de son beau-frère Acherbas (Sicharbas), grand prêtre de Melqart, l'avait fait tuer.

Fuyant la tyrannie de son frère, Elissa (ou Didon) et ses partisans, choisissant l'exil, se dirigèrent vers l'occident lointain où ils fondèrent «Quart Hadasht», c'est-à-dire une «ville nouvelle».

Alors, Carthage est-elle l'aboutissement du conflit qui opposa le trône à l'autel ?

Ou est-elle au contraire une fondation officielle conçue et réalisée par Tyr ?

D'après Decret et Fantar¹² l'hypothèse du conflit se heurte à une difficulté sérieuse. Rien dans les relations qu'entretenaient Carthage et Tyr ne démontre une quelconque inimitié. Au contraire, Carthage manifestait une haute considération à sa cité-mère, en envoyant annuellement de riches cadeaux au temple de Melqart et par des sacrifices, ainsi que par une ambassade carthaginoise envoyée dans la métropole pour

rendre hommage à leurs ancêtres. Ce pèlerinage n'est pas seulement d'ordre religieux, mais également d'ordre politique, renouvelant «par le geste et la parole, les liens de soumission et de dévotion devant la divinité et son lieutenant sur terre en la personne du roi». D'après eux, la présence de la princesse Elissa n'est qu'une preuve qui vient affirmer l'hypothèse de la fondation officielle de Carthage.

D'ailleurs, le choix du site ne peut être dû au hasard, cela prouve que le terrain a été connu et repéré d'avance.¹³ Charles-André Julien, qui a devancé les deux historiens sus-cités, émet une hypothèse presque analogue. D'après lui ¹⁴ ce ne sont pas des fugitifs de la tyrannie de Pygmalion qui sont à l'origine de Carthage, mais des colons tyriens et chypriotes. Il met par ailleurs l'existence de la princesse Elissa en doute, sans pour autant remettre en cause le caractère de la fondation, en considérant les dîmes et offrandes que Carthage versa pendant longtemps au temple de Melqart comme un geste démontrant sa dépendance vis-à-vis de Tyr, et non pas comme une manifestation de piété.

Un assyriologue, E.O. Ferrier nous donne une autre hypothèse, en voyant dans «quart Hadasht» une «nouvelle capitale» et non pas une «ville neuve». Donc pour lui c'est «une ville telle qu'il ne saurait en exister deux semblables». En cherchant la période où Tyr, prise en tenailles par les deux empires égyptien et assyrien, s'est vue obligée de «transférer la capitale du royaume de Tyr dans celui d'Éthiopie pour la soustraire aux attaques assyriennes», cette période ne peut se situer qu'entre 673 et 633 avant J.C.¹⁵

La légende nous apprend la présence d'un roi, Hiarbas (ou Jarbas), roi des Maxitanis, avec lequel Elissa négocia la location du terrain sur lequel elle va bâtir sa ville ; cela va nous mener à conclure qu'une entité politique existait avant la fondation de Carthage. Quel était le

degré d'évolution politique de l'organisation de cette entité politique ? Pour le moment, on ne peut rien avancer, sauf que cette autorité n'était pas constituée de «groupuscules nomades qu'une simple démonstration de force aurait suffi à disperser».¹⁶ Camps,¹⁷ se basant toujours sur la légende, pousse plus loin l'idée de l'existence d'une autorité locale, voyant dans le suicide d'Elissa-Didon se sacrifiant sur le bûcher un moyen d'échapper aux exigences de Hiarbas.

III - Extension de Carthage

1 - Carthage héritière de Tyr

Carthage entretenait au départ de bonnes relations avec les Berbères, qui étaient pour elle source de bénéfices, puisqu'elle occupait le rôle d'intermédiaire entre eux et les autres peuples.¹⁸ Selon l'accord qui a suivi la fondation de Carthage, cette dernière devait payer un tribut annuel aux Berbères, ce qui a été maintenu durant presque trois siècles et demi sans interruption.¹⁹

D'ailleurs, les Berbères voyaient dans les Carthaginois un peuple de mer à l'instar de leurs aïeux les Phéniciens, qui représentaient une puissance maritime dont toutes les ambitions d'expansion étaient dirigées vers la mer, voulant s'assurer la maîtrise de la Méditerranée occidentale ; ils ne représentaient donc aucun danger à leurs yeux. Carthage, tributaire des Berbères, prenait avec le temps de l'ampleur, entretenant des rapports commerciaux avec plusieurs peuples de la Méditerranée. Cette croissance n'est pas venue d'elle-même, mais plusieurs facteurs étaient derrière. Gsell²⁰ nous donne trois raisons :

La première est due à la présence des Grecs, en même temps que les Phéniciens, dans la partie occidentale de la Méditerranée, ce qui a engendré une sorte d'entente tacite, sans que cela vienne d'un accord formel qui attribue la côte africaine aux Phéniciens.

La deuxième raison provient de la nature

hostile de certains peuples africains, espagnols ou sardes, qui ont empêché certaines colonies de se développer, ce qui a été moins ressenti par Carthage.

La troisième est due au déclin de Tyr dès le huitième siècle et son incapacité de défendre ses colonies, ce qui a donné à Carthage plus d'autonomie et lui a permis, avec le temps, de prendre la relève de Tyr, et de devenir la maîtresse des autres colonies. Le déclin et la faiblesse des Phéniciens d'Orient obligea les établissements phéniciens, officiels ou sauvages, à assurer leur propre sécurité et à organiser leur avenir, ce qui a causé la dislocation de l'empire phénicien et l'autonomie des colonies occidentales qui, face au danger grec, de plus en plus menaçant, se sont vues dans la nécessité de chercher parmi elles une héritière de l'ancienne cité-mère qui prendra en main l'organisation de la résistance, et d'étendre leur souveraineté sur de nouveaux territoires.²¹

Même les autres États méditerranéens, comme Rome, qui lors de son traité avec Carthage à la fin du IV^e siècle, a fait «expresse mention de Tyr» et voyait en Carthage la nouvelle héritière de la métropole déchue.²²

Pourquoi ce rôle de «nouvelle capitale» a-t-il échoué à Carthage et non pas aux autres colonies comme Utique et Gadès plus anciennes qu'elle ?²³

Plusieurs facteurs entrent en jeu. Carthage avait une situation géographique excellente, mais cela n'est pas la seule cause, car ce facteur jouait également en faveur d'Utique, contrairement à Gadès. En plus, la société carthaginoise était dotée d'une forte et riche aristocratie politique et commerçante ; l'histoire de Carthage de sa fondation jusqu'à sa chute va nous révéler des hommes de haute valeur qui ont présidé à ses destinées, comme Malchus au VI^e siècle et la grande famille Magon.²⁴

2 - Extension continentale de Carthage

Le caractère strictement «marin» des

Phéniciens les a laissé voir dans le domaine de la terre quelque chose de secondaire par rapport à la mer qu'ils «revendiquaient comme leur domaine»,²⁵ chose d'ailleurs qui réconfortait les Berbères. Mais suite à des événements qui vont surgir, cette version des choses va changer, puisque la politique expansionniste menée par les Carthaginois a subi un échec total lors de la bataille d'Himère (29 septembre 480 avant J.C.),²⁶ qui a mis un frein à leur «impérialisme maritime» et poussé Carthage à «se replier sur elle-même». ²⁷ Ce désastre a été un tournant décisif dans l'histoire de la Berbérie. Suite à cette bataille, Carthage a pris l'initiative de tourner sa politique expansionniste vers les terres africaines. Après avoir obtenu l'abolition du tribut, suite à une guerre contre les Berbères de laquelle elle est sortie vainqueur, Carthage, qui a maintenant les mains libres, va se conduire en maîtresse de la région, et va entreprendre l'agrandissement de son territoire africain.

La perte de la Sicile, plaque tournante de la Méditerranée occidentale et importante source de production de blé, poussa Carthage à chercher de nouvelles terres pour subvenir aux besoins alimentaires de sa population qui ne s'arrête pas de s'accroître, notamment avec l'arrivée de nouveaux colons venant de Tyr après sa décadence, chose qui l'a poussée à étendre son autorité sur les terres africaines en chassant les autochtones, ou pis encore, les rendant esclaves sur leurs propres terres.²⁸

Cette tâche a été facilitée par la présence en Berbérie d'un peuple moins organisé et non structuré au sein d'un État solide - à l'opposé des Carthaginois qui avaient une «grande supériorité d'organisation»²⁹ pour bâtir un empire maritime et terrestre, contrairement à leurs aïeux d'Orient qui trouvèrent en face d'eux deux empires puissants, l'Égyptien et l'Assyrien, qui constituaient un obstacle à toutes visées ou projets expansionnistes phéniciens.³⁰

IV - L' Armée carthaginoise

Tout dessein d'expansion ou d'annexion de nouveaux territoires nécessite la présence d'une armée.

Carthage, pour mener à terme sa politique d'expansion et défendre ses acquis en Méditerranée contre les Grecs puis les Romains, a mis sur pied une armée. Quelle était sa composante ?

L'armée carthaginoise comprenait trois catégories de combattants : en premier lieu on trouve des citoyens carthaginois qui, en réalité, sont peu nombreux et de moindre valeur mais qui, en cas de menace directe de leur patrie, se manifestent en grand nombre. En deuxième lieu, on trouve les sujets et auxiliaires, l'écrasante majorité d'entre eux des Berbères, vivant dans les territoires administrés par Carthage, dont le service est considéré comme un impôt. La majorité d'entre eux sont des cavaliers numides. En dernier lieu, on trouve des mercenaires, des Espagnols, des Corses, des Siciliens, des Ligures, des Gaulois, des Italiens et quelques Grecs.³¹

Les Carthaginois, comme leurs ancêtres les Phéniciens, n'ont pas un caractère belliqueux ; au contraire leurs intérêts se dirigeaient essentiellement vers le commerce et la navigation ce qui explique la rareté de l'élément carthaginois dans l'armée et la prépondérance de l'élément «étranger» à Carthage.

Lors de la première guerre punique par exemple, c'est un officier spartiate, Xantippe, qui a organisé l'armée carthaginoise et a pu battre les troupes de Regulus en se faisant aider par les cavaliers numides.³²

Cet état de chose a rendu les carthaginois dépendants des autres, notamment des Berbères, pour constituer leur armée et se défendre.

L'élément berbère a joué un rôle important et crucial dans les guerres menées par Carthage, et «sans eux l'histoire militaire de Carthage (n'aurait) pas été écrite».³³

Alors comment expliquer l'échec militaire de Carthage ? Comme on l'a déjà dit, les Carthaginois n'ont jamais été un peuple guerrier ; leur sens du commerce primait sur la guerre. L'impérialisme mercantile des carthaginois ne s'est jamais soucié des victoires militaires, seuls «*les bénéfices du négoce*» les intéressaient. On peut dire que cette aristocratie a été à l'origine de la défaite militaire de Carthage.

Dans toute la société carthaginoise, le seul mérite des victoires revenait aux Magonides qui étaient à l'origine de l'expansion carthaginoise depuis le milieu du VI^e siècle.

Malgré les grandes victoires militaires carthaginoises, l'aristocratie avec son impérialisme mercantile n'a abouti qu'à «*des paix de compromis*»,³⁴ et cela contrairement à leur ennemi juré, Rome, dont l'impérialisme militaire était plus tenace, erreur qui a coûté «la vie» à Carthage.

V - Apports civilisationnels de Carthage

En accostant sur les rivages de la Berbérie, les Phéniciens ont amené dans «*les creux de leurs navires*» la civilisation, ce qui a permis à la Berbérie l'ouverture sur le monde et l'entrée dans l'histoire.

Le Berbère voyait-il les civilisations qui sont passées par la Berbérie comme «*autant de vêtements divers sous lesquels son corps et son âme demeuraient identiques à eux-mêmes*» ?³⁵ Quel était l'impact de la civilisation carthaginoise sur le Berbère ?

Les Phéniciens, puis les Carthaginois ont marqué profondément le Berbère. L'écriture, chose connue des Berbères qui avaient leur propre système de transcription, le tfinagh, a été enrichie par les caractères puniques.

Parler le punique en Berbérie était quelque chose d'ordinaire ; cela était dû aux relations commerciales, ainsi qu'à la

participation des Berbères aux guerres de Carthage, où ils formaient la majorité de son armée, chose qui a facilité la diffusion de cette langue. À ce sujet Gsell écrivait : «*presque tous ceux qui ont combattu en Sicile la (langue punique) comprenaient*». ³⁶ D'ailleurs, les rois numides utilisaient cette langue comme langue officielle de leurs royaumes, sans pour autant négliger la leur. Ce choix est dû essentiellement à la nécessité de se «*servir d'une langue comprise en Méditerranée*». ³⁷

Concernant leur mode de vie, les Berbères, à force de côtoyer les établissements phéniciens, ont pu apprécier la vie sédentaire et l'urbanisation, ce qui a été à l'origine du bouleversement de leur vie sociale ; quelques souverains berbères ont pris conscience de cet important détail et l'ont repris, comme Massinissa qui a compris que tout État qui se veut solide doit se baser sur des populations sédentaires. ³⁸ Sur le plan politique et organisationnel, les Phéniciens ont introduit la «*notion d'État et tout ce qu'il implique comme mode de gestion*». C'est grâce à leur influence que des villes comme Hippo, Leptis, Cirta, Siga, etc. ont vu le jour en Afrique du Nord. Cela ne veut pas dire que toutes ces villes soient de création carthaginoise ; on doit «*tenir compte des créations spontanées, c'est-à-dire africaine*». ³⁹

Le sufétat, institution carthaginoise, a été adopté par les Berbères ; il est resté même après la chute de Carthage, en y apportant des modifications et en élevant le nombre des sufètes de un à trois ou quatre.

Contrairement à ce qu'on croit, Massinissa n'est pas le premier à avoir introduit l'agriculture en Berbérie. Les Berbères la connaissaient avant même la fondation de Carthage. L'apport phénicien et carthaginois n'a pas été grand dans ce domaine ; tout ce que les Berbères ont reçu d'eux était «*une machine à dépiquer*», une meilleure technique de sélection

de race, ainsi que l'arboriculture. ⁴⁰

L'apport civilisationnel de Carthage n'a pas été superficiel ni éphémère ; au contraire il a été si profond qu'il a bouleversé le mode de vie des Berbères, et donné à une partie d'entre eux «*l'intime conviction d'appartenir à la race cananéenne*». ⁴¹

VI - L'interpénétration civilisationnelle

La civilisation punique, contrairement à ce qu'on croit, n'est pas le prolongement de la civilisation phénicienne transplantée de Tyr à Sidon sur les côtes africaines, plus précisément à Carthage ; elle est le résultat d'une confrontation pacifique de deux mondes différents, le monde oriental et le monde africain. C'est ce qui explique l'attachement des populations africaines à cette civilisation même après la chute de Carthage.

Cette interprétation nous oblige à faire la distinction entre Punique et Carthaginois. La civilisation punique n'a pas touché seulement les territoires qui appartenaient à la sphère politique de Carthage ; d'autres villes berbères comme Citra et Siga étaient punicisées ⁴² - tandis que le qualificatif carthaginois a une dimension «*politique et administrative*» qui s'applique uniquement aux territoires sous le contrôle direct de Carthage.

L'interprétation culturelle et ethnique a commencé très tôt. Les villes et villages berbères, comme les fondations phéniciennes et carthaginoises, n'étaient pas fermées sur elles-mêmes ; au contraire des migrations dans les deux sens s'étaient réalisées, «*des Phéniciens ou des Puniques pouvaient venir s'établir au village avec leur famille pour y travailler comme agriculteurs, artisans ou commerçants*». ⁴³ Les mariages entre les deux groupes étaient si fréquents que même «*les princes et les chefs berbères (...) réclamaient les filles de l'aristocratie punique...*» ⁴⁴ pour le mariage. Ce brassage a donné naissance à «*une nouvelle société et une nouvelle culture à domi-*

nante phénicienne»⁴⁵ et a secrété également ce qu'on appelle «les Libyphéniciens», dont le préambule du périple d'Hannon a fait mention. Quel était le terme exact en punique ? On l'ignore. Seule la version grecque du périple⁴⁶ nous est parvenue, et on ne sait pas si la traduction est fidèle.⁴⁷

Ces «Libyphéniciens» étaient mi-phéniciens mi-berbères et de culture punique ; l'apport ethnique était en faveur des Berbères qui représentaient la majorité, contrairement aux Phéniciens venus d'Orient qui, avec le temps, se sont fondus dans la masse autochtone, mais dont l'apport culturel par contre restait visible et dominant. Gautier considère les Libyphéniciens «des Libyens qui, par leur langue et par les mœurs, étaient devenus Phéniciens, (...) des indigènes assimilés...»⁴⁸

Cette interpénétration ne permet de les différencier en se basant sur des bases ethniques ou raciales qu'avec difficulté, voire même avec des risques d'erreur. Le brassage était si profond qu'on ne peut pas infirmer l'origine autochtone des personnalités de Carthage telles que Hannon, Hamilcar, Hannibal. À ce sujet Camps écrivait à propos de Massinissa : «Ce Numide était aussi un Punique ; ni physiquement ni culturellement, il ne se distinguait de ses adversaires carthaginois. Il coulait dans ses veines autant de sang carthaginois qu'il coulait de sang africain dans celles d'Hannibal».⁴⁹

Même la langue phénicienne, suite à ces interpénétration et brassage, s'est altérée, ce qui a engendré un «parler local» qui est le «libyco-phénicien».⁵⁰ La langue berbère de son côté a emprunté des mots au punique ce qui a enrichi son vocabulaire.⁵¹

Les techniques de construction n'étaient plus le monopole des Carthaginois. Atban, dont le nom milite en faveur de ses origines berbères, était l'architecte du mausolée de Dougga. D'autres édifices comme le tombeau de la Chrétienne ou

le Medracen, dont l'apport oriental s'impose, sont en réalité des constructions berbères.⁵²

Sur le plan religieux, on a du mal à différencier les territoires carthaginois et les cités berbères, car cet élément «ne différait guère» entre eux. Le culte de Baal Hammon et Tanit est attesté par les stèles, et Baal Hammon devint même le Saturne africain à l'époque romaine.⁵³

Conclusion

On a tendance à marginaliser les Berbères, ou on voit en eux de simples «spectateurs» qui contemplent le passage des civilisations sur leurs terres sans participer à son élaboration.

D'après les historiens européens, leur rôle consistait à «consommer» ces civilisations, et à prendre les armes pour les défendre.

Le rôle des Berbères n'a pas été passif, loin de là ; leur attachement à la civilisation punique, par exemple, même après la chute de Carthage, prouve que cette dernière n'était pas un produit strictement «oriental» ; c'est une synthèse de deux cultures, la Berbéro-phénicienne, dans l'élaboration de laquelle les Berbères ont joué un grand rôle.

La langue punique est restée une langue véhiculaire chez une partie de la population de la Berbérie jusqu'à la période de Saint-Augustin.

Le rôle que les Berbères ont joué dans les guerres menées par Carthage était si grand que sans eux cette cité n'aurait peut-être pas pu écrire sa glorieuse page de victoires militaires.

D'un autre côté, la civilisation punique qui est restée en Berbérie plus de douze siècles, a pu marquer en profondeur la société berbère, ce qui a poussé quelques historiens à voir dans cela la raison qui a facilité l'arabisation et l'islamisation des Berbères. Sujet qui mérite une étude approfondie. □

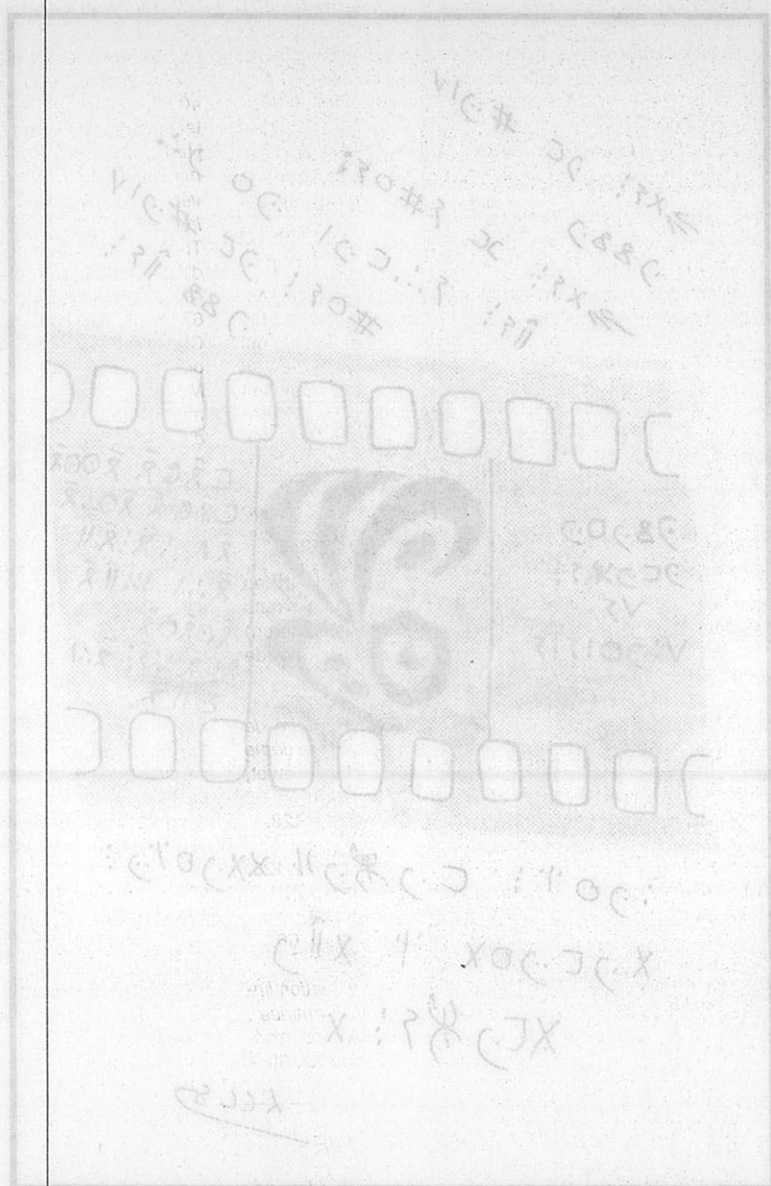
Tizi Ouzou.

- NOTES -

- 1 - Phéniciens-Carthaginois : 1100-146 av. J.-C. - Romains : 146 av. J.-C. - 432 apr. J.-C. - Vandales : 432-533 - Byzantins : 533-633 - Arabes : 755-1516 - Turcs : 1516-1830 - Français : 1830-1962
- 2 - Cité par Mohamed Cherif Sahli, *Le Message de Yougourtha*, En-Nahda, Alger, 1992, p.16.
- 3 - Decret (F) & Fantar (M), *L'Afrique du Nord dans l'Antiquité (des origines au Ve siècle)*, Payot, Paris, 1981, pp. 47-49. Et, Heurgon (J), *Rome et la Méditerranée occidentale jusqu'aux guerres puniques*, P.U.F, Paris, 1969, p.131.
- 4 - Peyronnet, *Le Problème Nord-Africain*, Tome premier, Pyronnet et Cie Éditeurs, Paris, 1924, p.117.
- 5 - Decret et Fantar, op. cit. p. 49.
- 6 - Heurgon J. op. cit. p. 125.
- 7 - Decret & Fantar, op. cit. p. 48 et J. Heurgon, op. cit. p.125.
- 8 - J. Heurgon, op. cit. p.131.
- 9 - Decret & Fantar, op. cit. pp. 48-49.
- 10 - Idem, p. 49.
- 11 - Par opposition aux colonies «officielles» fondées par l'État.
- 12 - Decret & Fantar, op. cit. p.54.
- 13 - En se référant aux fouilles archéologiques, ceux-ci nous divulguent la présence des traces d'un sanctuaire pré-carthaginois, chose qui prouve et atteste l'idée de la connaissance par Tyr des lieux, ce qui exclut totalement l'idée d'une «fondation faite au hasard».
- 14 - Julien (Charles-André), *L'Histoire de l'Afrique du Nord, (des origines à la conquête arabe)*, T.I., Payot, Paris, 1972 p. 64.
- 15 - J. Heurgon, op. cit. p. 141.
- 16 - G. Camps, *Les Berbères, Mémoire et identité*, Éd. Errance, 2e éd., Paris, 1987, p.101.
- 17 - Idem.
- 18 - Les Berbères avaient une vocation terrienne et la mer les rebutait, c'est pourquoi ils considéraient comme nécessaire et utile le concours des Phéniciens, et plus tard, des Carthaginois comme intermédiaires dans leurs rapports avec les autres peuples.
- 19 - Julien (Ch. A.), op. cit. p. 64.
- 20 - Gsell, cité par Peyronnet, op. cit. p. 118.
- 21 - Decret (F) & Fantar (M), op. cit. p. 53.
- 22 - J. Heurgon, op. cit. pp. 144-145.
- 23 - Les fouilles archéologiques menées à Hadrumete et Utique, qui ont peut-être été fondées avant Carthage, ne nous ont rien fait connaître de leurs trophées et céramiques antérieurs au VIIIe siècle av. J. C. (cf. J. Heurgon, op. cit. p.135).
- 24 - Peyronnet, op. cit. p.118.
- 25 - E. F. Gautier, *Le Passé de l'Afrique du Nord, les siècles obscurs*, Payot, Paris, 1942, p. 127.
- 26 - Bataille entre Carthage et les forces conjuguées des deux tyrans (le tyran Gelon et le tyran Theron) qui se termina par la défaite de Carthage.
- 27 - Julien, (ch. A.), op. cit. p.60.
- 28 - R. et M. Cornevin, *Histoire de l'Afrique, des origines à la deuxième guerre mondiale* - 4ème éd., Payot, 1974, p.62.
- 29 - Gautier (E. F.), op. cit. p.128.
- 30 - Idem.
- 31 - Peyronnet, op. cit. pp. 122-123.
- 32 - Julien (Ch. A.), op. cit. p.71.
- 33 - Peyronnet, op. cit. p.123.
- 34 - Julien (Ch. A.), op. cit. p. 66.
- 35 - Ibid., p.49.
- 36 - Salem Chaker, «La situation linguistique dans le Maghreb antique : le Berbère face aux idiomes extérieurs», in Lybica, Tome XXVIII - XXIV, 1980-1981, pp. 135-162.
- 37 - F. Decret & M. Fantar, op. cit. p. 65.
- 38 - Idem.
- 39 - Gabriel Camps, op. cit. p.112.
- 40 - À ce sujet, vous pouvez consulter la thèse de Hirèche Mohamed El-Hadi : «L'évolution politique et économique de la Numidie depuis l'arrivée de Massinissa au trône jusqu'à la mort de Juba I (203-46 av. J.-C.)» Thèse de troisième cycle, Université d'Alger, 1985. (en arabe).
- 41 - F. Decret & M. Fantar op. cit. p. 67 et G. Camps, op. cit. p. 16. Chose qui existe même aujourd'hui, où la moitié de la population du Maghreb, d'origine incontestablement berbère, a l'intime conviction d'appartenir à la race arabe, et d'être originaire d'Arabie !
- 42 - F. Decret & M. Fantar, op. cit. page 58.
- 43 - Ibid.
- 44 - G. Camps, op. cit. p. 110.
- 45 - F. Decret & M. Fantar, op. cit. page 59.
- 46 - À propos du périple d'Hannon, nous vous conseillons de lire l'article «Les Deux Rédactions du Périple d'Hannon» écrit par M. Tauxier in Revue Africaine, n° 26, 1982, pp. 15-37. L'auteur de l'article veut prouver que l'auteur du périple n'est ni un amiral phénicien ni un voyageur réel mais un faussaire grec.
- 47 - F. Decret & M. Fantar op. cit. p. 60.
- 48 - E. F. Gautier, op. cit. p. 130.
- 49 - G. Camps op. cit. p. 110.
- 50 - F. Decret & M. Fantar, op. cit. p. 59.
- 51 - Cf. S. Chaker, art. cit. p. 143.
- 52 - F. Decret & M. Fantar, op. cit. page 61.
- 53 - G. Camps, op. cit. p. 114.

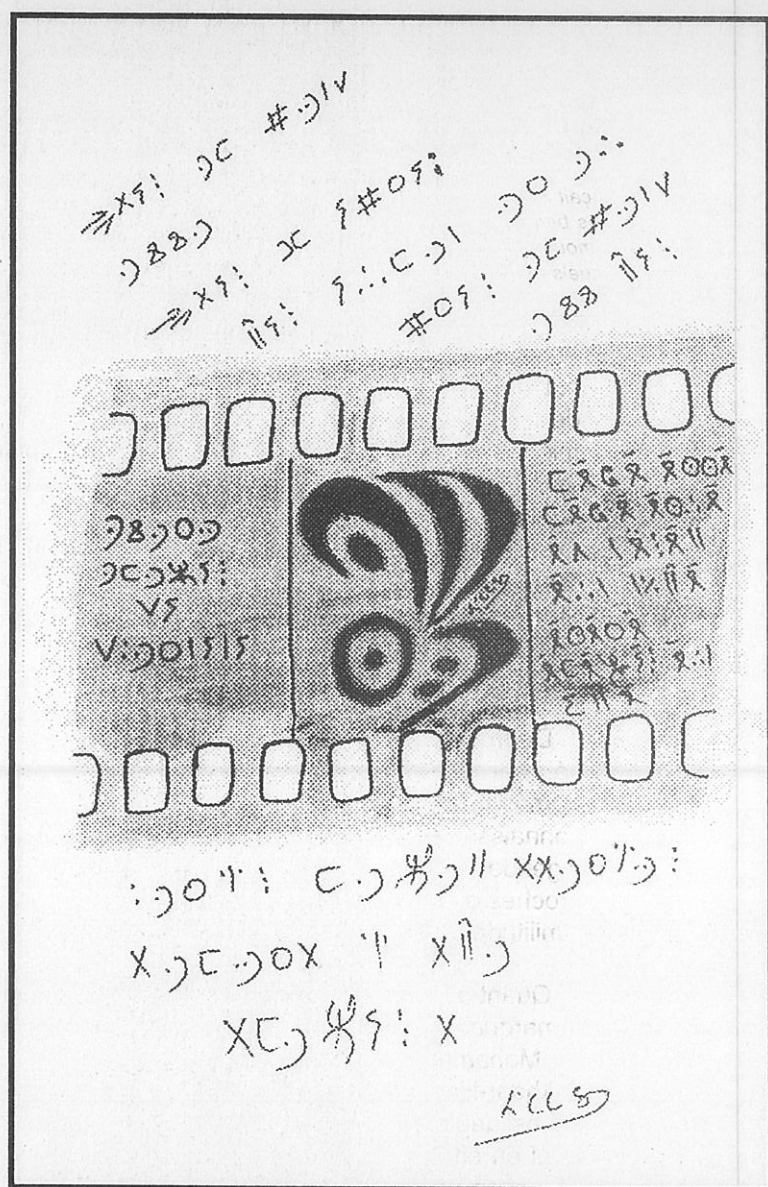
- BIBLIOGRAPHIE -

- 1 - G. Camps, *Les Berbères, Mémoire et identité*, Édition Errance, 2ème édition, Paris, 1987.
- 2 - S. Chaker, *La Situation linguistique dans le Maghreb antique : Le Berbère face aux idiomes extérieurs*, in Lybica, Tome XXVIII-XXIV, 1980-1981.
- 3 - R. et M. Cornevin, *Histoire de l'Afrique, des origines à la 2ème guerre mondiale*, 4ème édition, Payot, Paris, 1974.
- 4 - F. Decret & M. Fantar, *L'Afrique du Nord dans l'Antiquité (des origines au Ve siècle)* Payot, Paris, 1981.
- 5 - E. F. Gautier, *Le Passé de l'Afrique du Nord, les siècles obscurs*, Payot, Paris, 1942.
- 6 - M. El Hadi Hareche, *L'évolution politique et économique de la Numidie, depuis l'arrivée de Massinissa au trône jusqu'à la mort de Juba I (203-46 av. J.-C.)* Thèse de doctorat de 3ème cycle, université d'Alger, 1985. (en arabe).
- 7 - Jacques Heurgon, *Rome et la Méditerranée Occidentale jusqu'aux guerres puniques*, P.U.F, Paris, 1969.
- 8 - Charles-André Julien, *L'Histoire de l'Afrique du Nord (des origines à la conquête arabe)*, Tome premier, Payot, Paris, 1972.
- 9 - Peyronnet, *Le Problème nord-africain*, Tome premier, Peyronnet et Cie Éditeurs, Paris, 1924.
- 10 - Mohammed Cherif Sahli, *Le Message de Yougourtha*, En-nahda, Alger, 1992.



Le XVII^e Festival de cinéma de Douarnenez
au Parc d'Art et d'Architecture (voir p. 223)

DOUARNENEZ



Le XVII^e Festival de cinéma de Douamenez
vu par l'artiste H'mmu Kemous (voir p.223)

LES PEUPLES BERBÈRES au XVII^e Festival de Douarnenez

Par Afelkou

PEUPLES AUTOCHTONES

Notre précédent numéro annonçait le 17^e Festival de cinéma de Douarnenez, du 21 au 28 août 1994, consacré cette année-là aux «peuples berbères»... Notre revue TIFINAGH y était présente en force avec Ouzzin Aherdan, Louzi, Afelkou et Tasmount. Nous tenons à exprimer ici notre plus vive reconnaissance aux organisateurs du Festival, grâce auxquels nous fut donnée l'occasion de fructueuses rencontres à divers titres...



Berbère du Haut-Atlas
Charles Kerivel

... De fructueuses rencontres, car des Imazighen originaires de toutes les régions d'Afrique du Nord ont pu, pour la première fois, se rencontrer en même temps et publier des communiqués communs (voir pages suivantes) qui feront, nous en sommes certains, date dans notre Histoire. Pour la première fois, répétons-le, nous avons senti, palpé la réalité de Tamazgha, et ce fut une grande émotion, l'espoir de ce réveil, de cette indépendance attendue par tant de générations bafouées, l'espoir enfin de cette réunion d'un même peuple autour de sa langue et de ses traditions communes !

... De fructueuses rencontres à divers titres avons-nous précisé, car non seulement les quatre points cardinaux de Tamazgha se retrouvaient, mais nous faisions aussi la connaissance tangible d'un autre peuple, celui des Celtes de légende - celui des Bretons bien réels d'aujourd'hui - si proches de nous par tant d'aspects, en particulier l'étonnante similitude du combat de libération (voir plus loin)...

... Quant aux films projetés, nous en avons vus de tout à fait remarquables et bouleversants («La Citadelle» et «Youcef», de Mohamed Chouikh, «Le Vent des Aurès» de Mohamed Lakhdar-Hamina, pour ne citer que ceux-là). Par contre nous avons déploré l'absence de cinéastes berbères marocains. Seul en effet a été projeté le film «Noces de sang», mais en l'absence de son réalisateur Souheil Ben Barka (Amazigh de Tombouctou, auteur de cinq grands films et actuel directeur du Centre Cinématographique Marocain). Ce ne sont pourtant pas les réalisateurs berbères qui manquent au Maroc, tel Ferhati par exemple (Amazigh de Khémisset, auteur de très beaux films : «Brèche dans le mur», «Poupées de roseaux», «La Plage des enfants perdus»). Nous n'avons pas compris le choix - s'il y a eu choix - de Mohamed Abderrahman Tazi, excellent cinéaste mais bien étranger au monde tamazigh...

DÉCLARATION DE DOUARNENEZ sur les droits identitaires, culturels et linguistiques des Imazighen

«*Tit teddarât, amenây*» (*), voilà une expression bien de chez nous, qui résume bien l'ambiance dans laquelle se tient la 17^e édition du «Festival de Cinéma de Douarnenez» consacrée aux peuples minorisés.

Des associations amazighes (berbères), marocaines, algériennes, touarègues, des militants résidant en Europe se sont retrouvés pour échanger des points de vue, parler de leurs expériences et proposer des axes de travail.

Invités à ce festival consacré aux peuples amazighs (berbères), ils tiennent une nouvelle fois à rappeler leur volonté de réaffirmer leur identité amazigh.

Unis par un même territoire qui s'étend des îles Canaries à l'Ouest jusqu'à l'oasis de Siwa à l'Est (Égypte) et de la Méditerranée au Nord jusqu'au Burkina Faso au Sud, Tamazgha (Berbérie) est à la fois africaine et méditerranéenne.

Ce peuple dont l'histoire a été falsifiée, ce peuple réprimé par les différents pouvoirs a plus que jamais la ferme volonté de se prendre en charge et de faire porter son message partout dans le monde.

C'est pourquoi ces associations réunies ce jour, après un long débat sur la situation des droits identitaires, culturels et linguistiques en Tamazgha, décident de porter sur la scène internationale :

1 - Le problème de la constitutionnali-

sation et de l'institutionnalisation des identité, culture et langue amazighes ;

2 - L'exigence de faire prendre en charge matériellement par les différents gouvernements le développement de notre culture, notamment l'enseignement obligatoire de Tamazight (langue berbère) ;

3 - L'exigence de faire respecter et de faire appliquer par les gouvernements les textes internationaux des «Droits de l'Homme», principalement ceux concernant les droits linguistiques et culturels.

Nous dénonçons avec fermeté les positions des différents pouvoirs qui n'ont pas célébré l'année internationale des populations autochtones conformément à la résolution 45 / 164 du 18 décembre 1990, relative à la proclamation de l'Année Internationale des populations autochtones.

Nous exigeons des gouvernements :

1 - De concrétiser la décision des Nations Unies du 8 février 1994 relative à la Décennie internationale des populations autochtones ;

2 - De constituer, conformément à cette même décision, des comités de suivi avec la participation effective des associations amazighes pour élaborer et appliquer un programme d'action destiné à protéger et promouvoir les droits identitaires, culturels et linguistiques des Imazighen.

En outre, ces associations décident d'être partie prenante du projet de

création d'un *congrès amazigh international* proposé à l'occasion de la 12^e session du groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones, réuni du 25 au 29 juillet 1994 à Genève.

Cette organisation se donnera pour tâche de défendre, de développer et de diffuser la culture, la langue et l'identité amazighes. Elle s'inscrit dans le cadre du combat démocratique et se donnera tous les moyens pacifiques pour

faire aboutir ses revendications.

Convaincus de la justesse de notre lutte, nous sommes décidés à ne ménager aucun effort pour que le peuple amazigh rentre définitivement dans ses droits.

Douarnenez, le 26 août 1994

BRETAGNE - FRANCE.

(*) *Quand on vit, on finit par se rencontrer - proverbe amazigh (Touareg)*

Signataires

Survie Touaregs «TEMOUST», (France, Lyon), A.B.C.D. (France, Saint-Aygulf), IDLES (Algérie, Tizi-Ouzou), TILELLI (Maroc), TAMAZGHA (France, Paris), C.D.E.A. (Espagne, Grenade), TIFINAGH (Maroc, Rabat), AMAZIGH-BREIZH (France, Brest), TRIBAL ACT (France, Paris), Association Amigos del Tamazight (Espagne, Melilla), ADESSE (Maroc), Association de l'Université d'Été d'Agadir (Maroc), CYRAV (France, Bretagne), A.E.C.F.B. «TAMAZGHA» (France, Toulouse), THIZIRI (France, Fameck), A.N.C.A.P. (Maroc, Rabat), A.C.B. «AMAZIGH» (France, Nantes), Maison du RIF (Espagne, Barcelone), A.J.B. (France, Paris), AMREC (Maroc, Rabat), Association n'Imazighen (Belgique, Leuven), A.D.C.B. (France, Bordeaux), A.C.B. (France, Paris), AFUS DEG WFUS (France, Roubaix), ATLIK (France).



Groupe de travail à Douarnenez - De gauche à droite : Me Mounib (avocat, Agadir), Bouzid Sennane (Radio-Beur, Marseille), Hemmu Kemus (artiste, Bruxelles), Mabrouk Ferkal (Ass. Tamazgha, Paris), Ouzzin Aherdan (Tifinagh, Rabat), Najim Acharki (Ass. ADCB, Bordeaux), Omar Louzi et Olivier Fougerat (Tifinagh, Rabat).

(Photo G.C.)

DÉCLARATION DE SOUTIEN AU PEUPLE TOUAREG

Il y a quarante ans, les Touareg se sont retrouvés enfermés dans les États du Niger et du Mali que la France a créés contre leur avis.

Leur pays est administré par les armées de ces deux États où il agonise.

Ces armées du Niger et du Mali massacrent les Touaregs par milliers depuis quatre ans.

La France arme, forme et conseille les armées du Niger et du Mali, maintient ces deux États sous perfusion économique et les parraine sur le plan international.

Aussi, nous demandons à la France de faire cesser le massacre des Touaregs et de rompre toute assistance aux États du Niger et du Mali qui sont les bourreaux du peuple Touareg.

Nous réitérons notre appel à l' O.N.U. pour qu'elle prenne en considération le génocide du peuple Touareg, et qu'elle rompe avec son silence complice.

Douarnenez, le 24 août 1994.

France, Bretagne.

Signataires

Survie Touaregs «TEMOUST», (France, Lyon), A.B.C.D. (France, Saint-Aygulf), IDLES (Algérie, Tizi-Ouzou), TILELLI (Maroc), TAMAZGHA (France, Paris), C.D.E.A. (Espagne, Grenade), TIFINAGH (Maroc, Rabat), AMAZIGH-BREIZH (France, Brest), TRIBAL ACT (France, Paris), Association Amigos del Tamazight (Espagne, Melilla), ADESSE (Maroc), Association de l'Université d'Été d'Agadir (Maroc), CYRAV (France, Bretagne), A.E.C.F.B. «TAMAZGHA» (France, Toulouse), THIZIRI (France, Fameck), A.N.C.A.P. (Maroc, Rabat), A.C.B. «AMAZIGH» (France, Nantes), Maison du RIF (Espagne, Barcelone), A.J.B. (France, Paris), AMREC (Maroc, Rabat), Association n'Imazighen (Belgique, Leuven), A.D.C.B. (France, Bordeaux), A.C.B. (France, Paris), AFUS DEG WFUS (France, Roubaix), ATLIK (France).

AWAL N IMAZIGHEN DI TEMLILIT N DOUARNENEZ

«Tit teddarat, amenay», temlal tasa d way turew di «TFASKA N USARU N DOUARNENEZ»¹ yettwaskaren ghef igherfan² yettwaheqren. Aseggas-a d timlilit tis mraw d ssa (17) i d-yelhan d igherfan imazighen.

Munen³-d imeghnasen d tiddukliwin⁴ imazighen n yal tama umadal.⁵ D asulef ifulkin⁶ i umeslay ghef wayen yiwin ak timmuzgha.

Aghref amazigh i mi yettikkas umezruy d tlelli yufa di temlilit-a asulef ideg ara iger tighri i medden n umadal ak :

1 - Timmuzgha yessefk a tt-id-yughal ayda nnes, s waggaz⁷ unsib⁸ n yiman⁹ amazigh ;

2 - Yessefk ad-as s ttunefken allalen¹⁰ i ss ara tennefli, ladgha aselmed n tmazight.

Ayen gher ara nessiwel ass-a d akken a d-nesker «agraw agraghlal amazigh»¹¹ ara yesseftun tighawsiwin igan tin tamazight. Acku ass-a, nra a d-nemmel i umadal nebgas, am zik am tura, fa-d tamazight a s-d-nerr ayla-s, a tt-nessufegh gher tifawt.¹²

Ur illi mada¹³ ragh -d-ibedden deg webrid-a i newwi.

IMEGHNASEN D TIDDUKLIWIN IMAZIGHEN D YEM-LALEN DI DOUARNENEZ ASS N 26/08/1994.

1 - Festival de Cinéma
de Douarnenez

2 - igduden

3 - mlalen

4 - timesmunin

5 - ddunit

6 - ilhan, yula : en

7 - reconnaissance

8 - officielle

9 - identité

10 - «moyens»

11 - congrès international
amazigh

12 - tafat

13 - dacu.

DOUARNENEZ

VINGT ASSOCIATIONS AMAZIGHES FÉLICITENT LE ROI HASSAN II POUR SON ANNONCE DE L'ENSEIGNEMENT DE TAMAZIGHT

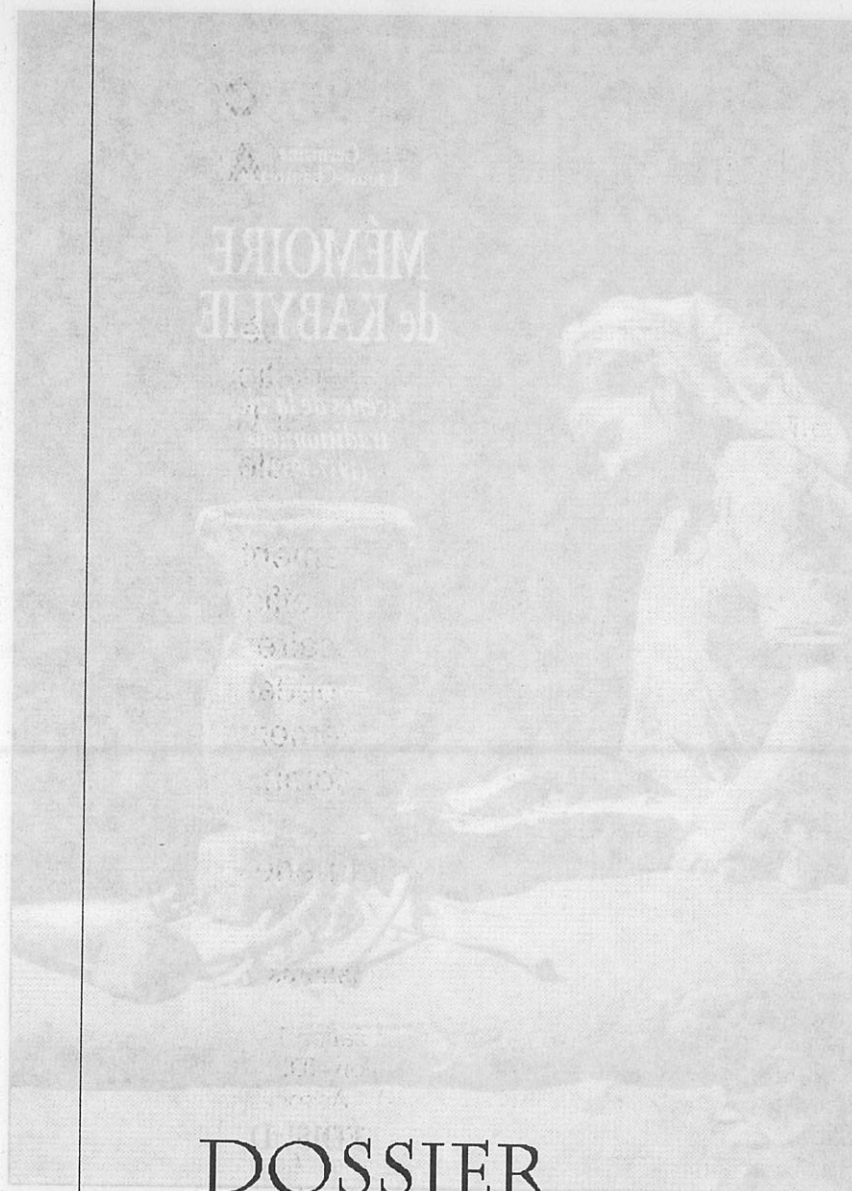
Les associations tamazight (berbères) réunies à Douarnenez ont appris avec satisfaction l'annonce faite par S.M. le Roi du Maroc concernant l'introduction de la langue tamazight au moins dans le cycle primaire dans un premier temps.

Elles soulignent que cet enseignement doit être mis en place rapidement et de manière efficace, c'est à dire accompagné des moyens nécessaires : formation des enseignants, création de matériel pédagogique adéquat. Elles demandent que cet enseignement soit généralisé à l'ensemble des élèves de la communauté tamazight situés dans les autres États.

Douarnenez, le 27 Août 1994

Associations signataires

Association TEMOUST (France, Lyon), Association TILELLI (Maroc), Association A.B.C.D (France, Saint-Aygulf), Association IDLES (Algérie, Tizi-Ouzou), Association TAMAZGHA (France, Paris), Association C.D.E.A (Espagne, Grenade), TIFINAGH (Maroc, Rabat), Association AMAZIGH-BREIZH (France, Brest), Association TRIBAL-ACT (France, Paris), Association AMREC (Maroc), Association Amigos del Tamazight (Espagne, Melilla), Association ADESSE (Maroc), Association de l'Université d'Été d'Agadir (Maroc), Association A.E.C.F.B, Association TAMAZGHA (France, Toulouse), Association THIZIRI (France Nantes), Association Maison du Rif (Espagne, Barcelone), Association A.J.B. (France, Bordeaux), Association N Imazighen (Belgique, Leuven), Association A.C.B (France, Paris), Association Afus Deg Wfus (France, Roubaix), Association CYRAV (France, Bretagne).



DOSSIER BRETAGNE LIBRE

Germaine
Laoust-Chantreaux

MÉMOIRE de KABYLIE

*scènes de la vie
traditionnelle
(1937-1939)*



ÉDISUD

Pour toute commande : ÉDISUD, La Calade, RN 7, 13090 Aix-en-Provence, France.
Tél. (33) 42 21 61 44 - Fax : 42 21 56 20

QU'EST-CE QU'UN ETHNOCIDE ?

Par Tasmount et Encyclopædia Universalis

ETHNOLOGIE

Que voici un texte fort instructif !

Il éclaire d'un jour particulier la politique «jacobine» française, actuellement désavouée par la plupart des pays européens (consulter à ce sujet la «Charte européenne des langues régionales et minoritaires» du Conseil de l'Europe - série des traités européens / 148 - Strasbourg, décembre 1992 - que nous publierons ultérieurement).

**Le génocide tue
le corps
l'ethnocide tue
l'esprit**

Le terme d'*ethnocide* est relativement récent - il remonte à la fin des années soixante - et répond à un besoin de précision terminologique qu'un autre terme, *génocide*, d'un usage plus ancien et plus répandu, était devenu inapte à couvrir.

Le concept juridique de *génocide* a été créé en 1946 au procès de Nuremberg pour traiter sur le plan légal un type de criminalité jusque-là inconnu : l'extermination systématique des juifs européens par les nazis allemands. Le délit de génocide prend ses sources dans un racisme qui s'exprime et se développe en toute liberté.

Toutefois, si le génocide antisémite des nazis fut le premier à être jugé au nom de la loi, il n'était pas le premier à être perpétré. Plus que l'histoire de l'expansion occidentale au XIXe siècle, plus que l'histoire de la constitution d'empires par les grandes puissances européennes, c'est le génocide des indigènes américains qui par son ampleur retient le plus l'attention. A partir de la découverte de l'Amérique, en 1492, la destruction des Indiens s'est poursuivie méthodiquement. Cette destruction continue à s'opérer dans la forêt amazonienne où subsistent les dernières tribus dites sauvages. C'est en vain qu'au cours de ces dernières années des massacres d'Indiens ont été dénoncés au Brésil, en Colombie et au Paraguay.

C'est d'abord à cette réalité indienne d'Amérique du Sud que se réfère ce concept d'ethnocide qui a été formulé par des ethnologues, et tout particulièrement par Robert Jaulin, à partir de leurs expériences. Les dernières populations indigènes du continent américain sont victimes simultanément de ces deux types de criminalité - le terme de génocide se référant à la volonté d'extermination raciale et celui d'ethnocide à celle de destruction de leur culture. L'ethnocide c'est la destruction systématique des modes de vie et de pensée de gens qui diffèrent de ceux qui orchestrent cette entreprise de destruction. On peut dire que le génocide assassine les peuples dans leur corps, l'ethnocide les tue dans leur esprit.

Quelle est la vraie signification de l'ethnocide ?

Il partage avec le génocide une vision identique de l'Autre : l'Autre étant la différence, certes, mais la mauvaise différence. Les deux attitudes diffèrent sur la nature du traitement qu'il faut réserver à la différence. Le génocide extermine les autres parce qu'ils sont mauvais, l'ethnocide relativise ce mal et prône l'amélioration par la transformation, jusqu'à l'abolition de la différence, jusqu'à ce que l'Autre soit conforme au modèle - le modèle étant "soi".

Les praticiens de l'ethnocide

Qui s'attaque à l'âme des peuples ?

Les missionnaires d'abord, qui, propageant la foi chrétienne, s'efforcent de substituer aux croyances païennes la religion de l'Occident. Cette démarche évangélisatrice implique deux certitudes : que la différence - le paganisme - est inacceptable et que le mal que représente cette différence peut être aboli. Parce que l'Autre est supposé perfectible ; pour cette raison, l'attitude ethnocidaire est qualifiée plutôt "d'optimiste", l'ethnocide s'exerçant pour le bien du sauvage.

Le discours laïque est identique. Ainsi, la doctrine officielle du gouvernement brésilien en ce qui concerne sa politique indigéniste proclame : *"Nos Indiens sont des êtres humains comme les autres. Mais la vie sauvage qu'ils mènent dans les forêts les condamne à la misère et au malheur. C'est notre devoir de les aider à s'affranchir de la servitude. Ils ont le droit de s'élever à la dignité de citoyens brésiliens, afin de participer pleinement au développement de la société nationale et de jouir de ses bienfaits."* Ce discours, qui exprime la spiritualité de l'ethnocide, est l'éthique même de l'humanisme.

L'esprit et la pratique ethnocidaires se déterminent selon deux axiomes. Le premier proclame la hiérarchie des cultures : certaines sont inférieures, d'autres sont

supérieures. Le second affirme la supériorité absolue de la culture occidentale. Celle-ci entretient avec les autres une relation de négation positive, c'est-à-dire qu'elle veut supprimer l'inférieur en tant qu'inférieur pour le hisser au niveau du supérieur ; on supprime l'indianité de l'Indien pour en faire un citoyen brésilien. Dans la perspective des agents de l'ethnocide cette entreprise n'est pas une entreprise de destruction ; c'est une tâche humaniste inscrite au cœur de la culture occidentale.

L'ethnocentrisme

L'ethnocentrisme c'est l'aptitude à mesurer les différences à l'aune de sa propre culture. Ainsi, l'Occident se pense et se veut LA civilisation. Mais est-il le seul à détenir le monopole de l'ethnocentrisme ? En examinant la manière dont les sociétés primitives se nomment elles-mêmes on s'aperçoit par exemple qu'elles s'attribuent un seul et même nom : les *Hommes*.

- Les Indiens Guarani se nomment *Ava*, les Hommes ;

- Les Guayaki disent qu'ils sont *Aché*, les Personnes ;

- Les Waika du Venezuela se proclament *Yanomami* : les Gens ;

- Les Eskimos sont des *Inuit* : des Hommes ;

On pourrait composer un dictionnaire de ces noms propres où les mots ont le même sens : hommes. Inversement, chaque société désigne systématiquement ses voisins de noms péjoratifs, méprisants injurieux.

Toute culture opère ainsi un partage de l'humanité en deux parts : elle-même, qui s'affirme comme représentation par excellence de l'humain, et les autres, qui ne participent qu'à un moindre titre à l'humanité. Ce discours des sociétés primitives, concentré ici dans les noms qu'elles se confèrent, est donc ethnocentrisme de part en part - et l'ethnocentrisme apparaît comme la chose au monde la

mieux partagée.

Toutefois, si toute culture est ethnocentriste, qu'est-ce qui fait, et c'est là la vraie question, qu'une civilisation est ethnocidaire ? Il semblerait qu'elle soit ethnocidaire d'abord à l'intérieur d'elle-même, c'est-à-dire contre les autres formations culturelles ; et cette vocation ethnocidaire paraît s'articuler sur une particularité qui est le critère classique de distinction entre les sauvages et les civilisés : le premier, le monde primitif, regroupe l'ensemble des sociétés sans État, le second, le monde occidental par exemple, se compose de sociétés à État.

Tout État est ethnocidaire

Qu'en est-il de l'État ? Il se veut et se proclame le centre de la société, le tout du corps social, le maître absolu des divers organes de ce corps ; on y décèle la volonté de réduction de la différence et de l'altérité, le sens et le goût de l'identique et de l'Un (l'Indien d'Amazonie supprimé comme Autre et réduit au même comme citoyen brésilien).

À chaque développement du pouvoir central correspond un déploiement accru du monde culturel. La nation peut se dire constituée, l'État se proclamer détenteur exclusif du pouvoir lorsque les gens sur qui s'exerce l'autorité de l'État parlent la même langue que lui. Ce processus d'intégration passe évidemment par la suppression des différences.

En France, la Révolution de 1789, en permettant le triomphe de l'esprit centraliste des Jacobins sur les tendances fédéralistes des Girondins, a mené à son terme l'emprise politique de l'administration parisienne. Les provinces, comme unités territoriales, s'appuyaient chacune sur une ancienne réalité, homogène du point de vue culturel : langue, traditions politiques, etc. On leur a substitué le découpage abstrait en départements, propre à briser toute référence aux particularismes locaux, et donc à faciliter partout la pénétration de l'autorité étatique. Ultime étape

de ce mouvement, la IIIe République a transformé définitivement les habitants de l'Hexagone en citoyens grâce à l'institution de l'école laïque gratuite et obligatoire, puis du service militaire obligatoire.. Ce qui subsistait d'existence autonome dans le monde provincial et rural y a succombé. La francisation était accomplie, l'ethnocide consommé : langues traditionnelles traquées en tant que patois d'arrière-pensées, vie villageoise ravalée au rang de spectacle folklorique destiné à la consommation des touristes, etc.

Ce bref survol suffit à montrer que l'ethnocide, comme suppression plus ou moins autoritaire des différences socio-culturelles, est inscrit d'avance dans la nature et dans le fonctionnement de la machine étatique. L'État ne connaît que des citoyens égaux devant la loi. On peut donc estimer, à partir de l'exemple français, que l'ethnocide appartient à l'essence unificatrice de l'État, ce qui conduit à dire que toute formation étatique est ethnocidaire. Il y a donc une certaine universalité de l'ethnocide, en ce qu'il est le propre de tout un ensemble de sociétés qui sont les sociétés à État. La réflexion sur l'ethnocide passe par une analyse de l'État, mais doit-elle s'arrêter là ?

Ethnocide et capitalisme

Tous les États se valent-ils ? Faut-il mettre dans le même sac les États barbares (Incas, Pharaons, despotismes orientaux, etc.) et les États civilisés ? On décèle d'abord une différence au niveau de la capacité ethnocidaire des appareils étatiques. Dans le premier cas - États barbares - cette capacité est limitée non par la faiblesse de l'État mais, au contraire, par sa force : la pratique ethnocidaire - abolir la différence lorsqu'elle devient opposition - cesse dès que la force de l'État ne court plus aucun risque. En revanche, dans le second cas - États civilisés - on s'aperçoit que la capacité ethnocidaire est sans limites, elle est effrénée. Mais d'où cela provient-il ? Que

contient la civilisation de ces États qui la rend infiniment plus ethnocidaire que toute autre forme de société ? C'est son régime de production économique, espace de recul constant de la limite, espace infini de la fuite en avant permanente. C'est le capitalisme en tant qu'impossibilité de demeurer en-deçà d'une frontière ; en tant que passage au-delà de toute frontière. C'est le capitalisme comme système de production pour qui rien n'est impossible, sinon de ne pas être à soi-même sa propre fin. C'est le capitalisme, qu'il soit libéral et privé comme à l'Ouest, ou planifié et d'État comme à l'Est. La société industrielle, la plus formidable machine à produire, est pour cela même la plus effrayante machine à détruire. Races, sociétés, individus ; espace, nature, mers, forêts, sous-sol : tout est utile, tout doit être utilisé, tout doit être productif, d'une productivité poussée à son régime maximal d'intensité.

Voilà pourquoi aucun répit ne pouvait être laissé aux sociétés qui abandonnaient le monde à sa tranquille improductivité originelle, inexploitation d'immenses ressources considérée par les "civilisés" comme un gaspillage inacceptable. Le choix laissé à ces sociétés était un dilemme : ou bien céder à la productivité ou bien disparaître ; ou bien l'ethnocide ou bien le génocide. A la fin du siècle dernier, les Indiens de la pampa argentine furent totalement exterminés afin de permettre l'élevage extensif des moutons et des vaches, qui fonda la richesse du capitalisme argentin. Au début de siècle, des centaines de milliers d'Indiens amazoniens périrent sous les coups des chercheurs de caoutchouc. Actuellement, dans toute l'Amérique du Sud, les derniers Indiens libres succombent sous l'énorme poussée de la croissance économique, brésilienne en particulier. Les routes transcontinentales, dont la construction s'accélère, constituent des axes de colonisation des territoires traversés : malheur aux Indiens que la route

rencontre ! De quel poids peuvent peser quelques milliers de "sauvages" improductifs au regard de la richesse en or, minerais rares, pétrole, en élevage de bovins, en plantations de café, etc. ? Les Indiens d'Amérique du Nord ont été tués en masse pour permettre la production. Un de leurs bourreaux, le Général Sherman, l'écrivait ingénument à Buffalo Bill, un autre tueur d'Indiens : *"Autant que je peux l'estimer, il y avait, en 1862, environ 9 millions et demi de bisons dans les plaines entre le Missouri et les Montagnes Rocheuses. Tous ont disparu, tués pour leur viande, leurs peaux et leurs os (...). À cette même date, il y avait environ 165.000 Pawnees, Sioux, Cheyennes, Kiowas et Apaches, dont l'alimentation annuelle dépendait de ces bisons. Eux aussi sont partis, et ils ont été remplacés par le double ou le triple d'hommes et de femmes de race blanche qui ont fait de cette terre un jardin et qui peuvent être recensés, taxés et gouvernés selon les lois de la nature et de la civilisation. Ce changement a été salutaire et s'accomplira jusqu'à la fin."* Le général avait raison. Le changement s'accomplira jusqu'à la fin, il prendra fin lorsqu'il n'y aura plus rien du tout à changer.

Tasmount,
d'après un article de Pierre Clastres
ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS,
corpus 7, page 445.



BEVET BREIZH

ou : «Comment peut-on être Breton ?»

Par Afelkou

MINORITÉS CULTURELLES

A Douamenez nous avons rencontré des Bretons. Pas des Français, mais des Bretons. Ou plus exactement des Bretons de nationalité française... Alors que le MCB (Mouvement Culturel Berbère) concerne toute l'Afrique du Nord, le MCB (Mouvement Combat Breton) ne concerne qu'un petit territoire, dont les revendications semblent intempestives, désuètes, anecdotiques voire folkloriques. Aussi, quelle ne fut pas notre surprise...

BZH

Oui, quelle ne fut pas notre surprise lorsque, après avoir répondu à l'invitation de «Emgann Combat Breton», nous avons découvert une revendication en tous points similaire à la nôtre... La grande civilisation celte, avec sa langue, ses traditions, ses légendes, sa poésie, ses chants et ses danses, ses arts en général, la grande civilisation celte fut envahie, repoussée jusqu'en Armorique et dominée par les Romains - tout comme une autre le fut en d'autres temps par les Arabes, repoussée dans les montagnes puis peu à peu dominée linguistiquement. Similitude de civilisation, qui érigea de part et d'autre de la Méditerranée les mêmes monuments (il existe plus de trois mille mégalithes de type dolmens et menhirs en Algérie, dont les scientifiques s'accordent à penser aujourd'hui qu'ils sont bien autochtones), similitude de destin, et aujourd'hui similitude de combat. Mais alors que tamazight est encore parlée par 30% des Algériens, 50% des Marocains et peut-être 100% des Touareg, face à la langue arabe, qui parle encore brezhoneg (ou-celte) face à la langue française ?

À notre grande surprise nous avons entendu parler ici «d'impérialisme culturel français», «d'implacable domination du pouvoir central de l'Île de France», de «mise sous séquestre de la langue et de l'histoire»... On réclame ici «une radio et une télévision bretonnes», «une cour de justice bretonne», «l'enseignement du breton»... Certains de ces «Français» qualifient même les Français «d'étrangers»...

C'est alors que nous avons dressé l'oreille, que notre sourire a fait place à la prise de conscience, que nous avons compris que leur problème était le nôtre.

L'histoire n'a cessé de modifier les frontières et d'essayer des systèmes. Pourquoi donc s'arrêterait-elle aujourd'hui ? L'empire romain s'est effondré après quatre siècles, l'occupation arabe de l'Espagne a cessé après huit siècles... qui peut affirmer en toute certitude que la domination économique du monde d'aujourd'hui par l'Occident est désormais éternelle... ?

CELTES - IMAZIGHEN... MÊME COMBAT !?

Similitudes de destins - ils ont connu les mêmes colonisateurs - leurs discours sont interchangeable, comme on pourra en juger à la lecture des lettres et articles que nous avons recueillis pour vous présenter leur dossier.

Ci-dessous des extraits de la lettre qu'adressa le 30 janvier 1994 P. Plunian au Premier Ministre français, de passage en Bretagne.

Monsieur le Premier Ministre,

Permettez donc à un Breton de Bretagne de vous dire son sentiment et de vous présenter son pays sous un jour particulier.

C'est toujours pour moi une profonde révolte de rappeler qu'à la fin du siècle dernier, à natalité égale, la Hollande et la Bretagne (35.000 km² chacune) avaient une même population d'environ trois millions d'habitants ; tous les avantages naturels de géographie, de climat, de possibilités commerciales par ses admirables ports étant de loin à l'avantage de la Bretagne, sans compter son plateau continental de 100.000 km² encore inexploité à ce jour. Alors qu'une Hollande libre est maintenant, avec ses quinze millions de citoyens, la nation prospère que l'on sait, qu'est devenue la Bretagne sous l'emprise implacable du pouvoir central ? Bien que cela soit souvent vain et cruel, nous dirons cependant brièvement qu'une guerre d'anéantissement de la chair et de l'âme de la Bretagne a été menée avec acharnement depuis cent cinquante ans par l'abolition brutale des traités, les guerres imbéciles et sanglantes, les déportations massives de main-d'œuvre, les amputations d'un territoire séculaire, la mise sous séquestre de la langue et de l'histoire, les divisions internes de toutes natures, provoquées et attisées avec sadisme et hypocrisie.

Normalement, en bonne logique cartésienne, la Bretagne aurait dû disparaître et son nom être effacé de la carte (...)

L'évolution de la planète fait que ces temps-là sont clos car le monde vide et désespéré a besoin des Celtes, de leur audace, de leur imagination, de leurs rêves et de leurs folies, en un mot de la «Liberté Armorique» qu'avaient inventée

nos ancêtres bretons (...)

Il s'agirait simplement, dans l'immédiat, de distendre les quelques liens trop rigides qui enchaînent la Bretagne au pouvoir central pour qu'elle puisse enfin respirer librement et suivre le cours de son génie propre.

Iraient dans ce sens les mesures suivantes :

1 - Désignation par le Conseil Régional et par cooptation de dix sages, deux par département, pris hors groupes de pression et hors politique, qui devront pour le 15 juin 1994 remettre au gouvernement français un projet de statut pour la Bretagne ;

2 - Création immédiate d'une Fondation de Bretagne, d'une radio et d'une télévision bretonnes, d'une cour de justice bretonne ;

3 - Gel de toutes les dettes des paysans et des marins bretons qu'on assassine en ce moment, et arrêt de toutes les procédures de saisie et de ventes judiciaires, nouvel esclavage qui jette sur le pavé des générations entières.

Enfin, je crois qu'il est parfaitement stupide et mesquin que la France s'obstine dans son refus de signer la Charte des Minorités Nationales qu'ont acceptées la plupart des pays d'Europe.

(...)

Qu'ils (les gouvernants) sachent bien que, ce faisant, ils prennent la lourde et criminelle responsabilité de tracer une voie royale à des intégristes bretons purs et durs qui, dans 10, 20 ou 30 ans, viendront écrire sur les murs de nos enfants : «Étrangers ! quittez le pays. On vous donne un mois de délai !»...

P. Plunian.

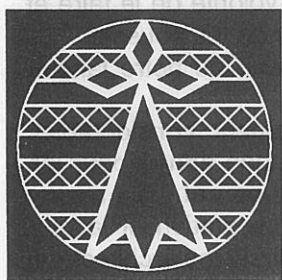
Texte extrait de la Revue "Emgann / Combat breton" n° 99.- fév. mars 1994.

GOUEL BROADEL AR BREZHONEG

Par Yann Puillandre

MINORITÉS CULTURELLES

En marge du Festival de Douarnenez, une délégation composée d'Imazighen marocains, algériens et touaregs, a été invitée à un déjeuner-débat par Emgann (dont Yann Puillandre est membre) et Kan-an-Douar, à l'occasion de la Fête Nationale de la Langue Bretonne. Ce fut l'occasion de constater une grande similitude entre leurs revendications respectives pour la préservation de leur langue, de leur culture et de leur droits.



Les armes d'Anne de Bretagne.

«Goel Broadel ar Brezhoneg» signifie : Fête Nationale de la Langue Bretonne. Cette fête s'est déroulée cette année les 21 et 22 mai à Spézed. Ceci est un retour sur un moment marquant de la vie militante en Bretagne.

Dans la déclaration que nous vous communiquons, Yann Puillandre, au nom des organisateurs de la 8^e Fête Nationale de la Langue Bretonne, fait le bilan du combat...

Ce grand rassemblement de la Pentecôte revêt plusieurs aspects :

- 1 - L'aspect culturo-politique revendicatif, organisé par l'association culturelle bretonne et bretonnante Kann an Douar, basée à Landeleau et le mouvement politique breton Emgann;
- 2 - C'est une grande fête populaire où vont se produire environ 200 chanteurs et musiciens, des jeunes sonneurs et chanteurs aux porte-drapeaux de la culture bretonne que sont Servat et Stivell, et les représentants d'autres cultures : kabyले, irlandaise, galloise, flamande ;
- 3 - Ce sont des sports et jeux bretons avec notamment le grand tournoi de lutte bretonne et le tournoi de palets sur terre, sans oublier le tournoi de foot des jeunes.

Pour l'aspect politico-culturel que nous privilégions, les revendications énoncées ici l'année dernière sont, hélas ! plus que jamais d'actualité. En effet, la situation n'a pas évolué d'un pouce depuis l'arrivée de la droite au pouvoir à Paris :

- La situation de la langue bretonne n'est pas bonne ;
- Son enseignement (donc sa survie) pose d'énormes problèmes ;
- Les écoles Diwan sont placées en redressement judiciaire pour quelques retards de paiement à l'URSAFF (les arsenaux, Renault, l'O.M. doivent des milliards et l'État ne bronche pas). Cette décision grave pour une si faible dette est une décision politique témoignant du mépris du pouvoir actuel pour la langue et la culture bretonnes ;
- Les responsables de Diwan attendent toujours que le nou-

veau ministre, Bayrou, daigne les recevoir. Ce rendez-vous ne vient pas malgré plusieurs relances. Comme cela fait un an qu'il est en poste, il est clair que, en étant poli, il n'en a rien à cirer (pas plus que Balladur) et qu'il ne tient aucun compte de nos revendications, même appuyées par de grandes manifs comme Quimper, Rennes, Saint-Brieuc ;

- Le Conseil Régional attend pour se prononcer sur son soutien et verser ses subventions, que le ministre décide. Cela peut donc durer longtemps, mais pour l'État c'est toujours du temps gagné ;

- Les enseignants des écoles laïques bilingues, des parents et des étudiants revendiquent une place normale pour la langue bretonne pour les futurs instituteurs (si l'on veut vraiment l'enseigner, il faut bien commencer par là), la possibilité de suivre le cursus scolaire en langue bretonne sans interruption, pouvoir passer les examens des matières enseignées en breton dans cette langue, etc. ;

- En ce qui concerne la télévision, aucun progrès et toujours le même mépris pour les spectateurs bretonnants qui voient les coupures de l'été et les tournois de tennis parisiens remplacer leurs émissions ;

- Les émissions sur R.B.O. vont subir d'importants changements à la baisse. Le licenciement de Sten Charbonneau, animateur de l'émission *Ar seizh amzer*, la plus écoutée, témoigne là aussi du profond dédain de la rédaction pour ses auditeurs bretonnants.

Voilà pour ce qui ne va pas et pour ce qu'il faudra changer.

Il y a aussi des choses qui avancent :

- On commence à enseigner le breton dans les écoles catholiques du Finistère et on parle de l'étendre aux Côtes d'Armor et au Morbihan ;

- La signalisation bilingue routière se met en place presque partout (les nuits les pinceaux noirs auront été efficaces) ;

- Des élus de toutes tendances politiques prennent des positions et des initiatives

en faveur de la langue...

Parmi les événements positifs de l'année, je saluerai ici la formidable action de Max Siméoni à Strasbourg et Bruxelles, inlassable défenseur des peuples et nations opprimés de France. Il se représente, je souhaite qu'il soit réélu. Militant culturel et militant politique, je répèterai une fois encore ce que nous disons depuis 30 ans : *c'est en Bretagne et avec les Bretons que nous trouverons les solutions pour la survie de notre langue nationale. Ce n'est pas Paris ni même Strasbourg ni Bruxelles qui agiront à notre place.*

Il faut que les Bretons et leurs assemblées élues aient la volonté de le faire et nous avons le devoir de les pousser.

Notre vision de l'avenir de notre langue est la suivante :

- Des sommes d'argent considérables sont consacrées chaque année pour les départements bretons et la région Bretagne pour la préservation et la restauration de notre patrimoine architectural (musées, châteaux, cathédrales, abbayes...), mais que donne-t-on pour la langue bretonne, le plus ancien et le premier patrimoine de la Bretagne ? A peine 10% du budget culturel et patrimoine pour le Finistère, moins pour les autres départements et encore moins pour la région ! Autre exemple : 50 à 60 millions de Francs pour reconstruire le Parlement de Bretagne, 50 fois plus que l'aide annuelle aux écoles Diwan !

Alors, nous disons qu'il est temps d'en finir avec les discours, les bonnes excuses et les faux prétextes, et de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour enseigner et diffuser notre langue.

Et il faudra aussi la volonté politique de changer les institutions. La loi Toubon vient à point nous le rappeler.

Seule une Bretagne libre de ses choix pourra élever le breton au rang de langue nationale du peuple breton et de langue officielle en Bretagne.

Bevet Breizh.

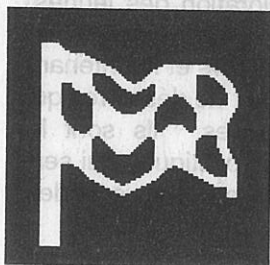
L'INDÉPENDANCE DE LA BRETAGNE

Par Yann Garduner

MINORITÉS CULTURELLES

Ils dénoncent leurs adversaires : l'État français centralisateur et négateur des peuples et le système capitaliste avec ses avatars productivistes et néolibéraux.

Et ils entreprennent de nous dire pourquoi l'indépendance ?



L'indépendance est légitime.

Si l'on admet que la Bretagne existe en tant que peuple et nation distincte, il est légitime que l'on lutte pour sa souveraineté à l'instar de nombreux autres peuples du monde qui ont su préserver leur indépendance au cours de leur histoire ou qui l'ont obtenue après une lutte de libération nationale. Le fait d'être Bretons ne doit pas nous priver des droits que les autres ont, ou cela revient à dire que nous ne sommes pas Bretons mais sans doute Français vivant dans un espace géographique appelé "Bretagne". En outre est-il nécessaire de rappeler que nous avons déjà connu l'indépendance, celle-là même qui nous fut confisquée après une défaite militaire ? Les siècles ne changeront rien à cette vérité historique.

L'indépendance est réaliste.

Sur le plan économique il n'est contestable par personne que la Bretagne possède tous les atouts d'un pays capable de se gérer en toute indépendance. Sa taille est comparable à celle des Pays-Bas, de la Belgique, du Danemark, d'Israël... Sa situation géographique à la pointe de l'Europe est l'une des meilleures du monde. Son climat, ses façades maritimes, son potentiel agricole sont à la fois les alliés et les fruits d'un Peuple dont l'enracinement, le dynamisme et l'ouverture ne sont plus à démontrer.

Le réalisme n'est pas de dire "la Bretagne ne peut pas se débrouiller sans la France" sans jamais dire pourquoi. Mais l'irréalisme est bien de justifier la situation de dépendance actuelle qui nous fait croire que nous sommes excentrés dans un état centralisé qui en plus nous prive du cinquième de notre territoire et, partant, du tiers de notre potentiel économique ! Le fameux "problème breton" n'existe pas. Seul existe un problème français en Bretagne.

L'indépendance est possible.

Alors que d'aucuns considéraient naguère l'accès à une quelconque indépendance comme une chimère propre à occuper les fins de banquets, jamais l'Histoire ne nous a mis ce plat si près à portée de la main. Sans parler de l'indépendance algérienne de 1962, combien de pays et de peuples se l'ont acquises depuis la dernière guerre et siègent depuis à l'ONU ? Plus près de nous, en Europe, les récents événements ont montré qu'il n'y avait rien de définitif et que les chapes de plomb des empires les plus totalitaires finissaient par céder. De l'Ukraine à la Lettonie, de la Slovaquie à la Slovénie, plusieurs dizaines de "petites" nations viennent, au cours de ces dernières années sinon de ces derniers mois, souvent contre toute attente, de se libérer et d'être reconnues comme peuples indépendants au sein de la Communauté Internationale. Ce mouvement historique qui rappelle curieusement une autre fin de siècle, le XIX^e, va bientôt toucher des peuples encore plus proches de nous. Les Basques qui manifestent par dizaines de milliers derrière des banderolles réclamant l'autodétermination, les Écossais qui réclament une Écosse indépendante en Europe, les Catalans qui s'affirment ouvertement en marche vers l'indépendance, les Corses qui mettent dorénavant en avant le principe de souveraineté nationale, sans oublier les Flamands qui vont bientôt oublier qu'ils avaient été Belges une fois ! Les Bretons ont-ils intérêt à ne pas saisir cette opportunité historique qui s'offre à eux ?

L'indépendance est nécessaire

Changer de cadre institutionnel en passant du statut de collectivité régionale, à quatre départements et un super préfet, à celui de pays indépendant doté de son propre gouvernement désigné par le peuple, ne suffit pas en soi à modifier

comme par un coup de baguette magique la réalité socio-économique et culturelle de notre pays ni le quotidien des Bretons. L'abrogation du chômage et de la précarité de l'emploi, la fin des injustices sociales ne se décrètent pas plus que la relance économique ou le réveil culturel. Sans doute. Reste qu'il serait plus efficace de décider chez nous des mesures à prendre dans tous ces domaines que d'attendre que Paris veuille bien y prêter l'oreille. La raison principale tient dans le fait que nous n'avons pas les mêmes intérêts et qu'ils sont même souvent contradictoires. L'émigration des jeunes, les bas salaires, le tout-tourisme, la disparition de nos agriculteurs et maintenant de nos pêcheurs, autant de désastres qui ne sont pas inéluctables. Ils sont la conséquence de choix politiques qui servent les intérêts de l'État français et des multinationales.

L'indépendance nous permettrait de défendre nous-mêmes les intérêts de notre peuple dans les instances européennes et internationales au lieu de les confier à des ministres qui ne servent que «l'intérêt supérieur» de la France. Sur les plans de l'agriculture et de la pêche on voit bien comment ce qui fait notre potentiel économique est bradé sur l'autel de l'intérêt commun à Bruxelles et ailleurs, alors que les peuples qui disposent de représentants pour les défendre arrivent à tirer leur épingle du jeu en obtenant des régimes spéciaux ou dérogatoires.

Ce qui est vrai sur le plan économique l'est tout autant dans le cadre de la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, la défense de nos côtes et de notre patrimoine naturel, la politique culturelle et linguistique. Cela nous aurait évité d'aller pleurnicher pour un statut de langue officielle ou pour la ratification d'une charte européenne !

L'indépendance n'est pas l'autonomie

Cette notion, qui a perdu son sens original, est liée à une notion de dépendance

qui maintient un peuple sous la domination politique d'un état, qui lui octroie certains droits internes tout en le privant de l'essentiel : la liberté. La Bretagne autonome est un leurre dans la mesure où la France n'est pas historiquement une communauté de peuples qui ont librement consenti à se regrouper comme dans une fédération, mais un État issu d'un système monarchique négateur de ces mêmes peuples. L'autonomie n'est bien souvent qu'une étape transitoire qui tombe comme un fruit mûr lors de la marche d'un peuple vers son indépendance. Si elle peut être bonne à prendre, elle ne peut en rien constituer un objectif à long terme.

L'indépendance n'est pas l'autarcie

La Bretagne, pays maritime, est suffisamment ouverte sur le monde pour ne jamais être tentée de se replier sur elle-même. Sa prospérité d'autrefois et son développement (inégal) actuel, elle les doit à ses échanges avec l'extérieur. L'indépendance nous permettrait d'accroître ces relations internationales vers l'Ouest et le Sud alors que la dépendance actuelle nous enferme dans des relations économiques presque uniquement tournées vers la France et toujours supervisées par Paris.

L'indépendance dans l'Europe des peuples

L'indépendance confèrera à la Bretagne et à notre peuple un cadre politique et juridique reconnu au plan international et en tout premier lieu au plan européen. L'Europe que nous voulons n'est pas celle du référendum sur le Traité de Maastricht qui ne nous était pas soumis

en tant que peuple, comme les Danois ou les Irlandais (sauf le Nord), mais en tant que citoyens d'un État que nous refusons. L'Europe ne pourra nous être bénéfique que dans la mesure où notre existence aura été reconnue comme peuple décidant librement de s'associer, de coopérer et d'échanger ou non avec d'autres au plan international.

L'indépendance avec le peuple breton

L'indépendance ne saurait être déclarée par une poignée d'individus qui se seraient auto-proclamés dirigeants de leur peuple sans le consentement de ce dernier. Elle est au contraire le fruit d'une prise de conscience massive et profonde au sein de l'ensemble de nos compatriotes. Elle n'est pas une fin en soi mais un objectif politique dans un projet de



La Banque «Broadel Breizh» de Spezed, sur laquelle flotte le drapeau de la Bretagne libre.

libération individuelle et collective. Elle ne peut être définie au préalable dans son contenu réel dans la mesure où ce n'est pas à un groupe de décider à la place d'un peuple. Mais c'est bien la vocation d'un mouvement politique de faire les propositions qui lui semblent justes afin que chacun se détermine en toute liberté.

Yann Garduner.

(Repris de "Combat Breton" n° 104).

LA CHARTE DE DIWAN

Par Kannadig Diwan

MINORITÉS CULTURELLES

Dans sa dernière livraison Kannadig Diwan, le journal interne de l'association, publie la charte qui sert de base à la réflexion et à l'action des écoles Diwan. Lecture urgente pour tous ceux qui auraient tendance à oublier que l'enseignement de la langue bretonne et son utilisation dans tous les domaines constituent l'objectif essentiel des écoles Diwan, ainsi que pour ceux qui se complaisent dans une revendication bilinguiste oublieuse de la situation de domination linguistique exercée par le français dans notre pays.

Article 1

L'association Diwan est ouverte à toutes les familles désirant assurer une éducation de leurs enfants en langue bretonne, sans distinction socioprofessionnelle philosophique ou politique. Les écoles sont gratuites et ouvertes à tous.

Article 2

Diwan existe du fait des carences d'une Éducation Nationale ne donnant pas sa place à la langue bretonne, mais réclame la prise en charge de ses écoles dans un service public d'enseignement démocratique et rénové en Bretagne, permettant l'utilisation du breton comme langue véhiculaire de la maternelle à l'université dans tous les domaines de l'enseignement.

Article 3

Diwan est indépendant par rapport à toute formation philosophique, confessionnelle, politique, syndicale, etc. En conséquence, Diwan affirme que son combat exige que soient respectées les convictions religieuses, philosophiques ou politiques de tous ses membres quel que soit l'éventail de celles-ci et tant qu'elles ne sont pas contraires à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Cette indispensable tolérance conduit Diwan à défendre et à promouvoir la laïcité dans son enseignement et à se porter garant de la liberté de pensée de chaque personne.

Article 4

Diwan instaure un enseignement démocratique avec la collaboration effective des parents, des collectivités locales et des enseignants. Diwan demande aux parents de créer au sein de la famille un climat

propice à l'expression en langue bretonne dans la vie quotidienne.

Article 5

Diwan s'engage à promouvoir l'usage du breton au sein de l'association à tous les niveaux. Par ailleurs, Diwan promeut un développement culturel en langue bretonne donnant à chaque enfant le maximum d'atouts pour forger lui-même son avenir et permettant aux enfants de Bretagne de prendre en charge leur environnement naturel, social et économique.

Article 6

Diwan déclare son hostilité à toute uniformisation linguistique et est attachée aux diverses formes d'expression culturelle, affirmant que seule leur complémentarité est source d'unité, d'enrichissement mutuel et collectif. Le breton enseigné dans les écoles maternelles Diwan est celui utilisé dans leur environnement géographique et humain.

Article 7

Conformément aux droits inaliénables des peuples à s'exprimer dans leur propre culture, Diwan appelle toutes les personnes éprises de démocratie, les organisations culturelles bretonnes, les organisations syndicales, notamment d'enseignants, à lutter avec elle pour plus de justice et contre toutes les formes de domination culturelle.

Article 8

Diwan se déclare solidaire de tous les peuples qui luttent pour leur identité culturelle, en y insérant les travailleurs immigrés, affirmant que leurs diversités concourent à enrichir le patrimoine humain.

ÉCOLES DIWAN

Par "Diwan Actualités" (juillet 1994)

MINORITÉS CULTURELLES

«Français, latin, breton, occitan, même combat».
Lors de la signature d'une convention sur la promotion de la langue et de la culture occitanes entre la Région Midi-Pyrénées et le rectorat d'académie, le ministre de l'Education Nationale a fait un parallèle entre la défense du français qui «est dans le monde une langue minoritaire», et celle des langues régionales, également minoritaires en France. «C'est le même combat», a affirmé M. François Bayrou.



Millitant breton
croqué par Uderzo.

Le ministre a estimé que le sujet était loin d'être «secondaire» ou «folklorique», affirmant que ce combat n'était autre que «celui de l'humanisme» et de «la dignité» des hommes. Il a rappelé qu'il avait, dans le même esprit, défendu l'enseignement du latin et du grec «qui étaient en train de mourir».

La convention est un nouveau plan sur trois ans pour la promotion de l'occitan, notamment par l'enseignement.

L'enseignement de l'occitan concerne 90.000 élèves en France...

DIWAN (l'éclosion, en français), défend et promeut la laïcité dans son enseignement. Ses écoles sont gratuites et ouvertes à tous. Elle en réclame la prise en charge dans un service public, d'enseignement démocratique et rénové en Bretagne, permettant l'utilisation du breton comme langue véhiculaire de la maternelle à l'université dans tous les domaines de l'enseignement.

Nous vous présentons ci-après le rapport DIWAN de juillet 94.

Que représente Diwan en 1994 ?

Durant l'année scolaire 94/95, Diwan scolarisera 1250 élèves sur les cinq départements bretons, répartis en 24 établissements, 23 écoles maternelles et primaires, un collège et lycée. Depuis l'ouverture de la première maternelle en 1977, «Diwan» n'a pas cessé d'ouvrir de nouvelles écoles et d'accroître ses effectifs d'élèves, d'enseignants et de personnel d'encadrement. La mise en place progressive de sa filière immersive s'est traduite par la création du primaire en 1980 et par celle du secondaire, avec l'ouverture du collège Roparz Hémon à Brest en 1988. Aujourd'hui nous sommes à la veille de l'ouverture du lycée Diwan à la rentrée 94/95, tandis que l'objectif retenu pour la rentrée 95/96 est l'implantation du second collège dans le département des Côtes d'Armor, à Plésidy, au sud de Guingamp. La participation du Ministère de

l'Education Nationale au financement des écoles DIWAN a débuté en 1983 et la rentrée 94/95 représentera la prise en charge, partielle ou totale selon les cas, de 78 postes sur un effectif total de 90. Cette participation s'accompagne d'un plan de mise sous contrats d'association, étalé sur la période 94/97.

Utilité de la langue bretonne

En Bretagne, parler aussi bien le breton que le français, c'est posséder le code qui permet de tout comprendre, noms des lieux, des gens, habitudes et comportements, c'est avoir la clé de contact avec tout interlocuteur, c'est comme pour tout bilinguisme équilibré, posséder l'agilité d'esprit et la sagesse que confère la maîtrise des mots et de leur sens, c'est le passeport qui ouvre plus facilement les frontières des autres langues européennes et internationales, c'est la source d'une fierté légitime, celle que l'on tire d'une identité originale réellement assumée, et donc le moteur d'un dynamisme accru. Etre bilingue français-breton c'est, dans l'Europe et le monde de demain, un nouveau facteur de réussite.

Un bilinguisme précoce

Les avantages de l'éducation bilingue sont maintenant bien connus. Le choix d'une école DIWAN pour un jeune Breton, est celui d'un bilinguisme enraciné dans son environnement naturel, là où les lieux, les comportements, et surtout bien des personnes dans son entourage parlent breton. Ce bilinguisme est plus facile à pratiquer et plus épanouissant, car l'enfant se trouve ainsi « bien dans sa peau ». Et avantage capital, l'acquisition d'une troisième ou d'une quatrième langue d'usage international lui sera plus facile qu'aux autres.

L'immersion

Depuis douze ans DIWAN a ajouté son savoir-faire à la méthode de « l'immersion précoce » déjà bien connue, et dévelop-

pée notamment depuis vingt-cinq ans au Canada avec des centaines de milliers de jeunes Canadiens anglophones devenus bilingues anglais-français. L'enfant apprend très vite le breton de façon naturelle en maternelle, et son acquis en lecture et écriture est transposé sans effort à la langue française qui est introduite progressivement en primaire. Les deux langues sont à la fois enseignées en tant que telles, et sont utilisées pour l'enseignement des autres matières des programmes officiels. Les élèves DIWAN acquièrent ainsi sans effort particulier un bilinguisme « équilibré » où une langue n'est pas dévalorisée par rapport à l'autre. Ils sont d'ailleurs très attachés à leurs écoles et témoignent de la valeur de ce système par leur réussite scolaire.

La pédagogie Diwan

En plus du principe de l'immersion précoce, les écoles DIWAN s'inspirent des méthodes pédagogiques les plus éprouvées. La maternelle est un milieu très protégé qui stimule au maximum l'extraordinaire réceptivité naturelle des enfants jusqu'à six ans. Les effectifs sont limités, l'enfant DIWAN est responsabilisé dans son travail et ouvert au monde. L'acquisition de bases très solides en lecture et écriture, en breton comme en français, est une des exigences fondamentales de la pédagogie DIWAN; des outils audio-visuels et informatiques spécifiques développés par des enseignants de DIWAN sont introduits avec succès. DIWAN est exigeant sur les aptitudes et la motivation de ses enseignants. Leur formation est assurée par DIWAN, mais aussi par l'Education Nationale en vertu des accords passés. Il y a un échange continu d'informations et de résultats entre enseignants de DIWAN et des écoles similaires dans d'autres pays européens.

L'indépendance de DIWAN est totale et ses écoles sont ouvertes à tous les enfants, de familles bretonnantes ou non,

en dehors de toute considération d'opinion ou de religion, et bien entendu, quelles que soient les ressources de ces familles, puisque la gratuité est un autre principe de base des écoles DIWAN.

«Comment peut-on être breton ?»

«Comment peut-on être breton ?» Morvan Lebesque titrait-il l'un de ses ouvrages. Il y a certes bien des réponses à cette question, mais celle qui s'impose est - notamment, et cela est révélateur - «en défendant la langue bretonne»... Or parmi beaucoup d'autres initiatives louables et souvent admirables, DIWAN est sans conteste celle qui peut aller le plus loin en ce sens, tout en contribuant de façon très positive au développement

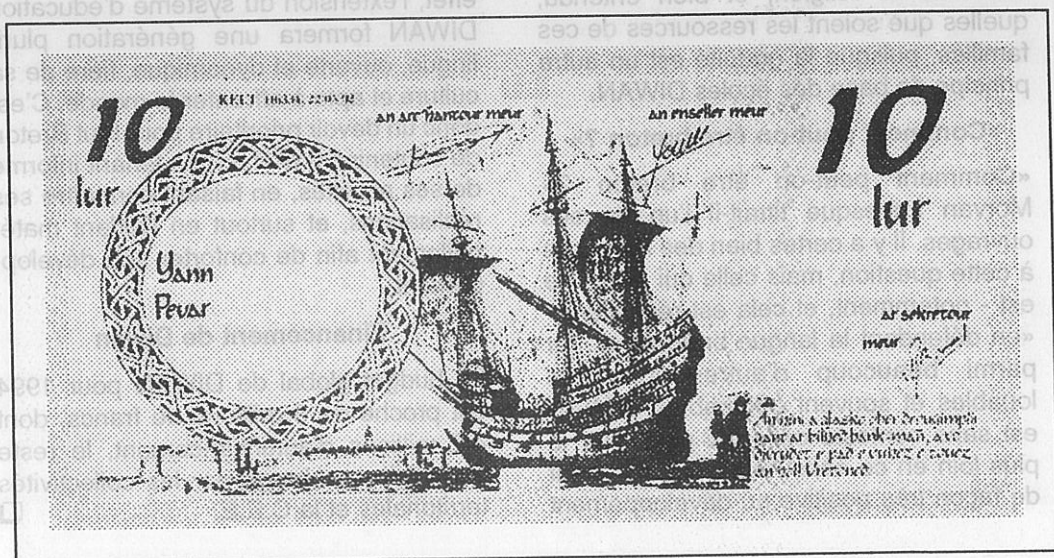
économique et social de la Bretagne. En effet, l'extension du système d'éducation DIWAN formera une génération plurilingue, ouverte et dynamique, fière de sa culture et apte à affronter le monde. C'est donc un devoir prioritaire pour tout Breton de soutenir DIWAN, en se tenant informé de ses activités, en faisant connaître ses réalisations, et surtout en l'aidant matériellement afin de conforter son développement.

Financement de Diwan

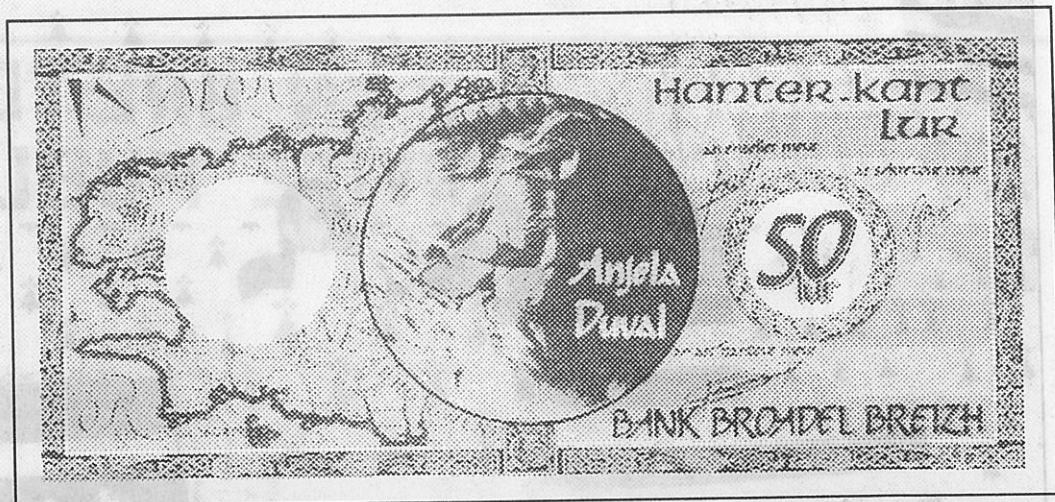
Le budget global de DIWAN pour 1994 est proche de 8 millions de francs, dont 4,2 millions d'autofinancement, le reste étant pris en charge par les collectivités territoriales et la C.E.E. □



Journée d'information sur le thème : l'École en breton. Colloque du 21 février 1995 à Kemperle, articulé sur la reconnaissance des langues minoritaires et l'importance pédagogique du bilinguisme dès la maternelle.



Deux des billets de banque émis par la "Banque Nationale de Bretagne"
 Ces billets (avec filigrane) ont circulé l'été dernier en Bretagne.
 Acceptés par les commerçants, ils ont dû être retirés (provisoirement ?)
 sur ordre de la Banque de France...



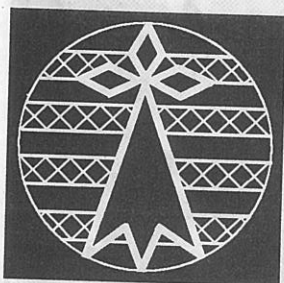
Outre l'émission de monnaie, le drapeau breton a flotté
 au côté du drapeau français, et parfois même seul... à la mairie (!) de Spézet.

URGENCE : CHANGEONS DE SOCIÉTÉ

Par Yann Garduner

MINORITÉS CULTURELLES

«En Bretagne, comme ailleurs, il s'agit de casser les rapports sociaux générateurs d'exclusion et d'imaginer de nouvelles solidarités»...



À Hennebont les 210 ouvrières de la confection Braff ont tenu tête à leur patron qui leur imposait un système de vidéo-surveillance tandis qu'il passait trois semaines au soleil des Canaries ! Elles ont fini par gagner sur décision du Tribunal. À Quimper l'association A.C. et le comité de chômeurs ont investi deux jours avant Noël un immeuble voué à la démolition par l'office H.L.M. pour y installer un sans-abri.

Deux facettes du monde ordinaire dans lequel nous vivons, celles de l'exploitation sociale et de l'exclusion générées par la course au profit synonyme de bas salaires, de licenciements et de précarité. Un monde auquel on s'habitue pour peu que, sans faire partie des 10% de riches ni des 20% d'exclus on compte parmi les 70% de cette énorme classe moyenne qui vit dans l'espoir de garder son emploi. *"Il y a une espèce de collaboration générale, c'est à dire une indifférence abritée derrière l'alibi de l'impuissance"*, déclarait le sociologue Alain Vacquin dans les colonnes d'Ouest-France. Il en tirait un appel à la résistance. *"Résistance car il y a un occupant qu'il ne faut pas aller chercher à l'étranger. L'occupant c'est cette partie étrange dans chacun de nous-mêmes qui nous fait accepter l'inacceptable"*.

Mais pouvons-nous y faire quelque chose ? Oui, répond un autre sociologue, Alain Touraine, qui estime *"qu'il dépend de nous de répartir les choses différemment. Il est quand même essentiel qu'une société abandonne cet espèce de fatalisme : on n'y peut rien, c'est le marché qui décide tout. Je crois que c'est ça la crise : la crise, c'est de parler en termes de crise"*. Et de poursuivre : *"ce que nous avons perdu c'est une image globale de la société. Que l'économique, le social, le culturel, le politique, tout ça va ensemble. Il n'y a plus de vision globale, de discours global, d'idéologie"*.

Il y va de notre responsabilité, à nous nationalistes bretons, qui nous situons dans une perspective de changement social de relever ce défi. Notre action ne peut pas se cantonner à la

lutte identitaire, au lobbying économique ou au combat écologique. Changer de drapeau ne suffit pas, nous ne pouvons pas nous faire les complices de la minorité bretonne qui exploite la misère sociale avec la bénédiction de l'État français. En Bretagne, comme ailleurs, il s'agit de

casser les rapports sociaux générateurs d'exclusion et d'imaginer de nouvelles solidarités. Ne laissons pas ceux qui dirigent la société industrielle finissante diriger dorénavant la société post-industrielle naissante, changeons de société ! Quel plus beau vœu en ce début 1995 ? ✠



Claude Lefébure, Yves Jardin et Gabriel Camps, lors d'un débat à Douarnenez

Photo Omar Louzi

L'ÉCOLE NE SUFFIT PAS

Par Emgann / Combat breton

Les Québécois aux Bretons.

De passage en Bretagne lors du dernier festival de Cornouaille, le Québécois Gilbert Levesque, fondateur du musée Louis Hémon - le romancier breton émigré au Canada au début du siècle et auteur de *Maria Chapdelaine* - a donné son sentiment sur la situation de la langue bretonne.

"Si les Bretons doivent se battre pour leur langue, ils doivent le faire intelligemment. L'école ne suffit pas. Ils devront se doter d'une véritable radio ou télévision en breton. C'est par là que passe la familiarité

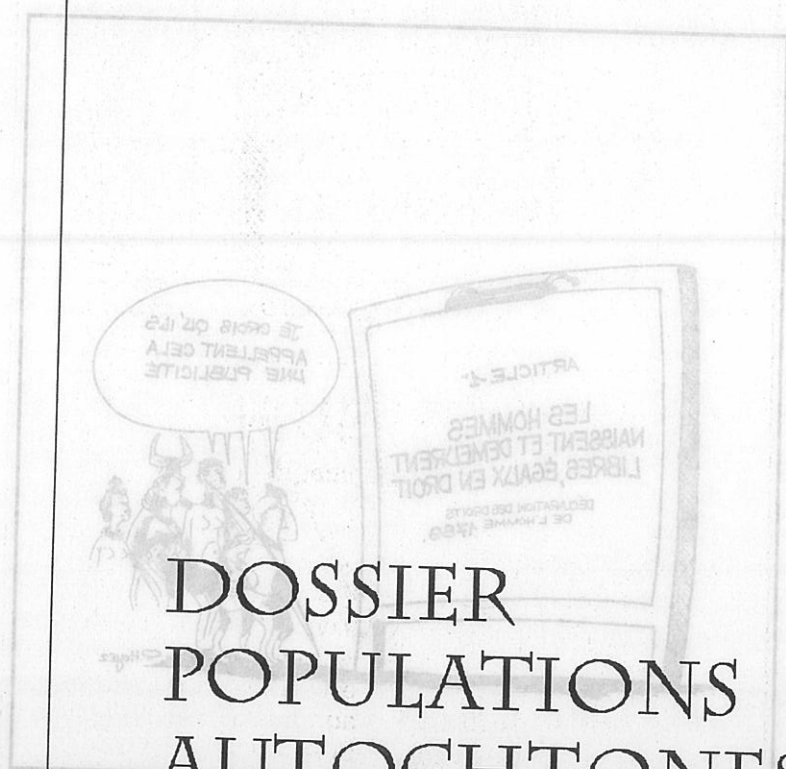
avec une langue. Nous en avons fait l'expérience".

Il sait de quoi il parle. Les Québécois n'ont-ils pas eu à se battre pour défendre leur langue, le français ? Sa conclusion est simple : ce qui est bon pour le français au Québec est bon pour le breton en Bretagne.

Gageons que les Bretons l'ont enfin compris et qu'ils seront nombreux à répondre à l'appel de Stourm ar Brezhoneg lors de la manifestation organisée le 4 février pour la création d'une chaîne de télévision en langue bretonne. ✠

«Tous les peuples ont le droit de dis-
poser d'eux-mêmes. En vertu de ce
droit, ils déterminent librement leur
statut politique et assurent librement
leur développement économique,
social et culturel.»

«Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels - ONU 1966»

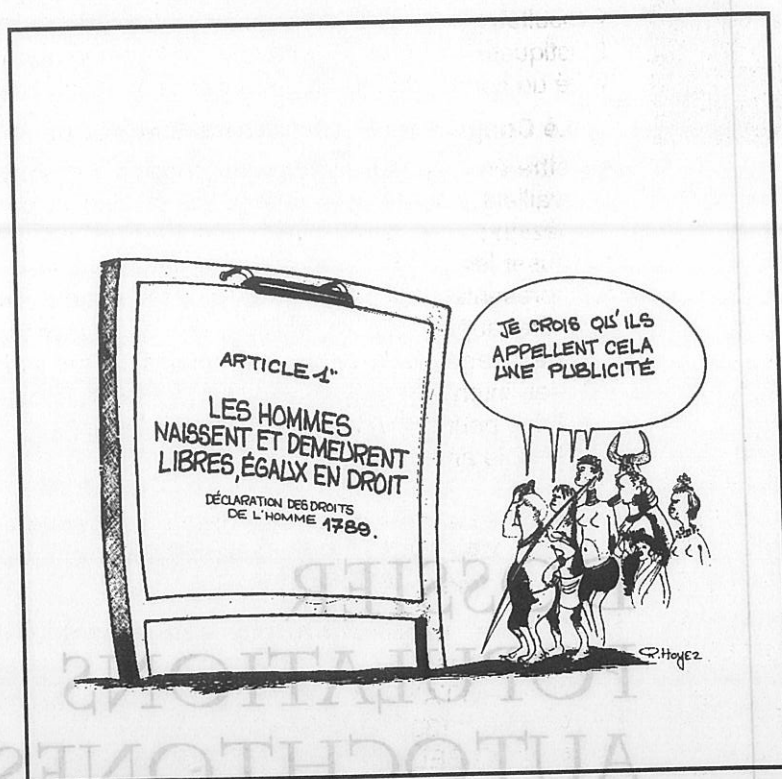


DOSSIER POPULATIONS AUTOCHTONES

Extrait d'un document ICHIA (International Commission for the Rights of Ethnic Minorities and Aboriginal Peoples) - Commission internationale pour les Droits des Peuples et Minorités Autochtones (voir ci-après page 25).

«Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.»

«Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels - ONU 1966»



Extrait d'un document ICRA («International Commission for the Rights of ethnic minorities and Aboriginal people» - Commission Internationale pour les Droits des Peuples et minorités Autochtones / voir ci-après page 251).

LA DÉCLARATION DE GENÈVE

Par Omar Louzi

IMAZIGHEN

Constatant qu'ils n'obtiendraient pas aisément la reconnaissance de leurs droits identitaires par les pouvoirs en place, les Imazighen se sont regroupés et ont décidé d'internationaliser la question...



O.N.U.

À l'occasion de la tenue de la «12^e session du groupe de travail de la Sous-commission des Nations Unies pour la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités», et après avoir tenu une série de réunions de travail et de consultations sur la situation actuelle des droits culturels et linguistiques des Imazighen dans toute l'Afrique du Nord, il a été créé un comité de liaison du Congrès Amazigh International.

Le Congrès Amazigh International a pour objectifs :

- Mettre en rapport les différents groupes et organisations qui travaillent pour la promotion de la langue et de la culture amazigh ;
- Diffuser les informations concernant ces activités ;
- Représenter ces organisations et le peuple amazigh en général auprès des organismes et forums internationaux ;
- Faire usage de tous les instruments et mécanismes juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme et des peuples pour défendre et promouvoir la culture et les droits du peuple amazigh.

Le siège du comité et du coordinateur international est :

* Salem MEZAOUD : 19, Quain Mansions, Queens Club Gardens, London W14 9TW, Royaume-Uni.

Pour tous renseignements concernant l'adhésion, s'adresser aussi à :

* Adoulahi ATTAYOUB : 252 bis, rue Paul Bert, 69003 Lyon, France / Tél. : (33) 72 33 51 87

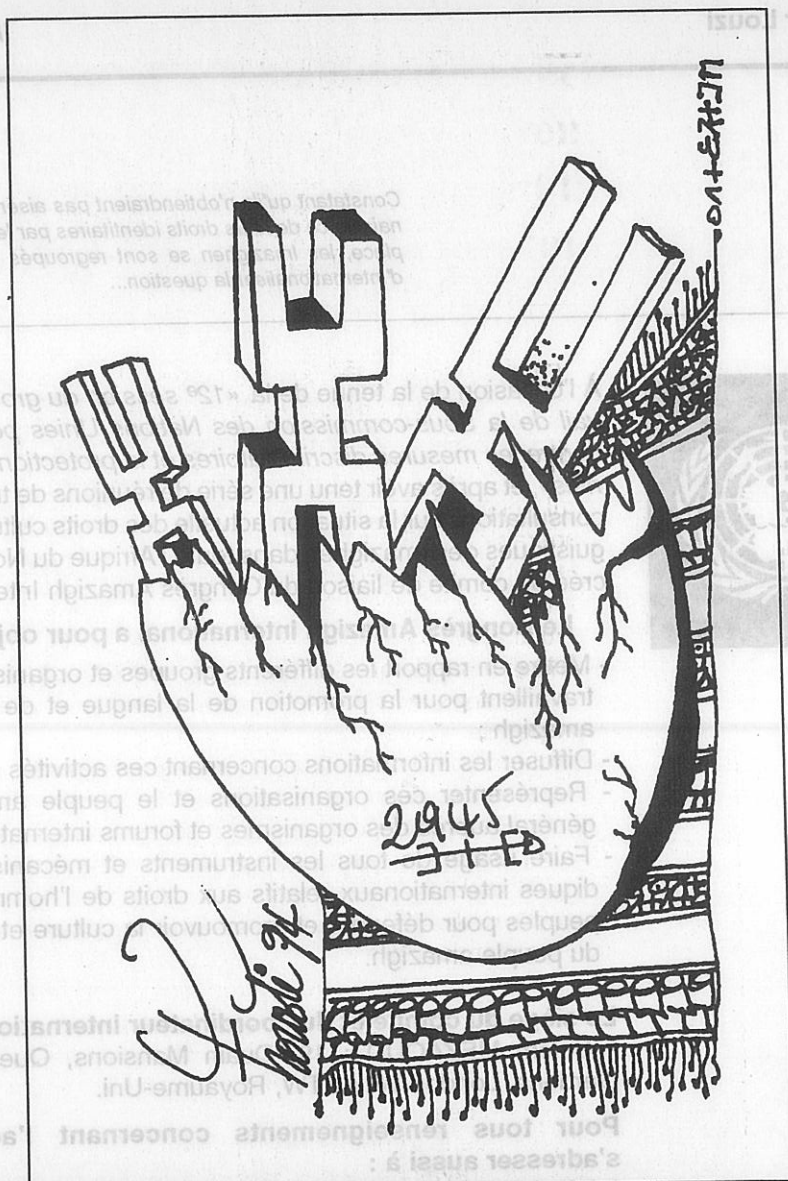
* Hassan ID BELKASSEM : 235, Bd Abdelkrim El Khattabi, Rabat, Maroc / Tél. : (212 7) 73 01 39 - Fax : 77 49 03

* Omar LOUZI : 10, rue Raïs Cherkaoui, Rabat Souissi, Maroc
Tél : (212 7) 65 67 81 - Fax : 75 37 74

Fait à Genève, le 19 juillet 1994

Ont signé : Abdoulahi ATTAYOUB, Hassan ID BELKASSEM, Salem MEZAOUD, Omar LOUZI.

LA DÉCLARATION DE GENÈVE



Calligraphie de Housti.

LA DÉCLARATION DE NEW YORK

Par Omar Louzi

PEUPLES AUTOCHTONES

Nous présentons ici l'intervention d'Omar Louzi au niveau des commissions de travaux tenues à l'occasion de l'inauguration de la décennie des Nations Unies pour les Peuples Autochtones.



O.N.U.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES

Imazighen aux Nations Unies

Azul Fellowen,

Honorable Président

Honorables représentants des Peuples de la Terre,

Au nom du Comité Tifinagh et de la Jeunesse Nationale Populaire, je vous remercie de nous avoir donné l'occasion de prendre la parole au niveau de votre Commission.

Nos militants sont engagés dans le combat que mène le Groupe de Travail des Nations Unies pour les Peuples Autochtones et les ONG qui opèrent pour la défense des cultures et des civilisations opprimées.

Déjà à Genève nous avons signalé les violations des droits des populations berbères de notre pays et nous espérons que les Nations Unies prendront en charge ce dossier.

Concernant l'ordre du jour, nous aimerions intervenir surtout sur les derniers points (3, 4 et 5) et nous aimerions faire quelques suggestions et quelques recommandations :

1 - Il est primordial de créer une instance permanente pour les populations autochtones au sein du système des Nations Unies, et cela pour faire entendre la voix des peuples autochtones opprimés.

2 - Il faut que le forum permanent prenne en charge ce que le groupe de travail ne pourra pas réaliser, en l'occurrence, l'organisation, par exemple, de rencontres régionales dans les endroits où vivent les peuples autochtones.

3 - En ce qui concerne les modèles proposés pour la forme de cette instance permanente des Nations Unies qui s'occupera de la promotion des peuples autochtones, nous pensons que la meilleure formule est de créer un comité d'experts qui connaîtrait parfaitement la profondeur de la civilisation des peuples autochtones.



Omar Louzi et Julian Berger à l'Assemblée Générale de l'ONU,
New York - 11 décembre 1994.
Julian Berger est le Secrétaire du Groupe de Travail sur les Peuples Autochtones.

4 - Les anciennes puissances coloniales ont exploité à outrance les richesses matérielles et culturelles des peuples autochtones et il est grand temps qu'elles rendent ces richesses culturelles à ces peuples.

5 - Les multinationales se partagent le monde et ont pu mettre la main sur l'économie mondiale ; elles sont présentes sur les territoires des peuples autochtones en se référant aux traités passés avec les gouvernements. Il est temps que ces multinationales cessent leurs activités sur les terres et les territoires de ces peuples.

6 - Le volume des investissements étrangers au Maroc a augmenté sensiblement et cela est dû, en grande partie, à l'existence d'une main d'oeuvre autochtone bon marché. Ces multinationales viennent s'installer pour bénéficier de cet avantage comparatif. Un groupe proche du gouvernement, avec la complicité de multinationales, surtout françaises, achète des terres fertiles aux autochtones à très bon prix.

7 - La propriété intellectuelle des inventions des peuples autochtones n'est pas protégée. Des sociétés étrangères cherchent à déposer des brevets pour garantir une exploitation exclusive, surtout dans le

domaine des plantes médicinales, par exemple : l'utilisation d'azir dans la vallée de Ghéris*.

8 - Nous dénonçons l'utilisation des noms des tribus berbères pour nommer des boissons alcoolisées (Beni Iznassen, Amazigh, Toulal...). Cette utilisation est inappropriée et vise à discréditer ces tribus, d'autant plus qu'elle va à l'encontre de la tradition religieuse de celles-ci.

9 - La pêche était une activité exercée par les autochtones berbères depuis la nuit des temps. Actuellement, cette activité devient la propriété exclusive de l'État et personne n'a le droit d'aller pêcher sans le consentement du gouvernement.

10 - Enfin, nous suggérons la création d'une instance au sein du système des Nations Unies qui s'occupera des jeunes autochtones pour qu'ils puissent continuer le combat de leurs ancêtres et apprendre leur langue, leur propre histoire et leurs traditions.. Je remercie Madame la Présidente pour sa patience, je remercie les délégués des peuples de la Terre de m'avoir écouté.

* - Et également dans toute la montagne berbère (y compris Souss et Rif).

PROJET DE SONDAGE

ou sondage pour un projet... de société

Par «Tifinagh»

TAGMAT

Ce questionnaire, qui concerne toute l'Afrique du Nord, a pour objet de mesurer les attitudes qu'ont les amazighophones à l'égard des trois systèmes graphiques utilisables pour transcrire le tamazight, c'est-à-dire les caractères tifinagh, arabe et latin.

Ce questionnaire est strictement confidentiel ; vous remarquerez que nous ne vous demandons ni votre nom ni votre prénom. Il s'agit d'un thème de recherche universitaire, loin de tout débat politique, encore moins de polémique. Votre avis nous étant extrêmement précieux, nous vous demandons de remplir ce questionnaire avec le plus grand soin en traçant une croix dans la case correspondant à votre choix, ou de répondre à la question de la manière la plus concise possible, puis de nous l'adresser à :

TIFINAGH, BP 5086 RABAT Souissi, MAROC.

Nous vous remercions pour votre obligeante collaboration.

Questionnaire

1 - Sexe

- Masculin ☐ 10
- Féminin ☐ 11

2 - Âge

- moins de 20 ans ☐ 20
- entre 20 et 35 ans ☐ 21
- entre 35 et 50 ans ☐ 22
- plus de 50 ans ☐ 23

3 - Niveau d'instruction

- non scolarisé ☐ 30
- primaire ☐ 31
- secondaire ☐ 32
- supérieur ☐ 33
- universitaire ☐ 34

4 - Profession

- sans ☐ 40
- ouvrier salarié ☐ 41
- ouvrier artisan ☐ 42
- employé ☐ 43
- cadre moyen ☐ 44
- cadre supérieur ☐ 45
- profession libérale ☐ 46
- étudiant / lycéen ☐ 47

5 - Résidence

- en ville :
- dans un quartier riche ☐ 50
- dans un quartier pauvre ☐ 51
- dans un village ☐ 52

6 - Où avez-vous passé votre enfance ?

- dans une ville ☐ 60
- dans un village ☐ 61

7 - Où êtes-vous né(e) ?

Donnez le nom du lieu :

- village :
- ou ville :
- ou province :

8 - Où sont nés vos parents ?

Donnez le nom du lieu :

- Père Mère
- village :
- ou ville :
- ou province :

9 - Où sont nés vos grands-parents ?

Donnez le nom du lieu :

- Grand-père Grand-mère
- village :
- ou ville :
- ou province :

10 - Niveau scolaire de vos parents :

- | | Père | Mère |
|-----------------|------------------------------|------------------------------|
| - non scolarisé | ☐ 100 | ☐ 101 |
| - primaire | ☐ 102 | ☐ 103 |
| - secondaire | ☐ 104 | ☐ 105 |
| - supérieur | ☐ 106 | ☐ 107 |

11 - Profession de vos parents :

- Père :
- Mère :

12 - Vos parents vivent-ils avec vous ?

- oui ☐ 120
- non ☐ 121

13 - Vos parents ou grands-parents racontent-ils des contes ?

- oui ☐ 130
- non ☐ 131

14 - Dans quelle langue ?

- tamazight ☐ 140
- arabe ☐ 141
- français ☐ 142

15 - Quels sont les titres de vos 3 journaux préférés ?

16 - Quelle est la nature de votre logement ?

- maison collective traditionnelle ☐ 160
- villa ☐ 161
- appartement ☐ 162

17 - Votre logement comporte combien de pièces ?

- 1 pièce ☐ 170
- 2 pièces ☐ 171
- 3 pièces ☐ 172
- 4 pièces ☐ 173
- 5 pièces ou plus ☐ 174

18 - Combien de personnes vivent dans votre logement ?

22 - À votre avis :

- la science est incompatible avec la religion ☐ 220
- la science peut être compatible avec la religion ☐ 221
- ce sont deux domaines étrangers l'un à l'autre ☐ 222
- la religion est l'un des facteurs de développement de la science ☐ 223
- il n'y a pas de science sans religion ☐ 224

23 - Pensez-vous que :

- la religion n'a rien à voir dans la gestion de l'État ☐ 230
- la religion doit être représentée au sein du gouvernement ☐ 231
- la question est sans importance ☐ 232
- la religion est un facteur important dans la gestion de l'État ☐ 233
- la gestion de l'État doit se faire selon les préceptes de l'Islam ☐ 234

24 - À votre avis, la religion :

- est l'unique fondement de notre personnalité ☐ 240
- est l'un des fondements, mais le plus important ☐ 241
- est une question individuelle ☐ 242

25 - Selon vous, la relance économique passe par :

- une ouverture totale et immédiate sur l'économie de marché ☐ 250
- une économie de marché immédiate avec un secteur étatique fort ☐ 251
- une économie de marché qui s'accommode des droits syndicaux ☐ 252
- une ouverture progressive vers l'économie de marché ☐ 253
- des structures économiques étatiques puissantes ☐ 254

26 - À votre avis :

- Le Maroc n'est pas responsable de sa dette ; elle doit par conséquent être annulée ☐ 260
- Les pays riches sont en partie responsables de la dette, donc le Maroc ne doit payer qu'une partie de cette dette ☐ 261
- la question de la dette est affaire de spécialistes ☐ 262
- Le Maroc doit payer sa dette, mais ses créanciers doivent faire preuve de patience ☐ 263
- Le Maroc est seul responsable de sa dette et se doit de l'honorer totalement ☐ 264

27 - Selon vous :

- l'enseignement privé est le seul qui pourrait être de qualité ☐ 270
- l'enseignement privé est nécessaire à côté d'un enseignement public réformé..... ☐ 271
- enseignements privés et publics ne valent que ce que valent leurs programmes ☐ 272
- l'enseignement privé est nécessaire mais l'État doit avoir un droit de regard ☐ 273
- l'enseignement doit être entièrement indépendant..... ☐ 274

28 - Quelles sont les langues que vous parlez ? (une croix pour chaque langue parlée)

- tamazight..... ☐ 280
- arabe dialectal ☐ 281
- arabe classique ☐ 282
- français ☐ 283
- autres : ☐ 284

29 - Quelles sont les langues que vous écrivez ? (une croix par langue écrite)

- tamazight..... ☐ 290
- arabe..... ☐ 291
- français..... ☐ 292
- autres : ☐ 293

30 - Dans quelle langue vous exprimez-vous principalement en famille ?

- tamazight..... ☐ 300
- arabe dialectal ☐ 301
- arabe classique ☐ 302
- français..... ☐ 303
- autre : ☐ 304

31 - Dans quelle langue vous exprimez-vous principalement avec vos amis et collègues ?

- tamazight..... ☐ 310
- arabe dialectal ☐ 311
- arabe classique ☐ 312
- français..... ☐ 313
- autres : ☐ 314

32 - Quelle langue utilisez-vous dans le cadre de votre travail ?

- arabe classique ☐ 320
- français..... ☐ 321
- tamazight..... ☐ 322
- arabe dialectal ☐ 323
- autres : ☐ 324

33 - Dans quelle langue s'expriment vos parents quand ils parlent entre eux ?

- tamazight..... ☐ 330
- arabe dialectal ☐ 331
- arabe classique ☐ 332
- français..... ☐ 333
- autres : ☐ 334

34 - Les livres que l'on peut trouver dans votre maison (livres pédagogiques exclus) sont écrits en :

- français..... ☐ 340
- arabe..... ☐ 341
- tamazight..... ☐ 342

35 - Les cassettes et disques que l'on peut écouter chez vous sont majoritairement en :

- berbère style traditionnel ☐ 350
- berbère style moderne..... ☐ 351
- arabe style andalou ☐ 352
- arabe style raï..... ☐ 353
- arabe style chaabi..... ☐ 354
- arabe style oriental..... ☐ 355
- autres : ☐ 356

36 - Parmi les chansons que vous écoutez habituellement, citez les titres de vos trois préférées :

- ☐
- ☐
- ☐

37 - Citez de mémoire les titres de trois émissions radiophoniques

- ☐
- ☐
- ☐

- 38 - Êtes-vous adhérent d'une association culturelle ?
- oui ☐ 370
 - non ☐ 371
- 39 - Quels sont les trois principaux objectifs de votre association ?
- ☐ 372
 - ☐ 373
 - ☐ 374
- 40 - Êtes-vous militant d'un parti politique ?
- oui ☐ 400
 - non ☐ 401
- 41 - Quelle place réserve votre parti à la langue tamazight ?
- dialecte local, sans plus ☐ 410
 - patrimoine culturel à promouvoir ☐ 411
 - langue nationale ☐ 412
 - langue nationale et officielle ☐ 413
- 42 - La langue française :
- est un résidu de la colonisation qu'il faut éliminer ☐ 420
 - est un butin de guerre qu'il faut conserver transitoirement ☐ 421
 - est un butin de guerre qu'il faut promouvoir ☐ 422
 - est une langue fonctionnelle au Maroc ☐ 423
 - est la seule langue qui permette d'accéder à la science au Maroc ☐ 425
- 43 - La langue arabe est :
- un acquis du peuple, en tant que langue unificatrice ☐ 430
 - la langue du Coran et doit donc jouir du statut de langue privilégiée ☐ 431
 - une langue marocaine parmi d'autres ☐ 432
 - la langue du Coran, mais cela ne lui confère pas de statut particulier ☐ 433
 - une langue qui marque notre appartenance au monde arabe ☐ 434
 - la langue de l'Orient, comme le français est celle de l'Occident ☐ 435
- 44 - À votre avis, le tamazight est :
- un dialecte local qu'il n'y a pas lieu de promouvoir ☐ 440
 - un dialecte local à promouvoir en tant que patrimoine national ☐ 441
 - une langue nationale qui doit jouir d'un enseignement facultatif ☐ 442
 - une langue nationale qui doit jouir d'un enseignement obligatoire ☐ 443
 - une langue nationale et officielle qui devrait jouir des mêmes avantages que la langue arabe ☐ 444
- 45 - À votre avis, la langue tamazight est :
- la seule véritable langue des marocains ☐ 450
 - l'élément le plus important de notre personnalité ☐ 451
 - un élément important, mais pas le seul, de notre personnalité ☐ 452
 - un élément peu important de notre personnalité ☐ 453
 - n'est pas du tout un élément de notre personnalité ☐ 454
- 46 - Selon vous, le tamazight :
- doit être une langue d'enseignement obligatoire à tous les marocains ☐ 460
 - doit être une langue d'enseignement obligatoire aux seuls berbérophones ☐ 461
 - doit être une langue d'enseignement facultatif à tous les marocains ☐ 462
 - ne doit pas être enseignée (donner vos raisons en bas de page) ☐ 463

À votre avis, le tamazight est :	
- une langue de science si on lui donne les moyens de se développer.....	☐ 470
- une langue de littérature sans possibilité d'accès au monde de la science.....	☐ 471
- une langue ésotérique destinée à une élite.....	☐ 472
- une langue à simple usage domestique.....	☐ 473
48 - Êtes-vous pour :	
- un monolinguisme strict en arabe, en tant que facteur d'intégration.....	☐ 480
- un bi-linguisme arabe-français, c'est à dire les langues actuelles du système éducatif.....	☐ 481
- un bi-linguisme arabe-berbère, c'est à dire les langues maternelles des Marocains.....	☐ 482
- un pluri-linguisme berbère-arabe-français, c'est à dire les langues fonctionnelles des Marocains.....	☐ 483
49 - Parlez-vous le tamazight :	
- pas du tout.....	☐ 490
- un peu.....	☐ 491
- moyennement.....	☐ 492
- parfaitement.....	☐ 493
50 - Selon vous le tamazight :	
- ne peut pas s'écrire.....	☐ 500
- peut s'écrire, mais c'est inutile.....	☐ 501
- doit s'écrire pour fixer la langue.....	☐ 502
- s'écrit et s'enseigne.....	☐ 503
51 - Êtes-vous disposé à apprendre à écrire en tamazight ?	
- sûrement pas.....	☐ 510
- pourquoi pas ?.....	☐ 511
- oui, mais sans lui consacrer mes temps de loisir.....	☐ 512
- oui, et suis prêt à mettre le temps et les moyens qu'il faut.....	☐ 513
52 - Si vous avez répondu oui à la précédente question, pourquoi :	
- c'est la langue des ancêtres.....	☐ 520
- pour des raisons militantes.....	☐ 521
- pour mieux transcrire la langue.....	☐ 522
- pour lire les journaux en tamazight.....	☐ 523
- pour faire des travaux de recherche.....	☐ 524
53 - Si vous n'êtes pas berbérophone, voulez-vous apprendre à parler en tamazight ?	
- non, c'est une perte de temps inutile.....	☐ 530
- non, je n'ai pas de temps.....	☐ 531
- pourquoi pas si cela ne demande pas beaucoup d'effort.....	☐ 532
- oui, et suis prêt à tous les efforts.....	☐ 533
54 - Si vous voulez apprendre à parler tamazight, quelles sont vos raisons :	
- c'est un facteur d'intégration nationale.....	☐ 540
- c'est un parler marocain qu'il faut sauvegarder.....	☐ 541
- pour des raisons professionnelles.....	☐ 542
- c'est une de nos langues nationales.....	☐ 543
55 - À votre avis, le tiffinagh est :	
- un système d'écriture archaïque et non fonctionnel.....	☐ 550
- un système d'écriture inadapté au monde moderne mais peut servir dans des domaines particuliers (enseignes, publicité).....	☐ 551

ENCYCLOPÉDIE BERBÈRE



*Ouvrage publié sur la recommandation
du Conseil international de la Philosophie et des Sciences humaines (UNESCO).*

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GABRIEL CAMPS

CONSEILLERS SCIENTIFIQUES

G. Camps (Protohistoire et Histoire)
H. Camps-Faber (Préhistoire et
Technologie)
S. Chaker (Linguistique)
J. Desanges (Histoire ancienne)
O. Dutour (Anthropologie)
M. Gast (Anthropologie)

E. Bernus (Touaregs)
M.-J. Viguera-Molins (Al Andalus)
D. Champault (Ethnologie)
J. Leclant (Egypte)
H. Claudot (Ethnolinguistique)
E. Gellner (Sociétés marocaines)
M. Fantar (Punique)
T. Lewicki (Moyen Age)
K.-G. Prasse (Linguistique)
I. Serra (Linguistique)
M. Arkoun (Islam)
G. Souville (Préhistoire)

COMITÉ DE RÉDACTION

R. Chenorkian (Préhistoire)
P. Troussel (Antiquité romaine)

Édition ÉDISUD

Éditions ÉDISUD

La Calade, RN 7, 13090 Aix-en-Provence, France

Tél : (33) 42 21 61 44 - Fax : 42 21 56 20

ALGÉRIE, LA VOIX ÉTRANGLÉE

Un entretien avec Idir

ALGÉRIE

Plus que la religion ou la politique, l'identité et la culture sont au cœur de la "guerre civile" algérienne. Ce n'est pas un hasard si les terroristes tuent des artistes et tentent d'opposer Berbères et Arabes. Le point de vue d'Idir, figure de proue de la chanson kabyle engagée, recueilli par Éliane Azoulay pour Télérâma.



Idir - Photo «Combat Breton»

Cet enfant de paysans, devenu géologue avant de se métamorphoser en star de la chanson kabyle, est une des figures de l'Algérie militante depuis les années 70. Son tube *A vava inouva* (Mon petit papa) a percé sur les radios berbères avant de faire un tabac en France. Aujourd'hui, le timide Idir, qui fait figure de sage en exil, a été sollicité pour représenter les Beurs à l'élection présidentielle... Il ne sait pas encore s'il acceptera. S'il le faisait ce serait d'abord pour donner une autre image des Maghrébins et surtout pour combattre les oukases intégristes.

Question : *Quels sont les enjeux culturels et identitaires de ce qu'il faut bien appeler la guerre civile algérienne ?*

Idir : Il n'y avait pas d'identité algérienne avant la colonisation française. Longtemps le pays n'a été qu'une confédération de régions et de tribus. Même les Turcs n'ont pas uniformisé l'Algérie. Il a fallu attendre l'arrivée d'un ennemi fort pour que l'idée de nation commence à émerger.

Q. : *Pourtant les Turcs ont occupé le pays pendant trois siècles !*

I. : Mais les Turcs étaient musulmans, alors que face aux "infidèles" français, l'islam a servi de ferment unificateur. Malheureusement, l'islam est une sorte d'auberge espagnole, chacun y met ce qu'il veut.

Q. : *Depuis quand le fossé s'est-il creusé entre Arabes et Berbères ?*

I. : Le colonialisme a joué la division, ce qui n'a pas empêché les Berbères d'être en première ligne dans la lutte de libération nationale. Malheureusement, dès l'indépendance, en 1962, on a cru bon, dans la constitution, de dire que l'Algérie était un pays arabe et l'islam une religion d'État. Lorsque, à cela, a été ajoutée une sauce marxiste-léniniste, nous avons frisé le ridicule. Les multiples colloques et conférences sur le thème "Islam et Socialisme" n'y ont rien changé : le peuple ne

s'est jamais senti concerné... On lui faisait répéter comme un perroquet des slogans standardisés auxquels il ne comprenait rien... Les "révolutions" agraire et industrielle ont été un échec terrible, et la notion de laïcité n'a jamais pu prendre.

Q. : *Comment réagissiez-vous à l'époque ?*

I. : Nous étions des enfants de la guerre et de l'indépendance, nous étions fiers, Fidel Castro et Che Guevara venaient nous visiter, nous étions à la pointe du combat des non-alignés. Mais, petit à petit, à force de voir un pays prônant la liberté des peuples et des États nous brimer dans notre culture natale, notre révolte a grandi. C'est probablement ce qui a amené des gens comme moi à ouvrir leur gueule en chantant. Les luttes pour l'identité berbère ont alors jeté les bases d'une nouvelle culture populaire.

Q. : *Le pouvoir soutenait-il davantage les traditions non berbères ?*

I. : Il a toujours eu un mépris de tout ce qui est culture populaire. C'est un peu le complexe du pays colonisé, mais aussi l'idée qu'il existe un monde arabe uni, avec une langue littéraire qui, seule, peut permettre de faire face au bloc occidental et de structurer notre civilisation. On nous a donc proposé des menuisiers et des plombiers venus du Moyen-Orient pour enseigner dans nos écoles une langue écrite très différente de notre arabe dialectal : c'est par eux qu'est arrivée l'idéologie intégriste. Quant aux Algériens qui ont fait leurs études en Syrie ou en Égypte, ils ont rapporté avec eux l'idéologie du parti Baas, qui exprimait soit-disant un panarabisme moderne et laïc. On a alors arabisé à outrance pour évacuer le français, parce que c'était la langue du colonialiste. Comme s'il n'y avait pas de différence entre le Général Salan et Pasteur.

Q. : *Comment se fait-il que cette greffe moyen-orientale ait pris, alors qu'elle niait les cultures traditionnelles ?*

I. : Seuls les Berbères qui s'accrochent à leur langue et à leur culture opprimées ont pu résister. Pour les autres, les

repères étaient plus flous, et l'islam est devenu une valeur refuge.

Q. : *Mais tuer des chanteurs, n'est-ce pas une erreur de la part des islamistes qui ont un public de jeunes rebelles assez sensibles aux thèmes du raï ?*

I. : D'abord, ils se sont attaqués à des journalistes, "instruments du diable"... Puis ils ont tué des filles qui ne portaient pas le voile... S'attaquer aux chanteurs, c'est effectivement un nouveau pas, mais il a été annoncé il y a deux mois, lors des négociations du pouvoir avec les islamistes. Un porte-paroles du GIA, le Groupe Islamique armé, a alors donné trois conditions pour discuter : l'application de la charia islamique, la suppression de la mixité et l'annulation des cours de musique dans les écoles.

Q. : *Pourquoi la musique ?*

I. : Parce que la musique détourne les gens de la foi ; elle amène les gens à boire, à ne pas se contrôler, à aller dans la débauche. C'est la première fois que c'est dit aussi clairement, mais il y a toujours eu dans l'islam une méfiance par rapport aux musiciens. D'ailleurs, depuis longtemps, dans les prêches des imams, il y a des mises en garde contre la musique qui conduit à la prostitution et éloigne les gens de Dieu : on ne chante pas Dieu, on psalmodie son nom dans un état de soumission.

Q. : *Finalement, les islamistes rallient les foules grâce à un discours identitaire mais, en même temps, ils détruisent tous les symboles de la culture algérienne...*

I. : C'est parce qu'ils ne veulent pas entendre parler de la culture algérienne. Pour eux ce qui compte c'est la *uma islamia*, la communauté des fidèles, qui vient à la place de l'État-nation et sert de référent absolu, comme une espèce de configuration populaire abstraite ; il n'y a plus d'Algériens ni de Tunisiens, il n'y a que des musulmans.

Q. : *Pensez-vous que l'audience des islamistes va être laminée s'ils continuent de s'attaquer à la culture populaire ?*

I. : S'agit-il encore d'adhésion ou, tout simplement, de peur ? Actuellement il existe une politique de terreur systématique dans les quartiers. Malheureusement, les Algériens sont tellement écoeurés par le FLN qu'ils n'attendent rien du pouvoir en place. Quant aux démocrates, ils mobilisent davantage par leurs discours identitaires que par leurs options républicaines.

Q. : *Est-ce à dire que la démocratie ne mobilise pas les gens ?*

I. : La démocratie mobilise les gens lorsqu'ils ont appris quelques rudiments sur la justice sociale, la liberté, l'égalité des sexes. Mais la notion de laïcité n'est pas parlante pour l'homme du peuple. Des discours sur les droits ne l'intéressent pas du tout alors que le FIS distribue de l'argent, construit des maisons et envoie des toubibs chez les malades.

Q. : *Est-ce une bonne stratégie pour les Berbères de se mobiliser sur la défense de la langue ?*

I. : Mais il faut voir ce que les islamistes enseignent aux gens ! Par exemple qu'il faut se laver les mains avec du sang juif... C'est inimaginable. Les Kabyles se disent donc : si c'est pour apprendre de telles insanités dans une langue qui nous est étrangère, autant rester à la maison. Ils ont donc décidé de boycotter la rentrée jusqu'à ce que leur langue soit admise à l'école.

Q. : *Qu'envisagez-vous comme stratégie pour l'avenir ?*

I. : La seule possibilité c'est de s'appuyer

sur le MCB (Mouvement Culturel Berbère), à condition qu'il ne se contente pas de parler de berbérité. C'est un mouvement qui est l'émanation du peuple et qui, d'un coup de baguette, peut geler toute la Kabylie. Sa force, c'est cette unanimité par rapport à une langue et à une civilisation opprimées. Après ce sera une autre paire de manches... Heureusement le mouvement n'est pas uniquement culturel. Il charrie en lui des éléments politiques puisqu'il rejette l'intégrisme et lutte pour la démocratie. Il faut maintenant qu'il ait l'intelligence de s'ouvrir aux non-Berbères. C'est la seule issue. Il faut éviter à tout prix que, comme dans la manifestation parisienne qui a réuni quelques milliers de personnes à la suite de l'assassinat de Cheb Hasni, il y ait une majorité de berbérissants et que les arabophones qui venaient rendre hommage à l'un des leurs se sentent isolés.

Q. : *Et de l'extérieur, que peut-on faire ?*

I. : Nous essayons de réunir les démocrates de tous bords en un mouvement culturel des immigrés. Je vais également essayer de faire quelque chose avec Khaled. Je ne lui en ai pas encore parlé, mais nous chantons, lui le raï oranais, moi la poésie kabyle. Nous avons tous deux été affectés par l'assassinat de Cheb Hasni et l'enlèvement de Matoub Lounès. Là où les politiques échouent, les artistes peuvent peut-être réussir. Nous ne sommes pas des politiques, nous n'avons rien d'autre à vendre que nos chansons. □



Communiqué de presse du Comité Tifinagh

- Suite à l'escalade de la violence qui sévit en Algérie, et plus particulièrement après l'enlèvement du chanteur kabyle Matoub Lounès ;
 - Suite à la prise de position du M.C.B.;
 - Suite à l'appel à la grève générale lancée par le M.C.B. suivi par l'ensemble de la Kabylie pour la libération de Matoub Lounès et la reconnaissance de la langue tamazight comme langue nationale et officielle en Algérie ;
 - Convaincus de l'indissociabilité de la cause amazigh au niveau de Grand Maghreb ;
- Le Comité Tifinagh :

- 1 - Appuie fermement la démarche courageuse du M.C.B.;
- 2 - Condamne énergiquement la recrudescence des massacres perpétrés par les groupes terroristes en Algérie, dirigés exclusivement contre les démocrates, intellectuels, et représentants divers de la culture populaire ;
- 3 - Demande au pouvoir algérien d'assumer ses responsabilités au niveau de la défense des droits légitimes et fondamentaux du peuple algérien dont la composante amazigh est incontournable.

Rabat, le 8 octobre 1994

Pour le Comité Tifinagh :

Ouzzin Aherdan et Omar Louzi.

Déclarations de soutien au Mouvement Culturel Berbère (M.C.B.) en Algérie

Le **Mouvement National Populaire (M.N.P.)**, traditionnellement connu pour ses positions militantes de défense de l'identité culturelle amazigh, saisit l'occasion nationale annoncée par le M.C.B. pour confirmer une fois de plus son irréductible attachement à la cause amazigh, ainsi que sa solidarité avec le M.C.B., et cela jusqu'à la victoire totale de nos revendications communes les plus légitimes.

*Le Secrétaire Général,
Mahjoubi Aherdan.*

La **Jeunesse Nationale Populaire (J.N.P.)**, par la présente déclaration, confirme une fois de plus son soutien inaltérable au M.C.B. et se solidarise avec le mouvement dans la lutte qui doit redonner à tous les Imazighen la place qui est la leur sur terre.

Notre combat commun est celui de tous les Imazighen qui luttent pour la justice sociale, tous ceux qui se mobilisent pour le respect de notre patrimoine naturel, et se battent pour la défense de notre langue et de notre culture.

*Le Secrétaire Central,
Ouzzin Aherdan.*

Le **Comité TIFINAGH**, en tant que forum de militants et d'intellectuels engagés dans le combat pour la défense et la promotion de la culture amazigh, apporte son soutien et sa solidarité au Mouvement Culturel Berbère dans son combat pour la reconnaissance de la langue et de la culture amazigh en Algérie.

*Pour le Comité,
Omar Louzi.*

LE MOT CULTURE NOUS SAUVE DE L'OBSCURANTISME

Par Tahar Yami

ALGÉRIE

Tahar Yami, Directeur de la Maison de la Culture de Tizi Ouzou, est ici interviewé par «Késako», le journal du festival de Douarnenez...



Tahar Yami à Douarnenez
(Photo Jacques Paugam)

Allure discrète, voix douce, regard attentif, Tahar Yami est parmi les soixante invités du festival, l'un de ses interlocuteurs privilégiés. Parce que «algérien d'abord, mais algérien kabyle». Ensuite parce que directeur d'une Maison de la Culture, mais non la moindre, la maison-phare de toute la Kabylie, voire de l'Algérie entière. Celle de Tizi Ouzou qui porte le nom du grand écrivain Mouloud Mammeri.

À Tahar Yami, le festival doit quelques uns de ses choix cinématographiques et une bonne part de son information sur la culture berbère. Lors des événements de 1980, le «Printemps Berbère» qui éclata à Tizi Ouzou, Tahar Yami était encore étudiant, préparant une licence de sciences économiques. C'est depuis ce temps qu'il milite pour la sauvegarde de la langue tamazight et la promotion de la culture de son peuple. Animateur de ciné-club, il co-signa en 1982 un moyen-métrage en berbère : «Pour la Liberté». Homme de relais entre toutes les associations culturelles kabyles, il est aussi homme de radio, correspondant régional de la radio kabyle. Pour lui, le festival de Douarnenez, dont bien des journaux tant algériens que marocains parlent, constitue un événement réellement important, auquel il participe pleinement, dans sa totalité, étant rejoint sur place par le Dr Mouloud Lounaouci, président de l'association «Idles» (Culture) de Tizi Ouzou.

- **Késako** : *Comment la Maison de la Culture que vous dirigez continue-t-elle à fonctionner dans le contexte algérien actuel ?*

- **Tahar Yami** : Sur la quinzaine de «Maisons de la Culture» créées en Algérie, celle de Tizi Ouzou est l'une des rares qui continue à fonctionner à peu près normalement. Mais la conjoncture politique nous impose des impératifs (suppression des soirées). Notre personnel (40 employés) n'a pas toujours la formation requise. Notre institution a un caractère public. Elle fonctionne avec les subventions de l'État auxquelles s'ajoute un souci de politique nationale. Seule existe une volonté locale...

- K. : *Une volonté kabyle ?*

- T.Y. : Oui... mais s'ajoute une réflexion moderne, universelle. La Maison de la Culture se situe dans un environnement berbérophone qu'elle essaie de développer, ce qui ne figure pas nécessairement dans les préoccupations et priorités des gouvernements. Notre action culturelle se trouve de fait considérée comme une résistance culturelle, ce qui nous sauve de l'obscurantisme.

- K. : *Quelles sortes d'activités proposez-vous ?*

- T.Y. : Des activités régulières de formation et d'initiation, et en fait toutes les activités artistiques, cinématographiques, théâtrales, musicales... Le second volet de notre action culturelle touche à la diffusion d'œuvres locales en berbère, de variétés nationales, françaises, internationales. Enfin, l'établissement est ouvert aux associations.

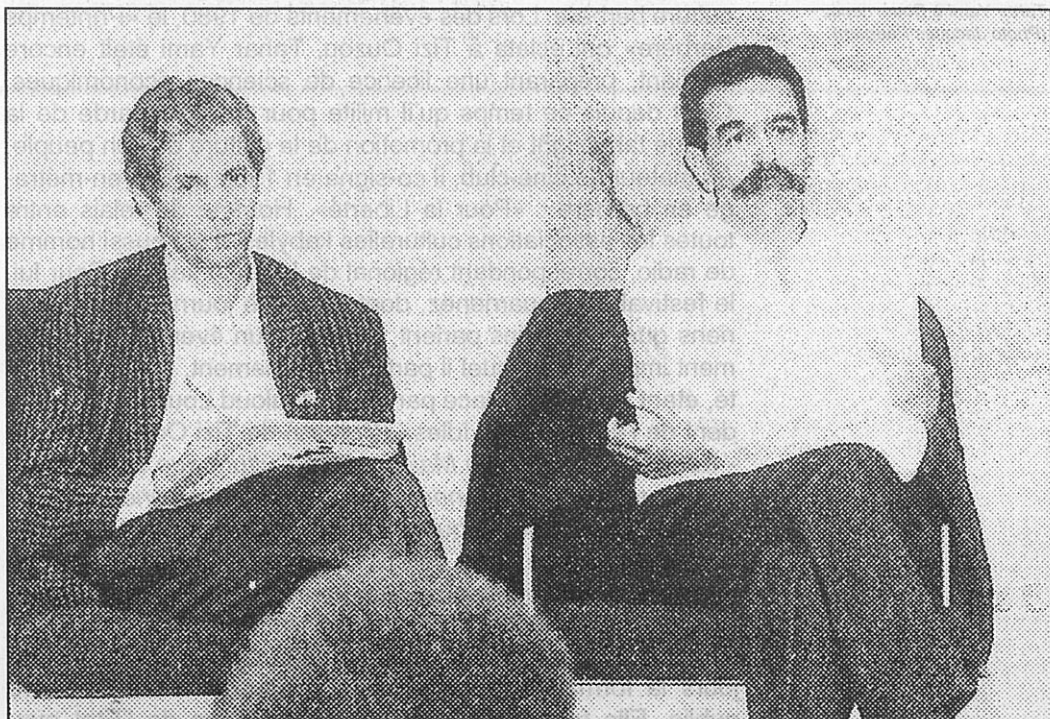
Malheureusement nous souffrons d'un sous-équipement et d'un manque de productions. Sans impératifs administratifs et politiques, mais aussi sans encouragements, nous fonctionnons à la boussole.

- K. : *Votre propre situation se dégrade-t-elle ?*

- T.Y. : Bien sûr. L'insécurité est pour chacun d'entre nous. À la dégradation des conditions économiques et sociales s'ajoute un état psychologique, qui nous met tous sous tension et nous impose une vigilance quotidienne dans tous nos déplacements.

- K. : *Comment voyez-vous l'avenir ?*

- T.Y. : Obligatoirement avec un certain pessimisme. Tout risque de s'aggraver au fil des mois. Par bonheur, l'adhésion populaire ne va pas encore à l'intégrisme. Personnellement, je vous dirais qu'il m'est difficile d'abdiquer et de quitter le pays. ♣



Tahar Yami et Mouloud Lounaouci lors d'un débat à Douarnenez (photo Bremañ)

CHARTRE DU COMITÉ INTERNATIONAL DE SOUTIEN AUX INTELLECTUELS ALGÉRIENS C.I.S.I.A.

La violence politique a fait des centaines de morts en Algérie : simples citoyens, policiers, militaires, magistrats, agents de l'État... Voilà qu'elle prend pour cible depuis quelques semaines, de manière méthodique, des scientifiques, des intellectuels et des hommes de culture. Tahar Djaout, écrivain et journaliste, reçoit le 26 mai 1993 deux balles dans la tête. Avant lui étaient tombés Hafid Senhadri, le sociologue Djillali Liabès, le médecin et écrivain Laadi Flici. Le 15 juin, Mahfoud Boucebc, professeur de psychiatrie, est poignardé au cœur. Le 22 juin, M'Hammed Boukhobza, sociologue, a la gorge tranchée.

C'est l'intelligence qu'on assassine.

L'entrée de l'Algérie dans la modernité politique et le pluralisme se fait dans une terrible violence. Violence de la répression sanglante des émeutes d'octobre 1988 ; violence protestataire des prêches islamistes ; violence de l'interruption du processus électoral ; violence des tirs de mitraille contre ceux qui veulent faire basculer le pouvoir en place ; violations répétées des droits de l'homme ; violence terroriste et violence sécuritaire de l'État d'urgence arc-boutées dans un duel féroce qui confine à la guerre civile, sur fond de désastre économique... Tout se passe comme si ce pays, cher aux démocrates du monde entier, phare du Tiers-Monde dans les décennies passées, prenait l'exact contrepied de ce à quoi il aspire.

Lorsqu'on tue ceux dont le métier est de produire des idées, des analyses, des œuvres d'art, ou de prendre soin de la vie humaine, c'est la tête, le cœur, le voix d'un pays qu'on atteint. Face à cette situation dramatique, un groupe d'intellectuels de différentes nationalités s'est

réuni à Paris le 17 juin 1993. Il a décidé de créer un **Comité International de Soutien aux Intellectuels Algériens (CISIA)**, sous la présidence de Pierre Bourdieu.

Il refuse de se résigner au caractère inéluctable de l'engrenage destructeur, il veut croire en une Algérie plurielle, créatrice et ouverte, il veut contribuer à entretenir l'espoir. Son appel à rompre l'isolement de l'Algérie, et particulièrement de ses intellectuels, a reçu le soutien d'universitaires, de scientifiques, d'écrivains de renommée internationale, et a recueilli l'adhésion de milliers d'hommes et de femmes du monde entier, à commencer par les Algériens vivant à l'étranger.

Que peuvent faire des intellectuels pour manifester leur solidarité envers le peuple algérien avec les moyens qui sont les leurs : la parole et la plume ?

Alerter d'abord les opinions publiques quant aux menaces pesant sur les intellectuels et créateurs algériens, mis par le terrorisme en situation de payer de leur vie l'exercice des libertés constitutives de l'intelligence : penser, s'exprimer, enseigner. Certains vivent déjà dans l'exil intérieur, écrivent sous des pseudonymes pour se protéger. Parce que nous bénéficions de libertés, nous avons un devoir de parole.

Réaffirmer l'indivisibilité des droits de la personne humaine : respect de l'intégrité physique et morale, droit à la libre expression politique - pour autant qu'elle respecte la vie et la pensée d'autrui -, quelles que soient les opinions, la langue, la religion. Cette position ne peut s'accommoder d'un silence complice, ni sur les tortures dont sont victimes les islamistes, ni sur la pression qui s'exerce au quotidien

sur la population, les jeunes en particulier, du fait de l'état d'urgence.

Tenter de **comprendre** et d'**expliquer** les événements en cours en dehors des schématisations abusives, des clichés, des approximations. Dire par exemple que la situation actuelle ne se réduit pas à un face à face mortifère entre les islamistes et le pouvoir, qu'il existe dans la société algérienne des forces aspirant à la paix civile, à la démocratie, à l'ouverture sur le monde, au bonheur enfin. Dire aussi que l'Islam n'est pas, par nature, incompatible avec un État de droit. Une telle ligne de pensée et d'action ne peut être tenue que dans une indépendance totale à l'égard des gouvernements, des institutions, des partis. Le CISIA n'accepte d'adhésions qu'à titre individuel, sur la base de la présente Charte. Cela n'exclut nullement la collaboration avec des groupes qui se proposent d'agir dans le même sens, à condition qu'ils respectent l'indépendance du CISIA.

Concrètement, le CISIA œuvre au renforcement des liens entre la communauté

scientifique et culturelle internationale et les intellectuels algériens. Pour ce faire, il s'est donné pour tâches :

- de renforcer la solidarité avec les personnes ;
- d'attirer l'attention des organismes internationaux sur les conditions de travail et de création en Algérie ;
- de regrouper et de clarifier toutes les informations disponibles sur la situation ;
- de rendre visible la culture algérienne vivante.

Dans ce but, il favorisera la diffusion des œuvres algériennes (lectures publiques, projections de films, éditions, expositions, etc.), mettra en place des espaces de réflexion et d'échange, constituera une banque télématique d'informations.

Il se propose également de continuer à organiser toute manifestation publique de soutien ou de réprobation que la situation exigera.

En somme, il veut demeurer le témoin engagé et vigileant de ce drame qui nous menace tous au plus intime.

Paris le 1er juillet 1993

Ont appelé à soutenir les intellectuels algériens

ADONIS (Poète, Paris), Ch. R. AGERON (Historien, Paris), H. ALLEG (Écrivain, Paris), A. AZRIE (Compositeur, Paris), E. BADINTER (Philosophe, Paris), T. BEKRI (Poète, Paris), M. BERRADA (Écrivain, Rabat), Dr R. BERTHELIER (Migration-Santé, Paris), M. BLOCH (London School of Economics, Londres), P. BOURDIEU (Collège de France, Paris), J. DERRIDA (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris), J. FAVRET-SAADA (École Pratique des Hautes Études, Paris), L. GARDEL (Écrivain, Paris), C. GEERTZ (Anthropologue, Princeton), E. GELLNER (Anthropologue, Cambridge), S. FASQUELLE (Présidente du Pen Club de France), J. GOYTISOLO (Écrivain, Madrid), J. HABERMAS (Philosophe, Francfort), F. HALIDAY (London School of Economics, Londres), L. HELLER (Poéticienne, Cologne), D. JAMET (Président de la Bibliothèque de France), J. LECA (Institut d'Études Politiques, Paris), E. MANET (Réalisateur, Bruxelles), Pr MINKOVSKI (Médecin, Paris), A. MIQUEL (Collège de France, Paris), A. RAYMOND (Historien, Aix-en-Provence), REY-GOLDIGUER (Historienne, Reims), M. RODINSON (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris), J.CI. SALOMON (CANCÉROLOGUE, CNRS, Paris), C. SCHORSKE (Linguiste, Princeton), A. SERFATY (Ingénieur, Paris), M. SID-AHMED (Publiciste, Le Caire), L. VALENSI (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris).

Sont déjà membres du CISIA : P. BOURDIEU, A. SERFATY, J.Ph. Aoudia, R. BABADJI, E. BALIBAR, P. BONTE, N. BOUMAZA, K. BROWN, N. CHAPERON, M. CHEMILLIER-GENDREAU, A. CHERKI, F. COLONNA, S. CORDELIER, F. COUSIN, Z. DAOUD, V. DELEMOS, J.P. GIGARD, A. DJEGHLOUL, Dj. FARES, M. GUILLANT, B. GUILLERY, M. HARBI, J.R. HENRY, J.L. HURST, A. LAABI, J. LAABI, C. LACOSTE-DUJARDIN, Kh. LAMECHE, J. LENTIN, A. MAHIOU, A. MED-DEB, M. et Mme A. MERROUCHE, F. METRAL, M. MUNK, A. PRENANT, D. RIVET, E. ROBLES, A. ROTH, P. BOTTE, E. ROUDINESCO, A. SAYAD, A. SENIUK, D. SIGAUT, F. GEZE, K. MECHTA, L. VERLET, M. VIROLLE, M. ZEMMOURI, J. ZIEGLER, etc.

Contact : CISIA - 105, Boulevard Raspail, 75006 Paris

DES VOIX S'ÉLÈVENT...

AVRIL 1980

Par Tahar Djaout

ALGÉRIE

Pour Tahar Djaout, le journaliste, chaque silence était une abdication. De deux balles dans la tête il a été réduit au silence, mais ses textes continueront à parler pour lui. L'article qui suit a été publié dans le n°15 de «Ruptures» (du 20 au 26 avril 1993), l'hebdomadaire que Tahar Djaout fonda en janvier 1993 avec des amis, cinq mois avant d'être assassiné.



Tahar Djaout.

Avril 80 n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. C'est l'aboutissement d'une chose et le point de départ d'une autre. Aboutissement de longues et vieilles luttes souterraines, parfois informelles, pour la reconnaissance d'une berbérarité niée au mépris de l'histoire. Point de départ de la prise en charge, non plus seulement par des élites politiques organisées, structurées dans la clandestinité, de la revendication démocratique par un mouvement de masse. Tizi-Ouzou, Constantine, Oran, Alger-Casbah et l'Algérie d'Octobre 1988 se sont soulevées pour contester un système d'airain dont la seule capacité avérée est de se reproduire lui-même indéfiniment. De ce point de vue, Avril 80 à Tizi-Ouzou a été un véritable starter qui a introduit, dans une culture politique anémiée, les notions de démocratie, de droits de l'Homme, de pluralisme politique, linguistique et culturel. Treize années après, il fallait en dérouler la genèse et en évaluer les conquêtes.

L'Algérie est malade de son identité. L'une des préoccupations obsessionnelles du pouvoir en place depuis 1962 est d'amputer le pays de son substrat identitaire et culturel amazigh perçu par les hommes du FLN comme une malédiction, une calamité, une monstruosité, une honte qu'ils essayeront de régler par la négation, la falsification, la répression. Cette dernière a atteint son apogée sous le règne de Bourmedienne : de jeunes lycéens chez lesquels on a trouvé l'alphabet tifinagh ou tout autre document se rapportant à la culture berbère étaient arrêtés et torturés. Des plus hautes instances du pouvoir jusqu'aux rédactions des journaux où des responsables zélés «veillaient au grain», la chose berbère était décrétée indésirable : le mot lui-même - berbère, amazigh, kabyle - sera pourchassé et gommé de façon systématique. On ira jusqu'à changer le nom d'une équipe sportive où figure ce mot haïssable. Le pouvoir, qui n'en est pas à une perversité près, fera, de préférence, exécuter cette sale besogne par des berbérophones dociles qui ont intériorisé la culpabilité et qui redoubleront de zèle afin de racheter leur «malédiction». Le FLN instituera cette règle inflexible : il n'est

de Berbère que de service.

Nous ne citerons pas ici tous les hommes politiques et leurs sbires qui ont contribué à cette répression : leurs noms sont voués à l'oubli et il ne sert à rien de les rappeler. Nous évoquerons cependant, à titre de cas d'espèce, quelqu'un dont la haine anti-berbère atteint des proportions cliniques. Il s'agit de Othmane Saâdi (que nos lecteurs nous excusent, nous les avons habitués à meilleure compagnie), qui a fait de l'éradication de la culture berbère le grand objectif et le grand combat de sa vie. À travers des divagations idéologiques, pseudo-historiques et pseudo-linguistiques, il défendra pendant de longues années et avec un acharnement à toute épreuve ce postulat émouvant : "Les Berbères n'existent pas ; je sais de quoi je parle : j'en suis un !" Pour le récompenser de ces positions pour le moins originales, l'Algérie fera de lui son ambassadeur en Irak - sans doute pour lui montrer qu'il existe bel et bien.

Les positions officielles sur la culture berbère en étaient là en 1980. Le mouvement de revendication, parti le printemps de cette année là de Kabylie, a été le premier grand choc subi par le pouvoir FLN depuis 1962. C'est le premier mouvement de masse qui remet en question la politique castratrice du parti unique et exige plus de libertés démocratiques et culturelles. La réaction du pouvoir ne se fait pas attendre : répression physique, mobilisation des médias pour monter en épingle et dénoncer le traditionnel "complot ourdi de l'extérieur". Mais, d'année en année, il se voit obligé de lâcher un peu de lest. En veillant toutefois à ce que chaque "cadeau" arraché soit un cadeau empoisonné. Ainsi, en 1983, Abdelhak Brerhi, alors ministre de l'enseignement supérieur, consentira à mettre en place un département des cultures populaires.. Mais en prenant soin de l'établir hors des régions berbérophones et d'écarter systématiquement, de ce département, censé prendre en charge la culture berbère, tous les spécialistes de la langue berbère.

C'est après le soulèvement populaire de

1988 et l'ouverture politique qu'il a induite que la culture berbère enregistrera quelques acquis : augmentation du volume horaire de la radio, mise en place d'un bulletin d'informations télévisé, possibilité de publier des livres et des journaux (sans l'aide de l'État évidemment mais sans l'ancienne censure non plus). Mais l'acquis le plus appréciable consiste en la création de deux instituts de langue berbère, l'un à l'université de Tizi-Ouzou, l'autre à l'université de Bejaïa.

On peut ajouter à cela une sorte de victoire psychologique : la stratégie du pouvoir de faire du problème amazigh une simple revendication régionale circonscrite à la Kabylie vole en éclats. C'est toute l'Algérie berbérophone, du nord au sud, de l'est à l'ouest, qui se décomplexé, commence à s'exprimer et connaît un regain culturel. D'un point de vue politique, la revendication identitaire et culturelle amazigh est inscrite dans les programmes de tous les partis démocratiques.

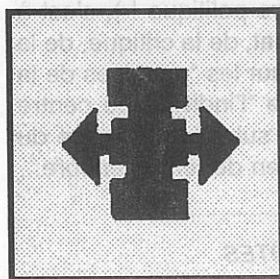
Il apparaît au grand jour que la revendication amazigh n'est pas, comme a longtemps essayé de le présenter le FLN, la marotte de quelques Kabyles qui n'ont pas honte d'être Kabyles mais la revendication de tous les Algériens qui refusent l'automutilation, qui veulent voir leur pays rétabli dans sa vérité, son intégrité et sa plénitude historiques et culturelles.

La modeste brèche ouverte dans le mur de la négation s'élargira-t-elle dans les mois et les années à venir ? La question demeure posée, mais les appréhensions sont nombreuses. La question et les appréhensions sont liées, entre autres, à la longévité du pouvoir actuel, lieu de confluence du boumediénisme, du baâthisme et de l'islamisme, c'est à dire des trois courants les plus hostiles aux libertés démocratiques en général et à la revendication berbère en particulier. Ce n'est sûrement pas la télévision de Belaïd Abdesselam, de Hamraoui Habib Chaouki et de Abada qui aurait pris sur elle d'accueillir un bulletin d'information en tamazight - aussi squelettique soit-il ! □

SUR QUELQUES ASPECTS DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Par Mahfoud Boucebc

ALGÉRIE



Motif Kabyle.

*Il était psychiatre, spécialiste de l'enfance. Il a été poignardé à l'entrée de son hôpital le 15 juin 1993. Dans son livre **La Psychiatrie tourmentée**, il expliquait que "les excès et le succès de certains mouvements tiennent à des données psychiques facilement cernables et compréhensibles..."*

Violence, exclusion, mort. Difficile d'introduire autrement ce dossier quand il y a tant de morts, et que la tragédie tenaille le corps et la tête de ce pays de "longue peine", de nouveau plongé dans la tourmente et l'errance.

"Lorsqu'il arriva à la première oasis, des hommes mollement étendus, après s'être désaltérés, lâchèrent sur lui leurs chiens et déchargèrent leurs fusils. Et les tripes dans les mains il est reparti très loin sous le soleil couchant." (Tahar Djaout, Solstice barbelé).

Ces morts annoncées résonnent comme une étrange fatalité, une sorte de permanence de la destruction, dans une société qui a perdu ses repères¹

Poète, chercheur, écrivain, universitaire, médecin, journaliste : tel était le métier, ou la fonction, des citoyens assassinés. Tels sont les profils² passibles d'une mise à mort, soigneusement préparée, froidement exécutée.

Mais comment ne pas parler des autres, des anonymes ? Qui se souviendra du jeune homme de Kouba égorgé ? Parce que son frère était policier. Qui se souvient de cette jeune fiancée de 21 ans assassinée devant son domicile, parce que dactylographe dans un commissariat. Se souvient-on de la petite fille de trois ans brûlée vive par le bûcher de l'intolérance en 1990, non loin de la ville de Tlemcen ? Raison de la sentence : sa maman vivait seule. Comment ne pas parler des fractures sanglantes, humainement insupportables, qui, depuis quatre années, et quotidiennement, amplifient et cristallisent sans fin les antagonismes au sein de la société et des familles ?

Ici et là, on s'interroge : à qui profite le crime ? Poser la question de l'origine et des commanditaires de la liquidation d'une partie de la "classe intellectuelle", douter des versions avancées, relève d'un minimum rationnel, lorsque de surcroît la tragédie algérienne se déroule dans un climat d'extrême confusion politique, exacerbé par des enjeux et des intérêts considérables, le plus souvent opaques, le tout sur fond de luttes de

clans, d'affrontements de sérail, de concessions politiciennes, d'alliances contre nature, d'accaparement de l'Histoire et d'ambitions politiques archaïques.

Mais tout cela signifie-t-il que l'on doit fermer les yeux lorsque, très "naturellement", les crimes sont revendiqués, justifiés, expliqués ou encouragés, idéologiquement, à travers de nombreux supports médiatiques, par les chefs, les militants et les sympathisants de l'islam politique, quelle que soit sa mouvance par ailleurs. Mais revenons aux intellectuels disparus. Compétents, créatifs, travailleurs, socialement irréprochables, enracinés au réel de leur pays et de leur société, quoi qu'en dise la propagande adverse, relayée ici et là par des "esprits sérieux", ces intellectuels exprimaient le refus d'une société uniformisée par le totalitarisme.

Si leurs analyses, leurs propos, leurs approches différaient - pluralité des idées oblige - un objectif fédérait toutefois leurs démarches respectives : ils croyaient, ils ont cru, depuis quelques années pour certains, depuis plus longtemps pour d'autres, à une Algérie démocratique, pluraliste, moderne, de liberté(s), à une société et à un État de droit. Chacun à sa manière, leurs écrits ou prises de position en témoignent, ils ont refusé la fatalité, ou l'inéluctabilité de la "régression féconde"

ou stérile, que portait en lui, et porte toujours le projet théocratique, qui, en tant que système totalitaire, fondé sur la "culpabilité du monde", fonctionne et ne peut fonctionner qu'à l'exclusion symbolique et physique des individus.

Avec l'assassinat de ces hommes, l'Algérie est entrée dans un cycle infernal de liquidation de l'intelligence. Dès lors, que peuvent encore signifier des mots tels que "réfléchir", "penser" ? Comment penser, comment réfléchir lorsque les idées s'engluent dans des caillots de sang ? Quelle réflexion peut-on produire, quelles idées proposer, lorsque, à l'espace public (que dire de l'espace politique !), c'est à dire l'univers du débat, de la critique, de la discussion, fondés sur les "principes de la raison", et qui place "l'individu au centre de l'échange", s'est substitué l'espace du crime ? Pour combien de temps encore...

NOTES

1 - Pour suivre l'évolution de la situation en Algérie, marquée depuis six mois par une considérable aggravation de la violence armée, se reporter aux chronologies de Maghreb-Machrek N° 140 et 141.

2 - Au moment où nous rédigeons ces quelques lignes, l'écrivain Merzak Bagdache échappait à une tentative d'assassinat, tandis que le journaliste de la télévision Rabah Zenati était abattu devant le domicile familial.

ISLAM ET SCIENCE

Dans un entretien accordé en juin 1990 à Souad Belhaddad, cité dans Le Monde du 23 juin 1993, Mahfoud Boucebci déclare :

En ce moment nous vivons par exemple une floraison d'exorcismes. Un jeune patient m'a été présenté après avoir été examiné chez un taleb qui, pour soi-disant le guérir, lui avait sauté dessus, fracturé les membres, brûlé la main... Il est classique et connu que la pathologie mentale tient compte des données socio-culturelles ; nous assistons donc à de nombreux délits mystiques actuellement, mais beaucoup le sont par rapport à une théorisation déformée de l'islam (...) On voudrait, au nom de

l'islam, annuler la science. La manipulation trop poussée du religieux risque d'induire des choses très graves. On en est au stade où les gens ont peur de critiquer un événement ou un discours dès lors que le mot religion y a trait (...) Ici, en Algérie, le fascisme se ferait au prix de violences inouïes... alors que notre culture traditionnelle repose sur beaucoup de tolérance. Le peuple algérien n'est sans doute pas aussi malade qu'on le croit... Mais la "différence", chez nous, est nommée "maladie".

In memoriam

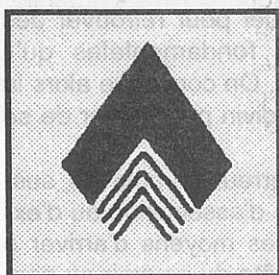
MAHFOUD BOUCEBCI (1937-1993)

Témoignage de trois médecins...

ALGÉRIE

Les prises de position de Mahfoud Boucebcı sont indissociables de son activité professionnelle et intellectuelle, et celles-ci de sa personnalité. Il témoignait pour les exclus : handicapés, malades mentaux, mères célibataires, enfants abandonnés et jeunes à la dérive.

Sa carrière témoigne de ce que visait cet « assassinat de l'intelligence », dans un contexte où la différence est un crime.



Motif kabyle.

Notre première rencontre... elle date d'hier : c'était en 1986, à Paris, pour le congrès international de psychopathologie de l'enfant. J'y avais présenté une communication à propos de la problématique du bi/plurilinguisme chez les enfants de migrants, et le Pr Boucebcı, que je ne connaissais alors que par certains de ses textes, m'avait interpellé à la sortie de la séance. Il m'avait dit avec beaucoup de chaleur, combien ce que j'avais tenté d'exposer l'avait intéressé, car l'interrogeant directement : c'est que ce Berbère trilingue, témoin alors vivant de ce que pouvait être un plurilinguisme/pluriculturalisme réussi et assumé, était particulièrement sensibilisé à cette question qui, parce qu'elle débouche directement sur celle de l'identité, le renvoyait à la situation d'un pays - le sien - qui, pour des raisons politiques, tentait de gommer les particularismes en pratiquant, en milieu scolaire, une politique d'arabisation forcée, reproduisant hic et nunc le postulat idéologique au nom duquel Jules Ferry, fondateur de l'école de la République, avait entrepris le laminage et l'extinction de nos langues et cultures régionales : c'est l'unité imposée de la langue et de la culture qui fonde l'unité de la Nation...

Docteur Robert Berthelier

Preface 1990 "On violence", Republic of Fear
Londres, Hutchinson

Que Mahfoud Boucebcı soit psychiatre atteint plus particulièrement certains d'entre nous, moins par une légitime réaction de solidarité professionnelle que parce que l'exercice de notre métier n'est possible que si nous nous sentons libérés de toutes contraintes idéologiques et d'un alignement sur les normes imposées. Celles-ci conduisent en effet inévitablement au mépris, au rejet, à la ségrégation ou même à la destruction de ceux qui n'entrent pas dans ce modèle uniforme, c'est à dire nos malades...

Docteur Jean Ayme

Médecin des Hôpitaux Psychiatriques

Sa disparition se situe dans une série d'assassinats qui touche un certain nombre d'intellectuels : écrivains, avocats, etc... qui avaient en commun de prôner la tolérance et non la brutalité, la paix et non la guerre.

Qu'on ne se méprenne pas : la défense des intellectuels ici ne doit pas se comprendre comme une prise de position élitiste au mépris du commun. D'autres ont subi ou risquent de subir des coups semblables qui méritent tout autant de considération. La question est de savoir ce qui est visé quand on prend les intellectuels pour cible.

S'attaquer aux intellectuels, s'attaquer à ceux qui sont supposés penser, s'attaquer à l'histoire, s'attaquer aux livres c'est s'attaquer à ce qui fait l'humanité elle-même.

Oter la vie d'un homme prend alors une toute autre dimension. Un processus est déclenché, qui vise d'abord une certaine catégorie de personnes répondant à un critère précis, que celui-ci soit d'appartenance raciale ou qu'il relève d'une catégorie sociale. Mais le processus ne saurait s'arrêter là. Il vise en définitive à soumettre tout le genre humain à la volonté de ceux qui pensent être les seuls à détecter la vérité. Une fois ce processus en route, nul ne peut être certain d'y échapper, pas même ceux qui l'ont initié, l'histoire le prouve. Lorsqu'un groupe d'hommes se ligue pour en éliminer d'autres qui ne partagent pas leurs idées, que se passe-t-il logiquement lorsque

des divergences apparaissent au sein de ce groupe ?

Ce n'est pas un hasard si les intégrismes de tous genres sont peu ou prou liés à ceux qui prônent des thèmes d'exclusion, nationalistes, xénophobes, voire racistes. On attaque les activités culturelles du genre humain pour lutter contre les retombées indésirables du progrès dont tous les aspects sont refusés en bloc. Loin de tirer la quintessence des lumières, on retourne à l'obscurantisme et à la barbarie.

Il y a toujours une étape dans laquelle on s'attaque à la culture en essayant de la nier ou de l'annihiler pour retrouver des valeurs réputées fondamentales qu'il s'agirait d'imposer. On convoque alors la nature ou le droit divin pour tenter de se justifier.

Faire régner la terreur comme de suspendre les libertés d'association ou d'expression est un des moyens d'arriver à ces fins : la conquête du pouvoir au nom d'une idéologie et aboutir à la soumission des individus récalcitrants.

Répetons-le, le Professeur Boucebsi était psychiatre ; c'est à dire qu'il avait consacré sa vie et son œuvre à soigner une catégorie de personnes à rebours de leur exclusion, enfermement, élimination ou stérilisation...

Docteur Alain Vaisserman

Praticien hospitalier au CHS,
143, Av. A. Guillebaud
92160 Anthony
France



413X



Bou ughanim - Tribu des Aït Bouguemez - Haut Atlas Central

Vêtu d'une tenue qu'on ne retrouve nulle part ailleurs au Maroc, la tête surmontée d'une coiffe en pointe «aqafra» de mousseline blanche, l'animateur (de profession) joue d'une flûte double «aghanim». Il tire de son instrument un son nasillard surprenant.

YENYUR 2945

JANVIER 1995

ASINAS	AKRAS	AKWAS	ASEMNAS	ASEDYAS	ASAMAS	AYNAS
LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
						1 <i>Tirwayin n Sidna Aïssa</i>
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11 <i>Tafaska taghelawt</i>	12 <i>Id seggwas</i>	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

Photo Office Marocain du Tourisme

Conception et maquette Alekou

Calendrier édité par la Revue TIFINAGH - BP 5086, 10 rue Raïs Cherkaoui, RABAT Souissi - Tél (212 7) 75 37 74 ou 65 67 81

413X



Ahwach - Tribu des Aït Bouguemez - Haut Atlas Central

Les hommes et les femmes du village évoluent en cercle. La danse est parfois légère, s'exécutant à petits pas courts et balancés, parfois en frappant fortement le sol de coups accentués. C'est une danse de montagnards, abstraite dans son concept, de laquelle se dégage une certaine virilité.

SINYUR 2945

FÉVRIER 1995

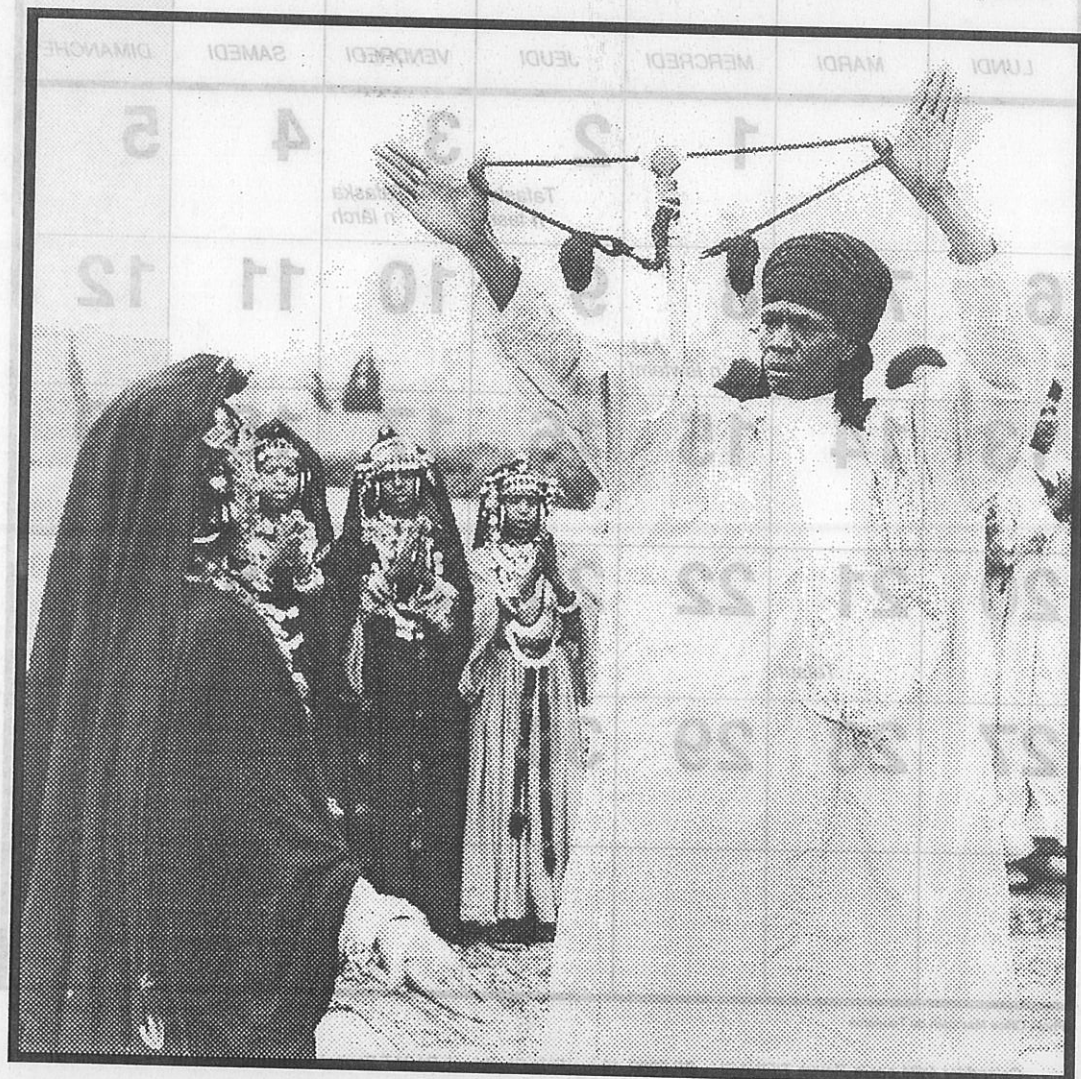
ASINAS	AKRAS	AKWAS	ASEMWAS	ASEDYAS	ASAMAS	AYNAS
LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
		1	2 Uzum	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28 Tameghra n iledjigen					

Photo Office Marocain du Tourisme

Conception et maquette Afelkou

Calendrier édité par la Revue TIFINAGH - BP 5086, 10 rue Raïs Cherkaoui, RABAT Souissi - Tél (212 7) 75 37 74 ou 65 67 81

40132X



Tissint - Région du sud d'Agadir

Célébration d'un vieux rite, la danse du poignard est clairement symbolique : elle fait partie du rituel du mariage. Hommes et femmes dansent ; le rythme s'accélère ; une jeune fille et un jeune homme sortent du cercle et dansent ensemble. L'homme tient à bout de bras une cordelière d'où pend un poignard. Il tourne sur lui-même en décrivant un cercle autour de la jeune fille...

KRAYUR 2945

MARS 1995

ASINAS	AKRAS	AKWAS	ASEMWAS	ASEDYAS	ASAMAS	AYNAS
LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
		1	2 <i>Tafaska n tessi</i>	3 <i>Tafaska n larch</i>	4	5
6	7	8 <i>Ass n tewtent</i>	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21 <i>Tafsut</i>	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

Photo Office Marocain du Tourisme

Conception et maquette Afelkou

Calendrier édité par la Revue TIFINAGH - BP 5086, 10 rue Raïs Cherkaoui, RABAT Souissi - Tél (212 7) 75 37 74 ou 65 67 81



Textes touaregs
en prose

Charles de Foucauld
A. de Calassanti-Morand

Édition critique avec traduction
par S. Chaker, H. Claudot et M. Gasi

DOSSIER TOUAREG



Textes touaregs en prose

Charles de Foucauld
A. de Calassanti-Motylinski

*édition critique avec traduction
par S. Chaker, H. Claudot et M. Gast*

Édisud

PÉTITION internationale contre le GÉNOCIDE du PEUPLE TOUAREG

Par «Survie Touarègue - TEMOUST»

TAGMAT



*L'association «Survie Touarègue - TEMOUST» lance une pétition internationale pour tenter de faire réagir l'ONU sur le génocide des Touaregs, qui se déroule depuis plusieurs années sur leur propre territoire spolié par les États-nations héritiers du colonialisme.
Si vous estimez que les Touaregs ont le droit de vivre, remplissez maintenant cette pétition et adressez-la à l'association.*

Pétition internationale contre le génocide du peuple touareg, adressée au Secrétaire Général des Nations Unies

Depuis 1990, le peuple touareg connaît une répression sans précédent au Mali et au Niger. Plusieurs milliers de civils touaregs ont été ainsi massacrés sans la moindre réprobation de la communauté internationale qui continue à garder un étrange silence sur ce génocide.

Au Niger, après le massacre de Tchén Tabaraden en mai-juin 1990, qui a fait plus de mille morts, la répression s'est généralisée à l'ensemble des régions touarègues tout en prenant des formes moins spectaculaires : exécutions extrajudiciaires, disparitions, tortures, arrestations arbitraires.

Au Mali, les artisans du nettoyage ethnique sont en train d'atteindre leur objectif. Les massacres de Gao, Tombouctou, Léré, Gossi, Foïta, Ménaka, etc. ont fait des milliers de victimes depuis 1990. Aujourd'hui, on ne compte plus les villages et campements touaregs, purement et simplement radiés de la carte avec leurs habitants. Citons seulement Ber en septembre 1994 et Kel Essouk en octobre 1994. Dans ces deux villages, plus de cinq cents civils touaregs ont été tués par l'armée malienne et ses milices parallèles. Cette situation a fait fuir des centaines de milliers de Touaregs vers les pays voisins où ils s'entassent dans des camps de réfugiés souvent dans des conditions épouvantables. Le silence qui entoure ce génocide et surtout l'impunité dont jouissent les criminels, encouragent ces derniers à continuer leur œuvre.

L'ampleur de ces massacres et la menace d'extermination qui pèse sur tout un peuple ne doivent pas laisser indifférente votre organisation.

Nous appelons à l'arrêt immédiat des massacres et à la création d'un tribunal international pour juger les responsables de ce génocide pour crime contre l'humanité.

Nom

Prénom

Profession

Adresse

.....

Signature

À retourner avant le 30 juin 1995 à «Survie Touarègue - TEMOUST», 7 rue Major Martin, 69001 Lyon, France.

TOUAREGS EN PÉRIL LE MASSACRE CONTINUE !

Appel de l'Association «Tamazgha»

Depuis plusieurs mois, les massacres commis contre la population civile touarègue du nord du Mali ont repris de plus belle et ont atteint un tel degré d'intensité que seules les familles ayant réussi à se réfugier dans les pays limitrophes, en particulier en Mauritanie, ont pu échapper au carnage.

POURQUOI CE SILENCE ?

Malgré la gravité de cette situation, la communauté internationale garde un silence inexpliqué. Jusqu'où peut-on laisser se dérouler cette tragédie ? Jusqu'à la généralisation du conflit, voire la solution finale du peuple touareg ?

Il faut mettre un terme à la violence faite à ce peuple berbère dont la civilisation plonge ses racines dans les temps les plus immémoriaux.

SOLIDARITÉ AVEC LES TOUAREGS

Nous condamnons fermement le génocide dont sont victimes les Touaregs et exigeons une réponse à la mesure de leurs aspirations.

Nous appelons toute association, organisation, groupe ou individu épris de justice et de liberté à élever la voix pour que cesse définitivement ce génocide.

Paris le 8 août 1994

Association TAMAZGHA

47, rue Bénard - 75014 PARIS

Tél : (33 1) 45 43 3144 / 45 48 89 43 - Fax : (33 1) 45 43 35 25

LES TOUAREGS ET LA «PAIX FRANÇAISE»

Par Tribal Act

TOUAREG



TRIBAL ACT est une association qui lutte pour les droits individuels et collectifs des Peuples Autochtones. Elle se propose d'informer et de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de ces peuples, de soutenir leurs actions et de faire pression auprès des décideurs politiques, juridiques et économiques impliqués de près ou de loin dans les préjugés dont sont victimes les Peuples Autochtones.

Dès 1920, le monde touareg est passé dans son intégralité sous domination française, ceci après plusieurs révoltes féroce-ment réprimées par l'autorité coloniale (notamment celle de Fihun et celle de Kaocen entre 1916 et 1919). La «pacification» en pays touareg provoqua la destruction du pouvoir traditionnel et de la société : ces révoltes furent fatales à l'aristocratie guerrière où l'essentiel des *imajaghen* (guerriers nobles) a été décimé au cours des combats. Pour éviter de nouveaux actes de soulèvement, l'administration coloniale s'attacha à ruiner l'influence des chefs traditionnels et à installer de nouvelles chefferies à la tête desquelles furent désignés des chefs dévoués aux nouveaux maîtres. Il s'agissait de casser la cohésion des chefferies traditionnelles et, à cet effet, des groupes furent rattachés à des «suzerains» qui n'étaient pas les leurs auparavant. Cette politique s'accompagna d'un démantèlement des structures sociales proprement dites puisque les rapports entre «dépendants» et suzerains seront abolis. Les esclaves seront libérés et les groupes vassaux ne seront plus tenus de payer tribut aux chefs traditionnels. Désormais, «la dépendance économique a disparu, seule subsiste une certaine dépendance d'ordre politique et personnelle qui n'est pas réellement contestée. De nouveaux rapports s'élaborent dans un cadre économique différent.»

C'est dans un climat de méfiance réciproque qu'ont évolué les rapports entre les Kel Tamasheq et les colonisateurs. Jugés imprévisibles, les Touaregs seront toujours gardés à l'œil alors qu'eux-mêmes considéreront les Français comme des usurpateurs, responsables de l'effondrement de leur société et de leur pouvoir. Dès lors, les Touaregs s'isolèrent dans une résistance passive qui se manifestera par le rejet de tout ce qui symbolise la présence de la France (l'école laïque, l'armée, etc...).

Telle sera la situation du peuple touareg au moment des indépendances en 1960. Celles-ci auront lieu sans réelle consultation des populations touarègues, coupées des centres de décision économique et politique.

L'ensemble des anciennes confédérations sera partagé entre plusieurs anciennes colonies qui deviendront les futurs États-nations.

Trente ans de révolte et de répression

Au lendemain des indépendances

L'Adragh des Iforas se trouva, en 1960, intégré au Mali indépendant sous le régime dictatorial de Modibo Keita. Le nouveau président poursuivit dans cette région la politique de sédentarisation forcée et de collecte des impôts instaurée par l'administration française. Humiliations quotidiennes des chefs touaregs, tracasseries administratives et fardeau des impôts, isolement et marginalisation politico-économique provoqueront l'exaspération des populations de l'Adragh des Iforas, les poussant à la révolte. La répression de l'armée sera sans commune mesure avec le soulèvement : l'armée se livre alors à un véritable carnage, massacrant hommes et troupes à l'aide de l'aviation et des blindés et empoisonne les puits. L'armée malienne obtint un droit de poursuite en territoire algérien. Les chefs, réfugiés en Algérie, seront extradés au Mali et emprisonnés. Les survivants prendront alors la fuite vers les pays voisins. Cette tragédie, perpétrée dans le silence de la communauté internationale, marquera le début de l'exode des Touaregs du Mali vers les pays voisins (Mauritanie, Algérie, Libye surtout, Côte-d'Ivoire...). Après la répression dans l'Adragh en 1964, le gouvernement décréta cette région «zone militaire». Seules les prospections minières étrangères seront désormais autorisées. Cet exode provoqué par la politique répressive du gouvernement malien va s'accompagner d'une catastrophe climatique quasi fatale à l'économie pastorale touarègue. Seconde tragédie, nouvel exode, toujours sous le regard indifférent des autorités locales et nationales. Les sécheresses qui ont touché tout le Sahel, de 1968 à 1974, ont détruit l'essentiel du cheptel. L'aide internationale qui était des-

tinée aux victimes ne leur parviendra jamais, massivement détournée par l'autorité publique.

Le Niger n'avait jusque là pas connu d'événements dramatiques comparables à ceux du Mali. Le premier gouvernement nigérien de Hamani Diori, après l'indépendance, avait mené une politique de conciliation à l'égard de ses minorités, touarègues notamment, avec la création d'un ministère des affaires sahariennes et nomades dirigé par un Touareg, Moudour Zakara. En 1974, Seyni Kountché, à l'issue d'un coup d'état, prend le pouvoir. Le nouveau régime supprime ce ministère et mènera désormais une politique de discrimination généralisée, non seulement envers les Touaregs, mais aussi à l'encontre des autres communautés. De nombreux Touaregs nigériens fuient les persécutions et se réfugient en Libye à partir de 1976, date de la tentative de coup d'état contre Kountché, dirigée par un officier Haoussa et auquel prennent part des Touaregs.

L'exil

Les années soixante et les années soixante-dix furent des années d'exil et d'exode massif, d'abord vers les centres urbains les plus proches, puis vers des pays accueillants tels que l'Algérie et la Libye. Dès cette époque on a vu se constituer les premiers bidonvilles touaregs autour de Niamey, Abidjan, Arlit, Agadez, Tamanrasset... Les pays sahélo-sahariens de cette époque étaient pour la plupart des dictatures militaires (Traoré au Mali, Khadafi en Libye, Kountché au Niger, Boumédiène en Algérie) ayant remplacé soit des monarchies, pour la Libye, soit des pouvoirs civils à parti unique, pour le Mali et le Niger. Si le sort réservé aux Touaregs maliens et nigériens était très dur, caractérisé par une surveillance militaire et des discriminations quotidiennes, la Libye et, dans une moindre mesure, l'Algérie conduisaient une politique plus «souple» envers leurs minorités touarègues. La Libye accueillit sur son sol le plus grand nombre de réfugiés.

Le choix de ce pays s'explique par deux

raisons principales, politique et économique. Khadafi, au pouvoir depuis 1969, n'avait jamais caché sa sympathie pour ce pays nomade «frère», qu'il prétend être d'origine arabe, et l'invitait à revenir sur sa terre ancestrale, la Libye. Parallèlement, il menait sa politique de libération des peuples opprimés et proposait d'aider les Touaregs à créer un État saharien révolutionnaire islamique. La relative prospérité du Sahara libyen permit d'accueillir les réfugiés touaregs qui bénéficièrent des possibilités d'emploi dans les sociétés agricoles et pétrolières, et des structures sociales et éducatives mises à leur disposition.

Cet exil fut l'occasion pour de nombreux jeunes Touaregs d'acquérir une formation militaire et de participer à des guerres à l'étranger dans le cadre de la Légion Islamique, notamment au Tchad (1981-87) et au Liban (1982). En dehors des Touaregs servant dans l'armée libyenne, de nombreux opposants nigériens et maliens, toutes ethnies confondues, se retrouvèrent en Libye dans des organisations politico-militaires ayant pour but de renverser les régimes dictatoriaux mis en place au Niger et au Mali.

Répression et organisation de la lutte armée

En 1980, le Niger rompt ses relations diplomatiques avec la Libye qu'il accuse d'abriter des opposants fomentant la subversion. En 1982, quelques dizaines de Touaregs sont arrêtés au Niger et au Mali, accusés de vouloir déstabiliser les deux pays. Entre temps, une nouvelle vague de sécheresses entre 1983 et 1984 venait de donner un coup de grâce au pastoralisme nomade nigérien, provoquant à nouveau un exode massif vers les pays voisins. En 1985, un petit groupe de jeunes Touaregs tente de s'emparer de la sous-préfecture de Tchinn-Tabaraden au Niger. Ils seront arrêtés, condamnés à mort, puis graciés après la disparition de Kountché. Ce climat de persécution manifeste se poursuivra jusqu'à sa mort en 1987. Ali Seïbou, qui remplace Kountché à la tête de l'État prône

une politique de «décrispation» et amorce un semblant d'assouplissement du régime. Il se rend en Libye, en 1989, afin de rencontrer les réfugiés touaregs, leur promettant de favoriser leur retour éventuel au pays où une amnistie générale est déclarée pour tous ceux ayant été impliqués dans des événements politiques depuis 1974.

Par ailleurs, il faut noter que la Libye, à cette époque, avait déjà prévu d'expulser près de 20.000 Touaregs, principalement nigériens. Le changement d'attitude de la Libye envers les Touaregs relève de contraintes politiques extérieures. Entre 1986 et 1987, l'armée libyenne essayait de lourdes défaites au Tchad. À la même époque, la Libye fut accusée par les Occidentaux de soutenir le terrorisme international. En représailles, les États Unis bombardent Tripoli et Benghazi. La pression internationale exercée sur la Libye va contraindre Khadafi à revoir sa politique étrangère. Ne pouvant plus compter sur l'appui de son ancien allié soviétique, il cherche désormais à se réconcilier avec les pays arabes et africains. Pour ce faire, il réduit le soutien aux mouvements d'opposants dont il cautionnait jusqu'ici les agissements. En réalité, en ce qui concerne les Touaregs, Khadafi n'a jamais respecté son engagement. Peu à peu, les Touaregs quittent les rangs de l'armée libyenne, rentrent clandestinement chez eux et constituent les premiers réseaux de lutte armée au Niger et au Mali.

Au Niger, le retour des réfugiés s'effectua dans une confusion totale. Venus d'Algérie et surtout de Libye, les Touaregs ne trouvèrent pas l'aide promise par le gouvernement d'Ali Seïbou. Rien ne fut entrepris pour leur intégration dans la vie sociale de leur pays d'origine. Au contraire, l'aide internationale qui leur était destinée fut massivement détournée par les autorités politiques et coutumières servant d'intermédiaires. Si une amnistie générale fut accordée officiellement à tous ceux qui avaient eu des démêlés politiques avec l'État nigérien, il en fut autrement. Dès leur retour, les Touaregs feront l'objet d'une

surveillance accrue de la part de la police politique du pouvoir. Leur moindre mouvement est dénoncé. Plusieurs d'entre eux sont arrêtés et emprisonnés sans autre forme de procès. En mai 1990, certains de leurs camarades demeurés en liberté, excédés par tant d'abus et d'exactions, s'attaquèrent à la prison pour les libérer. Au cours de l'altercation qui suivit, un gardien de la paix de la prison de Tchintabaraden est tué. Cela va servir de prétexte au gouvernement, qui évoque alors la thèse du complot, pour engager une répression féroce contre la population civile touarègue. À ce jour encore, le nombre de victimes reste inconnu. Il y a eu sans doute plusieurs centaines de morts dans l'Azawagh et dans tout le Nord-Ouest du Niger. Les rescapés du massacre se réfugièrent au Mali mais furent arrêtés par l'armée malienne et emprisonnés à Menaka. Quelques jours plus tard, au cours du mois de juin 1990, ils seront libérés par les Touaregs maliens qui s'étaient attaqués à la caserne militaire de la ville. Le mois de juin 1990 marque le début de la rébellion touarègue au Mali.

Les Touaregs du Mali se réunirent au sein du MPA (Mouvement Populaire de l'Azawad) dirigé par Iyad Ag Aghali. En mars 1991, le MPA et le FIAA (Front Islamique Arabe de l'Azawad, représentant les Arabes et les Maures) rencontrent le gouvernement malien à Tamanrasset (Algérie) où sont signés des accords, très tôt contestés par certains Touaregs, entraînant une scission au sein du MPA. Le FPLA (Front Populaire de Libération de l'Azawad) dirigé par Rhissa Ag Sidi Mohamed, puis l'ARLA (Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad) dirigée par Abderahmane Galla virent le jour. Après ces dissidences seront créés les MFUA (Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad). Cette organisation coordonne l'action des différentes tendances.

Le 11 avril 1992, les MFUA signèrent le "Pacte National" qui mettait théoriquement fin à deux ans de guerre. Le FPLA, seul groupe réticent à sa signature, y voyait une manœuvre de diversion engagée par le

gouvernement malien. Un an après, en 1993, le FPLA rejoint les "rangs". Son secrétaire général est nommé coordinateur du MFUA. Le "Pacte National" prévoyait une autonomie politique et économique des régions du Nord du Mali, l'intégration des anciens rebelles dans les Forces Armées et de Sécurité maliennes ainsi que dans l'administration publique, et des élections régionales et sous-régionales afin de mettre en place des assemblées représentatives des populations du Nord du pays. Surtout, le "Pacte" avait pris des mesures d'urgence en faveur du retour des réfugiés et de toutes les populations exilées : création de structures d'accueil, indemnisation des victimes de la répression, établissement des responsabilités dans les massacres. L'application du "Pacte" rencontre d'énormes difficultés. L'État malien n'a pas les moyens de son application et un doute réel subsiste sur sa volonté d'y parvenir. En outre, le Pacte n'a jamais acquis l'adhésion de toutes les autorités maliennes. La majorité de l'armée n'a pas caché sa volonté de le saboter.

On constate le poids de ces obstacles à la paix au regard des derniers événements. En effet, depuis mai 1994, l'armée et les milices qu'elle a créées sèment de nouveau la terreur dans le Nord du pays. À la mi-juillet, des témoignages de populations maures et touarègues, rescapées des massacres, ainsi que la presse malienne font état de plus de cinq cents morts, égorgés, brûlés vifs, mutilés, exécutés, en plus des innombrables blessés et personnes portées disparues. Le MFUA tente de demeurer fidèle au Pacte malgré la mort de plusieurs responsables militaires touaregs récemment intégrés dans l'armée malienne, dont Boubakar Sadeck du FIAA. De plus, le climat d'insécurité générale a favorisé un banditisme aux multiples visages et la création de groupes armés isolés, toutes appartenances ethniques confondues, responsables de plusieurs assassinats dont celui de Bilal Salum, chef militaire du MPA. Ces événements dramatiques font craindre la reprise de la guerre au Nord du Mali. Au Niger, la rébellion touarègue va s'orga-

niser suite aux massacres de Tchintabaraden. La Conférence Nationale convoquée de juillet à octobre 1991, sensée faire le diagnostic de la situation socio-économique et politique dont souffre le Niger, n'a pas réparé les injustices commises à l'encontre du peuple touareg. Pire, les officiers de l'armée nigérienne, impliqués dans ces massacres, seront acclamés après avoir avoué leur crime. En octobre 1991, le FLAA (Front de l'Aïr et de l'Azawagh) lance ses premières actions commandos, avec à sa tête, Rhissa Ag Boula. À la différence du Mali, il n'y a jamais eu de négociations sérieuses entre les Touaregs et le gouvernement. Les premiers contacts ont lieu à Paris en mai 1992 et aboutissent à la signature d'une trêve de deux semaines. Elle ne fut jamais renouvelée, car les autorités nigériennes envisageaient une solution militaire au problème. En armant des populations civiles, le gouvernement jouera la carte de la division entre les communautés sahariennes et arabes notamment. Ces milices tuent, violent et enlèvent en toute impunité. À court terme, des affrontements inter-ethniques sont à craindre, à l'instar des derniers massacres de Touaregs et de Maures, survenus au Mali depuis mai 1994 suite à des manipulations orchestrées par la milice songhay "Gandakoy" et une certaine presse malienne.

L'armée nigérienne ne réussira jamais à déloger les maquisards de l'Aïr, essuyant de lourdes pertes. En août 1992, plusieurs centaines de Touaregs sont arrêtés, parmi lesquels des hauts fonctionnaires, des ministres et des anciens ministres, accusés de soutenir la rébellion. Ils seront détenus pendant près de sept mois, avant d'être relâchés sous la pression de l'opinion internationale. À la même époque, l'Algérie arrête toutes les personnes de la direction du FLAA, dont Rhissa Ag Boula, avant de les relâcher quelques mois plus tard. Entre temps, entre novembre 1992 et avril 1993, ont lieu les premières élections démocratiques depuis l'indépendance. Beaucoup de candidats potentiels toua-

regs n'ont pas eu l'occasion de s'y présenter puisqu'ils étaient en prison. Par ailleurs, la majorité des Touaregs n'a pas pu voter du fait de l'état d'urgence décrété au Nord du pays. Le président élu, Mahamane Ousman a fait savoir que la résolution négociée du problème touareg était une de ses priorités. Malgré les bonnes volontés exprimées de part et d'autre, les négociations piétinent. Une trêve de trois mois fut signée entre le FLAA et la partie nigérienne en juin 1993. Elle sera renouvelée en septembre de la même année avec le seul FLT (Front de Libération Temoust) de Mano Dayak. En effet, depuis juillet 1993, le FLAA a éclaté en plusieurs tendances : l'ARLNN (Armée Révolutionnaire de Libération du Nord Niger) dirigée par Ataher Abdoulmoumine, le FLT en 1993 et le FPLS (Front Populaire de Libération du Sahara) dirigé par Mohamed Anako en janvier-février 1994. Ces divisions internes ainsi que les atermoiements du gouvernement nigérien ont ralenti le processus de négociation.

Malgré tout, une organisation commune, la CRA (Coordination de la Résistance Armée), a vu le jour, regroupant les différentes factions touarègues. Elle est sensée coordonner les actions militaires et politiques de la rébellion. En février 1994, pour la première fois, les différentes tendances ont pu rencontrer le gouvernement nigérien à Ouagadougou au Burkina Faso. S'ensuivit une seconde rencontre, organisée à Paris du 13 au 20 juin de cette année. De toutes ces réunions il n'est ressorti aucun résultat probant si ce n'est une amorce de dialogue et un rapprochement des points de vue des deux parties.

Il faut espérer que les rencontres futures aboutissent à des résultats concrets à même de soulager les différents peuples victimes de cette situation. À chaque attaque de la rébellion, les civils touaregs sont victimes de représailles, exécutions sommaires... Le gouvernement nigérien doit aujourd'hui assumer ses responsabilités et tout mettre en oeuvre pour qu'une paix juste et durable soit possible au Niger.

RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LE MASSACRE DES TOUAREGS PAR L'ARMÉE MALIENNE

B4 - 0105 et 0155 / 94

Le Parlement européen,

- rappelant ses résolutions antérieures sur la situation des Touaregs,

A. Profondément choqué par les nouvelles alarmantes qui lui parviennent sur le nouveau massacre des Touaregs par l'armée malienne dans la zone de Houardi où nomadisent paisiblement plusieurs tribus touarègues et arabes,

B. considérant que ces massacres ont provoqué de nouveaux afflux de dizaines de milliers de réfugiés maures et touaregs, démunis de tout et en très mauvais état de santé dans les camps des pays voisins, essentiellement Mauritanie, Burkina Faso et Algérie,

C. considérant qu'une partie importante des populations maures et touaregs ne parvenant pas à atteindre les camps de réfugiés est menacée de famine et d'épidémies,

D. rappelant que, avant la colonisation, ces nomades vivaient et se déplaçaient sans entrave dans un espace de deux millions de kilomètres carrés s'étendant de l'Azaouad au Mali, aux confins du Fezzan (en Libye), le Sahara et l'extrême nord du Sahel,

E. rappelant que faisant fi de l'organisation traditionnelle des hommes bleus en confédérations dénuées de frontières, les colonisateurs ont artificiellement découpé cet espace en morceaux qui, au début des années soixante, lors des indépendances, ont été intégrés dans cinq États différents : le Niger, le Mali, la Libye, l'Algérie et le Burkina Faso, découpage qui est à l'origine de la plupart des problèmes actuels de la communauté touarègue, que ce soit sur le plan socio-économique ou politique, car leurs déplacements sont aujourd'hui entravés par l'existence de frontières et de règlements administratifs rigides,

F. considérant qu'aujourd'hui, c'est au Mali que la situation des Touaregs est la plus catastrophique ; en effet, les massacres ont

repris en mai 1994 et depuis le 7 septembre 1994 une compagnie de bérets rouges a procédé à un ratissage systématique des campements dans la zone de Houardi et les premiers rescapés font état de plusieurs centaines de morts, en majorité des femmes et des enfants ;

1. condamne fermement ces massacres et exige qu'une commission d'enquête internationale soit constituée pour faire la lumière sur ces exactions et que les auteurs en soient condamnés ;

2. invite à nouveau la communauté internationale à intervenir auprès des autorités maliennes afin que soit mis fin aux massacres ;

3. invite la communauté internationale à exiger des autorités maliennes la mise en place d'une commission internationale d'enquête indépendante sur les massacres des cinq derniers mois (mai, juin, juillet, août et septembre 1994) ;

4. demande au gouvernement malien de reprendre le dialogue avec les représentants des Touaregs et des Maures en vue de trouver une solution pacifique et démocratique ;

5. se félicite de la négociation en cours entre la résistance touarègue et le gouvernement nigérien et reste attentif au déroulement ;

6. demande à la commission d'acheminer au plus tôt une aide humanitaire aux populations touchées ;

7. demande la prise en compte des populations touarègues et maures dans les projets de développement financés par la commission, tenant compte aussi du taux élevé d'analphabètes surtout parmi les enfants ;

8. charge son président de transmettre la présente résolution du conseil à la commission, au gouvernement du Mali, au Secrétaire général des Nations Unies et au Secrétaire général de l'OUA.

PE 182.023/36gr/PV SÉANCE /
provisoi / adoptes / 94-09-29.FR

LES TOUAREGS, NAGEURS DE L'INFINI

Par Hawad

TOUAREG

Si le génocide antisémite des nazis fut le premier à être jugé au nom de la loi, il n'était pas le premier à être perpétré... et il n'est pas le dernier... Pour Hawad «les forts ont trop de graisse dans les pruneaux et les oreilles» pour voir et entendre les maux des faibles. Faudra-t-il attendre que les Touaregs aient été exterminés pour prendre enfin conscience que le passé se répète sous nos yeux aveugles ?



Hawad.

"Tant que notre peuple se fera massacrer, notre résistance ne cessera de puiser encore une force et un souffle nouveau pour nourrir une résistance solide comme la pierre. Quel avenir pour nous, sauf continuer à résister en mourant ou en vivant pour perpétuer notre nation ? De chaque côté nous encerclent la mort et la haine, tout un ordre qui ne veut que l'épuisement et l'effacement de notre peuple. Il n'existe personne ni aucun pays qui nous hissera au-dessus de tous les faits qui étranglent notre vie..."

Pour abriter notre nation déchirée, nous en sommes au début, au commencement de la libération de notre pays. Partout où il y a un Touareg, pour moi, ce n'est qu'un fragment du cœur de la nation touarègue éventrée. Et rien ne pourra la recoudre que le sang et les balles de ses enfants, ceux qui usent de l'esprit de la résistance, une résistance qui ne se soumet pas, une résistance comme celle de nos ancêtres.

Il faut que la France, qui a tailladé notre nation et notre pays, sache que ni l'argent ni le feu ne nous ferons jamais accepter d'être dirigés par ses nouveaux serviteurs.

Moi aujourd'hui j'ai 95 ans et suis le voisin des cieux. Par les cieux je jure que moi et tous les Touaregs sommes décidés à naviguer dans les maux de notre nation, à naviguer jusqu'à parvenir à tenir de nos bras le gouvernail de nos destinées et de notre pays.

Touaregs nageons, nageons jusqu'à atteindre notre jour et si nous périssons dans l'océan de la libération de notre nation, alors notre résistance sera une leçon pour les mondes qui adviendront."

Ces paroles ont été prononcées par un vieux chef touareg, en exil depuis 64 ans : Mohamed Ali ag Ataher * des Kel Intassar, au moment même où Edgar Pisani, médiateur français, intervenait pour faire signer un pacte de paix entre la rébellion touarègue et le gouvernement malien. Malgré un long chapelet de pactes, d'accords, de compromis, de renouvellement de

pactes, de traités, de trêves et de cessez-le-feu, la situation stagne, aussi bien du côté malien, où les accords paraphés en novembre 1992 n'ont jamais été appliqués, que du côté nigérien, où depuis quatre ans la France et alternativement l'Algérie se sont agitées en vain pour établir un *statu quo* entre gouvernement et fronts armés jusqu'à la toute dernière mouture d'accord qui vient d'être signée à Ouagadougou le 9 octobre dernier. Plus que jamais, les pactes apparaissent comme des coquilles vides, sans application concrète. Certains d'ailleurs sont comparés à des emplâtres sur une jambe de bois, ne contenant aucune proposition novatrice, capable de changer la situation. C'est le cas de l'accord de Ouagadougou du 9 octobre 1994, qui remet à plus tard toutes les mesures vitales concernant l'avenir économique, social, culturel de la région : ses résolutions se limitent en effet à un nouveau découpage administratif qui faisait déjà partie depuis belle lurette du plan national d'aménagement du territoire nigérien ; d'autre part, il stipule une trêve de trois mois et légitime une politique sécuritaire "pour éradiquer l'insécurité résiduelle" et "mettre fin à l'action de tous groupes et bandes armées".

Qui seront les bandits ?

S'agira-t-il des militaires et des miliciens qui continuent de harceler et de massacrer les civils en toute impunité ? ou bien des signataires du pacte qui traînent leur bedaine emballée de boubous brodés dans les hôtels de luxe de Bamako ou de Ouagadougou ? ou encore des combattants touaregs de base qui n'ont certes pas pris le fusil pour gagner un poste de préfet ou de ministre mais pour lutter contre l'injustice faite à leur peuple ?

Les solutions négociées envisagées reposent en fait sur une politique concertée du quiproquo : d'une part, les autorités gouvernementales ne traitent qu'avec des Touaregs de leur convenance, prêts à toutes les compromissions pour satis-

faire leurs ambitions personnelles, jouant le rôle d'épouvantails qui s'avèrent incapables de représenter leur société comme de lui faire accepter et donc respecter les vains engagements pris auprès du gouvernement. D'autre part, le pouvoir tient un langage contradictoire : d'un côté il accepte les accords et de l'autre il se soustrait à ses obligations en se déclarant incapable d'appliquer les résolutions auxquelles il s'est engagé, soit par manque de moyens, soit par absence d'autorité sur sa propre armée.

Pendant que l'encre sèche le sang coule. Chaque jour des civils touaregs sont victimes des représailles de l'armée et de l'agression des milices - songhay au Mali et arabe au Niger - armées par les gouvernements, ou encore meurent à petit feu dans les camps de fortune installés sur les frontières de l'Algérie, de la Mauritanie, de la Libye, du Burkina Faso, sans avoir seulement obtenu le statut de réfugiés politiques, pas plus qu'une aide véritable.

Vers quel fond de l'abîme à la rwandaise nous entraîne ce jeu de masques macabre : la France soutient les gouvernements en place tout en modelant de pseudo-chefs rebelles, "comestibles" et consentants, pour en faire de bons relais de l'ordre établi ; le Niger, l'Algérie, la Libye arment des milices arabes contre les Touaregs en tentant de transformer le problème politique en "rivalité ethnique" ; le Mali, dans le même but, encadre et finance des milices songhay pour tuer, piller et terroriser les civils touaregs jusqu'à les contraindre à quitter leur pays ; dernier avatar de la négation de notre existence en tant que peuple, le Mali et le Niger nous présentent comme des hordes tribales dispersées et apatrides pour légitimer leurs frontières et aussi, dans une vision raciste et discriminatoire, nous divisent en "communauté des Touaregs à peau noire", à intégrer, et "blancs" exogènes, intrinsèquement mauvais, à chasser ou à éliminer...

Le point de vue de la France s'est exprimé très tôt. Ainsi, après le massacre de centaines de civils touaregs à Tchintabaraden et à Gao en 1990, qui oubliera que le bouillant B. Kouchner n'ait rien trouvé de mieux à dire aux gouvernements du Mali et du Niger qu'il n'était pas venu pour les montrer du doigt ? En effet, les affaires intérieures ne finissent que là où les intérêts politiques internationaux commencent. En dépit de l'humanisme sentimental déployé devant les caméras par les hommes politiques occidentaux, les droits de l'homme et les droits à l'autodétermination des peuples sont toujours très sélectifs.

Comment mieux comprendre l'indifférence qui occulte aujourd'hui le génocide du peuple touareg, qu'en se rapportant à ce geste récent des États Unis : le don gracieux de deux avions de guerre aux militaires maliens pour protéger les dix éléphants qui de temps en temps transhument dans le Gourma touareg (dépêche AFP du 26 août 1994). C'est probablement pour que ces heureux pachidermes bénéficient d'un espace plus vaste que le pays a été vidé de tous ses habitants touaregs et maures en ces jours de septembre et octobre où des centaines de civils ont de nouveau été abattus par l'armée et la milice Ganda Koy

Vous les Touaregs, nous dit-on, ce qui est bien pour vous et raisonnable, c'est la décentralisation et non l'autonomie et surtout ne revendiquez pas l'indépendance, car aucun État n'accepterait qu'on touche à son intégralité territoriale. Réjouissons-nous donc, l'État a l'intention de nous appliquer son éducastration nationale pour faire de nous des êtres civilisés, évolués, sédentarisés. Nous deviendrons des citoyens épanouis, comme nos frères algériens, rwandais, égyptiens et autres libériens. Le gouvernement nigérien a prévu "une meilleure animation au service du développement" qui sera chargée "d'élever notre civisme" (*Le Républicain*, Niamey, du jeudi 21 avril

94). Même les tfinagh, notre écriture, que nous utilisons depuis des millénaires et que nous composons aujourd'hui sur ordinateur, feront l'objet d'un projet de "développement" après avoir été frappés d'interdiction.

Étrange époque où le pharaon, qui a poussé sa propre pyramide au bord du gouffre, ne donne pas seulement à ses ouailles des coups de bâton mais les assortit aussi de morale.

Je confirme que depuis très longtemps nous sommes autonomes face à notre misère et, au fond de nous, nous savons que seule l'indépendance avec un espace affranchi de tous ses cloisonnements internes, de toute cette crispation centralisée, de tout ce mimétisme aveugle et mutilant du père colonial, de toute cette idéologie sécuritaire et fascisante, de toute cette "politique du ventre", nous permettra de survivre et d'endosser notre rôle de pont mobile entre le nord et le sud du Sahara. Nous ne rêvons pas seulement de pain ni de nivaquine, encore moins d'être l'appât des agences de tourisme, des experts et des organismes humanitaires gouvernementaux ou non, en quête de fonds internationaux. Nous rêvons et exigeons notre identité de pleins acteurs, non seulement sur la scène du Sahara mais aussi sur la scène internationale. Nous ne voulons pas rompre avec les habitants du Sahel mais avec l'ordre des États actuels qui se mettent tête première dans l'anomie et nous disons à la France et autres maîtres du XXe siècle que notre cause pour nous est quelque chose d'essentiel, toute une conception du problème de notre peuple et de nos voisins, à saisir dans son intégralité et non à traiter comme un vulgaire travail de patchwork.

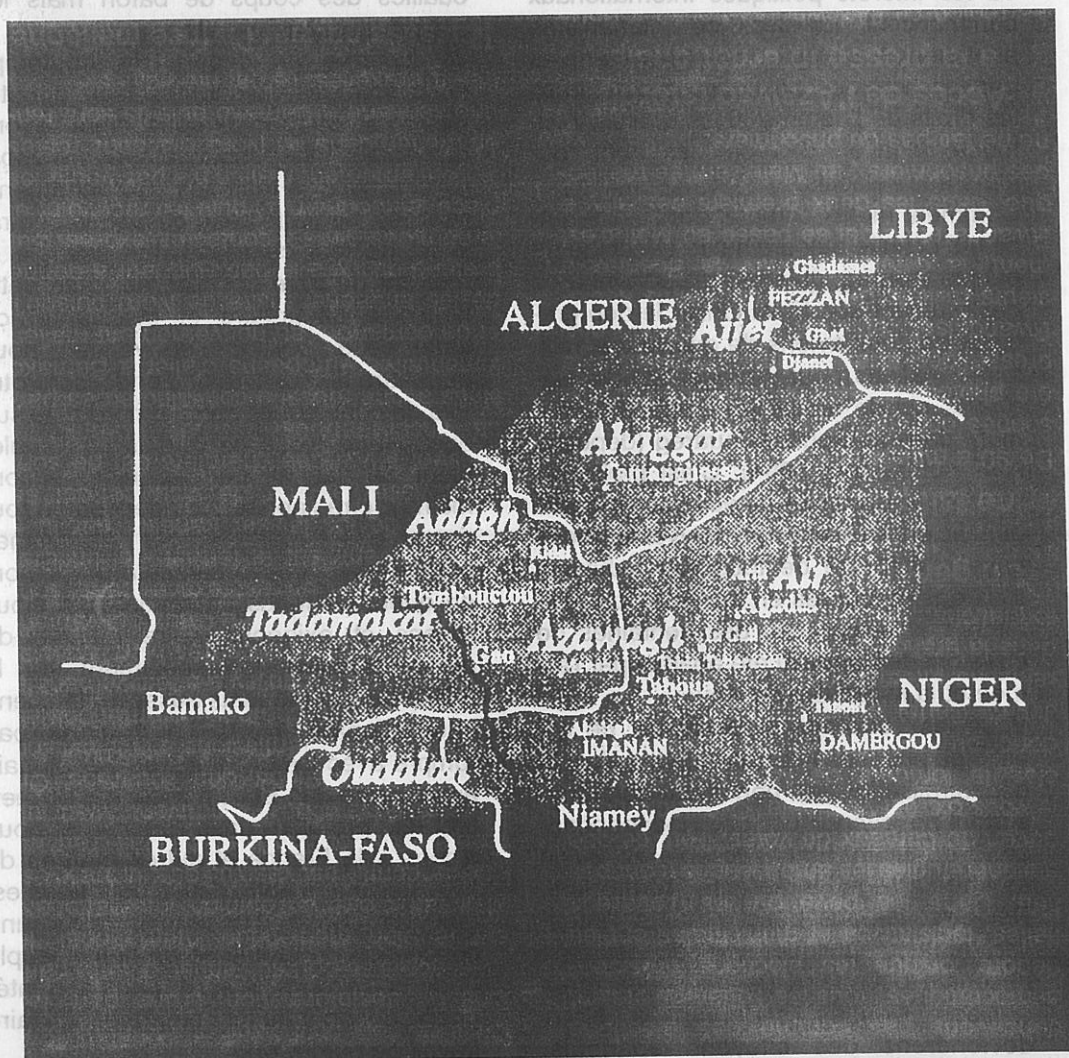
Mais pour voir et entendre les maux des faibles, les forts ont trop de graisse dans les prunelles et les oreilles. Je crains que le vieil exilé de Tombouctou n'ait raison : *"nous, qui n'avons pas de voix, il nous reste seulement l'endurance, car nous ne*

possédons que la résistance". La résistance jusqu'à réunir toutes les rotules de notre société pour un État qui, dans l'ordre actuel de ce monde malade, saurait peut-être l'abriter, ou pour une Afrique sans cloisons, une Afrique des échanges entre les peuples qui s'entrecroisent, s'épousent, se fondent, se recomposent - et non une Afrique des États stériles qui

paralysent les flux des hommes, des cultures, des langues, des idées, des modèles de société et des utopies, bref qui entravent la marche du monde.

Hawad.

* Voir rubrique nécrologie.



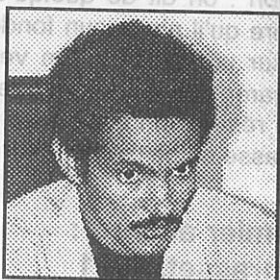
Carte éditée par «Survie Touarègue - TEMOUST»

TOUAREG : GÉNOCIDE ET DÉSINFORMATION

Par Habaye Ag Mohamed

TOUAREG

N'est-il pas révoltant qu'en France l'on puisse continuer à entretenir des lamentations sur un holocauste vieux d'un demi siècle, issu d'un autre temps, alors que se déroule actuellement une extermination en tous points similaire dans ses principes devant laquelle on ferme volontairement les yeux ? Au-delà de la malhonnêteté matérielle, au-delà de la malhonnêteté intellectuelle, cela dénote une profonde malhonnêteté morale.



Habaye Ag Mohamed lors de sa conférence au siège de Tifinagh.

Habaye Ag Mohamed, juriste touareg, est chargé des relations extérieures au sein de l'Association des Réfugiés et Victimes de la Répression de l'Azawad ARVRA. Nous avons composé le texte ci-après à partir de deux enregistrements avec lui : l'un est celui d'une conversation à bâtons rompus le 25 février 1995 à l'annexe de notre revue à Rabat, l'autre à partir d'une conférence publique qu'il a donnée au siège du Comité TIFINAGH le 1^{er} mars dernier.

EXTRAITS DE LA CONFÉRENCE

«Je vous remercie tous d'avoir accepté de venir écouter le problème d'un peuple que certains considèrent déjà comme étant de la légende : je veux parler des Touaregs. Je tiens à vous affirmer que les Touaregs ne sont pas une légende. C'est une réalité concrète. Malheureusement, cette réalité concrète vit aujourd'hui des moments très difficiles, joue sa survie. Le temps étant notre ennemi principal il nous a paru nécessaire de lancer le maximum d'appels possibles, d'essayer de susciter chez tous les hommes épris de paix et de justice un peu de réaction... C'est le message que je porte. Il est important que vous soyez informés de ce qui se passe, de la situation.

Le blocus de l'information par la France

Notre plus grand problème en ce moment c'est la désinformation qui entoure la question touarègue, une désinformation qui est le fait des États et des grandes agences de presse. L'Azawad est surtout inondée par les agences et les organes de presse francophones ; dans ce sens, les principales agences d'information sont contrôlées - en fait plus ou moins dirigées par le gouvernement français. Le gouvernement français a une position un peu bizarre vis à vis de la question touarègue. Ce sont ses Touaregs, ce sont ses Bambaras, c'est à lui, c'est lui qui les gère, c'est lui qui sait ce qui est bon pour

eux et ce qui ne l'est pas. C'est lui qui autorise l'information, et quelle information. C'est pour cela que nous essayons de briser ce cercle pour avoir accès à d'autres réseaux d'information...

Il y a un blocus au plan de l'information qui étouffe, qui occulte un drame, un véritable génocide qui se passe au fond du Sahara. Sous prétexte de démocratie, une junte militaire est en train d'écraser une population. Ceux qui ont échappé n'ont dû leur salut qu'au fait qu'ils ont traversé des frontières. Ils sont partis se réfugier en Mauritanie, en Algérie, au Burkina-Faso, et même jusqu'en Asie... La désinformation c'est également le massacre des populations civiles innocentes par l'armée et les communiqués de l'État-Major à Bamako disant que l'armée a détruit une base rebelle...

L'exclusion des Touaregs de leur territoire

Globalement, la région touarègue se situe dans la partie septentrionale de l'actuel Mali ; cette région s'appelle l'Azawad ; elle couvre à peu près 900.000 km² sur une superficie du Mali qui est d'environ 1.200.000 km². Ce n'est que la cinquième portion de tout le territoire touareg qui est également réparti sur d'autres pays : le Sud algérien, le Sud libyen, le Nord du Niger et le Burkina-Faso. Le territoire touareg, morcelé à l'indépendance de tous ces États, est constitué de ces cinq portions.

Depuis 1960, les populations touarègues qui vivent dans ces régions connaissent une situation d'exclusion arbitraire systématique. C'est une situation rarement atteinte ailleurs et que tous les observateurs dignes de foi ont pu constater. Cette situation a fini par engendrer une lutte armée en 1990. Cette lutte armée a été le seul moyen d'expression qui a été donné aux Touaregs pour se faire entendre. En 1990, quand la guérilla a démarré, les media internationaux, notamment les media occidentaux, se sont saisis de la question, l'ont quelque peu médiatisée

jusqu'à ce que le régime de Moussa Traoré chute ; quand le régime est tombé au Mali on a dit : "maintenant c'est la démocratie, vous pouvez ranger vos armes, vous entrez dans l'arène démocratique". Mais le problème n'est pas seulement un problème de démocratie, c'est un problème de décivilisation... d'une civilisation qui en écrase une autre : la civilisation négro-africaine, représentée par les Bambaras, face à une minorité de nomades. En fait, on ne parle plus de nomadisme ; on fait l'amalgame entre nomadisme et errance. L'errance, c'est une condamnation : on dit de quelqu'un qu'il erre pour dire qu'il n'a aucun fondement juridique sur un territoire. On veut expulser les Touaregs de leurs territoires. S'ils essaient de résister on les écrase et c'est ce qui se passe en ce moment sur le terrain.

Le premier accord : Tamanrasset, 1991

L'histoire du soulèvement des Touaregs dans l'Azawad... Pour ne pas remonter trop loin nous allons partir de 1990, avec le dernier soulèvement. Le soulèvement a démarré en 1990, en juin précisément. En septembre, déjà, le Mali était acculé sur plusieurs fronts avec, notamment dans le Sud, les revendications des associations dites démocratiques... Le régime en place était donc très affaibli. Il a tout de suite demandé à négocier avec les Touaregs. C'était une première dans l'histoire : un régime malien qui demande à s'asseoir à une table de négociations avec des Touaregs pour parler de leurs droits politiques, économiques, culturels, sociaux ; c'était important. C'est ainsi qu'on est arrivé, le 6 janvier 1991, aux accords de Tamanrasset, sous la médiation algérienne. Ces accords qui ont été signés dans la précipitation, et surtout, dans l'esprit malien, pour calmer les choses au Nord et faire face au soulèvement populaire dans les rues de Bamako, au Sud, ont donc échoué rapidement. Les quelques dirigeants touaregs qui ont signé les accords

étaient aussi motivés par des intérêts personnels : ils avaient besoin de signer ces accords pour avoir une certaine reconnaissance de la part du Mali, ou de la sous-région.

Les fronts de libération de l'Azawad

La répression s'en est trouvée accrue d'autant, et un exode massif des populations s'est produit vers la Mauritanie, l'Algérie, le Burkina. Les combattants ont repris les armes en 1991. Ils ont créé le Front Populaire de Libération de l'Azawad, le deuxième mouvement à reprendre les armes. Ensuite il y a eu l'Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad (ARLA) puis le Front Islamique Arabe de l'Azawad (le FIAA) : quatre fronts qui ont créé une coordination pour signer le Pacte. Deux autres fronts se sont créés pendant qu'ils signaient le Pacte : le Front Uni pour la Libération de l'Azawad et le Front National de la Libération de l'Azawad, donc au total six formations dans l'Azawad.

Le second accord : Le Pacte national, 1992

D'un accord on en arrive à un autre, celui du 11 avril 1992, qu'on appelle le Pacte national. Le Pacte a été signé également sous la pression algérienne et avec l'aide de certains responsables de ces fronts qui étaient complètement acquis aux thèses maliennes et algériennes. Il y a eu tout un grand ballet diplomatique ; on a invité à la cérémonie de signature plusieurs organisations internationales, tous les États amis du Mali, dont le Maroc. Ce Pacte, qui est le dernier accord en date, est également tombé en désuétude, cela veut dire qu'il n'a pas pu s'appliquer parce que tout simplement il a été miné dès le départ par un officier qui, en quittant le pouvoir et en le remettant aux civils, a expliqué à l'armée qu'elle ne devait pas se désintéresser de la question, parce que, si le conflit était résolu, ses budgets allaient s'en trouver diminués d'autant. Il a expliqué égale-

ment aux associations maliennes, aux partis politiques, à la presse malienne, que c'était le terrain sur lequel ils devaient se battre pour justement essayer de renverser la majorité présidentielle actuelle. Donc, toutes les formations politiques maliennes, la presse malienne, les médias ont fait de ce conflit leur fonds de commerce. Tous les fonds qui ont été alloués à la structure chargée d'appliquer le Pacte national ont été allègrement détournés. Au lieu d'exécuter avec ces fonds le Pacte national, on a préféré acheter les principaux responsables touaregs et les notables touaregs qui devaient faire le jeu de l'État malien.

Le Pacte qui prévoyait un an pour son calendrier d'exécution a largement dépassé tous les délais. Il a été signé en 1992 ; nous sommes en 1995 et rien n'a été fait.

Le mouvement Noir Gandakoye séparatiste et raciste

En mai 1994 à Alger a eu lieu une signature importante entre le gouvernement malien et les mouvements de l'Azawad, les MFUA, Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad, coalition qui regroupe les quatre fronts signataires du Pacte. Le MFUA a donc signé, le 10 mai, un accord qui est en fait le véritable commencement d'exécution du Pacte. Dès que cet accord a été signé il a soulevé un tollé général au niveau de Bamako. L'Union Nationale des Travailleurs du Mali, dans une déclaration du 11 mai, a décidé de s'opposer par tous les moyens à son exécution car cet accord d'Alger avait prévu l'intégration de quelques 300 cadres touaregs dans la fonction publique et dans le secteur parapublic de l'État ainsi que l'intégration de 3 000 combattants, avec des grades d'officiers notamment et la mise en place de structures institutionnelles dans l'Azawad, avec des élections, le retour de l'Administration sur place, etc. Le syndicat des travailleurs s'y est opposé ; le syndicat des élèves et des étudiants ainsi que les partis politiques également ; les mass media se sont déchaînés dans la presse :

"Le Mali a été vendu", "Le Mali a été vendu à la France et aux Arabes par Touaregs interposés", et c'est le moment qu'a choisi le mouvement noir séparatiste et raciste Gandakoye ("Maître du Pays") pour déclencher une lutte armée en s'attaquant à tous ceux qui étaient revenus au Mali à la faveur du Pacte national, pour les massacrer. Cette milice noire, composée de soi-disant déserteurs maliens qui entraînent de jeunes Songays à l'action subversive et au terrorisme urbain, donne la chasse aux Touaregs avec les moyens de l'État malien - lynchages à Bamako en août 94, saccages de domiciles touaregs, y compris de hauts fonctionnaires touaregs de l'État malien, qui n'ont jamais inquiété le Mali et qui ont toujours prouvé leur loyauté vis à vis de l'État malien. Le chef militaire de cette milice est le capitaine Abdoulaye Maïga, qui est un officier de l'armée malienne. Avec la compagnie qu'il dirige dans la région de Mopti, il a ramassé le matériel militaire qui était sous sa responsabilité, l'a chargé dans des 4x4 et a organisé plusieurs opérations. Pour sa première opération, il a massacré 22 personnes entre Gao et Ensengo : à bord de pinasses, sortes de petites pirogues avec un moteur hors-bord, sur le fleuve Niger, il a massacré tous les Touaregs qui venaient prendre de l'eau ; puis il a donné des conférences de presse à Gao, à Bamako, etc. Ensuite on vient nous dire dans la presse malienne que c'est un déserteur ! Au besoin il vient prendre des ordres, des munitions, des hommes dans les casernes maliennes. Des documents ont été trouvés lors d'une opération du Mouvement qui prouvent tout cela.

Les massacres de janvier 1995

L'armée a repris les massacres et les camps de réfugiés n'ont cessé d'enregistrer davantage d'arrivées. C'était en juin 94. La répression n'a pas cessé depuis. Tout récemment, fin janvier 95, à Gossi, des notables touaregs de l'une des tribus qui n'a jamais voulu quitter le Mali malgré les répressions, qui a toujours cru qu'elle

était dans son pays et qu'elle n'était pas concernée par les représailles, les notables donc de cette tribu ont été massacrés. Ce sont les Kel Temouleit de la région de Gossi.

La désinformation, toujours...

Et maintenant que se passe-t-il ? Le gouvernement malien ayant acquis à sa cause plusieurs têtes de mouvements et des notabilités, fait croire à la communauté internationale que la paix est revenue, que s'il y a des actions isolées c'est le fait de mauvais Touaregs, contrairement aux bons Touaregs qui, eux, sont avec le gouvernement malien, pour le Pacte, pour la paix, pour le développement, pour un Mali noir et blanc. C'est ce que le Président malien ne cesse de chanter sur toutes les ondes. Par exemple, à Lille, en France, il a parlé des bons et des mauvais Touaregs, d'extrémistes, de terroristes, d'islamistes touaregs ; alors qu'il y a trois ans, dans le livre blanc publié par le Mali, on parlait de Touaregs mécréants... en trois ans on va d'un extrême à l'autre : de mécréants les Touaregs sont devenus islamistes extrémistes... L'une des contradictions.

Une «démocratie» malienne qui exclut les Touaregs !

D'un côté vous avez les grands media qui, subjugués par la démocratie ou guidés par d'autres intérêts, font le black out total, sur ce qui se passe sur le terrain, parce qu'on leur dit que le Mali est le seul exemple de démocratie réussie. La réalité est que, le tombeur de Moussa Traoré, un officier de l'armée malienne a toujours parlé de la démocratie la main sur le cœur, ce qui a beaucoup plu aux Occidentaux, notamment aux Américains. Et il s'est arrangé pour remettre le pouvoir aux civils, et organiser des élections, que eux considèrent comme démocratiques. Cependant, étant donné que nous n'avons pas été en mesure de nous exprimer lors de ces élections, nous ne les

concevons pas comme des élections démocratiques : tous les Touaregs étaient dehors lorsque les élections présidentielles, législatives et municipales ont eu lieu. Dans les pays où les Touaregs étaient réfugiés les ambassades n'ont pas ouvert de bureaux de votes. Tout ce que je vous dis est vérifiable. Cet ancien officier, le tombeur de Moussa Traoré, a donc pu accéder à l'ancien président Jimmy Carter et un immense réseau de relations internationales lui a été ouvert, dans la grande presse, dans les diverses fondations... Le problème est connu...

Un génocide systématique : l'armée malienne ne fait pas de prisonniers !

De 90 à maintenant, près de 20.000 personnes ont été tuées ; des charniers ont été photographiés ; on a pu lire dans la presse des titres comme "Horreur à la Rwandaise", et c'est une réalité ; plusieurs milliers de disparus... Mais seulement, la différence entre la Bosnie, le Rwanda et ce qui se passe au Mali c'est que, dans les deux premiers cas, il y a des prisonniers ; au Mali, l'armée malienne ne fait pas de prisonniers.

Accès de l'Azawad interdit à la presse internationale

La région de l'Azawad se trouve à l'intérieur de plusieurs frontières. C'est une zone très enclavée. La presse internationale n'a pas accès à cette zone. On peut aisément médiatiser ce qui se passe au Rwanda ; il est extrêmement difficile d'écrire une seule ligne sur ce qui se passe dans l'Azawad. Nous tous, pour accéder à l'extérieur, nous sommes pratiquement bloqués. Nous avons une petite fenêtre par laquelle nous sortons pour atteindre l'extérieur pour faire passer des messages : c'est la Mauritanie. C'est un pays qui n'est pas directement concerné par le conflit. Il a accepté d'accueillir près de 140.000 réfugiés qui sont répartis dans le Sud-Est dans trois camps. Et c'est par là que nous avons l'opportunité de sortir...

C'est de cela qu'il s'agit quand nous parlons de désinformation. D'une part, les massacres se poursuivent et, d'autre part, sur le plan médiatique international, le Mali fait croire à l'opinion internationale que le conflit est résolu, que la paix est revenue, que tout va bien. Il le fait d'autant plus facilement qu'il a souvent avec lui, dans les délégations, des Touaregs. On leur fait faire des émissions à la télévision sur toutes les chaînes internationales pour qu'ils disent qu'il y a effectivement la paix, que tout se passe très bien. Mais la réalité est sur le terrain. Ceux qui veulent savoir ce qu'il en est exactement, sont invités à venir sur le terrain - si un État accepte de les laisser transiter par lui - pour visiter et voir de visu ce qui se passe... il y a des charniers qui ne sont pas encore fermés.

Nous avons réussi à convaincre des parlementaires européens d'aller à Bamako et de demander au gouvernement malien de les emmener visiter le Nord puisqu'il prétend qu'il y a la paix. On leur a donné le nom des gens à contacter, exprès. Sur place, personne n'a voulu les recevoir ; et le gouvernement malien n'a pas voulu les emmener dans le Nord. Ils sont restés une semaine à Bamako puis ils sont rentrés à Bruxelles. Ils ont été édifiés.

L'assassinat par l'armée malienne d'un diplomate suisse trop zélé

Dans cette situation de drame, même les étrangers n'ont pas été épargnés parce qu'ils sont susceptibles, une fois sortis du Mali, de porter un témoignage. C'est ainsi que, le 4 octobre dernier, Jean-Claude Berbérat, diplomate suisse à Bamako, en mission dans les régions concernées, a été froidement abattu à Niafunké par l'armée malienne. Il avait insisté pour aller voir dans le Nord un village touareg, un exemple de réussite de sédentarisation dans le cadre d'un projet financé par la coopération suisse. Il tenait à se rendre sur le site de ce village qui avait été rasé un mois auparavant par l'armée. Il a été supprimé ainsi que deux Touaregs et l'un

des Peuls qui l'accompagnaient. Le deuxième Peul a pu s'enfuir et donner le nom des responsables de cet assassinat. C'est maintenant l'objet d'une partie de bras de fer entre le gouvernement suisse et le gouvernement malien pour que ce dernier arrête et juge les officiers coupables de cette exécution.

QUESTIONS

Y a-t-il un mouvement touareg arabo-islamiste ?

- **Ouzzin Aherdan** : *On nous parle d'un mouvement islamique qui démarre... Actuellement, avec tout ce qui se passe au niveau de l'intégrisme, nous pouvons constater qu'il y a une animosité latente de tout l'Occident contre tout ce qui est islamique. Les media manipulent l'opinion, ils branchent toute une marge de la population occidentale contre vous.*

- **Olivier Fougerat** : *Pour n'en citer qu'un, le "Figaro" du 2 décembre dernier titrait : "Les rebelles sont de moins en moins Touaregs et de plus en plus islamistes". Premier point, peut-on honnêtement qualifier de "rebelles" des gens qui sont chez eux depuis au moins 5.000 ans ? Deuxième point, que penser d'un journaliste qui prétend froidement que "les Touaregs sont devenus des Arabes et, plus grave encore, les autonomistes sont désormais des islamistes". Après les avoir oubliés, la presse poignarde les Touaregs dans le dos !*

- **Habaye** : Cela participe de la désinformation véhiculée par les autorités maliennes qui font porter l'étiquette intégriste à l'un des fronts de l'Azawad qui a choisi pour sigle : Front Islamique Arabe de l'Azawad, (l'une des quatre factions qui ont signé le Pacte national) ; désinformation qui a été reprise à leur compte par certains media qui n'ont pas pris la peine de vérifier leurs sources. Le FIAA regroupe la composante maure de l'Azawad qui a créé ce front pour essayer d'attirer les aides des pays arabes en mettant la particule "islamique" pour les pays à tendan-

ce islamique, et la particule "arabe" pour ceux qui revendiquent l'arabité. C'est une stratégie très courte et, malheureusement, ce qu'ils recherchaient ne s'est pas produit. Les pays arabes ont d'autres problèmes et ils sont trop loin de la question. Quant à l'Azawad, c'est un pays touareg, il le restera. Personne ne passera par le truchement de telle ou telle religion pour nous "monter dessus".

La Libye ne joue aucun rôle

- **Ouzzin** : *Est-ce que la Libye joue un rôle direct sur certains mouvements ?*

- **Habaye** : Non. C'est encore un problème d'information. Beaucoup de jeunes Touaregs ont servi dans la Légion Islamique dans le passé ; on a voulu dire à un moment que c'était la Libye qui fournissait en armes la résistance et finalement tout le monde est convaincu que la Libye ne fournit rien, d'ailleurs la Libye ne pourrait plus rien fournir même si elle le voulait. Aucun État, en fait, n'exerce une influence directe. Les États qui s'intéressent à la question s'y intéressent par une approche sécuritaire. Au niveau de l'Algérie, ce n'est même pas le ministère des affaires étrangères qui traite la question, c'est la sécurité militaire ; ce n'est une approche ni politique, ni idéologique. Elle étouffe la question touarègue et la considère comme un problème de sécurité à ses frontières. Cela arrange très bien le Mali, qui ne voudra jamais que l'Algérie soit dessaisie de cette médiation.

L'appel de l'association ARVRA

- **Ouzzin** : *Vous êtes militant, membre de l'Association des Réfugiés Victimes de la Répression de l'Azawad (ARVRA), dont le siège est à Nouakchott. Des dizaines de milliers de Touaregs sont réfugiés dans des camps où ils vivent dans une situation des plus précaires ; vous vous êtes mobilisés pour essayer d'apporter une aide à ces réfugiés. Pouvez-vous nous parler des tenants et des aboutissants de cette association ?*

- **Habaye** : L'Association des Réfugiés et

Victimes de la Répression de l'Azawad est née de l'idée que, depuis le soulèvement en 1990, la société civile au nom de laquelle justement le soulèvement a eu lieu se trouvait dépassée et marginalisée par des querelles politiciennes. L'idée de la création de cette association est née du souci de faire en sorte que la société civile touarègue de l'Azawad, et même en dehors de l'Azawad, soit effectivement représentée dans une question qui, au demeurant, la concerne en premier lieu. Il faut qu'elle se fasse entendre, qu'elle participe effectivement aux questions fondamentales qui la concernent ; ce sont les motifs qui ont présidé à la naissance de l'association. L'association vise essentiellement la promotion et la défense des intérêts des réfugiés touaregs où qu'ils se trouvent. Elle revendique :

1/ la mise en place de la commission internationale indépendante d'enquête prévue par le Pacte national, pour faire la lumière sur tous les massacres qui ont eu lieu et traduire les responsables de ces massacres devant les tribunaux pour crimes contre l'humanité, parce qu'en fait il ne peut pas y avoir deux poids et deux mesures. Ce qui s'est passé au Mali c'est exactement ce qui s'est passé au Rwanda : il y a peut-être 500.000 victimes au Rwanda alors que dans l'Azawad il n'y en a que 50.000, mais la mort d'une personne égale la mort de 50.000 personnes !

2/ Nous exigeons également la constitution d'une zone humanitaire exclusive dans le Nord, à l'instar du Kurdistan qui a été placé directement sous la tutelle des Nations Unies, encadrée par des forces neutres, des observateurs neutres ;

3/ le déploiement d'une force d'interposition avec des observateurs neutres dans la région ;

4/ des garanties internationales pour le respect des accords conclus.

Ce sont les quatre points sur lesquels l'association axe sa sensibilisation, l'information dont elle exige l'application. Donc, dans l'immédiat, nous lançons un vif appel à vous tous, à tous les hommes

épris de paix et de justice, à tous les démocrates, pour que l'irréparable ne se produise pas. Compte-tenu de la vulnérabilité des civils dans les conflits armés, des mesures spéciales destinées à protéger les femmes, les enfants et les personnes âgées, ainsi que des initiatives nouvelles visant à sauver des vies humaines s'imposent de toute urgence.

Que peuvent faire les associations et les media ?

Il s'agit, au nom de la vie et de la dignité humaine, pour vos associations :

1/ de braquer le regard de l'opinion publique mondiale sur les États malien et nigérien coupables de violations massives de droits de l'homme. L'argument de la raison d'État et de l'attribut de la souveraineté, ainsi que la crainte de l'ingérence dans les affaires intérieures, ne résistent pas toujours devant l'agression de l'opinion publique ou de l'impératif moral qu'impose le respect des Droits de l'Homme ;

2/ d'adresser des protestations aux gouvernements malien et nigérien pour exiger la cessation immédiate des massacres des populations civiles innocentes et que soit mis fin au génocide dont sont victimes les Touaregs ;

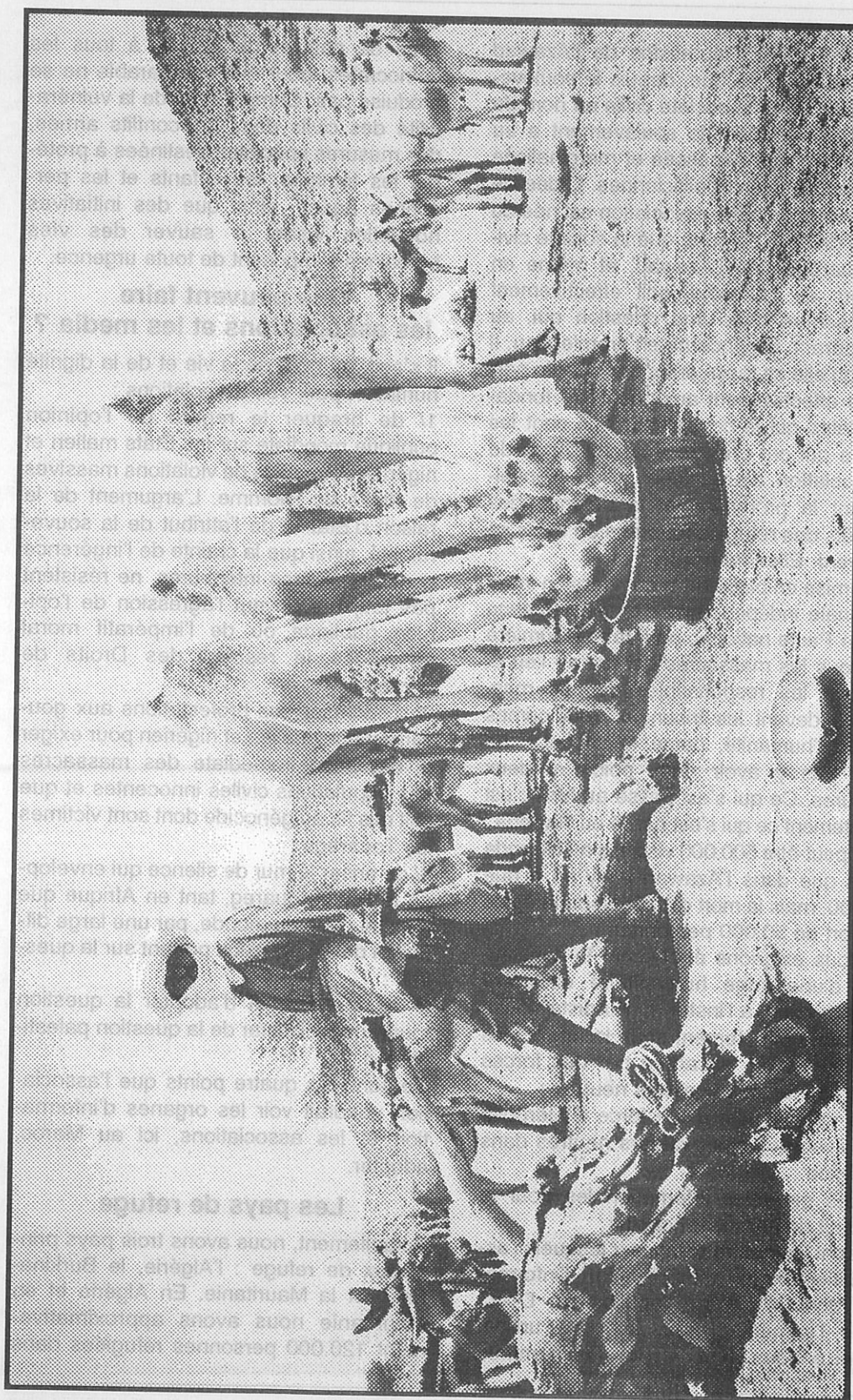
3/ de briser le mur de silence qui enveloppe le conflit touareg, tant en Afrique que dans le reste du monde, par une large diffusion de l'information portant sur la question ;

4/ de favoriser et d'adopter la question touarègue à l'instar de la question palestinienne.

Ce sont ces quatre points que l'association voudrait voir les organes d'information et les associations, ici au Maroc, adopter.

Les pays de refuge

Actuellement, nous avons trois pays principaux de refuge : l'Algérie, le Burkina-Faso et la Mauritanie. En Algérie et en Mauritanie nous avons approximativement 120.000 personnes réfugiées dans



© Photo Alain Kazhierakis, 44 rue Renkin, B-1030 Bruxelles. Tél. 32 (0)2 / 215 48 47 - Tous droits réservés.

chacun de ces deux pays. Au Burkina-Faso nous avons à peu près 60.000 personnes ; ce sont les principaux États de refuge. Il en existe d'autres : par exemple l'Arabie séoudite où il y a à peu près 20.000 personnes ; la Libye avec, disons, dans les 70 à 80.000 ; le Niger : les Touaregs de l'Azawad, donc du Nord du Mali, pour fuir les représailles de l'armée malienne vont se réfugier au Niger où il y a également un problème touareg, ce qui est paradoxal... Il y en a en Côte-d'Ivoire, au Nigéria, au Sénégal, au Maroc...

La population touarègue du Mali a diminué de 80 % en 35 ans

Avant le soulèvement, la natalité était nulle chez les Touaregs ; les gens ne se mariaient plus, les femmes ne faisaient plus d'enfants... Depuis deux ou trois ans, la natalité a repris dans les camps de réfugiés à un rythme normal. Sur les deux dernières années nous avons enregistré 5 000 naissances, ce qui est formidable. À l'indépendance, en 1960, nous étions un peu plus de deux millions, rien que dans l'Azawad. Or, au dernier recensement, le Mali avance le chiffre de 400.000. Pour un pays qui est confronté à un problème de croissance démographique galopante c'est une question troublante. Un taux de croissance démographique de 3 à 7/1000, alors que dans une partie du territoire la population diminue ! Tout cela échappe aux observateurs extérieurs qui ne sont pas bien avertis.

Les aides aux réfugiés...

- **Ouzzin** : *Qui s'occupe de la nourriture dans les camps ?*

- **Habaye** : Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. C'est Genève directement, par une antenne locale... C'est satisfaisant ; je ne parle pas des petites coupes insignifiantes. Peut-être sont-elles significatives, mais elles ne lèsent pas les rations des réfugiés. Certains pays font des actions directes ; nous regrettons que des pays comme le Maroc ne participent pas à ce genre d'action. Cela aurait été

bien que votre pays intervienne... L'Arabie Saoudite est bien intervenue directement, tout en donnant au HCR sa quote-part...

... et les aides détournées par le Mali

- **Habaye** : Cela fait trente ans que le Mali est indépendant ; toutes les tentatives d'intégration ont été vaines, même l'assimilation ne nous a pas été permise. Tout concourait à ce que nous disparaissions. Les sécheresses ont été utilisées sournoisement comme une arme politique redoutable : le gouvernement malien a lancé des appels à l'aide à la communauté internationale parce que les Touaregs étaient en train de mourir de faim. L'aide est arrivée, elle a été stockée à Bamako, elle a été détournée. Avec cette aide on a construit les villas qu'on appelle actuellement "les villas de la sécheresse". Des Touaregs sont morts de faim. Ceux qui ont réussi à survivre sont ceux qui sont partis en Algérie, en Libye, au Maroc, en Mauritanie, en Côte-d'Ivoire, au Nigéria... En plus de l'extrême indigence, l'extrême pauvreté, la sécheresse, il y a l'action de l'homme, c'est à dire les massacres, les représailles.

L'assimilation

Au Nord c'est totalement différent ; peut-être veut-on assimiler les Touaregs, en tous cas ils ne meurent pas de faim en Algérie ni en Libye. Pour le moment seuls le Niger et le Mali constituent les pays phares. Le Burkina n'est pas cité comme élément ennemi par les Touaregs : il a accueilli près de 60.000 réfugiés touaregs, alors qu'il a déjà sa propre communauté touarègue - environ 50.000 personnes - plus ou moins assimilée, c'est à dire que les enfants vont à l'école, les cadres accèdent à certains postes de responsabilité (niveau directeur de société, directeur de département, etc.) certains Touaregs accèdent aux fonctions militaires, ce qui nous est interdit au Mali où, à aucun moment, nous n'avons pu avoir accès à l'armée malienne sauf en tant

qu'hommes de troupe, gardes, ou peut-être dans la police au niveau subalterne.

- **Ouzzin** : *Pour regrouper tout le monde amazigh nous avons pensé créer une association internationale, AIT, qui réunirait en son sein vos propres représentants, les nôtres, ceux de Kabylie, de Libye, etc. pour pouvoir éventuellement agir ensemble au niveau international. Qu'en pensez-vous ?*

- **Habaye** : Je pense que le monde est en train d'évoluer positivement sur des bases plus saines, et que des peuples comme les nôtres peuvent espérer. La déclaration du Roi, dans le sens d'une reconnaissance de la langue tamazight, pour son enseignement entre autres, est une bonne chose. Aussi, ce que doit faire AIT c'est saisir cette opportunité de développer tiffinagh qui doit servir de base à l'enseignement de tamazight. Et AIT ne doit pas être perçue comme un instrument de velléité politique ; elle doit simplement être perçue comme un instrument de défense et de promotion d'une culture qui a existé, qui existe et qui devrait continuer à exister, qui a ses ramifications dans toute l'Afrique et même au-delà de l'Afrique - parce que dans tout ce que vous faites dans la revue TIFINAGH on se rend compte que vous avez dépassé les frontières de l'Afrique... Je ne vois pas pourquoi quelqu'un devrait me suspecter parce que, moi, Touareg amazigh de l'Azawad, je m'allie à Ouzzin du Moyen Atlas, pour dire que nous sommes UN. Je pense que ça ne fait que renforcer la fraternité universelle. AIT n'est une menace pour personne, donc, pourquoi ne pas s'associer dans AIT ?

Du territoire libre... ... à l'État-prison ?

- **Olivier** : *N'y a-t-il pas moyen d'éviter cette notion d'État-nation qui est par ailleurs actuellement remise en question dans le monde et qui est contraire à ce principe de liberté que vous avez eue historiquement : des hommes libres sur un territoire... ?*

- **Habaye** : Cette liberté, telle qu'elle était conçue, connue et pratiquée des millénaires durant, n'est plus possible dans l'environnement international actuel. Certains nous accusent de ne pas respecter les frontières. Or, notre territoire ayant été morcelé entre cinq pays, nous ne violons pas de frontières : nous circulons sur notre territoire. Un Touareg qui circule de Tombouctou jusqu'à Ghat et Ghadamès en Libye ne considère pas avoir violé de frontière : il a circulé sur son propre territoire. On n'a jamais vu un Touareg violer la frontière de la Belgique ou de la France... Contrairement aux Maliens, les Touaregs n'ont jamais été refoulés d'un quelconque pays sauf de leur propre territoire. Quand on me dit que les Algériens refoulent des Touaregs sur le Mali c'est ridicule, on refoule les Touaregs de chez eux à chez eux, comme les Libyens qui renvoient des Touaregs au Mali... Le problème est à ce niveau...

L'O.U.A.

et l'intangibilité des frontières

Quant à l'OUA, ce n'est rien qu'un club de chefs d'États qui cherchent à garder leur pouvoir personnel ; c'est pourquoi ce fameux principe de l'intangibilité des frontières a été mis en place, ce qui est regrettable, et tant que ce principe est là l'organisation ne peut avoir aucune crédibilité. Tant que ce principe d'intangibilité des frontières existera il continuera à drainer des conflits. Il y a le Libéria, c'est un drame, la Sierra Leone, un autre drame, parce qu'on a découpé des peuples pour en attribuer des morceaux par-ci par-là. Au Soudan les Djinka noirs du Sud sont en train de se faire massacrer par les Blancs du Nord, alors qu'il pourraient être soit constitués en entité autonome, soit rejoindre le bloc homogène de l'Afrique de l'Est. On peut refaire la carte de l'Afrique de façon à homogénéiser les blocs. C'est peut-être un rêve, une utopie, mais il n'y a pas d'autre solution.

- **Ahmed Bouskoul** : *Alors vous préconi-*

sez une guerre totale au niveau de l'Afrique ; si vous touchez aux frontières vous touchez aux États : c'est l'élément constitutif et fondamental des États.

- Habaye : Je ne préconise aucune guerre. Les Touaregs sont en train de toucher aux frontières, mais les Soudanais sont également en train de toucher aux frontières, au Libéria aussi ils sont en train de toucher aux frontières... Et quand tout le monde aura fini de toucher aux frontières, c'est à ce moment qu'on se rendra compte qu'il faut faire un Berlin en Afrique pour refaire la carte. Pourquoi ne pas le faire maintenant que beaucoup de sang n'a pas encore été versé... Il y a en Afrique des points chauds qui sont similaires au cas des Touaregs : c'est toute la frange, la bande que j'appelle la bande d'union ou la bande de cassure entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, c'est par exemple le cas de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Tchad, du Soudan... Et c'est là la bêtise de ce fameux principe de l'OUA de l'intangibilité des frontières. Qu'on ne se méprenne pas, c'est un principe qui a été taillé à la mesure de chefs d'États qui veulent garder leur pouvoir personnel. L'OUA, si elle veut être crédible, doit amender justement l'article qui consacre l'intangibilité des frontières et refaire les frontières africaines de façon à harmoniser les rapports entre les communautés de base au sein d'un même ensemble. Et de façon encore plus globale, c'est la question : faut-il garder le nomadisme ou bien faut-il sédentariser les Touaregs ?

Nomades ou sédentaires ?

- Olivier : La base de tout État-nation c'est la sédentarisation. Les États-nations n'aiment pas les nomades. Voyez le sort des Roms en France...

- Habaye : Les Touaregs ne sont pas des nomades purs... Ils sont éleveurs-pasteurs. Ceux qui n'ont pas de troupeaux sont sédentarisés déjà, depuis même la colonisation. Et même quand un Touareg a des animaux, en fait il tourne autour de certains pâturages. Pour éviter de sur-

charger les pâturages, il change, pour aller sur un autre pâturage, puis il revient... Il a une aire qu'il ne quitte pas. Pour ses besoins il lève des caravanes de longue distance ; il apporte du sucre, le sel du Nord, etc. Tout ce système a été complètement bouleversé, ce qui a fragilisé le système et créé une situation d'insécurité pour le Touareg sur sa propre terre. Rien n'a été fait pour remédier à cette situation ; au contraire, tout a été mis en œuvre pour que la situation se détériore. Et avec ce qui se passe au Mali et au Niger en ce moment on est en train de vider le territoire de ses habitants.

Une autre façon de spolier la terre des Touaregs

Tout récemment aussi, un nouveau phénomène s'est produit. Il s'est déjà produit sous d'autres cieux, aux États-Unis et au Canada avec les Indiens, en Australie avec les Aborigènes... c'est le phénomène foncier. Les Touaregs sont propriétaires terriens. En octobre dernier, une loi nationale a été votée qui fixe le barème du mètre carré de terrain sur toute l'étendue de la République du Mali dans le Sud à 1000 Francs CFA (10 FF environ), et dans le Nord (l'Azawad) à moins de 50 centimes le mètre carré. On a attendu que tous les Touaregs soient dehors pour publier cette loi qui permet maintenant aux Maliens d'acquérir nos terrains à vil prix. Cette loi est prévue pour une durée de trois ans, et malgré toutes nos démarches nous sommes convaincus maintenant que les réfugiés ne pourront pas rentrer chez eux avant ce délai ; le temps de donner aux Maliens qui veulent acquérir nos terres la possibilité de les acheter. Le jour où on pourra revenir on nous dira : "vous étiez absents, il y a eu toutes les procédures, les enquêtes commodo/incommodo, vous n'étiez pas là, etc." C'est également cela la désinformation dont j'ai parlé. La communauté internationale est piégée par cette désinformation, parce qu'elle ne peut pas se rendre compte de ce qui se passe.

Nos traditions ne nous prédisposent pas à lancer des cris de détresse, mais on ne peut pas garder le silence, vous non plus, ni les humanistes. Donc aujourd'hui, au niveau de notre association, nos préoccupations, notre action à court terme, c'est d'essayer de lever le voile sur ce qui se passe sur le terrain.

Se faire entendre par la communauté internationale...

Nous parlons au nom de ces populations, et au nom des réfugiés. Il faudrait que la communauté internationale se ressaisisse. À un certain moment on a mis un petit éclair sur la question et puis tout d'un coup on a fermé la lumière. Et depuis qu'on a fermé la lumière c'est le massacre systématique. Même les arbres... on tire sur les arbres. Les chameaux n'en parlons pas parce qu'on dit que le chameau c'est le 4x4 du Touareg. Quand une patrouille de l'armée malienne traverse un pâturage et trouve des chameaux, elle les massacre systématiquement à l'arme lourde. Ne parlons pas des personnes. On tire à vue... Nous ne pouvons pas faire de stratégie à moyen et long terme en raison de la faiblesse, voire même de l'inexistence des moyens, mais à court terme il y a des actions. Par exemple, par toutes les actions que nous menons nous visons toujours à isoler diplomatiquement le Mali pour que les subsides qui lui viennent de l'extérieur soient coupés. Ainsi, au lieu de pratiquer une politique d'autruche, s'il y a un accord, le Mali l'exécutera sérieusement, sachant qu'il n'aura pas un sou tant qu'il n'aura pas respecté ses engagements.

... et obtenir une commission d'enquête

Il ne peut y avoir de paix tant que certaines conditions n'auront pas été satisfaites. Tout d'abord nous soutenons que rien ne peut être envisagé tant qu'une commission internationale d'enquête n'aura pas été mise en place et que les criminels de guerre n'auront pas été arrêtés et jugés ; et rien ne peut se faire tant

qu'une libre administration n'est pas accordée au peuple touareg.

- **Ouzzin:** *Quels sont les outils juridiques pour arriver à une commission d'enquête?*

- **Habaye :** La commission d'enquête est prévue dans le Pacte mais elle n'a pas vu le jour. Formellement je suis président de cette commission d'enquête pour la partie Azawad. Nous sommes cinq du côté Azawad, cinq du côté malien et cinq experts internationaux. Malheureusement les cinq experts internationaux qui ont été contactés ont décliné l'offre, parce que tout simplement ils craignaient la mauvaise foi aussi bien des Algériens que des Maliens. Aucun expert ne voulait s'embarquer dans une enquête qui n'aboutirait pas à quelque chose : ils craignaient pour leur crédibilité à venir. Et le Mali tenait à ce qu'elle n'ait pas lieu parce que l'ancien président du Mali devra être appelé dans le cadre de cette enquête. Et c'est pourquoi ils ont voté une loi d'amnistie rétroactive de 1968 à 1992. Ce sont les officiers de l'armée qui sont concernés, et on ne peut pas juger des officiers de l'armée. La France appuie malheureusement cette thèse : si on touche aux officiers c'est la démocratie qui va être mise en danger... Pourquoi mettre l'expérience démocratique en danger ? Parce qu'on a tué. Cette position de la France est regrettable. Même si une seule personne est morte, quelqu'un doit passer en jugement.

La seule arme qui reste : l'éducation

Une autre de nos stratégies c'est l'éducation. On nous appelle peut-être des minorités mais je ne suis pas d'accord avec ce terme. Certes, quelque part nous sommes minorisés, mais en fait nous sommes chez nous, alors minoritaires par rapport à qui ? J'ai toujours dit qu'il y a trois façons pour les minorités de s'en sortir : soit militairement, soit économiquement, soit par l'éducation. Or, militairement nous ne représentons pas grand chose d'autre que notre seul courage, notre seule inconscience face au danger. Économi-

quement, rien. Maintenant, notre seule force c'est l'éducation, la formation, et c'est pour cela qu'à notre niveau nous voulons accentuer d'abord notre action sur la sensibilisation, installer dans les camps de réfugiés des écoles, ouvrir l'éducation largement : nous avons toujours rejeté l'école française parce qu'elle était porteuse d'une civilisation, d'une culture ; c'était cela qui était refusé, pas l'école en tant que telle. Maintenant, dans les camps de réfugiés, les gens acceptent l'école. Au bout de deux ou trois générations il faudrait que tous les Touaregs soient alphabétisés, que tous les Touaregs soient devenus des cadres, des intellectuels. C'est comme les Arméniens : ils ont axé leur stratégie sur l'éducation.

Pourquoi l'ONU demande un referendum pour les Sahraouis et pas pour les Touaregs ?!

- **Ouzzin** : *Depuis 1975 le Maroc est soumis au même problème mais là, les instances internationales sont entrées dans le jeu. Nous ne comprenons pas très bien pourquoi ce processus de referendum qui se fait chez nous ne pourrait pas se faire à côté... ?*

- **Habaye** : C'est une question qui mérite d'être posée : pourquoi fait-on du bruit autour de l'autodétermination des Sahraouis et ignore-t-on totalement l'autodétermination des Touaregs ? C'est pourtant la même logique ! Si tout simplement nous n'avons pas fait tant de bruit au niveau de la communauté internationale c'est parce que nous ne sommes pas appuyés par un État. C'est parce qu'il y a un État derrière le Polisario qu'il y a eu l'aval des puissances étrangères... Les Sahraouis sont composés de tribus comme les Touaregs... Le problème touareg doit s'internationaliser et, qu'on le veuille ou non, la question de l'Azawad, bien que beaucoup d'États agissent dans le sens contraire, est en train de devenir une question internationale - le point de départ de cette internationalisation étant

l'audition de Bruxelles du 19 décembre 1994. C'est une étape importante, à partir du moment où le problème de l'Azawad figure dans les casiers du Parlement Européen, au même titre que les problèmes de la Bosnie, de la Tchétchénie, de la Somalie, etc.

A défaut de la France c'est l'Europe qui nous écoute

- **Ouzzin** : *Il a été envisagé d'internationaliser le problème devant la cour de justice de La Haye, mais comme pour l'OUA, il faut être avalisé par un État membre...*

- **Habaye** : Nous avons adressé des correspondances à l'OUA mais nous n'avons pas eu de réaction. Nous avons envoyé des plaintes à la Commission des Droits de l'Homme de l'OUA : rien. Nous avons adressé des plaintes au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme à Genève et nous avons déjà reçu la réponse. Tant que le problème n'est pas adopté au niveau des Nations Unies c'est la procédure confidentielle qui est déclenchée. Une fois qu'il est adopté, c'est la procédure publique. Et je pense que si on lutte énormément et si on est soutenu par toutes les associations, par le système des pétitions par exemple, un jour ou l'autre le problème va forcément être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Déjà, le Secrétaire Général des Nations Unies a été amené à parler de la question touarègue lors d'une interview sur CNN, au mois de décembre dernier. Je pense qu'avec ce qui se passe en Europe c'est déjà beaucoup. Des parlements se sont saisis de la question ; les Belges, les Italiens, les Luxembourgeois, les Néerlandais, tous se sont mis sur la question maintenant et ils foncent, ils acculent leur homologue français à réfléchir profondément à la question.

- **Omar Louzi** : *En ce qui concerne la Communauté Européenne, je pense qu'il faut porter tous nos efforts sur les nouveaux pays qui viennent d'adhérer à l'Europe : la Suède, la Norvège ; ce sont*

des peuples très sensibles aux droits de l'homme...

- **Habaye** : Ils sont très réceptifs ; ils m'envoient tout ce qu'ils font...

Un exemple de manipulation

Que plusieurs Touaregs parlent au nom des Touaregs ne me dérange pas, je trouve cela très bien ; il fut un temps où personne, où aucun Touareg ne parlait des Touaregs... C'est déjà une évolution pour moi... Et j'ai vu à Vienne, pour les seuls États-Unis, pas moins de 300 organisations indiennes ; et elles n'avaient pas toutes les mêmes points de vue... Par contre, ce qui est assez choquant c'est qu'il y ait des Touaregs qui viennent pour défendre les thèses maliennes... et là je ne vois pas ce qu'ils viennent faire aux Nations Unies dans le cadre des populations autochtones. Il faut que les gens qui gèrent ce genre de choses réfléchissent un peu : quelqu'un qui vient défendre les thèses d'un État n'a rien à faire dans le cadre des forums des populations autochtones. Un fonctionnaire au ministère de l'intérieur à Bamako qui vient représenter les Touaregs ? C'est une aberration !

Sensibiliser l'opinion publique...

- **Ahmed** : *Il faut agir au niveau des organisations humanitaires et des droits de l'homme, particulièrement en ce qui concerne les pays occidentaux qui soutiennent les États responsables de ce génocide, de manière à ce qu'on fasse pression sur ces États, à ce qu'on conditionne les crédits et l'assistance qu'on leur apporte, parce que, aujourd'hui, le terme de "droits de l'homme" va même plus loin : on peut s'ingérer dans les affaires intérieures d'un État simplement quand les droits de l'homme y sont violés, quand il y a un génocide. Donc sur ce plan là il y a effectivement toute une campagne à faire, particulièrement dans les pays occidentaux, notamment en France, parce que la France a sa part de responsabilité à*

cause de ce découpage des frontières...

- **Habaye** : Je pense qu'il faudrait que tout le monde s'investisse à créer des opinions publiques en Afrique. L'opinion publique en Afrique n'existe pas, que ce soit en Afrique du Nord ou du Sud. Les peuples sont plus préoccupés par les contingences matérielles quotidiennes, la survie, que par ce qui se passe chez les voisins.

- **Ahmed** : *Nous avons des États indifférents à l'opinion. Tandis qu'ailleurs, au nom de la démocratie, l'opinion joue un rôle moteur fondamental. C'est une force déterminante...*

La prouesse d'être là, devant vous...

- **Habaye** : J'apporte une précision à ce sujet : face à tous ces drames, lors de la conférence de Vienne sur les Droits de l'Homme, le Secrétaire Général de la conférence a précisé dans le forum des ONG que, lorsqu'un État membre de l'ONU exerce de telles exactions, perpétue de tels massacres, les populations concernées sont automatiquement en droit de demander l'autodétermination. Donc, aujourd'hui, avant même toute revendication des fronts, le droit à l'autodétermination est devenu automatique pour les Touaregs. Les textes de l'ONU sont très clairs. Mais puisque c'est une seule voix, ou deux, ou trois, qui essaient de se faire entendre, qu'il n'y a aucun groupe de pression, aucun lobby qui essaye d'imposer cela au niveau des Nations Unies, la situation ne peut pas évoluer. Nous sommes peut-être deux ou trois à assister à ces forums. C'est une prouesse déjà pour le nomade touareg que je suis, qui vient du fond du Sahara, d'arriver à Vienne et de faire passer le message. C'est une prouesse aujourd'hui même d'être devant vous et d'arriver à vous dire ce qui se passe. Ce n'est pas évident... Nous avons tous les problèmes du monde !» □

Dossier réalisé par Tasmount.

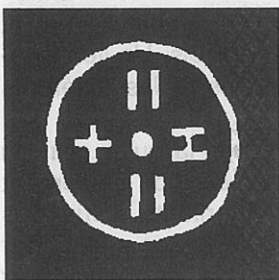
TAMAZGHA, OU L'ÉTERNELLE RECHERCHE DE L'IDÉAL

Un entretien entre Serge Makhamad et Ouzzin Aherdan

TOUAREG

Le Sahara, territoire incontesté des Touaregs pendant plus de cinq mille ans, a été un beau jour conquis militairement et dépecé par la France qui en a attribué les morceaux à ses colonies riveraines. Un Touareg n'a plus aujourd'hui le droit de se réclamer Touareg libre et indépendant : on l'a fait Algérien, Malien, Nigérien ou autre, sans lui demander son avis et sans lui accorder les mêmes droits que les citoyens de ces États. Par là, il est l'objet d'un génocide depuis plusieurs années, dans le silence général...

Nous reproduisons ci-après un entretien à bâtons rompus entre Serge Makhamad, combattant amazigh originaire du «Niger», et Ouzzin Aherdan, directeur de notre revue.



Rupestre du Tassili.

- **Ouzzin Aherdan** : Makhamad, tu es amazigh militant, né au Niger. Peux-tu nous parler en quelques mots de ton enfance et de ton parcours jusqu'à nos jours ?

- **Serge Makhamad** : Je suis né dans le désert nigérien, puisqu'il faut parler maintenant d'un pays, d'un État-nation fabriqué de toutes pièces dans les années 57. J'ai reçu une double éducation : l'éducation tamazight de par ma propre mère, comme cela se concevait à l'époque, et l'éducation occidentale à travers l'école française, avec le circuit normal : école primaire, puis lycée avec un début de prise de conscience de ce qu'était la France et un refus total de ce qui s'était passé chez nous depuis 1890, c'est-à-dire depuis que nous avons cédé notre territoire aux Français... Mon combat ne date pas d'aujourd'hui ; il date de plusieurs siècles ; il date déjà de l'arrivée des Arabes en Afrique du Nord, et s'est poursuivi lors de la conquête française. C'est une résistance dominée par une prise de conscience de ce qui se passe au Niger ou au Mali comme dans le reste de Tamazgha, de toute l'Afrique du Nord.

- **O.A.** : Lors d'une précédente discussion, tu m'as parlé d'une université, la première qui aurait existé au niveau mondial, et cela depuis l'aube de l'histoire... Existe-t-elle encore aujourd'hui ?

- **S.M.** : Elle existe toujours : elle s'appelle Takerza. C'est un centre situé en plein désert. Nos grands parents ont tout accepté de la colonisation sauf d'ouvrir ses portes aux étrangers, aux Français comme actuellement à l'État nigérien, qui lui non plus n'est pas au courant de ce qui se trouve à l'intérieur. C'est une source d'information extraordinaire sur Tamazgha.

- **O.A.** : Quelles étaient les disciplines qui y étaient enseignées ?

- **S.M.** : Des étudiants du monde entier y venaient. Des Égyptiens venaient s'y instruire au même titre que des Juifs... Car

de nombreux textes sont écrits en hébreu. C'est également un grand centre d'astronomie.

- **O.A.** : Venons-en au vif du sujet : vous avez je crois des mouvements armés qui se battent sur le terrain depuis l'été 1990. Avec cette pression qui pèse terriblement sur les populations du Niger et du Mali, il y a nécessité d'internationaliser le problème, me semble-t-il. Qu'en penses-tu ?

- **S.M.** : C'est clair. Les jeunes qui ont pris les armes et qui sont actuellement dans les montagnes subissent les rayons ardents du soleil, souffrent de la chaleur et du froid, manquent de vivres... N'ayant plus rien à perdre que la vie, ils sont décidés à la perdre pour la liberté, décidés à aller jusqu'au bout. Rien ne les en empêchera. Il n'y a, à mon avis, que deux solutions pour faire aboutir notre cause : les instances internationales avec, au bout, une solution négociée, ou la lutte armée jusqu'à notre indépendance.

- **O.A.** : Nous savons que la France agit actuellement sur le terrain. Qu'en dis-tu ?

- **S.M.** : La France n'a qu'une crainte : c'est que ne soit ouvert le dossier Tamazgha. Elle a baillonné notre peuple, et au-delà du peuple notre culture, une culture unique au monde, universellement ouverte sur les autres. Tamazgha, qui est la cime de notre culture, signifie dans notre langue : «l'éternelle recherche de l'idéal», pas seulement pour soi mais l'idéal pour le monde. La grande crainte de la France est de voir s'ouvrir ce dossier, ayant commis énormément d'erreurs, car l'on peut dire qu'elle est l'unique responsable de ce qui se passe dans le monde Tamazgha.

- **O.A.** : Effectivement le problème amazigh semble déranger l'ancien colonisateur...

- **S.M.** : Le dossier amazigh est une bombe à retardement au niveau du gouvernement français. C'est un dossier brûlant qu'il sera obligé tôt ou tard d'ouvrir, tôt ou tard de reconnaître les erreurs commises vis-à-vis non seulement d'un

peuple mais aussi d'une culture vieille de plusieurs millénaires. Notre culture n'est pas d'hier en effet ! Nous avons une langue, et une écriture tfinagh qui est la plus ancienne écriture du monde... Vouloir détruire tout cela est un crime impardonnable contre un patrimoine mondial de l'humanité.

- **O.A.** : Victimes de la politique des États-nations, vous vous retrouvez aujourd'hui divisés, morcelés, réfugiés un peu partout en Afrique du Nord entre ce que l'on peut appeler le Niger, le Burkina Fasso, le Mali, une petite partie de la Mauritanie et l'Algérie. Il y a des communautés Touareg en Libye, en Arabie Saoudite, comme au Soudan je crois. Un lien existe-t-il entre les réfugiés et les différents groupes armés ?

- **S.M.** : Tu ne soulèves là qu'un pan du problème, car le lien est non seulement utile mais tous ces enfants issus des États-nations créés de toutes pièces par la France refusent de se considérer comme nigériens, maliens ou algériens, et n'ont qu'une idée en tête : récupérer leur territoire ! Le monde amazigh est un monde qui englobe non seulement ces terres mais aussi le Maroc et la Libye, un monde qui s'étale de l'Atlantique à l'Égypte !

- **O.A.** : Une vérité évidente, mais encore ?

- **S.M.** : Ce qui est extraordinaire, c'est que plusieurs siècles de colonisation n'ont pas réussi à tuer notre culture, comme notre langue : il suffit de la tamiser un peu pour s'apercevoir que c'est une seule langue que nous parlons de la Kabylie à l'Atlas et de l'Atlas à l'Aïr...

- **O.A.** : Tout cela est clair. Je suppose qu'il y a des actions à mener, dont, entre autres, rappeler à tous ceux qui l'ont oublié que nous sommes une même langue tout autant qu'une même civilisation. A ce sujet, nous avons pensé créer une association à caractère international, l'A.I.T., regroupant tout Tamazgha dans un cadre militant, afin de remettre les pendules à l'heure sur tous les plans.

- **S.M.** : Je crois que nous n'avons aucune autre solution viable qui puisse faire revivre ce qui a été oublié. Nous ne pouvons que militer dans une seule et unique association internationale afin de faire valoir toute notre force.

- **O.A.** : Donc pour vous tous, le fait de lancer l'A.I.T. est une bonne chose ?

- **S.M.** : On ne peut qu'applaudir !

- **O.A.** : Tu sais certainement que depuis le 20 août dernier, après quarante ans d'attente ou, de la part de certains, de répression culturelle, le Roi du Maroc s'est prononcé pour l'enseignement de tamazight dès cette année et à partir du primaire. Le 19 décembre prochain se tiendra à Rabat la deuxième réunion du Conseil National Supérieur de la Culture, pour trancher sur l'avenir de notre langue et de son enseignement. Le problème qui se pose actuellement est le suivant : la transcription de tamazight doit-elle se faire en caractères arabes ou latins ou, comme nous le pensons, en tifinagh ?

- **S.M.** : Je suis pour votre option à 200 %. Je ne vois pas pour quelle raison utiliser des caractères autres que le tifinagh ! Nous savons écrire l'arabe, nous savons utiliser les lettres latines, mais nous avons notre écriture : pourquoi enseigner une culture par le biais d'une autre culture ?

- **O.A.** : Nous avons évoqué les légions islamiques de Libye tout à l'heure. On voit apparaître depuis quelques temps, en milieu touareg ou amazigh, des mouvements armés islamiques et arabes pour la libération de l'Azawad. Cela nous surprend. Qu'en est-il exactement ?

- **S.M.** : Manipulations libyennes d'abord, algériennes ensuite. Ce que je peux te garantir c'est que nos jeunes, armés, qui constituent la base de la rébellion touarègue, n'utilisent pas un seul mot d'arabe. La Libye comme l'Algérie ont tout fait pour mettre à la tête de la rébellion touarègue des Arabes algériens. Cela nous a coûté très cher, par exemple le Pacte du Mali ; heureusement on a assisté à la

mort chimique de ce pacte ! Aujourd'hui nous sommes épurés de toutes ces idées.

- **O.A.** : Nous allons très certainement nous retrouver en Belgique dans quelques jours. Nous voyons que les maillons de la chaîne commencent à se sceller, après nos prises de positions comme cet été à Douarnenez, en Bretagne. De nombreuses associations amazigh venues d'un peu partout durant dix jours ont pu y échanger des idées et établir des liens pour le futur immédiat de toute notre région. Nous avons convenu d'une réunion l'été prochain à Paris pour la préparation du congrès qui aurait lieu en été 1996. Ceci pour internationaliser certains problèmes, dont le vôtre qui est urgent.

- **S.M.** : Le plus important est en effet l'amorce de l'internationalisation du problème touareg. J'ai été personnellement invité à Douarnenez et j'ai refusé d'y assister pour la simple raison que je ne voulais pas jouer la carte de la France. A Douarnenez, on a senti qu'une certaine politique française voulait utiliser des Touareg pour faciliter la politique que mène la France au Mali. C'est uniquement pour cette raison que j'ai refusé, ainsi qu'un autre de mes amis, Hawad. Nous avons été relancés à plusieurs reprises par Caroline Troin, qui était chargée d'organiser cette rencontre. Il n'est plus question de servir de marionnettes ! Les Imazighen sont adultes. Il faudrait que toutes ces instances politiciennes le sachent. À Bruxelles deux rencontres sont prévues, l'une sur le plan culturel et l'autre sur le plan politique. C'est à mon avis l'occasion de tirer la première sonnette d'alarme en ce qui concerne le monde amazigh, qui a été vendu par la politique française, vendu par Kouchner et le ministre de la coopération actuelle qui pensent régler le problème touareg à travers quelques individus. Nous voudrions lancer un grand défi, en prouvant que rien n'a été fait et qu'on cherche

même à détruire notre avenir après notre passé.

- **O.A.** : Ce que tu as dit à propos de Douarnenez est en partie exact, mais pour moi, chaque fois que les Imazighen se rencontrent, j'en suis. Je me suis rendu sur place non pour le festival de cinéma mais pour prendre des contacts. Et nous avons eu l'occasion, là-bas, de dénoncer à plusieurs occasions les agissements de la France. Cela aurait été bien de votre part d'y venir, ne serait-ce que pour nous.

- **S.M.** : Une autre rencontre, qui a eu lieu tout de suite après celle de Douarnenez, fut celle de Boston, aux États-Unis. C'est là qu'on s'aperçoit jusqu'où peuvent aller les Européens, surtout la France, et leurs alliés pour tenter de museler le mouvement amazigh alors qu'il tente de prendre naissance.

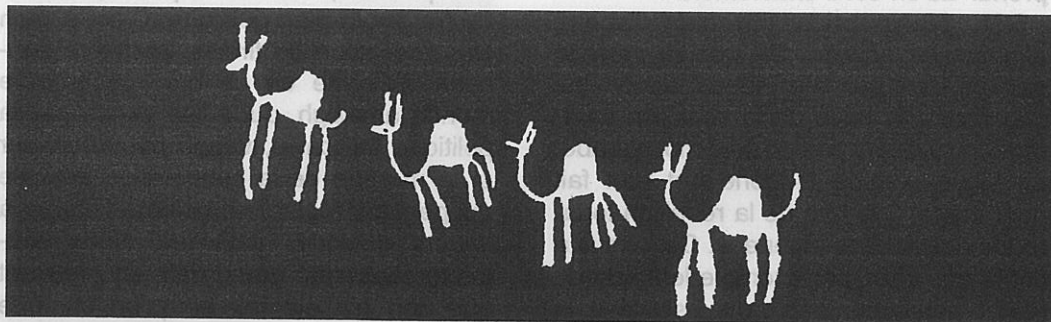
- **O.A.** : En France il y a le problème des Bretons, qui ont les mêmes revendications que les nôtres. Les militants bretons ne veulent pas non plus être enfermés dans l'État-nation qui pour eux est la France... Cet entretien va certainement être lu ici, au Maroc, par un grand nombre de militants : quel message avez-vous à transmettre à vos frères Imazighen ?

- **S.M.** : En quelques mots, il faut qu'ils sachent que nos pères et nos anciens qui sont dans le désert n'ont pas d'autre terme que celui d'Imazighen pour nommer leurs frères qui sont ici. Nous voudrions surtout remercier tous ceux qui ont accepté de se mobiliser pour la prise de conscience et la défense de la culture

tamazight dans le monde. Toi-même, Ouzzin, tu es un pilier de ce combat. Ce n'est pas le fait du hasard si je suis venu te rencontrer. Et, à travers moi, le peuple touareg rend hommage au nom Aherdan pour tout ce que vous faites.

- **O.A.** : Nous manquons de moyens. Mais l'union fait la force, c'est mon principe de base, et c'est dans cet esprit que j'ai lancé la revue Tifinagh : je n'en ai pas fait une revue marocaine mais Nord-Africaine. Elle se trouve aujourd'hui un peu partout dans le monde. Cela s'est fait très rapidement, trop rapidement peut-être ; nous avons été nous-mêmes surpris de la place qu'elle est en train de prendre.

- **S.M.** : Que veux-tu : il y avait une diaspora, un vide, il n'y avait pas de trait d'union et tu es le maillon ou celui qui a réussi à créer ce maillon. On ne peut que continuer à lutter, non seulement pour tenter de faire avancer la cause, mais aussi pour pouvoir informer à travers le monde de ce qui se passe dans le monde amazigh ! J'ai un dernier message, si tu permets, à adresser non aux nôtres d'ici ni à ceux qui sont au Mali ou au Niger mais à nos frères imazighen qui sont en Algérie : j'aimerais qu'ils cessent leurs petites guerres intestines, et qu'ils sachent que ce n'est qu'à travers un seul corps que nous pourrions avancer. Je sais qu'ils sont tous convaincus de la lutte qu'ils mènent pour l'affirmation de leur identité tamazight. Il faudrait que le mouvement «berbère», j'utilise le terme sciemment, réalise enfin sa destinée. □



«La caravane de chameaux», dessin d'enfant touareg - Collection Marceau Gast.

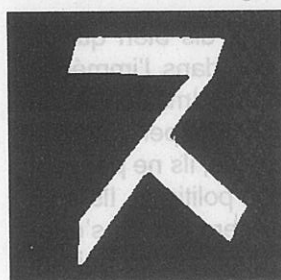
IMAZIGHEN DES CANARIES

Premier colloque maroco-canarien, Agadir, novembre 1994

Une interview réalisée par Omar Louzi

TAMAZGHA

Au cours du Premier Colloque maroco-canarien qui s'est tenu à Agadir fin novembre, Omar Louzi a interviewé Brahim Guarani Louft, professeur de tamazight et d'espagnol à l'Université de Toulouse et militant pour la promotion de la langue et de la culture amazigh. Ce dernier y a fait une intervention sur les similitudes au niveau de la toponymie maroco-canarienne.



G

Omar Louzi : Avez-vous trouvé de nombreuses racines tamazight aux Canaries ?

Brahim Guarani Louft : Nous partageons beaucoup de mots avec les Canaries. À titre d'exemple je cite :

ahimun.....	aman(eau)
aquran.....	ameqwrar (grand)
tagururt.....	tagrurt (assemblée)
tamettuth.....	tamettut (femme)
talaya.....	tala (source)
if.....	ilef (sanglier)
tumasin.....	tumzin (orge)
Agad.....	tagat (chèvre)
till.....	arbre

En touarègue, c'est l'arbre qui donne de l'ombre... Il y a donc de nombreux points lexicaux en commun.

O.L. : Ce langage est-il encore utilisé aujourd'hui aux Canaries, ou n'existe-t-il que dans les livres et les dictionnaires ?

B.G.L. : Ce sont des termes repris des textes écrits. Par exemple le terme «gofio», qui désigne un repas à base de maïs moulu, dans un type de Tassirt ou Azreg, se dit en tamazight «uffi». En effet «gofio» et «uffi» veulent dire gonfler.

O.L. : Quel est le thème de votre intervention au cours de ce colloque ?

B.G.L. : J'aborde la relation entre relief et langue : la nature est formée de telle façon que son relief est répercuté dans la langue. Exemples : le mot «ighzer» (ravin) vient du verbe «ghez» (creuser) ; il a donc une forme creusée. «Adrar» vient de la racine «dder» qui veut dire «rester immobile», ne pas bouger ; «adrar» ne bouge donc pas. Ces formes existent car la langue berbère est une langue très naturelle, en ce sens qu'elle a conservé un contact étroit avec la nature. Le phonème reflète donc un vécu de l'habitant. C'est pourquoi il m'a paru intéressant d'éclairer cela à travers un exposé...

O.L. : Comment avez-vous eu accès à ce type d'informations ?

B.G.L. : D'abord je suis berbérophone, hispanophone et linguiste. De plus j'ai un dictionnaire de Tiberit, écrit par un Abarortyes, dans lequel j'ai relevé un certain nombre de toponymes et de termes lexicaux employés par les autochtones canariens. Tiberit veut dire «Tibrit n tfiyyi» (morceau de viande). En guanche, c'est le signe qu'on met sur les bêtes : c'est donc toujours en relation avec les bêtes...

O.L. : Y a-t-il une documentation importante qui traite de ces toponymes ?

B.G.L. : Oui, bien sûr. Une documentation importante a été constituée à partir du XV^e siècle. Les conquérants qui arrivèrent aux Îles Canaries étaient très nombreux et venaient de pays différents : Espagnols, Français, Italiens et Portugais. Ce sont eux qui nous ont embourbés dans ce problème duquel on ne peut plus sortir à cause de leur transcription du guanche de l'époque. J'ai oublié de signaler tout à l'heure que les chiffres guanches et berbères sont les mêmes. Par exemple :

Yan se dit ineti

Sin se dit sinti

Krad, c'est un peu différent

Kuz se dit kuzetti

Semmus se dit Semusetti

Seddis se dit seddisetti

Sa se dit sa

Tam se dit tamatti

Za, c'est différent

et Mraw se dit mrava...

O.L. : C'est tamazight espagnolisée ?

B.G.L. : Cela vient du fait que lorsque les Espagnols, Italiens, Portugais, etc. sont arrivés aux Îles Canaries, ils ont entendu des mots et les ont transcrits à leur manière et suivant leur graphie à eux. C'est pourquoi il y a des erreurs d'interprétation phonétique actuellement.

O.L. : Si j'ai bien compris, la seule façon pour les Canariens de se sortir de ce brouillard linguistique est de se brancher avec nous. Ils n'ont pas d'autre solu-

tion...?

B.G.L. : Oui, mais cela dépend de toute une idéologie. Actuellement, un problème politique et économique énorme se pose aux Îles Canaries parce qu'elles ne bénéficient pas de la même autonomie que les autres autonomies espagnoles continentales, comme la Catalogne, le Pays Basque, etc. Les Canaries ont une autonomie économique mais pas culturelle. Les Catalans et les Basques se servent de leurs langues, tandis que les Canariens utilisent l'espagnol qu'on appelle «la lengua de Nebrija» ou la langue de Nebraja.

O.L. : C'est pourquoi je dis bien que la seule solution pour eux dans l'immédiat est de se rattacher aux Imazighen du Maroc s'ils veulent développer quelque chose chez eux. Sur place, ils ne peuvent rien faire vu la situation politique. Ils sont étouffés, on ne les laissera jamais s'épanouir ni revendiquer quoi que ce soit, ni même s'organiser ?

B.G.L. : Cela dépend... Il y a plusieurs tendances actuellement aux Canaries : l'une qui appelle au retour aux racines berbères, représentée par Kubillo, Rosales et Wolfel, et l'autre, plus modérée, qui plaide pour une autonomie politique très renforcée avec une culture canarienne particulière sans pour autant aller jusqu'à l'extrémisme. Il y a aussi des partis politiques procontinentaux, comme le PP, parti de Popola, le PSOE, Parti Societo Del Español, et tous les autres partis politiques espagnols. Ces partis sont plutôt pour assurer le rattachement des Îles à l'Espagne. Actuellement, certains craignent qu'il y ait des similitudes entre le guanche ou la culture autochtone canarienne et la culture berbère de l'Afrique du Nord. Cette tendance culturelle est devenue politique. C'est pourquoi un climat de séparatisme risque de se créer.

O.L. : Et ils seront accusés de haute trahison... Mais est-ce que ces mouvements ont du poids par rapport aux autres ten-

dances politiques à l'intérieur des Îles Canaries ?

B.G.L. : Oui. Ils ont des sympathisants.

O.L. : Est-ce qu'ils sont assez forts pour pouvoir éventuellement démarrer ?

B.G.L. : Aux Canaries on peut voir sur les murs, écrit en anglais : «Espagnols, partez chez vous !». C'est dire que les Espagnols sont considérés comme des étrangers aux Îles Canaries...

O.L. : Y a-t-il des statistiques faisant ressortir la proportion de Canariens d'origine par rapport aux immigrants ?

B.G.L. : Je n'en sais rien... Ce genre de statistiques, c'est comme ici : on ne demande pas aux Marocains s'ils sont Berbères ou Arabes.

O.L. : Mais si ! On a fait récemment un recensement de la population, et l'une des questions posées aux citoyens était de savoir s'ils étaient amazighophones ou arabophones...

B.G.L. : Oui, mais en Espagne ce sont les autres autonomies reconnues en tant que telles qui possèdent ce genre de statistiques. Par exemple les Catalans sont six millions. Ils savent combien ils sont de catalophones, combien ils ont d'immigrés. De même chez les Basques. Par contre on ne fait pas ces statistiques chez les Canariens parce qu'ils ont un pied en Afrique, un en Méditerranée, un en Europe et un en Atlantique...

O.L. : Ce n'est pas évident pour les Imazighen canariens qui veulent s'imposer ?

B.G.L. : Non, ce n'est pas évident, parce qu'en plus, comme je l'ai dit tout à l'heure, il y a une image négative de l'Africain du Nord aux Îles Canaries ; une image reflétée par la presse canarienne.

O.L. : Exemple de ce qu'ils disent ?

B.G.L. : On parle, pas vraiment péjorativement, de leur incompétence, de l'immigration, de l'agriculture et aussi de cette peur de cette revendication territoriale des Îles Canaries. Mais là encore il y a aussi le facteur temps.

O.L. : J'aimerais revenir sur le problème de la langue : à travers les études qui ont

été faites jusqu'à présent, est-ce qu'on a étudié les mots pour démontrer la parenté certaine entre le guanche et la langue tamazight ?

B.G.L. : Oui, bien sûr. Personnellement j'ai étudié objectivement, je dis bien objectivement, le lexique qui subsiste encore : c'est un lexique complètement berbère, qui est très proche du nôtre. La seule chose qui diffère c'est la transcription. On trouve par exemple un phonème transcrit de plusieurs manières. Ceci n'est pas un problème pour le linguiste, qui peut faire un rapprochement logique entre toute une galaxie de mots avec une racine commune. Mais le problème reste au niveau morphologique et syntaxique. C'est là qu'il faut faire des progrès. Maintenant on reconnaît que le genre et le nombre en guanche est le même qu'en berbère ; je parle du berbère maternel.

O.L. : Qu'est ce que vous appelez le berbère maternel ?

B.G.L. : C'est l'ancienne langue berbère mère qui a disparu et donné naissance aux dialectes actuels : tachelhiyt, tamazight, tarifiyt, taqbayliyt, taterguiyt, taknariyt. Personnellement, je préfère qu'on dise «dialectes» au lieu de «langues».

O.L. : Pourquoi ?

B.G.L. : Si on dit «langues» on risque de séparer les uns des autres, alors que si on dit «dialectes» on a quand même un tronc commun. Prenons l'exemple du latin qui a donné les langues latines : le français et l'espagnol, qui sont actuellement tellement éloignés qu'on ne peut parler d'une nation linguistique commune - en plus des différences politiques...

O.L. : On peut dire cela au niveau linguistique. Mais au niveau anthropologique et ethnologique, y a-t-il des études qui confirment ce rapprochement et ces liens entre les populations des Canaries et les populations d'Afrique du Nord ?

B.G.L. : Une chose est certaine : la culture aborigène canarienne est une culture berbère. On peut donner l'exemple du culte de l'eau. On dit ici «tislit n unzar» (la

mariée de la pluie). Ce culte existe aussi chez les Canariens mais il est récupéré par le christianisme, comme il l'est chez nous par l'islam avec l'«achoura» : on fait la fête de «wawâchour» et on arrose les gens d'eau... Ça c'était l'idéologie des religions monothéistes à l'époque. Les Romains toléraient les pratiques païennes des Berbères, ils les ont assimilées au christianisme, comme le carnaval, fête païenne devenue fête chrétienne. On voit ce phénomène partout en Europe et en Amérique.

O.L. : Cela existe toujours à Goulmima, les gens le font encore chaque année jusqu'à nos jours.

B.G.L. : Nous aussi, dans le Souss, nous faisons un carnaval, à la fois judaïsé, christianisé et islamisé, appelé « Aram n ugertil ».

O.L. : À Goulmima on l'appelle «Uday n Âchour».

B.G.L. : On fait porter la tête de chameau à un volontaire qui commence à tourner autour du feu «Uday»... Revenons aux Îles Canaries : il est vrai que les Canariens ont des coutumes traditionnelles qu'on retrouve un peu partout en Afrique du Nord. Pour le culte de l'eau, pendant la période de sécheresse, les Canariens se rendent dans un endroit où abonde l'eau : au bord de la mer ou d'un fleuve. Ils font une procession, ils chantent et battent l'eau sept fois avec un tronc de palmier pour que Dieu leur envoie de la pluie. Ici, à Agadir, on le faisait il y a une dizaine d'années : les femmes allaient au bord de l'oued Souss en chantant. Elles se mettaient nues et essayaient d'exciter le ciel. En fait le ciel est un dieu, «Anzar». En berbère «Anzar» est masculin. Elles essayaient donc d'obtenir la générosité du dieu pour qu'il arrose la terre et que la terre donne du blé. C'était donc un acte physiquement sexuel et un acte de fertilité.

O.L. : Chaque fois qu'on parle des Îles Canaries, on a tendance à parler seulement des Guanches. Il existe cependant d'autres tribus qui sont mal connues.

Pouvez-vous nous donner les noms d'autres tribus existant aux Canaries ?

B.G.L. : Il paraît qu'il y a plusieurs habitants autochtones des Îles Canaries qui vivent dans des îles différentes - il y a sept îles. On a tendance à généraliser et à les appeler Guanches parce que c'est la première population que les conquérants ont rencontrée dans l'île Gran Canarias. Dans ces îles, on relève des différences au niveau des parlers, des habitudes alimentaires et vestimentaires. Cela veut dire qu'il y a un substrat culturel qui varie selon les îles. Il y a l'île de La Goméra qu'on connaît sous le nom de Ghomara ou Ighwmaren ; il y a la Lanzarote qui veut dire normalement «Tanezrut» (le rocher). Il y a également d'autres tribus sur lesquelles je ne suis pas bien informé.

O.L. : Pensez-vous que ce premier colloque maroco-canarien apportera un peu plus au niveau des relations culturelles et du combat que mènent les militants pour la reconnaissance de la culture berbère, que ce soit aux Îles Canaries ou ici au Maroc ?

B.G.L. : C'est un colloque très important. Il est susceptible de développer les relations entre le Maroc, les Îles Canaries et l'Espagne en général. Reste à savoir maintenant ce que les Canariens veulent faire de leur culture pré-hispanique, et les Marocains de leur culture pré-islamique : la culture berbère. Si on veut nourrir les particularismes culturels, qu'on se le dise. Reste donc à déterminer les objectifs de chacun. Ce sera alors une affaire politico-économique qui concernera surtout les gouvernements des deux pays.

O.L. : Vous affirmez donc que c'est un plus et qu'il est intéressant de multiplier ce genre de rencontres ?

B.G.L. : Oui, au niveau humain c'est très important d'établir des relations et des contacts entre les Canariens et les gens d'ici, et de les développer.

O.L. : Et au niveau scientifique ?

B.G.L. : À tous les niveaux, l'échange cul-

turel, scientifique et humain est très important. Il est très important d'avoir ce genre de rapport avec l'autre.

O.L. : On remarque actuellement au Maroc que la revendication pour la reconnaissance de la culture amazigh prend de l'ampleur, qu'elle commence à devenir un combat que le citoyen moyen ou le Berbère moyen mènent. Il y a une sensibilisation importante au niveau de la population. Y a-t-il aux Îles Canaries cette sensibilisation au niveau de la population pour le combat que mènent les scientifiques et les gens qui militent pour la reconnaissance de l'authenticité de la culture canarienne ?

B.G.L. : Il y a deux choses différentes aux Îles Canaries : un travail fait par les scientifiques, d'une part, et une sorte de pensée populaire toujours palpitante, d'autre part. De plus, il y a des gens qui font des recherches purement scientifiques et d'autres qui font ces recherches avec des desseins politiques.

O.L. : Au niveau de la population, quelle est la sensibilisation à ce problème ?

B.G.L. : Au cours de discussions à ce sujet, certaines personnes m'ont informé que les Canariens disent : «Oui, en fait nous ne sommes pas de vrais Espagnols, nous sommes des Canariens, nous avons quelque chose de plus et de différent. Nous sommes Espagnols politiquement, économiquement et linguistiquement, mais culturellement nous sommes Espagnols plus quelque chose». Cependant il y a des hésitations à affirmer ces particularités, qui sont par contre affirmées par les scientifiques et certains politiciens. Donc c'est un peu confus et désordonné, et il y a une peur.

O.L. : Une peur de qui et de quoi ?

B.G.L. : Une peur qui n'est pas tout à fait comprise par les gens. On ne sait pas trop ce qu'on veut : accepter d'être des Européens espagnols ou faire quelque chose d'autre, par exemple créer un État. Je pense que cela relève de l'utopie.

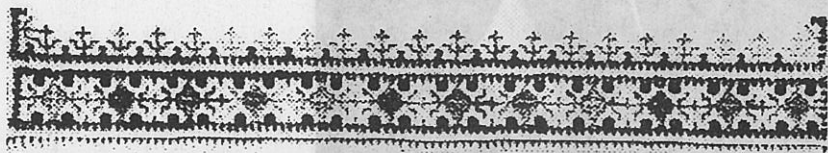
O.L. : Est-ce que vous pouvez situer à quelle époque a débuté la revendication pour la reconnaissance de la culture canarienne ?

B.G.L. : Comme on dit que le Maroc est un royaume aux mille royaumes, en Espagne c'est pareil : c'est une nation avec des cultures différentes. Ainsi on relève le particularisme catalan, basque, castillan, et galicien qui est plutôt celtique du Nord. Mais ça fait une nation homogène. Il faut rappeler que l'Espagne a sombré dans l'obscurantisme politique pendant plusieurs années avec Franco, qui avait essayé d'étouffer tout ce qui était particulier dans son État. Une fois Franco disparu, ce fut l'émergence des particularités. L'Espagne est un État fédéral autonome basé sur des autonomies régionales pour pouvoir maintenir la paix et l'homogénéité, et ceux qui ont bénéficié de cette politique sont en forte majorité les Catalans et les Basques.

O.L. : Est-ce que ces régions ont leur autonomie culturelle ?

B.G.L. : Oui, à part les Îles Canaries, ce sont elles qui décident de leur programme culturel et de tout. On suit actuellement en Espagne une politique qui vise à faire du catalan la première langue et de l'espagnol la deuxième langue en Catalogne. C'est quand même étonnant !

O.L. : À quand tamazight première langue chez nous...?! ♦





Alexander Tallchief Skibine
(Photo Agence de Presse Américaine)



A.T. Skibine lors de sa conférence à Tifinagh
Photo Taketoul Al Watani.

HISTORIQUE DES LOIS FÉDÉRALES INDIENNES

Par Alexander Tallchief Skibine

POPULATIONS AUTOCHTONES

Nous reproduisons ci-après le texte intégral de la conférence qu'a donnée Alexander Tallchief Skibine, spécialiste en matière de droits des Indiens d'Amérique, le 10 février dernier au siège du Comité TIFINAGH pour la Défense et la Promotion de Tamazight. Rappelons que cette conférence a été organisée en liaison avec la Mission Américaine Culturelle et de Presse à Rabat. Alexander Tallchief Skibine est professeur de droit à l'Université de l'Utah et conseiller dans plusieurs instances fédérales en ce qui concerne les Affaires Indiennes. Il est aussi juge-conseiller auprès du Congrès à Washington. A.T. Skibine est indien par sa mère qui est née dans une «réservation» de l'Oklahoma.



Alexander Tallchief Skibine

«Pour vous donner un aperçu de la question, je vais d'abord parler généralement des Indiens et de leurs problèmes, puis je vais faire une sorte de revue historique de la relation entre les États-Unis et les Indiens.

Il y a à peu près 2 millions d'Indiens aux États-Unis, dont la moitié dans les réservations. J'utilise le mot réservation plutôt que le mot réserve parce que ce dernier a des connotations péjoratives en français. Le mot américain qui convient est réservation : il n'y a pas de mot "réserve" en Amérique ; il y a des "preserves", comme des preserves écologiques, des preserves d'animaux sauvages, mais le mot réservation est un mot technique qui renvoie à la tradition des relations diplomatiques entre les États-Unis et les Indiens. Donc, il y a 1 million d'Indiens qui vivent dans les réservations, il y a environ 200 tribus indiennes qui vivent dans 200 réservations d'une superficie de 500.000 km². Il y a aussi d'autres Indiens en Alaska, les Esquimaux (ou Inuit), qui ont des terres là aussi, environ 400.000 km². L'Alaska est sans doute l'État le plus grand des États-Unis.

Parmi ces 200 tribus, certaines sont très grandes, avec 200.000 personnes qui vivent à l'intérieur de la réservation, alors que d'autres tribus sont très petites, avec peut-être trois acres (un peu plus d'un hectare) et trente personnes. Il y a donc énormément de diversité et de différences entre certains groupes indiens et d'autres. Et il est certainement vrai que plus grande est la tribu, plus traditionnellement indienne elle est.

Je vais essayer de classer les problèmes des Indiens en trois catégories : le problème culturel, le développement économique et les relations gouvernementales entre les États-Unis et les Indiens.

Au point de vue culturel, l'un des problèmes des Indiens est de garder leurs cultures, leurs langues, leurs religions et c'est par ces points que se définissent les Indiens. La culture des Indiens se reflète dans les danses qui sont plus ou moins affiliées à la

religion ; mais aussi il y a beaucoup d'autres danses sociales qu'ils organisent à certaines périodes de l'année, disons pour avoir une bonne récolte... quant aux danses religieuses, elles se déroulent la plupart du temps en privé.

Un des grands problèmes donc est de garder cette culture, surtout la langue indienne que, malgré tout, certaines tribus du Sud-Ouest ont préservée comme notamment les Pueblo et les Navaho, tandis que d'autres tribus, surtout les petites, ont perdu la leur parce qu'elles ont quitté les réservations et se sont intégrées rapidement à la population américaine.

Politique d'assimilation

D'autres tribus encore ont perdu leur langue suite à la politique américaine des années 1880-1930 qui avait pour but d'essayer d'intégrer le peuple indien à la population américaine. Ainsi, par exemple, il était interdit de parler indien dans certaines écoles ; il y avait aussi beaucoup de racisme à cette époque aux États-Unis. Beaucoup d'Indiens essayaient de quitter leur réserve et cachaient même le fait d'être indien, car ce n'était pas «*fashionable*». Les répercussions de cette politique sur certaines tribus ont été terribles. D'autres tribus ont été moins affectées par la politique de ces années là, comme les nations indiennes du sud-ouest qui ont plus ou moins échappé intactes à ce genre de politique d'assimilation.

Maintenant, beaucoup d'Indiens parlent leur langue. Avec l'assistance des États-Unis, ils ont fait des programmes pour l'enseignement de l'indien dans les écoles des réservations et ils ont également élaboré un alphabet pour écrire leur langue qui était de tradition orale. Également, pendant la période 1880-1930, le gouvernement américain avait interdit aux Indiens de pratiquer certains rites religieux ; par exemple, deux danses ont été interdites : la «*Ghost danse*» (danse du fantôme) et la «*Sun danse*» (danse du

soleil). Pour cette danse, à la suite d'un vœu, on vous perce la peau avec une griffe d'aigle et vous dansez autour du poteau jusqu'à ce que la peau s'arrache. Donc, avec le changement du gouvernement américain, ce genre de religions qui avaient été décrétées illégales commencent à reparaître. On assiste maintenant à un retour à ces pratiques. L'autre rite, le «*Ghost danse*», est né d'un mouvement religieux, vers les années 1880. Dans ce mouvement les Indiens croyaient qu'un esprit sumaturel allait venir pour les délivrer de leur péril, de leur malaise - en vérité peut-être les délivrer des Blancs. C'est un mouvement dont les Américains ont eu peur parce qu'ils pensaient que ce n'était pas un mouvement religieux mais politique, un peu similaire aux intégristes d'aujourd'hui ; ils croyaient que les Indiens recherchaient un leader religieux qui allait les guider vers la révolte. Alors ils ont interdit ce genre de manifestation. Moi, je ne crois pas que c'était un mouvement politique ; c'était juste un mouvement religieux né du désespoir des années 1880.

Politique de protection des traditions

Maintenant, la politique américaine n'est plus la même : on encourage les Indiens à pratiquer leurs religions. L'année dernière, le Congrès américain a passé une loi de protection pour la religion des Indiens. Il se trouve que dans leurs cérémonies certains Indiens prennent le peyotl, qui est une plante qu'on avale, qui donne des visions et que les Américains interdisaient et considéraient comme une drogue. La cour de justice a sollicité du Congrès de faire passer une loi interdisant la consommation de cette plante pourtant nécessaire aux cérémonies religieuses. Le Congrès lui a répondu qu'elle faisait une erreur et il a passé un code permettant aux Indiens d'utiliser le peyotl pour leurs cérémonies religieuses - bien qu'il soit interdit en temps normal. Bref, la politique américaine a beaucoup évolué

vis-à-vis de la religion indienne ce qui a encouragé le retour à certaines pratiques religieuses.

Sous-développement économique

Sur le plan économique, les réservations indiennes se trouvant souvent loin des centres villes et des centres de communication, la plupart des Indiens sont en chômage (le taux varie entre 30 et 70%, bien que la moyenne américaine pour le reste du pays soit de l'ordre de 5%). Les chefs de tribus essayent d'amener le développement économique dans leurs réservations. Malheureusement, ils ont toujours eu beaucoup de difficultés car, avec ce taux de chômage, l'éducation, le logement, les hôpitaux, etc. sont d'un niveau inférieur à celui du reste du pays ; on manque de médecins dans les réservations indiennes alors qu'il y en a trop dans certaines parties de la Californie par exemple. L'objectif auquel doivent s'attacher les chefs indiens maintenant est le développement économique des réservations tout en gardant leur identité particulière. Si on appelle une compagnie, elle va venir et avec elle des gens qui ne sont pas indiens et qui vont rester, et c'est là un problème. Un autre problème se pose : pour certaines tribus, la terre fait partie de la religion, elle est sacrée ; vous ne devez pas en extraire le charbon ou le pétrole. Les chefs de tribu sont donc pris dans une dichotomie : ils veulent donner du travail à leurs membres et dans le même temps ils doivent respecter les vues religieuses ou politiques de la tribu ce qui engendre un grand débat politique. Un exemple : deux gouvernements de tribus ont signé un accord avec le gouvernement américain pour utiliser une partie des terres des tribus afin d'y déposer des déchets radioactifs. Le gouvernement fédéral est prêt à payer cher pour se débarrasser de ses déchets. Les gouvernements des tribus ont accepté à condition de soumettre par referendum cette question à leurs membres - qui l'ont refusée. Certaines tri-

bus du sud-ouest ne veulent pas extraire le charbon de leur sol parce que cela va détruire leurs activités pastorales. Le développement est donc un dilemme.

Relations politiques

Le dernier élément que je vais traiter est le plus important : il concerne la politique des Indiens et les problèmes gouvernementaux entre les Indiens et les États-Unis. Pour cela il faut commencer par le commencement.

Quel est le statut politique des Indiens aux États-Unis ? En 1776, lorsque les États-Unis se sont révoltés contre les Anglais, ils ont commencé à signer des traités de paix et d'alliance avec les forces indiennes. À cette époque, les Indiens étaient plus nombreux que les Américains qui, ayant assez de difficultés avec les Anglais et les Français, ne souhaitaient pas avoir de difficultés militaires avec les Indiens. Ces traités étaient des contrats entre deux nations souveraines. À cette époque donc les Indiens étaient considérés comme des nations souveraines. Cette politique de traités a duré à peu près une centaine d'années ; le premier traité a été signé en 1778 avec la nation des Delawares et le dernier en 1871.

En 1871, le Congrès américain a voté une loi disant en fait que les nations indiennes n'étaient pas des nations étrangères, indépendantes avec qui ils pouvaient signer des traités. On peut se demander pourquoi il a fallu une centaine d'année pour arriver à cette conclusion.

Les Américains ont signé à peu près 400 traités avec les Indiens ; certains traités sont relativement amicaux et d'autres ne le sont pas assez.

Les Indiens : des nations domestiques et dépendantes

En 1832, la Cour Suprême des États-Unis a fixé par une décision le statut des Indiens. L'occasion en était que la tribu des Cherokees voulait poursuivre en justice directement devant la Cour Suprême

sans passer par les cours inférieures. La cour suprême avait refusé car ses compétences ne concernent que les litiges entre les États et les Nations étrangères. Les Indiens ne représentent pas des États, comme par exemple l'État de New York ou une Nation étrangère souveraine et indépendante. Par contre ils étaient considérés comme des nations domestiques et dépendantes. Domestiques parce que c'étaient des nations qui étaient à l'intérieur des États-Unis, et dépendantes parce qu'elles avaient signé des traités - bien qu'à l'origine un traité soit signé entre deux nations souveraines, par exemple comme entre le Maroc et la France, pas comme entre Rabat et Paris. Dans ces traités les Indiens se sont mis sous la protection de l'État américain, donc sont devenus des nations dépendantes, tandis que d'autres ont gardé une certaine souveraineté à l'intérieur de leur réserve. Ils ont perdu la souveraineté extérieure et gardé la souveraineté intérieure selon la cour de justice américaine.

Ce statut est très spécial. Comme l'Algérie était une partie du territoire français, les territoires des Indiens faisaient partie du territoire américain ; mais c'était une sorte de protectorat dans la mesure où ils gardaient leur souveraineté à l'intérieur de leurs réserves. C'est un statut étrange entre deux systèmes.

Autonomie

Maintenant depuis les années 1970, le Congrès Américain a adopté une politique qui encourage ce qu'on appelle l'autodétermination et l'autonomie pour les Indiens. Le gouvernement américain a, on peut dire, des relations diplomatiques, ou au moins gouvernementales, avec les tribus indiennes. À l'intérieur des réserves les gouvernements indiens ont le droit de passer des lois et de soumettre leurs habitants au droit indien. Certains gouvernements indiens ont accepté le système européen ; par exemple, sur le plan démocratique, ils ont élu une assem-

blée qui passe des lois, ils ont également un chef de tribu ou un chairman (président) et ils ont également des cours de justice. Certaines tribus sont beaucoup plus traditionnelles. Elles sont gouvernées par un conseil composé de 5 ou 6 Indiens qui sont des chefs traditionnels de la tribu. En vérité, la plupart des Indiens ont adopté un système plus ou moins européen qui s'est indianisé. Par exemple beaucoup de tribus ont officiellement accepté des constitutions vers 1934 imitant plus ou moins la constitution américaine. Mais, depuis une cinquantaine d'années, ces systèmes se sont indianisés ; ils sont un peu bâtards : ce n'est pas complètement indien du point de vue de la tradition et ce n'est pas vraiment américain parce que beaucoup de notions et de coutumes indiennes se sont superposées aux structures plus au moins européennes que ces gouvernements ont acceptées. Par exemple, dans les cours de justice des Navaho, il y a une cour suprême mais les lois sont indiennes et dérivent de la tradition orale des Navaho : ainsi, à la première cour, il n'y a pas un juge à la manière anglo-saxonne mais il y a un peace-maker, un conciliateur, une sorte de sage, un elder qui connaît la tradition ancienne du pays donc qui essaye de résoudre les disputes d'une manière plus au moins traditionnelle.

Les traités d'hier et d'aujourd'hui

Maintenant, la politique Américaine est plutôt favorable à l'autodétermination et à l'autonomie indienne. Mais cela n'a pas toujours été le cas et, comme je vous l'ai dit, il y a eu une politique de traités ; les premiers, très vénérables, mentionnaient que les Indiens devaient envoyer des ambassadeurs au Congrès américain. Ce qui est triste c'est que certains de ces traités n'ont pas été respectés, ce qui ne veut pas dire que tous n'étaient pas respectés. Il existe encore des traités que les Indiens veulent faire respecter. Par exemple, la tribu des Chipewyans veut faire respecter

un traité qui a été signé en 1937 selon lequel elle cédait la moitié de ses terres aux États-Unis et réservait l'autre moitié tout en gardant le droit de pêcher et de chasser dans la moitié cédée. À l'époque, cette région était peu peuplée, mais aujourd'hui il y a beaucoup d'habitants là-bas et les Indiens veulent continuer à pêcher et à chasser sans être soumis aux lois de ces États. Le Congrès Américain a statué qu'à l'intérieur des réservations ce sont les lois indiennes qui gouvernent (ou les lois fédérales) et non pas la loi des États. Donc, c'est une loi qui essaye de dire que, par le traité signé en 1937 ils ont un droit sans limite pour la chasse et la pêche. L'état du Minnesota n'a pas le droit maintenant de passer des lois qui règlent ces pratiques bien que ce soient des faits qui s'exercent à l'extérieur de la réserve.

Aujourd'hui quand on parle des Indiens et de leur droit à l'autonomie et à l'autodétermination, il y a certains problèmes qui sont nés à mon avis de la tradition historique entre les Indiens et les États-Unis. Au début, les Américains ont eu avec les Indiens une relation de traités (treaty relationship). Mais en 1871, ils ont passé une loi au Congrès disant qu'à partir de ce moment ils n'auraient pas à conclure de traités avec les Indiens. Entre 1870 et 1920 le Congrès américain a passé beaucoup de lois qui n'ont pas respecté ces traités : par exemple, le Congrès a essayé de réduire les réservations. Jusqu'en 1900 les États-Unis avaient comme position qu'ils ne pouvaient pas casser ces traités sans signer d'autres traités avec les Indiens. C'est pour cela que beaucoup de traités ont été signés mais en vérité les Indiens ont été plus ou moins forcés de les signer. Une photographie montre un conseil de traité avec d'un côté trois Indiens par exemple, de l'autre cinq Américains - on dirait une négociation - puis zoom arrière et on voit le reste de la photo : des soldats américains avec des fusils. Mais dans les années 1902, la cour

suprême des États-Unis a passé une loi disant au fond que le Congrès pouvait casser ces traités sans le consentement des Indiens. Donc après cette époque, le gouvernement américain non seulement cesse de signer des traités mais également des accords.

Relation de tutelage

L'époque 1870-1920 était très raciste aux États-Unis. Au niveau indien, la cour de justice a transformé la relation entre les États-Unis et les Indiens, disant que c'était une relation plus ou moins de tutelage où le Congrès américain était le tuteur des Indiens. À cette époque, beaucoup de décisions disent que la raison de ce tutelage est due au fait que le peuple indien est un peuple inférieur aux Blancs et que les Indiens sont incapables de s'occuper de leurs propres affaires... C'est durant cette période que beaucoup d'Indiens ont quitté les réservations et essayé de cacher leur identité indienne.

Renaissance des gouvernements indiens

Dans les années 1930 - 1934 il y a un retour à l'indianisme et le gouvernement a pris l'attitude de reconnaître l'autorité des Indiens sur leurs tribus. Ils ont passé une loi appelée the Indian Reorganization Act (loi sur la réorganisation indienne) qui était en fait une loi qui reconnaissait que la politique des années 1870 - 1930 était mauvaise. Cette loi confirmait l'autorité des tribus indiennes dans leurs réservations. C'est à cette époque que beaucoup de tribus indiennes ont adopté des constitutions plus ou moins modelées sur la constitution américaine. L'idée était que les Américains voulaient ré-établir des relations gouvernementales mais ils voulaient savoir avec qui et quel était le gouvernement légitime. Ils avaient décidé de reconnaître les leaders, les chefs, mais il fallait qu'ils sachent que ceux-ci étaient vraiment les chefs. Donc, ils ont demandé aux tribus d'adopter une constitution

disant comment les chefs étaient élus. C'est pour cela que la plupart des constitutions indiennes de cette époque contiennent des droits électoraux, spécifiant que la tribu serait gouvernée par un conseil, élu par la tribu - une personne, un vote... C'est de cette époque (1930) que date la renaissance des gouvernements indiens.

Cette politique américaine a été brièvement interrompue en 1950 quand la politique américaine a connu un retour au manque de tolérance ; c'étaient les années du Maccarthisme, les années où les américains faisaient la chasse aux communistes et aux socialistes ; à cette époque là également ils ont essayé de "terminer" les peuples indiens en tant qu'Indiens, c'est à dire que le gouvernement américain ne reconnaissait plus l'autorité ou même l'existence du gouvernement indien. Cette période a duré une quinzaine d'années puis, vers 1968-69, les autorités américaines ont adopté la politique d'autodétermination et d'autonomie des Indiens à l'intérieur de leurs réservations. Donc, la politique du Congrès américain est comme une horloge à balancier. Un grand avocat, Felix Kohn, qui travaille pour le ministère de l'intérieur, a écrit un livre sur les Indiens où il compare la politique indienne au canari des mineurs : les mineurs emportent un canari avec eux au fond des mines ; tant qu'il chante tout va bien mais si le petit oiseau dans sa cage s'arrête de chanter, c'est signe qu'il y a des gaz et qu'il faut se sauver. Pour Felix Kohn, les Indiens sont le canari : ce sont eux qui encaissent les premiers coups, le reste suit. Cependant, de mon point de vue, depuis 1970 nous sommes dans une politique relativement amicale car les Américains ont encouragé l'autonomie et l'autodétermination indiennes.

Indiens / Afro-Américains : deux poids, deux mesures

La plupart des décisions récentes utilisent encore des conditions adoptées entre les

années 1880 et 1930. Cela m'étonne toujours que la cour de justice utilise ces décisions qui ne sont appliquées à aucune autre minorité. À la même époque, entre 1880 et 1930, le droit américain par rapport aux Afro-Américains était déplorable : c'était la ségrégation, certaines lois traitaient les Noirs comme une propriété... Or, aujourd'hui, si un Afro-Américain vient en cour de justice demander ses droits, jamais la cour n'oserait citer ces décisions racistes des années 1880. Mais envers les Indiens la cour américaine continue parfois à citer ces autorités néanderthaliennes. C'est pour cela que le droit indien est un mélange de notions modernes mais toujours avec un bagage historique qui vient des années racistes dont la cour américaine n'arrive pas à se dégager... ou ne veut pas pour des raisons plus ou moins politiques.

Cette relation de tutelage est une relation ancienne née des années racistes, séquelles de l'esprit colonialiste. Une chose est intéressante : le gouvernement américain, dans ses relations avec le Puerto-rico, les Îles Vierges, les Îles Marshall et la Mélanésie, qui était sous tutelage américain, a négocié des accords pour l'autodétermination, alors qu'il n'a pas encore fait cela avec les Indiens, pour deux raisons : la première c'est ce bagage historique de tutelage. L'autre c'est que la seule option des campagnes d'autodétermination et d'autonomie est l'indépendance - et cette option n'est pas valable pour les Indiens des États-Unis. Il y a toujours cette crainte que certains Indiens vont évoquer cette notion de sécession.

Je pense que le gouvernement américain devrait entrer dans de nouveaux accords qui redéfiniraient la relation entre les peuples Indiens et les États-Unis, sans parler de sécession ou d'indépendance, et je crois que c'est possible. Mais il y a beaucoup de réticences car ils ne savent pas où ils vont.»



LES INDIENS PUEBLO DU NOUVEAU MEXIQUE

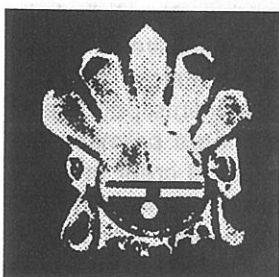
Par Ronald G TOYA

MINORITÉS CULTURELLES

Deuxième partie

Peut-on trouver des similitudes entre Indiens d'Amérique et Berbères ? Leurs destins sont-ils parallèles ? Leurs traditions risquent-elles de se perdre à force d'être "oubliées" pour ne pas dire "gommées" ?

Nous reproduisons ci-dessous la suite de la traduction de quelques extraits d'un Rapport intitulé : "PUEBLO MANAGEMENT DEVELOPMENT - A guide toward the development of Pueblo leaders and their governmental operations - Researched and Developed by Ronald G. TOYA, of Jemez Pueblo" (printed by Graphics Department, Southwestern Indian Polytechnic Institute, Albuquerque, New Mexico - 115 pages, non daté).



Bague Hopi moderne.

La religion au sein de l'administration tribale

L'un des aspects de toutes les administrations indiennes c'est que les affaires religieuses et que les affaires séculières se chevauchent et s'entremêlent. La religion joue un rôle si éminent dans les affaires quotidiennes du peuple indien qu'il est impossible de séparer complètement les deux sans provoquer de terribles querelles au sein de la communauté et sans changer radicalement le système...

Dans la tradition Pueblo la religion fait partie de la vie de l'individu tout comme elle est présente dans le gouvernement. Mais il n'y a pas opposition - il n'y a pas incompatibilité - entre gérer une administration efficace et sérieuse et maintenir des croyances traditionnelles. Les Pueblos n'ont pas besoin d'abandonner leurs traditions et leur religion pour conduire sérieusement leurs opérations administratives. Et le manque de sérieux ne rend pas pour autant le peuple Pueblo plus traditionnel et plus religieux. Par exemple, ce n'est pas un système financier et comptable parfait et précis qui fera d'un Pueblo un système un peu plus ou un peu moins traditionnel ; par contre il sera plus efficace. Prendre des décisions, mettre sur pied des programmes à long terme ne violent aucune pratique religieuse. Par contre cela aide les dirigeants Pueblos à s'acquitter de leur tâche.

Il est avantageux de séparer, chaque fois que cela est possible, la religion et les fonctions administratives. Pourquoi ? Parce que, pour survivre, la religion doit être rigide, immuable. Tandis que l'administration, pour survivre, doit être flexible pour faire face au monde dynamique et changeant auquel elle a affaire. La vie est changement et les Pueblos ont besoin d'une administration qui sache faire face à ces changements et aux situations nouvelles qui se présentent chaque jour.

Pouvoirs de préemption¹ et de facto²

Une politique commune à tout le monde en général et aux communautés en particulier, c'est d'éviter de prendre une décision

ou de s'abstenir d'affronter les problèmes délicats jusqu'à ce qu'il soit devenu absolument nécessaire de le faire... La plupart du temps les individus évitent les problèmes en évitant les décisions difficiles. Mais une administration tribale ne peut pas se permettre d'agir de la sorte à cause du système de préemption fédérale. La préemption fédérale est un pouvoir qui permet au gouvernement fédéral d'agir dans une situation donnée si le gouvernement local ne prend pas d'initiative.

Le système de préemption fédérale opère sur la prémisse selon laquelle quelqu'un doit s'occuper des affaires de la communauté et étudier ses problèmes. En faisant face à leurs responsabilités en tant qu'organismes administratifs, les gouvernements, étatiques et locaux, sont autorisés par le gouvernement fédéral à conserver leur autorité.

Par exemple : le gouvernement fédéral a demandé à la Cité d'Albuquerque et à l'État du Nouveau Mexique d'étudier une méthode praticable qui permettrait de réduire la pollution atmosphérique à Albuquerque. S'ils ne présentent pas une étude de faisabilité à une date donnée, le gouvernement fédéral dictera un plan d'action à la Ville d'Albuquerque. Celle-ci, faute d'avoir présenté un projet, aura perdu son pouvoir sur le contrôle de la pollution atmosphérique à Albuquerque.

Ce même système s'applique également aux tribus indiennes. Qu'il s'agisse de l'habitat, du contrôle des inondations, de l'ordre public, de l'éducation ou de tout autre problème concernant les Pueblos, le gouvernement fédéral a la possibilité de retirer aux Pueblos le contrôle de ces questions et de diriger le programme pour eux si l'administration tribale ne réussit pas à atteindre son objectif et à organiser les services. Si les administrations tribales n'exercent pas l'autorité qui est la leur pour se gouverner efficacement, il est à craindre que cette autorité ne se voie limiter par le Congrès, modifier par les cours de justice, ou usurper par les gouvernements des états.

La question est que quelqu'un doit agir et organiser les services pour les gens... En exerçant leur souveraineté et en mettant en place des programmes efficaces, les Pueblos pourront conserver leur indépendance vis à vis du gouvernement fédéral. En dehors de cette question de préemption fédérale il existe un autre point connu sous l'appellation "*juridiction de facto*". Suivant cet article de loi, un organisme gouvernemental assume la juridiction lorsqu'un autre organisme gouvernemental n'a pas su exercer son autorité. Ainsi, le gouvernement d'un état pourrait, en raison de la défaillance d'une tribu à exercer son autorité dans un domaine, ôter à l'administration tribale la responsabilité et, de là, la juridiction pour les attributions de programme. De tels agissements pourraient entraîner la prise en charge permanente de la juridiction par l'État et créer un précédent... Peu de tribus ont conscience de l'étendue de leur autonomie. Dans certains domaines les Pueblos n'ont pas exercé les pouvoirs qui sont les leurs. On ne peut pas dire que ce soit bien ou mal ; la mise en place d'un service requiert beaucoup d'argent et dans de nombreux cas il est plus facile, moins onéreux, ou tout simplement il vaut parfois mieux laisser quelqu'un d'autre mettre en place ces services pour vous. Mais chaque fois que vous renoncez à un droit, chaque fois que vous négligez d'exercer votre pouvoir, vous perdez le contrôle de cette question...

Un mot de mise en garde : lorsque l'administration tribale exerce ses droits, elle doit prendre en considération les responsabilités qui accompagnent à la fois le pouvoir et chacun des droits exercés par les Pueblos. Par exemple, il est pour ainsi dire hors de doute que les tribus ont le droit de délivrer des plaques minéralogiques pour voitures, court-circuitant ainsi l'État par ce procédé. Mais serait-ce une mesure sage de le faire ? Est-ce que les compagnies d'assurance accepteraient d'assurer une voiture immatriculée par une administration tribale ? Comment les états réagi-

raient-ils à cette perte de revenus ? L'administration tribale possède-t-elle la compétence et les moyens techniques pour gérer un programme de licences ? Avant d'essayer d'exercer tous leurs pouvoirs, les administrations tribales doivent s'assurer qu'elles connaissent leurs responsabilités et qu'elles possèdent une structure et un système administratif efficaces pour traiter la question...

Entre ces extrêmes dans l'utilisation ou plutôt la non-utilisation des pouvoirs administratifs il y a tout un éventail de ce que les gouvernements Pueblos peuvent faire avec efficacité et sagesse. Agissez avec précaution, mais agissez.

Pouvoir de décision

Savez-vous qui dirige les affaires de votre gouvernement tribal ? Dans certains cas ce n'est pas un membre de votre gouvernement et parfois même pas un membre de votre pueblo... Souvent vous avez affaire à un organisme fédéral comme le Bureau des Affaires Indiennes (BAI), le Service de la Santé Publique, ou de l'Habitat, ou à un organisme d'état, ou au Conseil Pueblo, ou au représentant d'une fondation ou d'une organisation. Ceci ne fait pas partie d'un complot destiné à détruire le gouvernement Pueblo, c'est simplement un fait ; ces organismes prennent les décisions à la place de votre gouvernement lorsque (1) vos dirigeants sont indécis, (2) votre direction n'a pas de contact avec le représentant de votre tribu (votre délégué de l'Habitat par exemple), ou (3) les dirigeants de la tribu sont divisés sur une question, un groupe préconisant une ligne de conduite et l'autre une autre ligne de conduite. Ces divisions internes ne favorisent pas le développement du gouvernement Pueblo et de la communauté, par contre ils permettent à des groupements ou à des individus motivés par leur seul intérêt personnel de contrôler le gouvernement pour leurs propres fins. Et les gens qui encouragent cette situation peuvent être des employés d'organismes extérieurs ou des gens du Pueblo dési-

reux de tirer les ficelles du gouvernement tribal pour leur bénéfice...

Poussons cet examen un peu plus loin : lorsqu'une décision doit être prise par le gouvernement Pueblo, qui la prend ? ou, pour mieux formuler la question : qui prend effectivement la décision et non pas qui est supposé la prendre ? Par exemple : A/ l'Administration pour le Développement de l'Économie (ADE) a un budget de 50.000 \$ pour des projets de loisir pour le Pueblo ;

B/ IBM désire implanter une usine sur un terrain Pueblo ;

C/ le Département d'État des Routes veut acheter 100 tonnes de gravette au Pueblo ;

D/ l'Office pour le Développement de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) désire programmer une réunion pour étudier l'habitat.

Maintenant, demandez-vous qui dans votre gouvernement a le pouvoir de régler ces questions et qui prend effectivement les décisions ? Le gouverneur agit-il seul ? Ces questions sont-elles soumises au Conseil ? Est-ce que le Cacique³ et les autres chefs religieux peuvent statuer ? Ou le décideur est-il l'un des chefs de programme au sein de la structure gouvernementale de la tribu ?

Dans la plupart des cas vous direz vraisemblablement que c'est le conseil qui est censé agir. Mais combien de fois un gouverneur a-t-il repoussé une subvention de l'ADE sans en référer au conseil ? Ou combien de fois un représentant de l'Habitat a-t-il "oublié" de dire au gouverneur que l'Office du Logement voulait provoquer une réunion parce que ce représentant de l'Habitat ne souhaitait pas tenir de réunion ? Combien de fois aussi l'Organisme pour l'Aide Administrative à l'Application de la Loi (AAAL) est-il intervenu sur un appel du Pueblo lorsque le conseil était contre la subvention ? Ainsi que vous pouvez le voir ce qui est censé fonctionner d'une certaine façon ne fonctionne pas toujours comme il le devrait. Et les gouvernements ne tiennent pas longtemps lorsque tant d'énergie est dispersée. C'est ici que le contrôle administratif

intervient. C'est ici que les gens qui représentent votre gouvernement doivent se mettre en contact avec l'autorité dans votre gouvernement. C'est ici que votre Pueblo doit décider du pouvoir de votre gouverneur et du pouvoir de votre conseil. Le Pueblo doit également contrôler les gens qui, en raison de leur forte personnalité, semblent considérer comme admis qu'ils ont mandat pour parler au nom de la tribu alors qu'il n'en est rien. Il se peut que leur forte personnalité leur permette effectivement de dominer une discussion de leur voix forte et de leur comportement autoritaire. Si ces gens ne font pas partie de ceux qui sont censés statuer, alors leurs opinions ne doivent peser ni plus ni moins que celles de tous les autres et la décision devra être prise par le groupe chargé de statuer sur cette question.

La décision d'accepter ou de rejeter une subvention de l'ADE, de l'AAAL ou une offre du Département d'État des Routes, incombe au Pueblo. La réponse du porte-parole ou du Pueblo doit venir des dirigeants Pueblos ou alors le Pueblo pourrait bien hériter d'une piscine ADE de 50.000 \$ qu'il en veuille ou non, ou encore, cette piscine pourrait bien lui échapper s'il la veut vraiment... Un gouvernement Pueblo ne peut pas permettre à des individus d'agir sans l'autorisation du Pueblo, car, une fois prise - peu importe par qui et comment - une décision devient la décision du gouvernement Pueblo. Les problèmes ont tendance à faire boule de neige si vous essayez d'arrêter un projet lorsque les fonds ont été attribués. Le moment pour agir c'est avant que quelqu'un n'ait dit oui, et non quand le bulldozer arrive.

L'une des façons - et probablement la plus simple - de résoudre le problème des décisions à prendre en toute connaissance de cause tout en restant dans les traditions pueblos est d'instituer le gouverneur chef administratif du gouvernement pueblo et le conseil son instrument politique.

Par exemple, le conseil pourrait voter une résolution autorisant les Pueblos à participer au programme d'habitat du DUH. Il

appartiendrait alors au gouverneur de se mettre en contact avec l'autorité de l'Habitat et de s'occuper au jour le jour des problèmes soulevés par ce programme. Bien entendu, le gouverneur travaillerait conjointement avec le représentant de l'Habitat. Celui-ci ferait son rapport au gouverneur et irait le trouver pour les décisions à prendre ; il n'aurait pas besoin de consulter le conseil pour les questions de détails. Le gouverneur et son conseil pourraient alors tenir des séances de travail sur les décisions majeures à prendre, telle que la sélection des participants et des sites.

Une autre façon de s'assurer que les décisions seront prises, c'est tout simplement de les prendre. Il est plus sage de prendre promptement des décisions que de traîner dessus en attendant l'inspiration. Remettre une décision à plus tard pour recueillir des informations n'est pas de l'indécision ou de l'hésitation ; mais assurez-vous que les délais sont adéquats et indispensables, et non pas une décision en soi. En cherchant des excuses commodes pour justifier des ajournements, un gouvernement dévoilera ses appréhensions et son manque de confiance dans son jugement.

Ronald G Toya.

Traduction et adaptation : Tasmount

Prochain article :

Gestion - Techniques de base

NOTES

1 - *Préemption* : n'a pas ici le sens de priorité dont jouit un acheteur, soit par la loi, soit par convention des parties. Ici : droit qu'a le gouvernement fédéral de se substituer au gouvernement local en cas de défaillance. (NDT)

2 - *De Facto* : de fait, par opposition à *De Jure*, de droit. (NDT)

3 - *Cacique* : Chef indigène des anciens habitants de l'Amérique centrale. (NDT)

DOIT-ON INVENTER LE THÉÂTRE AMAZIGH ?

Par Omar n Aït Ha n Ba

TAMDYAZT

*... ou bien ce théâtre moderne existe-t-il déjà depuis la nuit des temps, à travers les troubadours traditionnels que sont l'amedyaz et le boughanim, actuellement en voie de disparition car persécutés par les trop fréquentes interdictions de se produire en public... ?
Les autorités ne laisseront-elles donc dans l'Histoire que le souvenir de castrateurs de la culture authentique et de destructeurs d'un patrimoine oral unique au monde ?*

Beaucoup d'associations œuvrant dans le cadre de la promotion de la culture amazigh parlent du théâtre amazigh comme si c'était une chose à inventer.

Ces dernières années, on a pu constater l'émergence de plusieurs troupes théâtrales à travers Tamazgha toute entière (Afrique du Nord), qui sont en général d'un excellent niveau.

Cette effervescence n'est qu'un travail d'institutionnalisation et de structuration de la profession théâtrale venu avec l'ouverture relative des pouvoirs publics sur cette culture amazigh longtemps marginalisée.

Comme le dit Michèle Foucre : *"Le propre du langage dramatique est de ne pas pouvoir se contenter d'être écrit"*. L'expression orale qui a marqué une grande époque de la production littéraire et artistique des Imazighen constitue le mode de communication le plus répandu. L'Amdyaz ou le Boughanim exerce son art en utilisant la parole et le geste qui est l'ossature de l'expression théâtrale. Depuis la nuit des temps, ces troubadours ont façonné le mode de vie de cet espace en manipulant ces deux composantes essentielles de leur art, la parole et le geste, pour faire passer leur émotion et leurs critiques.

L'écrit n'a jamais été une contrainte pour la création. Par contre, la présence corporelle de l'Amdyaz et du Boughanim constitue

une condition essentielle pour réussir l'exercice de leur art - et cela constitue l'expression de la présence de l'art du théâtre depuis bien longtemps chez les Imazighen. Le langage dramatique est obligatoirement, d'abord, la combinaison des gestes et des paroles, c'est à dire la prise de possession dynamique d'un certain espace, dans un temps donné... contrairement au roman où le geste occupe un rôle secondaire par rapport au langage parlé, qui suffit à exprimer le contenu sémantique du texte. Comme le souligne d'ailleurs Michèle Foucre dans son livre : *Le Geste et la Parole dans le Théâtre de Samuel Beckett* "Dans un contexte narratif, le geste est pris en charge par le langage, discours à travers lequel le personnage se raconte. Le geste n'a donc d'autre réalité que celle des mots qui le disent."

Il s'avère donc que ce qu'il faut inventer c'est une autre stratégie culturelle nationale qui tienne compte de cette expression artistique que les Imazighen ont exercée depuis des millénaires, qui a fait ses preuves et qui a participé d'une manière extraordinaire à l'épanouissement de la société et au développement du sens civique - et non pas à inventer un art.

Ce qu'il est urgent de faire c'est d'aider matériellement les Imedyazen et les Boughanim pour qu'ils puissent continuer à exercer leur art comme leurs ancêtres l'ont déjà exercé à travers des siècles.



BLESSURES DE L'OUBLI

Par Ali Khadaoui

POÉSIE

*Deux autres
poèmes extraits
de «Blessures de
l'oubli», recueil
en préparation.*

HISTOIRE

Mutisme musical

Périple d'une histoire famélique et noctambule

Les morts désertent leur tombe

et vont se rafraîchir la mémoire

auprès de ceux qui dorment et rêvent

Ils rient de toutes ces fables

jusqu'au matin

et regagnent furtivement leur demeure

«C'est à mourir debout

a-t-on jamais vu

des chameaux ferrés

une pierre qui dégringole faire demi-tour

un béliet qu'on trait

un figuier pondre des raisins...»

Un sage mort depuis longtemps répond :

«Mais tout est possible

puisque je suis encore vivant !»

BLESSURES DE L'OUBLI

D'où tombe-t-elle

cette voix

qui chante si bien les blessures

de l'oubli

Les îles refuges

simples

Les choses belles

sous les murs de la mer ont disparu

Je pars dans ma vie prénatale

pour réconcilier les couleurs et les sons

avant la sécheresse

de la vérité.

GANGSTERS

Par Mohammed Khaïr-Eddine

POÉSIE / TIFINAGH

«Voici l'un de mes poèmes récents traduit en tamazight
par mon ami Hassan Boudhain»...

Tanger, 28 août 1994



ΣΙΟΙΟΘ

•Λ :Ο ΧΘΙΙ•ΠΕ ΣΕ•ΟΣΡΙ

Θ•Ϊ ΟΘΘΣ •ΧΧΣΪ•Ι

Π• ΙΙ•ΠΙΙΣΠ• Π•Λ:Ο ΣΪΪΣΙ Χ•ΟΠ• ΣΠΘΟΚ•Ι

Ι ΙΙΟΑΣΙΧ ΣΛΕ

Χ•ΟΠ• ΡΘ:ΡΙΣΙ, ΣΧΧ•ΠΡΘ•ΡΙ,

ΙΙΙ•ΙΣΙ

ΔΕ•Ι Θ Π•Π•ΙΙ

ΣΡΡΪΘ Χ•Ε:ΠΧ;

Ο•Λ ΡΡΙ:Υ Χ•Ϊ•ΙΧ, •ΕΘΡ:ΟΟΣ Ι :ΕΙΙ•ΙΙ

•Θ:, •Ι:ΙΙΣ Λ Π•Ρ•ΙΙ,

ΧΧ:Υ ΣΧΧΣΙ: Λ ΠΣΪΡ, ΟΟΧ ΧΡΚΙΥ

ΘΠΠΣΘ •Λ ΪΣ ΣΙΡΚ•Ι

ΪΣ ΠΧΧΛΛ:ΙΙ ΘΥΣΛ ΛΥΣΪ,

ΟΟΣΧΧΟΥ•ΙΙ Χ:ΙΛ

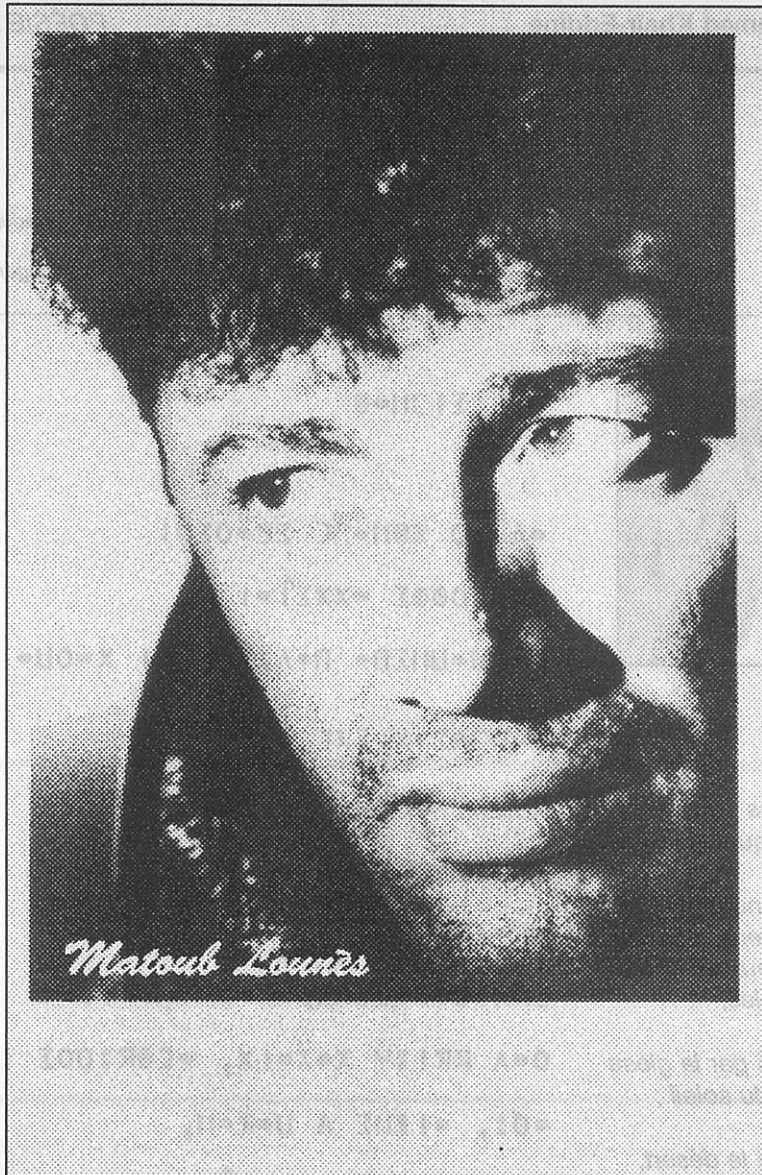
:ΘΕ•Ι •ΛΪΣ ΟΛΛ•ΣΪΙ•Ι•

*Touchez pas au grisbi
C'est Dieu qui l'avait dit.*

*Apôtres du néant
et des banlieues torrides !
Enfants épouvantés,
épouvantables,
errant
en aveugles par la glose
verrouillée du soleil ;*

*Je verrouille le désert,
le grain de sable,
l'air, la mer et la terre ;*

*Oublieux de moi-même
et de toi, je verrouille
Cette nuit suicidante
et qui va par-ci par-là,
furtive
ainsi qu'un intangible éclair.*

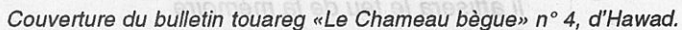


Matoub Lounès

Les pourchasseurs
de l'intelligence
jettent sur le pays
la nuit de l'horreur

Le ciel est trouble, il se fissure
a pluie a lavé la tombe
Les eaux déchaînées se déversent
Emportant tout sur leur passage
De sous les dalles, un cri déchirant retentit
Clamant la colère et l'impuissance
Kenza, ô ma fille
Ne pleure pas
En sacrifiés, nous sommes tombés
Pour l'Algérie de demain
Kenza, ô ma fille
Ne pleure pas
Même si la dépouille s'étiole
L'idée ne meurt jamais
Même si les temps sont rudes
On aura raison de la lassitude
Même s'ils ont fauché tant d'étoiles
Le ciel ne sera jamais dépouillé
Kenza, ô ma fille
Supporte le fardeau de ta douleur
En sacrifiés, nous sommes tombés
Pour l'Algérie de demain
Kenza, ô ma fille
Ne pleure pas
Ils ont scellé par avance notre sort
Bien avant qu'aujourd'hui n'advienne
Les pourchasseurs de l'intelligence
Jettent sur le pays la nuit de l'horreur
Ils ont tué Tahar et Flici Boucebsi et tous les autres
Ils ont tué Smaïl et Tigziri
Smaïl, ils ne l'ont pas épargné
Kenza, ô ma fille
La cause pour laquelle nous sommes tombés
C'est l'Algérie de demain
Kenza, ô ma fille
Ne pleure pas
Pourvu que l'un d'entre nous survive
Il attisera le feu de la mémoire
La blessure se cicatrifiera
Et l'on apparaîtra enfin dans le concert des nations
Nos enfants pousseront d'une seule douleur
Fût-ce dans le giron du malheur
Kenza, ô ma fille
La cause pour laquelle nous sommes tombés
C'est l'Algérie de demain. ♣

(Repris de Tiddukla Magazine n° 17)



[illegible][illegible]

LE PETIT PRINCE

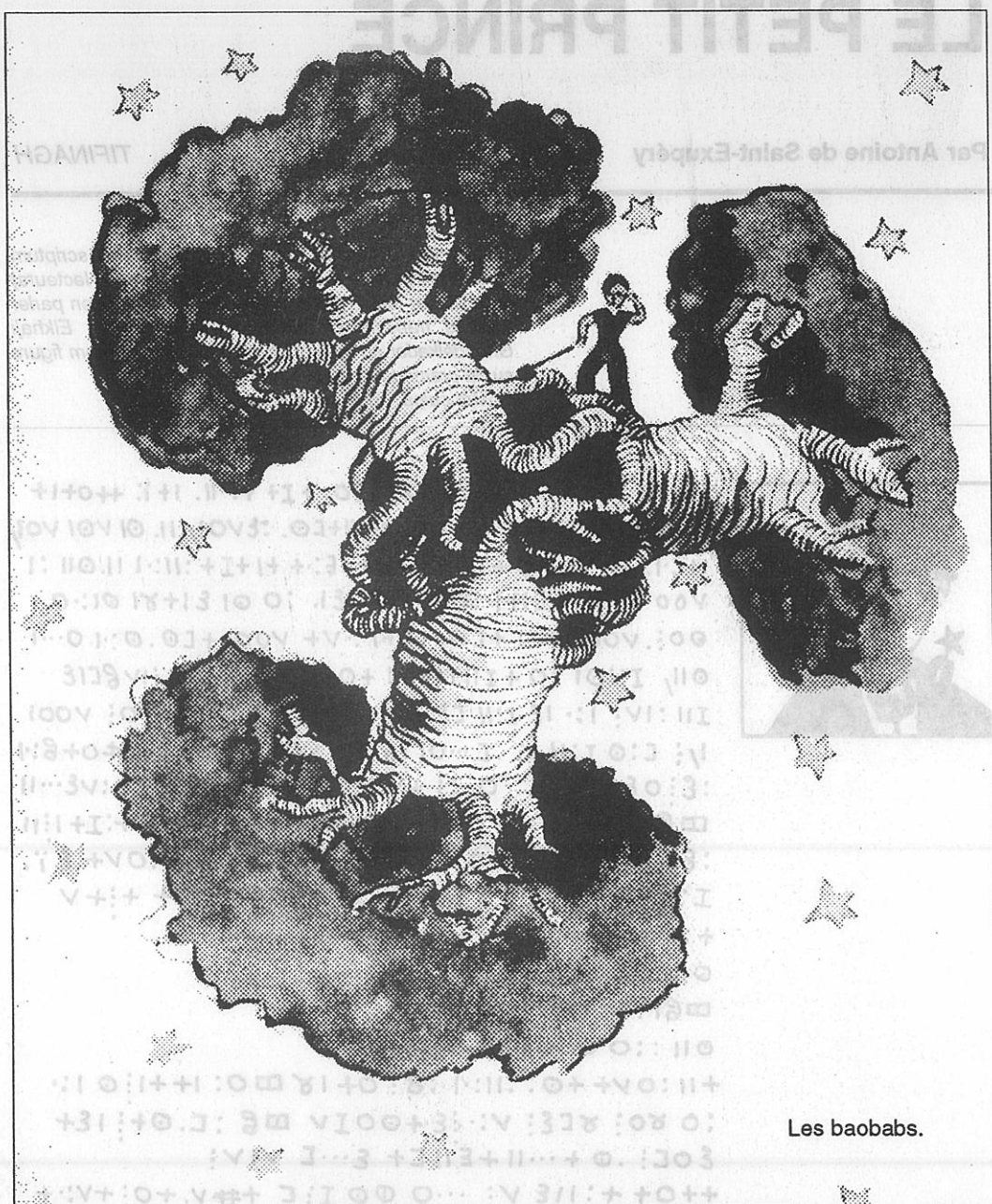
Par Antoine de Saint-Exupéry

TIFINAGH

Hélène Claudot-Hawad nous signale en post-scriptum de sa lettre publiée ci-après p. 241 (courrier des lecteurs) que l'auteur de la traduction du «Petit Prince», en parler touareg transcrit en tifinagh, se prénomme Elkhaji Ghabdelkadar ag Elkhaji Khamid... et que ce nom figure sur la première page que nous avons publiée !
Nostra culpa, nous avons égaré nos lunettes.



:||: .o :o.+ci++ i: ε iYEEIO. +I+ t:·||. i+ï. ++o+i+
 :i:cYi, oI:·o oIi, vooI i+·i+co. :εvOI, II. oI vOI vOI,
 :i:·I. Iii vO:·o +Yc Yc+ i+ iE:·+ t+i+I+:II:·I II.oII :I
 voo +co. εc:·+i mβi :iV :εI. :o oI εI+Yi oI:·o
 oO:·voo i+ :i+co. :c+i :v+ vooI +co. o:·I o...i
 oII, IiiOI :o +IiiYiiY i +o...:t+co. iOI:ivβciE
 Iii:iv: i:· iE i:II cEii iE:·o cEoεi, mβvoo: vooI
 i/: c:·o i:II i: .c...OI:·xO :iEOI:·o o+ :i#o+β:·i
 :ε:·oεi, o+i:·o. :i +vii:·i oV. mβ mV:·vε...II
 mβi cvi+ ii:·vC+i+ iV i+ .YcEi+oV +:i+i:·i
 :εv:·#vi .o oO:·+oO. ++:·oε++ii :oV+ ε i:·.
 I:·ii++ x v: iE v: ++o+ i+ εiE ci+ ++:·v
 +:· II ii+
 oII :·oεi. ε+ii:·oV+
 mβi:·o+o. II:·x m
 oII :·o oIIoO iCO
 ++:·v+ +o:·ii:·i :x: o+iY mO: i+ i+:·o i:·
 :o xO: xciε: v:·ε +oOiv mβ :c. o+:·iε+
 εoC:·o +...ii+EiiC+ ε...c viV:
 ++o+ +:·iε v: ...o oO i:·c ++v. +o:·vY: +
 :ii:·i:·ii, o...ε +i:·o +ii:·oV+
 :o :·ε:·i oII, i:·EiiCi mβi :i
 :o+:·iiv vO:·ii:·i :·ε ci:·+xε:·v :iV:·i:·c. o
 +:·iε+ .ε ++o+ +o:
 Iii ci+ mO+ +o:
 ii:·i E: ...
 :·εxO: x mO: [··oIe: :oCei:·E :ε εiI:·c:·o
 +ii:·oV+



Les baobabs.

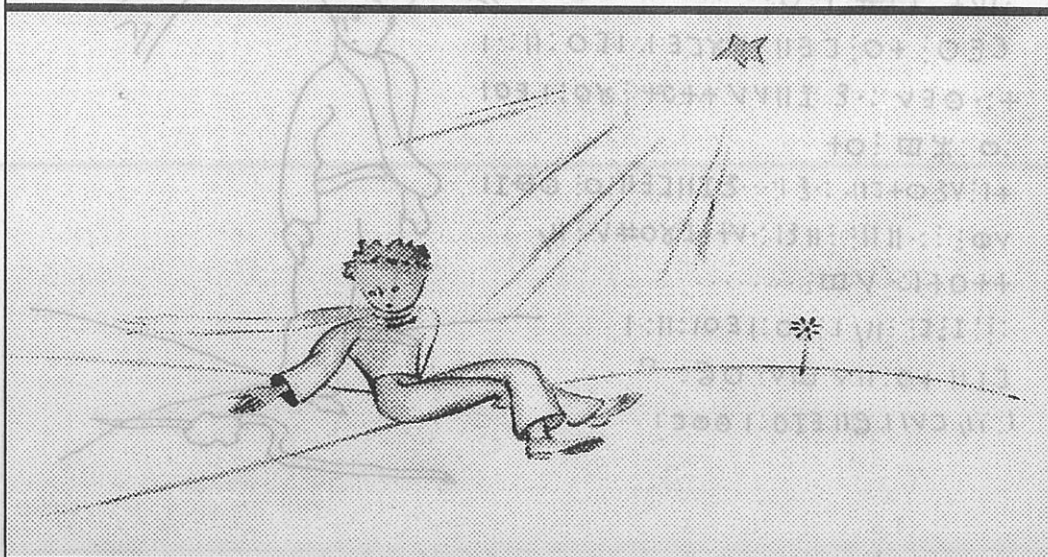
III: I II: E: I
 II#E: EVOI: EO: III OI++ E: OE+ : : I : V O: V
 IIEN: III II++I/ E: O: O+ E: O: V: V: : I
 E: V EOI? : : E: E + E V
 III II: E: I: E: O: I: O: OE: O+ II: O: IVIV:
 +O: I: O: O: O: I: # O: I/ + I: EIO : I
 : O: + O: V E: I: IV: I: I# : E: O: V: O
 : E + E V II + : II E O: : I II I/ : O+ O:
 + + I E + O III II I/ + E O + II : O V + : I O: O:

III CEII

:OE III :II E I++OT V+EO. +:IOT +I...+VI. IEO+EO. V:CEII
 O+I+ I. :XO:IEOI :II. CEOI O+I+ I:O BII
 CI:++OT+I II :E: ? OOTI :XO
 III CEII DOI XII+II. BII : !.....VE: +II E: VC: II EI I III CEII ?
 VO: +IO. : +II E: VC V: +IO: I I. BII CEII C...OI
 :XO: IEOI ...CI II II I, I, E: II O: EDOI TI.
 I. V: CI+ : V+ +OI XI+I+ I: II I EI .: V: VEY II+ : II EI
 V XO: +I+ O: E+ +O+I +II. I II. I I: OBI+ I' I'
 +. +. : OX+ I. BII C. +X I EV+XV VO: ?
 +. EVB: III. I II+ E+ IB: E+I. :XO
 .: ! I. BII OOCI EIO: I
 EXI I VI ? I. :XO: IEOI +I VI EO: O II: V: +IOE.....
 :V : OCVI IEO : O II: I. BII
 O: EV O : +XI :XO: IEOI : E+ : + I: O O V EV V: IVEE.....
 :II: I I: O XO: +... : + EEI CI: II I. BII
 :XO: IEOI VOEO : O+ : IV+... : + V: O+ II V
 :II. EOI : O+ VOV : II. O: II
 V O: : E O: E: V T T T I : O: X O: E+ OI+
 I. BII EIO: I +II III EOI :XO: IEOI
 :IV+ : I O+ I: O:
 EE O: +O: CEII : V X CE I. IEO: II: I
 +. : O EV : E I II V V + + O+ :XO: IEOI
 :O: X II : O+
 +: V E O+ E II. : E II... X I III CE II: O: O E I I
 V O: : : II II: : II EI : V+ + E X O # V : II,
 + + O+ I: V II:
 : I I: E: II, I: X O: IEOI: II: I
 CI II +O: II V II V: O B: O
 I II, CV I. BII EIO: I O O C:



:80 :1E01 80+10. :V0 10: 0+8 16: 12+8 16: 1+11+
 :0E1: 1+8 101, ...
 1+11V 1: 0: 80 1+11V : 8+1: 0+8 16:
 181 1V1 9 0+1: 80 +8: 11E1+1E+0: 1+ +: 8+
 1V1 9 :V : 11 : 10V: 0E0E: 0: 1E... 11, :+E1 0E1: 0+11E V
 V0V: :+1+80: V E: +: 8+1: 11, : 1: 1: 1: 1: 11,
 0 0: +1: 80 011: 0+1. +8+16: 1
 : 11: 1 1, : 80 :1E01 : 11V 0: 11 0: 11 : 801 V: 1E11V 11 11, V
 : 00 80: 00... 1+ 11 0... +1 1V1: 1 001 1V1
 1. 1+11V : 1 108 81+ : 80+ 1 11: 0V8
 1+11V 1 1+ 11: 0V+1 : 80: 1E01 0: 8V01+1: 11 1+V+11: 0V+
 1+1E0E+ 9 1: 01+ 8: 1
 1: 1+1E+11: 0V+1 1 1+0
 : 1: 1: 80 :1 E01
 0.V: 1+ 1... 0+11. 11, +11: 0 V+1+ : 11V : 0+1. 0E#01: 01+V: V1E.
 V00V: 1+0: 11+ 0E0+1E 18E 1E+V0: 11 1E1V: 108 E1 !
 +1E: V+1E: 0: V+... 1+0: : 11+8E1+1+ 11: +1+0E+0: 11
 E11: 0 1: V0E0 111E 8E11 8E1E 1010 1+1 111E1 1: 1E1E1+8E
 +1: 1+ 1: 11 0+1
 E10 : 1 1: 1: : 0E1E1 1011: 0 1: 11 11: +11: 0V+8+V: V1E.1:
 : 11: 0+11: 0V+8+111, V: 0E V001 1E1: +E1, 0: 01V1 E1V01: 0V:
 : 0E 11V: 0: 1 V00: : 80 1... 01 10.V: 8: 1 0: 11 1,



DECHARGES

Un texte inédit de Mohammed Khaïr-Eddine¹

LITTÉRATURE

Nos lecteurs sont maintenant familiarisés avec le style et la verve de Mohammed Khaïr-Eddine, dont nous publions un texte dans chaque numéro. Un complément d'informations vous est donné en annexe par le dictionnaire "Robert"...

Dans ce court texte "Décharges", l'auteur jette un regard sans complaisance sur le monde actuel, où se lit en filigrane son inquiétude face aux dégâts écologiques du bipède.



À Mohammed Allal Sinaceur,
à mon vieil ami.

À l'orée de la grande ville historique bruisante de vies chatoyantes, et tout au long d'une voie ferrée surélevée, s'amoncellent des collines d'ordures ménagères au milieu desquelles, ça et là, pointent des palmiers dattiers centenaires qui ne produisent plus qu'un fruit sec et acide.

Des myriades de cigognes peuplent cette immense immondice offerte au ciel bleu turquoise et à l'oeil blasé du voyageur impénitent qui avait déjà essuyé d'autres tempêtes d'images honteuses. Il avait autrefois traversé cette autre décharge, celle d'une mégapole tumultueuse, haute de plusieurs strates et qui occultait à perte de vue un paysage jadis parsemé de boqueteaux et bruisant du rythme apaisant de ruisseaux clairs.

Aujourd'hui, seule une vache perdue paît sur ce plateau fétide.

De part et d'autre de la route qui mène à une campagne encore à peu près vierge des souillures de la civilisation, des bennes déversent tout ce que la grande ville a rejeté après en avoir tiré la substance vitale.

Et de jour en jour des bulldozers aplatissent pour la compacter cette immense sanie humaine. Un jus noirâtre s'en échappe en rigoles et coulées gluantes que le soleil, témoin silencieux des désastres quotidiens, colore avec l'art consommé du maître qui d'une charogne repoussante fait un objet digne de désirs impérieux et solitaires.

Quand le vent se lève, ces empires du déchet se gonflent de sacs en plastique léger qui volent en tourbillons désordonnés et dont un grand nombre s'accrochent à des arbustes rabougris comme autant d'ex-voto témoins d'une modernité effrénée et malade.

Ailleurs, à la périphérie des grandes villes européennes, la décharge somptueuse de la société de gavage et de gaspilla-

ge abrite des colonies de goélands qui trouvent là en abondance une nourriture disponible et plus riche que le maigre produit des rejets marins. Ces oiseaux, remarquables éboueurs, ont franchi des centaines de kilomètres, attirés on ne sait comment par l'odeur pestilentielle de ce banquet sans fin.

Décharges municipales ou clandestines, ces fleurons négatifs de la civilisation du ventre balisent une nature qui n'a plus d'elle-même que le nom.

En d'autres lieux, des industriels, âpres au gain, creusent des fosses où ils enfouissent des rejets toxiques qui menacent directement la nappe phréatique. Ces apprenti-sorcières sans foi ni loi sont comme ces grands toxicomanes qui préfèrent vivre en seul moment une euphorie paradisiaque plutôt que d'apprécier les doses infimes d'un plaisir parcimonieux et aussi rare que le produit hypothétique d'un orpaillage fastidieux et long.

Des voix, toujours les mêmes, s'élèvent

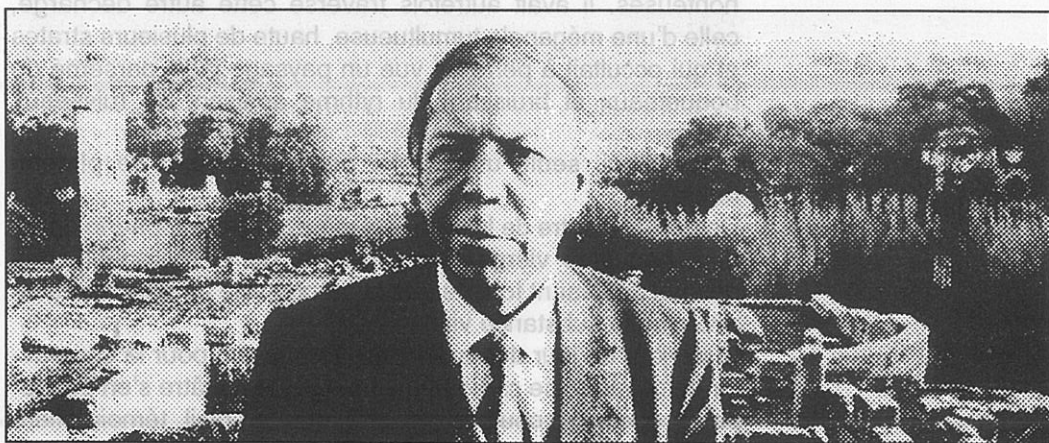
au-dessus de ces décharges pour annoncer la fin prochaine de la civilisation et l'instauration probable d'une barbarie plus redoutable encore que ces guerres ethniques toutes proches que les anciennes nations guerrières observent comme un ballet de crotales dangereux et inapprochables.

Nul n'intervient dans ces démêlés sanglants sauf pour exhumer des charniers secrets, décharges de corps défigurés, violacés et putrides qui ont été naguère des hommes paisibles, mais qu'un démon surgi des haines intestines a transformé en ennemis irréductibles, puis en combattants fiers et impitoyables et, pour finir, en cadavres sans sépulture.

Toutes ces décharges sont l'œuvre de ce bipède qui n'en finit plus de légitimer ses crimes au nom d'une cause perdue d'avance.

Ici règnent l'égoïsme, la frénésie et la violence.

Mohammed Khaïr-Eddine



Mohammed Khaïr-Eddine devant les ruines romaines de Chellah, Rabat, novembre 1993.

1 - Voici comment le dictionnaire Robert, dernière édition, présente Mohammed Khaïr-Eddine :

"Écrivain marocain d'expression française (Tafraout, 1941). Auteur d'un manifeste poétique, Poésie toute, il a fondé au Maroc les revues Eaux Vives puis Souffles avant de s'installer en France (1965) et d'y publier son premier roman-poème, Agadir (1967), qui exprimait une révolte

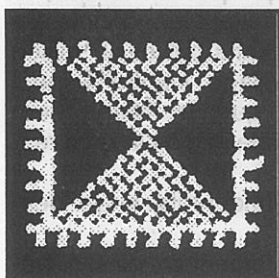
toujours présente dans Corps négatif suivi de Histoire d'un Bon Dieu (1968), Le Déterreur (1973) et Une odeur de mantèque (1976) comme dans les poèmes Soleil arachnide (1969), Moi l'aigre (1970) et Ce Maroc (1975). Affirmation véhémement d'appartenance à un pays dont il

s'est exilé, évocation nostalgique de paysages et d'odeurs, l'œuvre de M. Khaïr-Eddine est emportée par un lyrisme déferlant (phrases hachées, ponctuation supprimée, imagerie violemment sensuelle) qui en font une des plus significatives de la littérature maghrébine."

UNE AFFAIRE D'ÉTAT

Par Mohammed Behri

NOUVELLE



Tissage de l'Atlas.

Hammou Aghzaf, un pied sur la charrue de bois que tirent un dromadaire aidé d'un âne, considère avec inquiétude les rayons jaunes d'un soleil d'automne sur les cimes des quelques touffes de doum rescapées des ravages des caprins que le garde forestier cantonne de plus en plus sur les plateaux labourables des Zayanes.¹

Les palmiers nains supportent stoïquement cette pression en attendant les premières pousses du printemps.

La bande étroite et tortueuse que laboure Hammou lui revient d'un héritage partagé entre six frères et sept demi-frères paternels. Heureusement que les femmes n'ont pas de part aux héritages en droit coutumier berbère - autrement Hammou n'aurait hérité que d'un ou deux sillons à labourer à la pioche : ses soeurs et demi-soeurs sont tellement nombreuses qu'il ne compte plus ses beaux-frères !

En face de Hammou deux hommes venant de la part du Makhzen² sont en train de le scruter et de l'entretenir de choses curieuses à même de lui faire perdre un temps précieux durant cette campagne des labours.

Un blond, aux cheveux soyeux qui entourent une calvitie qui, telle un fond de bouteille, reflète les rayons du soleil sur les yeux de Hammou.

Le second est connu du laboureur comme étant le Moqaddem³ de la fraction des Aït Yacoub, tribu des Aït Aïssa ou Ichchou.

Azzeddine, le chauve aux lunettes dorées, ne cesse d'humecter son doigt et de le poser sur un tas de papiers qu'il tient de la main gauche sur un morceau de contreplaqué. Son doigt, d'une blancheur féminine, va en navette régulière de la pointe de sa langue aux pages du questionnaire qu'il feuillette :

- Combien avez-vous d'enfants ?

Le Moqaddem traduit en berbère :
- «Mechta n'ichirran ayd gharch ?» et le Moqaddem d'ajouter de son propre cru : «inas iâdda louachoun» - dis lui que tu es père d'une famille nombreuse.

- Quatre ! répond en berbère Hammou qui avait déclaré auparavant être âgé de trente trois ans seulement.

*Le Sociologue, le Moqaddem et le Laboureur :
un dialogue de sourds où la confiance...*

n'est pas de règle !

- *Dix !* traduit le Moqaddem, en langue arabe, au sociologue qui note, en français, sur les papiers de l'administration.

- *Vous intéressez-vous à la politique ?*

Le Moqaddem traduit tant bien que mal à Hammou cette question gênante dont il ne sait si elle doit être posée par le sociologue aux paysans ou pas. En tous cas il ne manquera pas d'en parler au Caïd⁴ en arrivant au bureau.

Hammou regarde son dromadaire dans les yeux, larmoyants au demeurant, et le trouve totalement indifférent à la scène, et qui semble lui conseiller de l'imiter. « Il vaut mieux se taire par les temps qui courent ! » semble dire à son propriétaire la pauvre bête chargée d'une longue expérience de la vie et des hommes. « C'est par la bouche que le feu accède au four » dit un proverbe berbère.

Les yeux de Hammou vont des lèvres d'Azzeddine, le sociologue, aux papiers sur lesquels celui-ci est en train de marquer. Hammou comprend que ses paroles sont portées sur le papier. Et quand le Makhzen marque vos paroles sur papier, il faut toujours s'attendre au pire.

- *Non !* bredouille Hammou sans attendre l'avis de l'interprète.

À cette question même le dromadaire a la réponse - « Non », il n'y a pas d'hésitation possible. Azzeddine replace d'un coup d'index ses lunettes à cadre doré sur le haut de son nez avant de porter sur le questionnaire la réponse du paysan : Non.

- *Combien de fois par semaine allez-vous en ville ?* demande le sociologue en regardant directement le Moqaddem qui, entre temps, a enfourché sa mule pour pouvoir d'en haut reprendre quelque peu les commandes des choses.

Il se tourne vers Hammou pour traduire la question en berbère.

La mule, consciente de sa charge nationale et de l'importance du moment, ne perturbe en rien le cours des événements. Hsaïne, son propriétaire, Moqaddem, interprète et guide de tourisme à l'occasion, lui a appris à bien se

tenir devant les officiels.

Il l'appelle Hina et la nourrit bien - même si le Makhzen ne lui accorde aucune subvention, alors que le forestier reçoit tout un traitement mensuel, des bottes de foin et de paille, pour une monture qu'il n'a plus depuis des années. Avec le Makhzen c'est toujours deux poids et deux mesures et il n'y a pas plus normal... Hina est célèbre dans toute la région. Et en tant que mule du Moqaddem, les gens du village la respectent. Cela tient également à son caractère. Elle est une mule respectable ; par sa tenue, aussi bien que par sa docilité, et son comportement devant les officiels. Sa simple vue, même sans bât et au milieu d'autres bêtes du village, inspire respect et crainte. C'est que le Moqaddem Hsaïne aime bien Hina et a su la faire respecter de tous.

Pourquoi me demandent-ils si je descends en ville ?

Hsaïne veut probablement savoir si je fréquente sa courtisane, la citadine sensuelle à la chambre parfumée... Il sait pourtant que je n'ai ni le temps ni les moyens pour ça, et que je ne fais pas partie du Makhzen. Ce genre de plaisir est réservé aux protégés.

Hammou regarde Hina dans l'oeil et répond à la question :

- *Je descends rarement en ville. Je ne descends que le jour de la fête du « retour de Sidna Lkhamis ».*⁵

- *Et le souk ?* questionne Hsaïne.

Hammou hoche la tête.

- *Et le souk ?* reprend le Moqaddem qui mène maintenant le questionnaire à sa guise, comme si le sociologue lui avait délégué cette mission scientifique : *et le souk, qui te le fait ?*

Les yeux en détresse Hammou regarde son chameau, comme pour lui demander son avis ; et d'ajouter en berbère :

- *Trati ouida ii.*⁶

- *Ihaa ! mami isoufer trati,*⁷ continue Hsaïne qui a totalement oublié la présence du sociologue.

L'homme de science, s'apercevant que les règles élémentaires des investiga-

tions en sciences sociales venaient d'être transgressées, réagit :

- *Ecoutez-vous souvent la radio ?* demande-t-il en regardant toujours le Moqaddem Hsaïne, qui reprend le même manège que précédemment.

- *Ecoutes-tu lidaâ* ⁸ Hammou ?

- ... !

- *Ta radio fonctionne-t-elle encore ?*

- *Oui elle marche quand j'ai de quoi lui mettre des piles, mais je n'écoute que la station berbère pour les chansons.*

- *Et Rabat ?* continue le Moqaddem.

- ... !

- *Tâarabt ?* ⁹

- *Il m'arrive de le faire*, répond Hammou, jouant le tout pour le tout.

- *Ah oui, et qu'est-ce que tu écoutes ?* continue le Moqaddem qui mène son interrogatoire sans se soucier du sociologue. Azzeddine n'a pas porté une seule marque de stylo sur son cahier depuis que «l'homme d'autorité» mène lui-même l'enquête.

Hammou, suffisamment dérangé par cette pluie de questions sur ce qu'il fait et ce qu'il ne fait pas, sur sa vie..., ne répond plus. Il donne un coup de pied sec dans la charrue qui libère en bloc sa charge de glaise rouge, et entreprend également par de petits coups larges sur les rênes de l'attelage de dégager la tête de l'âne de dessous le dromadaire. Vue la différence de taille entre les deux bêtes, l'équidé a pris comme habitude de se mettre sous le camélidé pour se protéger des coups de soleil ... «Pas si bête l'animal», pense Hammou. «Si l'âne est pour nous le symbole de l'ignorance, il ne s'agit là que d'une vision déformée des humains qui préfèrent ne pas porter de jugements sévères sur leurs semblables» : tiens ! regarde Hsaïne qui, trônant sur sa mule, fait plus d'ombre que le chameau, et l'homme chauve aux lunettes dorées n'a pas pensé un seul instant à protéger sa calvitie en s'approchant de la mule... Pourquoi ne daigne-t-il pas s'approcher de la mule Hina ? Suffit-il de garder ses distances avec les animaux pour être un humain ?

Le Fqih ¹⁰ avait dit un jour que le Christ était entré à Jérusalem sur une ânesse. L'homme du Makhzen ne le sait probablement pas. La science rend-elle l'être humain plus bête ? s'interroge Hammou. - Non, la science le rend fou ; c'est le pouvoir qui le rend bête ! conclut-il.

En tout cas Hammou reste convaincu que «la raison est toujours derrière la charrue, et c'est la faucille qui le prouve ; elle ne porte jamais d'uniforme ni de stylo».

- *Ecoutez-vous souvent la radio ?* redemande le sociologue en regardant cette fois-ci l'enquêté.

Hammou sursaute à la rencontre des yeux bleus d'Azzeddine. Ce regard lui rappelle le capitaine Pugeot et ses geôles ; c'est que Hammou avait été emprisonné à l'âge de quatorze ans pour détention d'un Bouhabba...¹¹ Les yeux bleus, qu'il n'a plus eu l'occasion de voir dans la région depuis le départ des colons, sont restés pour lui synonymes de cravache et de coups de pieds.

Hammou pense à la réflexion de feu son père quand il l'a récupéré des geôles : «Ce n'est rien, mon fils, ce n'est rien. Les coups de pied dans le derrière ne laissent de traces que sur le visage».

Une réflexion dont Hammou n'est jamais arrivé à pénétrer le sens.

Le Moqaddem reprend à l'intention de Hammou :

- *Ecoutes-tu souvent la radio, oui ou non ?*

- *Oui !* répond-il, prenant son courage à bras le corps.

Le soleil disparaissait sous les palmiers lorsque le sociologue arriva à sa dernière question :

- *Quels programmes radiophoniques préférez-vous ? Classez-les par ordre d'importance :*

1/ *Musique arabe classique*

2/ *Musique arabe moderne*

3/ *Musique arabe andalouse*

4/ *Musique arabe Al âla*

5/ *Musique arabe Al malhoun*

6/ *Musique populaire arabe*

7/ *Folklore ?*

Le Moqaddem veut traduire la question mais trouvant l'entreprise hasardeuse il

se contente de demander :

- *Quelle musique préfères-tu ?*

- *Tamazight*,¹² répond Hammou sans la moindre hésitation.

Amazigh¹³ de pure souche et n'ayant jamais été à l'école, Hammou ne comprend pas la langue arabe, à part les quelques mots d'usage très courant qui lui servent à se tirer d'affaire devant l'administration.

Le Moqaddem, qui commence à donner des signes d'énervement à l'égard de Hammou décidément trop sincère pour pouvoir aider le Makhzen dans sa tâche, durcit le ton :

- *Quelle musique préfères-tu, t'a demandé le Monsieur. Tamazight n'est pas de la Moussiq, c'est des chansons, et puis le Monsieur ne s'intéresse pas à ce qui ne l'intéresse pas ! Alors dis-nous, Hammou, fils de Ali Aghzaf et de Hannou n'Adjou, de la fraction des Aït Yacoub, tribu des Aït Aïssa ou Ichchou, dis-nous quelle musique tu préfères ?*

Entendant prononcer son nom et sa filiation complète, Hammou comprend que le moment est grave et qu'il n'a pas intérêt à «traîner la patte en paroles». Hsaïne est un cousin certes, mais il est avant tout Moqaddem du Makhzen. On ne badine pas avec le Makhzen même quand c'est votre frère...

- *J'aime écouter la lecture du Saint*

Coran, Monsieur, et les discours du Trône ! Après cela j'éteins la radio, Monsieur, et je mets une cassette de chansons berbères.

Le Moqaddem quelque peu soulagé par cette demi-réponse se retourne vers Azzeddine pour traduire, mais celui-ci a déjà noté et fermé son questionnaire ; il tend la main pour prendre congé des deux hommes avant de regagner le sentier le menant, un kilomètre plus loin, vers sa Landrover...

Hsaïne fait un sourire à Hammou qui comprend que l'enquête est terminée avec succès.

Une fois seul avec le Moqaddem, Hammou ne peut s'empêcher de lui poser enfin la question qui lui brûle la langue depuis que les deux hommes ont interrompu ses labours :

- *A Hsaïne ! Idd Aroumi Aïga Ou mejjoud ann ?*¹⁵

- *Ouhou !*¹⁶ répond le Moqaddem en baissant la voix de crainte d'être entendu par le sociologue qui n'est pas encore bien loin. *Aârab Aïd Iga, Ikkad Rrbad*¹⁷. Hammou, les narines frissonnantes, s'en va détacher les licous de son attelage pour libérer l'âne et le chameau, et lance au Moqaddem :

- *Idda ou Roumi Nenna Is Idda Ttarjmane.*¹⁸

Mohammed Behri

NOTES

1 - Zayane : Confédération de tribus berbères du Moyen Atlas central.

2 - Makhzen : le pouvoir central marocain. Il est exclusivement arabe.

3 - Moqaddem : agent d'autorité faisant partie de la tribu mais désigné par le pouvoir central.

4 - Caïd : agent d'autorité désigné par le pouvoir central.

5 - Le retour de Sidna Lkhamis : fête de l'indépendance.

6 - Trati ouida ii : le marché du mardi me suffit.

7 - Ihaa ! mami isoufer trati : oh ! ce n'est pas suffisant, le mardi.

8 - Lidaâ : la radio officielle qui diffuse à partir de la capitale.

9 - Tâarabt : l'arabe.

10 - Fqih : celui qui préside aux prières dans une mosquée.

11 - Bouhabba : fusil traditionnel à chien et amorce

extérieure dont le canon se charge de poudre.

12 - Tamazight : langue des Imazighen.

13 - Amazigh, pl. Imazighen ou Chleuh : habitants originels du Maroc avant la venue des Arabes en Afrique du Nord. Ils y vivent toujours en majorité écrasante et ont appris à parler arabe. Les villes de la côte au Maroc sont moitié arabophones moitié berbérophones, mais les montagnes sont essentiellement berbérophones.

14 - Moussiq : musique (en dialectal marocain).

15 - A Hsaïne ! Idd Aroumi Aïga Ou mejjoud ann ? : est-ce un Européen, ce chauve ?

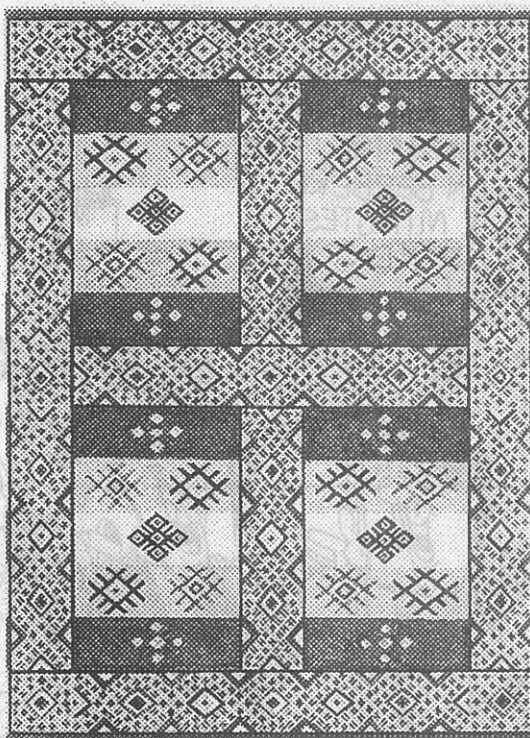
16 - Ouhou : non.

17 - Aârab Aïd Iga, Ikkad Rrbad : c'est un Arabe, il est venu de Rabat.

18 - Idda ou Roumi Nenna Is Idda Ttarjmane : avec le départ des colons nous pensions pouvoir nous passer à jamais d'interprètes entre Marocains...

TAZRA

*Tapis & bijoux de
Ouarzazate*



Anne Barthélémy
Illustrations de Gaston Balmigère

Éditions ÉDISUD
La Calade, RN 7, 13090 Aix-en-Provence, France
Tél : (33) 42 21 61 44 - Fax : 42 21 56 20



GÉNÉTIQUE AU MAROC : UNE PREMIÈRE MONDIALE...

Par Mohammed Behri

TRANSPLANTATIONS

Cette information scientifique a retenu toute notre attention, non seulement pour «l'honneur qui rejaillit sur notre pays et dont nous sommes fiers et dont nous pouvons à juste titre nous enorgueillir etc.», mais aussi et surtout pour le cri d'alarme concernant l'avenir de nos enfants !



Dessin de Hergé.

Le saviez-vous ? La science dans le monde arabe ne cesse de faire de grands progrès, et c'est à pas de géant et dans le secret qu'avancent les manipulations génétiques.

Si certains esprits chagrins peuvent s'indigner que les cobayes utilisés soient des enfants, il faut avouer que les résultats obtenus tiennent de la prouesse scientifique. Qu'importent après tout les moyens ! Rappelons à ce propos à nos lecteurs qu'aucun généticien occidental n'a encore réussi à pratiquer une pareille opération sur l'être humain : obtenir du pur sang arabe de parents berbères. Au Maroc, où cette opération se pratique à un rythme industriel, l'école arabe produit des merveilles dans ce domaine.

En effet, les établissements marocains d'enseignement - pour ne parler que de ce pays, fer de lance dans cette spécialité et dernier pays à "être" arabe - accomplissent chaque année, avec grand succès, près de 300.000 opérations transgéniques, à l'air libre, sans anesthésie, sur des enfants parfaitement éveillés.

Nizar, un élève de quinze ans, nous apporte à ce sujet son témoignage sur l'opération transgénique qu'il a subie avec succès dans son pays, et dont il est fier :

"Mes parents sont d'origine berbère. Mes grands parents, comme mes aïeuls, sont on ne peut plus Berbères. Et tout le monde parlait berbère chez nous. C'était au temps où le Marocain était encore sauvage et vivait avec les lions."

"Mon père est donc Berbère de pure souche et ma mère également. Mes grands frères, Hammou et Haddou, et ma soeur Aâdjou, qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, sont restés Berbères. Mais moi, Dieu merci !, je suis un Arabe. Je ne suis plus un sauvage."

(traduction approximative)

N'est-ce pas merveilleux, le progrès scientifique ?

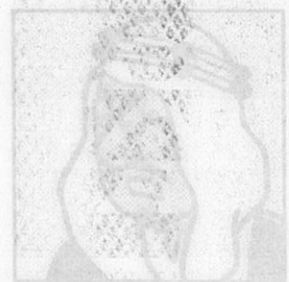
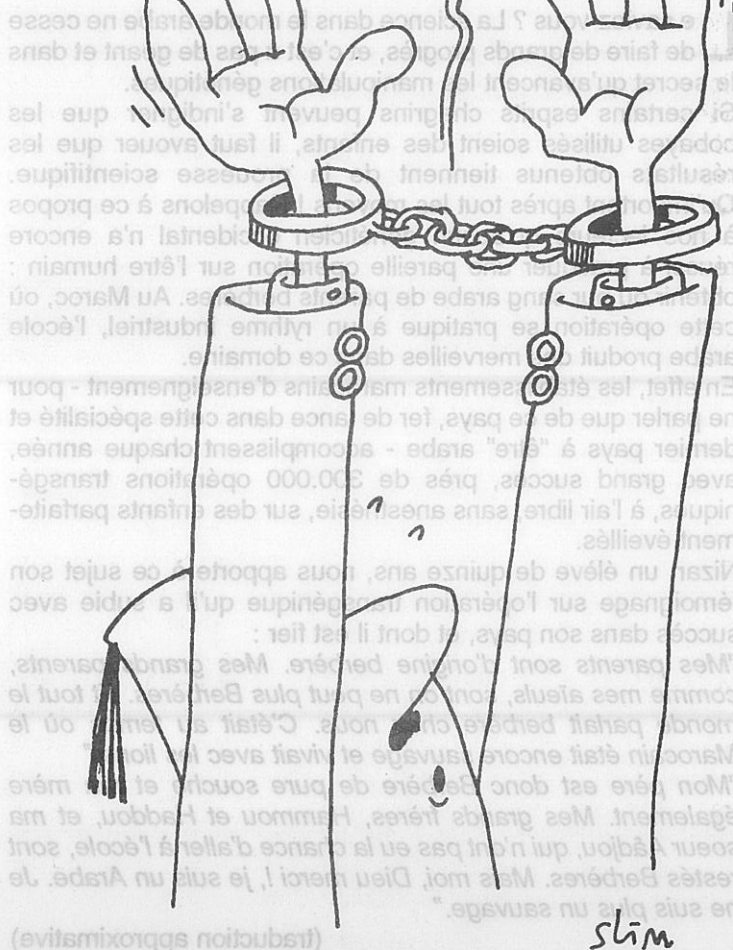
Reste l'envers de la médaille : l'opération a tout de même duré dix ans ; elle a coûté à Nizar son identité, et à ses parents... l'avenir de leur enfant. ♠

GENÉTIQUE AU MAROC : UNE PREMIÈRE MONDIALE...

TRANSPANTATIONS

Par Mohammed Behni

DIEU, PRÉSERVEZ-
NOUS DE LA
PARABOLE!!



Dessin de Hergé

N'est-ce pas merveilleux, le progrès scientifique ?
Reste l'envers de la médaille : l'opération a tout de même
duré dix ans ; elle a coûté à Nizar son identité, et à ses
parents... l'avenir de leur enfant.

LES ROBOTS

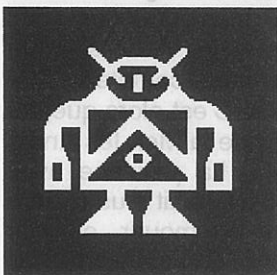
Par Izem Amezyan

CONTE

Ancêtres. Les Robots se cachait alors tandis que les Chacals, mi-fidèles mi-rivaux mais déterminés à conserver leurs privilèges, jetaient souvoisement deux batons de dynamite dans les pattes des Aigles...

La destruction des usines

Les Chenils et Poulailiers voisins fermèrent leurs portes, très courtoisement !



Vieux modèle de robot imberbe.

Il était une fois... Cela se passait il y a bien longtemps, dans les Montagnes de la Mer. Il y avait là quelques nids d'Aigles paisibles, tolérants, d'une patience qui franchissait les générations, mais irréductibles. Ils restaient en effet farouchement fidèles à la mémoire de leurs Ancêtres, et personne n'avait réussi à les leur faire renier. Ce n'est pas comme certains de leurs frères des Plaines, qui avaient changé leur généalogie... Au cours de l'Histoire en effet, bien des canidés voraces et des oiseaux rapaces, venus tantôt du Nord et tantôt de l'Est, avaient envahi leurs Plaines et leurs Montagnes, puis tenté de les soumettre à leurs lois, pour enfin repartir un jour, la queue entre les pattes. Cela prenait du temps, des décennies, parfois des siècles. Ainsi se succédèrent entre autres les Caniches de la Botte, les Bergers allemands du Chenil Vandalous, les Loups des Steppes Anatoliennes, les Chacals des Sables, et enfin les Coqs du Poulailier Hexagonal...

Le vieux logiciel

En ce temps-là donc, les Chacals s'étaient attribués des grades, des galons et des képis. Ils avaient bâti des usines dans lesquelles ils fabriquaient des Robots à la chaîne, qu'ils équipaient d'un logiciel très sommaire, un vieux modèle usé jusqu'à la corde qui ne laissait pratiquement aucune possibilité à leur infortunée machine. Ce logiciel interdisait en effet toute remise en question et n'autorisait que la copie du programme initial. Et pour l'installer, il fallait entrer les données à coups de baguette ! Quant au manuel d'utilisation, rédigé dans une langue archaïque, il n'avait pas pu être traduit de manière satisfaisante dans les langues courantes, certains passages demeurant obscurs. Aussi les Robots avaient parfois des comportements contradictoires...

Le virus Gaga

Jusque là les choses n'étaient pas trop graves, car ces Robots étaient par ailleurs de bons et dociles serviteurs, qui accomplissaient les tâches ingrates et protégeaient leurs

maîtres, les Chacals.

Mais un jour un virus contamina leur logiciel. Il fut appelé le «virus Gaga», car il s'infiltrait dans le système qu'il bloquait en le faisant répéter. Cela se manifesta par un comportement bizarre : les Robots se mirent à rabâcher leur programme à longueur de journées en récitant inlassablement les formules de leur manuel. Puis les Robots se rendirent de plus en plus souvent à l'usine. Puis ils adoptèrent un uniforme. Puis ils cherchèrent à contaminer les autres Robots. Et comme le virus Gaga était contagieux, ils se multiplièrent. Et c'est ainsi qu'un jour...

La révolte des Robots

Un jour les Robots se révoltèrent. Non seulement contre leurs maîtres les Chacals, mais contre le monde entier... Insatiables, ils avaient en effet décidé d'inoculer leur nouveau virus à tout ce qui bougeait, sans distinction ; et comme ils rencontrèrent de la résistance ils devinrent haineux, violents, se procurèrent des armes, se mirent à tuer tout ce qui était différent d'eux. Ils mirent ainsi à feu et à sang toute la Plaine... Les Chacals furent vite débordés. Ils savaient bien sûr, dès le départ, que ce logiciel était périmé, qu'il n'était plus adapté aux temps nouveaux, mais il était si pratique pour asservir à bon compte... et les Chacals étaient loin de se douter qu'un virus Gaga allait le contaminer, jusqu'à emballer la machine au point qu'elle deviendrait impossible à débrancher...

L'exode

Les Robots étaient partout et tuaient à tour de bras. Ils semaient la terreur. Ils s'en prirent d'abord à tous les logiciels d'importation, plus récents et plus sophistiqués. C'est ainsi que l'exode commença... Les uns se réfugièrent dans la Botte des Caniches, les autres au Chenil des Bergers, d'autres encore dans le Poulailleur des Coqs - juste retour de l'Histoire. Bizarrement personne ne demanda asile aux Sables Sacrés de l'Est ; il est vrai que c'est de là que venait le logiciel défectueux...

Puis les Robots s'attaquèrent aux Montagnes de la Mer. Les Aigles paisibles réagirent pacifiquement en organisant de grandes démonstrations de foule pour manifester leur désapprobation et leur attachement à la mémoire des Ancêtres. Les Robots se cachaient alors tandis que les Chacals, mi-figures mi-raisons mais déterminés à conserver leurs privilèges, jetaient sournoisement quelques batons de dynamite dans les pattes des Aigles...

La destruction des usines

Les Chenils et Poulailleurs voisins fermèrent leurs portes, très courageusement ! Ainsi plus moyen de s'échapper : les Aigles, les Chacals et les Robots furent condamnés à régler leurs comptes à l'intérieur de leur enclos. C'est alors que, du haut des Montagnes de la Mer, les Ancêtres se réveillèrent... La patience avait atteint ses limites, il n'y avait plus d'autre choix : c'était vivre ou mourir, et pour vivre il fallait se battre. C'est ainsi que les Aigles prirent les choses en mains. Leur programme comportait trois phases...

Lorsque la première usine fut dynamitée, cela provoqua un choc terrible dans le psychisme de la population. Ce fut le signal d'une remise en question fondamentale. Après tout, chacun resterait libre dorénavant de faire ronronner son petit logiciel personnel à sa façon, chez lui, à l'abri des surenchères et sans perturber le logiciel de son voisin...

En seconde phase, les gradés furent dégradés - non par les armes mais pacifiquement, par un moyen très simple : le solde des soldes. La grève fiscale vida en effet les caisses du Magasin et par conséquent les poches des vareuses ; et chacun s'en retourna chez lui cultiver son potager.

La troisième phase prévoyait le Rappel, qui consistait à réveiller en chacun le souvenir de l'Ancêtre commun afin de réunir ceux qui pouvaient encore l'être...

C'est là que moi, prudent, je les ai laissés à leurs tracasseries et m'en suis allé en paix.

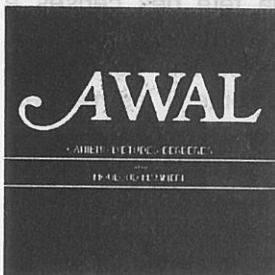
Izem Amezyan.

LES ANCÊTRES REDOUBLENT DE FÉROCITÉ

Un texte de Kateb Yacine

RELECTURE

Comme nous l'avions annoncé, et en hommage à Tassadit Yacine pour son action et son ouvrage "Aït Menguellet chante..." 1, nous reproduisons ici la préface de ce livre, due à la plume acerbe de Kateb Yacine.



«Cahiers d'Études Berbères»
Revue annuelle
fondée par Mouloud Mammeri
et dirigée par Tassadit Yacine.

"Le poète est au cœur du monde" dit Hölderlin. Pour être au cœur du monde, encore faut-il qu'il soit au cœur du peuple qui est le sien. Il faut que celui-ci se reconnaisse en lui. Ce lien ombilical, rien ne l'illustre mieux que le soulèvement de Tizi-Ouzou, lorsque le wali décida d'interdire, en avril 1980, une conférence de Mouloud Mammeri sur "la poésie ancienne des Kabyles". À l'appel des étudiants, la population de la ville, puis des régions avoisinantes, sans parler d'Alger, où les Kabyles sont très nombreux, se leva pour défendre, à travers les poètes anciens, la langue des ancêtres. L'un de ces défenseurs les plus ardents fut Aït Menguellet :

Reconnais ce qui est tien

Prends garde de ne jamais l'oublier !...

Langue kabyle

Celui qui t'aime

Te sacrifie sa vie

Il te vénère

Et pour toi garde la tête haute

C'est grâce à tes fils

Que l'Algérie est debout.

Pourquoi cette véhémence ? C'est que tamazight, notre langue nationale, depuis des millénaires, est à peine tolérée, pour ne pas dire proscrite, dans l'Algérie indépendante !

L'interdiction de cette conférence a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La population a ressenti cette mesure comme une provocation, une de plus, car de nombreuses manifestations et activités culturelles avaient déjà été annulées dans la même wilaya. C'est ainsi que la troupe de l'Action culturelle des travailleurs, dont je suis responsable, n'a pu se produire devant les ouvriers du complexe textile de Dra-Ben-Khadda, ni au collège d'enseignement moyen (C.E.M.) de Tadmait. Notre pièce de théâtre intitulée «La Guerre de Deux Mille Ans» réalisée à l'occasion du XX^e anniversaire de la révolution n'a pu avoir lieu à Tizi-Ouzou, alors que la même

pièce était bien accueillie par la presse et par le public, à Alger et dans les autres régions d'Algérie.

On pourrait citer d'autres exemples, comme l'interdiction aux parents de donner un prénom berbère à leurs enfants. On parle d'une liste de prénoms prohibés, mais cette liste n'a jamais été rendue publique. Comment se fait-il qu'un membre de notre troupe, à Alger, n'ait pas pu appeler son fils Amazigh ? L'employé de l'État-Civil lui a répondu que ce prénom ne pouvait être enregistré. Pourtant nos manuels scolaires parlent de nos ancêtres Imazighen, le pluriel d'Amazigh.

S'il fallait suivre cette logique, il faudrait aussi exclure Massinissa et Jugurtha ! On voit l'absurdité d'une censure bureaucratique qui opère dans l'ombre et fait d'autant plus de mal qu'elle atteint le citoyen au plus profond de lui-même, en occultant ses origines.

Avant l'indépendance, quand un enseignant français interdisait l'emploi de tamazight ou de l'arabe à l'école, il était dans son rôle, car il œuvrait pour l'Algérie française.

Aujourd'hui, quand un enseignant algérien, et parfois un coopérant arabe, prétend nous interdire la langue de nos ancêtres, est-il encore dans son rôle ? C'est la négation de l'indépendance, car l'indépendance signifie liberté d'expression, et l'expression commence par la langue maternelle, c'est-à-dire tamazight, pour beaucoup d'Algériens qui ne parlent pas l'arabe, ou ne le parlent que par obligation, comme nous étions obligés d'apprendre la langue française.

"En matière de mass media ² la place du berbère ³ pourtant faible, n'a fait que régresser depuis l'indépendance."

"D'abord, on peut relever son absence totale au cinéma, ou à la télévision. Pire, lorsque des films sont censés se dérouler en Kabylie, les acteurs sont doublés en arabe (ex : L'opium et le bâton).

À partir de 1964-1965, on commence à

réduire les horaires de la chaîne tamazight. Celle-ci émettait auparavant au rythme d'une vacation quotidienne continue, de seize heures de durée environ. On ramène alors le tout à moins de neuf heures découpées en trois tranches quotidiennes (2 x 2 + 4h 30).

"En 1972, la célèbre chorale féminine kabyle du lycée Amirouche de Tizi-Ouzou ayant obtenu les premiers prix au festival de la chanson populaire, se verra contrainte par le proviseur et les autorités locales de chanter une grande partie de son répertoire en langue arabe."

"En juillet 1974, la fête des cerises à Larbâa-Naït-Iraten se termine très mal, puisque la police et les gendarmes n'ayant pas suffi à contenir les manifestants, on fera appel à l'armée pour les réprimer durement. La foule était mécontente en raison du remplacement de plusieurs chanteurs kabyles par des improvisations de chanteurs en arabe".

Cette même fête des cerises sera d'ailleurs interdite l'année suivante...

"En 1973-1974, on assiste à la suppression définitive de la chaire de l'université d'Alger. La discipline "ethnologie" disparaît de l'université... et l'enseignement berbère n'est prévu dans le cadre d'aucun des modules des nouvelles licences de lettres ou de langues..."

L'Algérie offre le spectacle d'un pays subjugué par la mythologie de la nation arabe, car c'est au nom de l'arabisation qu'on réprime tamazight. Les ennemis de tamazight prétendent que son enseignement nuirait à l'unité de la nation.

Les fossoyeurs de l'unité nous parlent d'unité, le voleur crie au voleur. L'unité de la nation ne peut se faire que sur une base positive. Elle doit se faire par l'enseignement de tamazight, non par son ignorance. Beaucoup d'Algériens sont encore aliénés. Ce n'est pas de leur faute. Mais le pouvoir a les moyens d'enseigner cette langue et de lui offrir en priorité la télévision, puisqu'on l'ouvre bien plusieurs fois par semaine à la

langue anglaise...

On croirait aujourd'hui, en Algérie et dans le monde, que les Algériens parlent l'arabe. Moi-même, je le croyais, jusqu'au jour où je me suis perdu en Kabylie. Pour retrouver mon chemin, je me suis adressé à un paysan sur la route. Je lui ai parlé en arabe. Il m'a répondu en tamazight. Impossible de se comprendre. Ce dialogue de sourds m'a donné à réfléchir. Je me suis demandé si le paysan kabyle aurait dû parler arabe, ou si, au contraire, j'aurais dû parler tamazight - la première langue du pays depuis les temps préhistoriques.

Les envahisseurs étrangers n'ont cessé de la refouler. Il y a eu les siècles de domination romaine, arabo-islamique, turque et enfin française. Tous ces envahisseurs ont voulu imposer leur langue, au détriment de tamazight.

Aujourd'hui, par les armes, nous avons mis fin au mythe ravageur de l'Algérie française, mais pour tomber sous le pouvoir d'un mythe encore plus ravageur : celui de l'Algérie arabo-islamique.

L'Algérie française a duré cent trente ans. L'arabo-islamisme dure depuis treize siècles ! L'aliénation la plus profonde, ce n'est plus de se croire français, mais de se croire arabe. Or il n'y a pas de race arabe, ni de nation arabe. Il y a une langue sacrée, la langue du Coran, dont les dirigeants se servent pour masquer au peuple sa propre identité ! C'est ainsi qu'ils se justifient en disant qu'il est important de s'adresser au "monde arabe" dans une langue protocolaire et archaïque - même si le peuple n'y comprend rien ; ils avouent ainsi qu'ils préféreraient s'adresser à une élite hypothétique, au Caire ou à Bagdad, plutôt que d'avoir recours aux langues populaires, car il existe aussi, brimé comme tamazight, un arabe algérien que le peuple comprend. Mais ces messieurs n'en veulent pas, pour la bonne raison qu'ils veulent écarter les masses populaires du débat politique. Voilà pourquoi nos bulletins d'information

à la TV et à la radio sont en arabe littéraire, et voilà comment un gouvernement s'isole de lui-même, en croyant isoler un peuple qui lui échappe. Et comme l'ignorance engendre le mépris, beaucoup d'Algériens qui se croient arabes - comme certains s'étaient crus français - renient leurs origines, au point que le plus grand poète leur devient étranger :

J'ai rêvé que j'étais dans mon pays

Au réveil, je me suis trouvé en exil

Nous, les enfants de l'Algérie

Aucun coup ne nous est épargné

Nos terres sont devenues prisons

On ferme sur nous les portes

Quand nous appelons

Ils disent - s'ils répondent :

Puisque nous sommes là, taisez-vous !

Incontestablement, Aït Menguellet est aujourd'hui notre plus grand poète. Lorsqu'il chante, que ce soit en Algérie ou dans l'émigration c'est lui qui rassemble le plus large public : des foules frémissantes, des foules qui font peur aux forces de répression, ce qui lui a valu les provocations policières, les brimades, la prison. Il va droit au cœur, il touche, il bouleverse, il fustige les indifférents :

Dors, dors, on a le temps,

tu n'as pas la parole.

Quand un peuple se lève pour défendre sa langue, on peut vraiment parler de révolution culturelle.

Les défenseurs de tamazight sont les fondateurs de l'Algérie nouvelle. Ils ne sont pas les seuls. Il faut aussi compter avec les femmes. Ce n'est pas par hasard que les manifestations de Tizi-Ouzou en 1980 se sont produites la même année que celles des femmes, au centre d'Alger. Et la preuve vivante que c'est le même mouvement, on le trouve dans l'histoire de la Kahina, notre héroïne nationale, telle que je l'évoque dans *La Guerre de Deux Mille Ans* :

Ils s'étonnent de vous voir dirigés par une femme.

C'est qu'ils sont des marchands d'es-

claves.
 Ils voilent leurs femmes pour mieux les vendre.
 Pour eux, la plus belle fille n'est qu'une marchandise.
 Il ne faut surtout pas qu'on la voie de trop près.
 Ils l'enveloppent, la dissimulent, comme un trésor volé.
 Il ne faut surtout pas qu'elle parle, qu'on l'écoute.
 Une femme libre les scandalise, pour eux je suis le diable
 Ils nous appellent Berbères,
 Comme les Romains appelaient Barbares nos ancêtres.
 Barbares, Berbères, c'est le même mot,

toujours le même.
 Comme tous les envahisseurs, ils appellent barbares
 Les peuples qu'ils oppriment, tout en prétendant les civiliser...
 Les Barbares sont les agresseurs.
 C'est nous, dans ce pays, qui combattons la barbarie !
 Que les chants d'Aït Menguellet soient traduits par une femme est hautement significatif. Cette première traduction devrait être suivie de sa réplique en langue arabe.
 Honneur à Tassadit, pour la brèche qu'elle ouvre dans le mur du mépris. Et que ce livre soit bientôt suivi de beaucoup d'autres !
Kateb Yacine.

NOTES

- 1 - «Aït Menguellet chante...», Éditions La Découverte, Paris, et éditions Bouchène/Awal, Alger, 1990.
- 2 - Les Temps modernes, juillet-août 1982.
- 3 - Terme impropre et péjoratif pour désigner Tamazight.



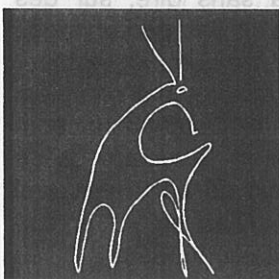
Kateb Yacine dans le film de Kamal Dehane «L'amour et la révolution»

LES CRÉATIONS D'AHERDAN

Par Mohammed Khaïr-Eddine

LITTÉRATURE

En quelques phrases éblouissantes Mohammed Khaïr-Eddine nous brosse ici le portrait d'Aherdan-créditeur, Aherdan-messager, Aherdan symbole et, au-delà de toutes les vicissitudes, preuve flagrante de la vitalité amazigh...



La gazelle d'Aherdan.

Qui ne connaît Mahjoubi Aherdan, l'homme de toutes les situations, capable d'inventer l'inattendu, en politique comme en art, car il est de souche proprement imazighienne et, partant, humaniste et donc ouverte sur l'universel ? Grâce à son génie de poète, de romancier, d'homme politique et de peintre, l'ancien système qui confinait l'Amazigh en des folklorités insipides, s'est déglingué brutalement.

Connaissant bien les méthodes d'aliénation et de destructuration qui avaient été mises en oeuvre pour désaccorder le rythme de la vitalité berbère, Aherdan s'en est pris d'abord au langage utilisé en l'occurrence comme outil de démolition. Il usa des mêmes termes, des mêmes effets secs ou lyriques, et des mêmes images retournées pour "donner un autre sens aux mots de la tribu" qui, jusque là, était la proie physique et culturelle d'une kyrielle de prédateurs étrangers. Il n'eut de cesse qu'il n'ait rétabli la fonction organique de l'imaginaire berbère, qu'il n'ait réintroduit la légitimité de ce peuple et de sa langue millénaire occultée (?) par des siècles de haine et d'abandon, d'ignorance et de coercition. Il exhuma une autre vision de l'amazighité, une autre poésie et, partant, il nous rendit responsables de notre antique patrimoine et de notre devenir. Ce qu'il a tenté et réussi est à lui seul un manifeste, un manifeste qui s'écrit aujourd'hui parce qu'il est devenu indispensable à notre équilibre culturel et civique.

Qui, mieux qu'Aherdan, connaît la geste berbère, la poésie des tréfonds et l'histoire de ces hommes et de ces femmes qui ont souffert le martyre pour cette terre ? Il fut le premier sans doute à s'inquiéter de l'avenir de notre langue qui semblait se perdre dans les diasporas migratoires, le premier à transcrire dans une langue lisible le poème berbère reconnaissable à son imagerie, à ses rythmes spécifiques, à sa concision extrême... et à cette souffrance et fermeté millénaire qui a fait de l'être amazigh une entité intelligente et créatrice, entreprenante et travailleuse, guerrière et conquérante.

Cet oiseau qui est l'une des figures centrales dans l'oeuvre d'Aherdan, cet aigle royal (Iguider), c'est l'Homme Libre, c'est à dire un Amazigh. Un homme libre de ses choix et qui ignore la dérégulation, car il est toujours prêt au meilleur comme au pire. Un homme qui combat pour son bonheur terrestre, au-delà des idées imposées ou reçues, et pour une liberté sans complaisance, la sienne et celle d'une humanité digne.



Ces poèmes sont des pierres saillantes et cisaillantes. Elles fusent de l'oubli, comme la lave incandescente d'un volcan ; d'un monde qu'on s'était acharné à enterrer et qui pourtant est toujours là, palpable et visible... et audible. Un monde qu'on n'entertera pas de sitôt ! Cette poésie est le souffle suprême de l'Atlas et de ses beautés ineffables.

Dans son dernier roman qui vient d'être publié à Rabat, Aherdan met la jeunesse de l'Atlas en marche pour la vie. Du même coup, il fait des révélations sur ce qu'était cette vie au temps du Protectorat. Un éclairage, il va sans dire, sur des lieux, des moments et des personnages hauts en couleurs. Une autobiographie ? Sans doute. Mais l'humour bat son plein dans ce texte et les descriptions sont excellentes. On voit, à la lecture de ce livre, que l'auteur est un peintre auquel nul détail n'échappe. C'est en tout en cas un morceau de l'histoire du Maroc.

Cette écriture possède une structure qui est le procédé même du peintre Aherdan. Et cela se complète et se compénètre. L'écriture cependant n'est point la figuration du dessin ou de la toile, elle n'en est pas non plus le prolongement : elle est sa réponse, en quelque sorte. L'écriture est ici la respiration du paysage amazigh, le chant des roches, des bêtes et des hommes... Mais dans la peinture du poète, il y a le rêve, l'onirisme et l'omniprésence de l'Aigle (Iguider), ce symbole immanent cher à l'auteur. Au demeurant, deux êtres nobles sont en présence constante : l'Aigle et le Cheval, autre animal cher au symbolisme d'Aherdan. Ces animaux fiers sont le reflet même de l'Homme Libre. □

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

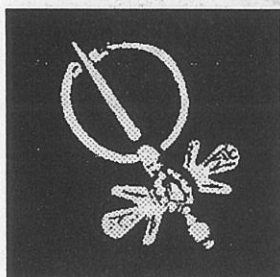
- «Cela reste cela» (Julliard, 1968) ;
- «La masse... ira» (Gauthey, 1976) ;
- «Aguns' n Tillas» (R.I., Rabat 1985) ;
- «Iguider» (Amazigh, Rabat - repris chez Benimed, Casablanca 1990) ;
- «Un poème pour étendard» (L'Hamattan, Paris 1991) ;
- «Fers de feu» (Éditions La Porte, Rabat 1994).

TIMERSSA (Suite)

Par Meriem Aherdan

ART DU COSTUME

Il y eut, à travers les siècles, dans la façon de se vêtir des femmes, un besoin de se distinguer - non par des différenciations vestimentaires - mais pour définir et personnaliser, par des parures originales, un comportement, une appartenance ethnique. Les hommes, eux, s'affirmèrent par des tenues correspondant à leur mode de vie...



DISTINCTION DANS LES HABITS ENTRE RURAUX ET CITADINS

Si l'on doit faire une distinction, dans les habits, c'est entre ruraux et citadins, bien que le vêtement des dames de Fès et Marrakech fût identique à celui que portait - aux dires d'observateurs des XVI^e et XVII^e siècles - la Berbère.

Dans les villes furent adoptés *caftans*, *djellabas*, *burnous* ou *selhams*, et les parures d'or et de pierres précieuses.

A l'intérieur du pays ce furent les drapés - ou *izars* (retenus aux épaules par des fibules d'argent appelées *tisseghnaï*) et les *handiras* ou sortes d'étoles faites de larges bandes d'étoffe de laine tissée dans un particularisme régional.

Les vêtements d'hommes ressemblent en bien des points à ceux des femmes. («*a'aban*» ou pièce d'étoffe sans coutures enroulée autour du corps) la différence étant dans le port d'arme : *koumia* ou *takoula* - poignard ou épée portés au côté ; l'*aqrab* parfois, ou sacoche de peau décorée de fils de couleur et de franges de cuir.

Dans les campagnes, la femme s'enveloppe la tête d'une sorte d'écharpe pour se protéger des intempéries ou par pudeur en présence d'étrangers... mais non pour se cacher ! L'homme du Sud, le Touareg, a lui aussi le visage couvert d'une *taguelmoust*, pour se protéger du vent et de la sécheresse.

Dans le Haut Atlas, chez les Aït Wawouzguît, les hommes ont adopté pour leur confort, l'*akhnif* de laine noire à large motif central en forme d'œil, aux tissages de couleur orange.

Couramment, et pour se protéger du mauvais temps, il vont à leurs travaux habillés de caleçon long, ou *seroual* de laine zébrée tricoté par eux.

Et pour protéger leurs jambes, hommes et femmes, comme au temps des Guanches, portent des *targiouiines*, ou guêtres

s'arrêtant aux genoux, faites de bandes ou damiers de couleurs.

Aux pieds, les campagnardes portent des *rihit* aux décors de cuirs et de fils de couleurs vives avec, parfois, de longues languettes au dos des chevilles. Les hommes eux, se chaussent de babouches, toutes blanches les jours de fête, et jaunes plus communément. Les juifs seuls portent des babouches noires. Comme au temps d'Homère, le campagnard revêt de simples semelles «*idhoukan*», attachées par des lanières qui partent des orteils et se fixent autour de la jambe.

Le moissonneur, le cavalier des Zemmours ou les femmes des Jebala se protègent du soleil, en été, par un chapeau de fibres tressées et à larges bords : le *tarazal*, agrémenté parfois de pompons.

Tissages, coiffures et bijoux donnent la meilleure image des valeurs ethniques

C'est au cours des cérémonies traditionnelles, dans les mariages en particulier, que se différencient au mieux les femmes des diverses tribus. Non à travers les costumes, mais par les tissages, les coiffures et les bijoux qui donnent la meilleure image de leurs valeurs ethniques.

Si les bijoux représentent un capital susceptible de fluctuations - repris par exemple en cas de répudiation, ou vendus en cas de besoin - les coiffures elles, confirment l'appartenance de la femme - maîtresse de ses cheveux - à un groupe humain donné.

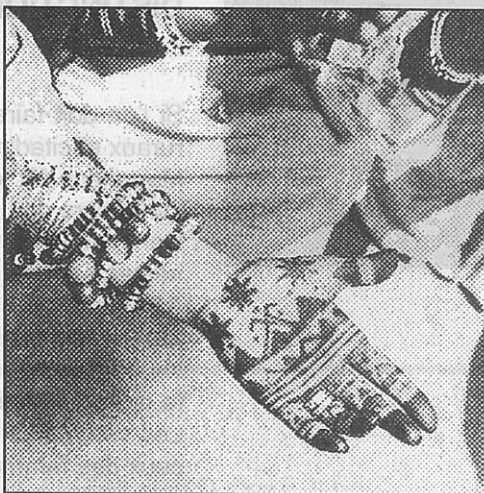
- **Coiffures** : Ces coiffures élaborées avec art font penser aux grandes dames de l'archéologie égyptienne, sumérienne ou carthaginoise.

Pour épaissir, allonger leurs cheveux, les femmes utilisent laine ou poil de chèvre et pour leur donner plus d'ampleur, se servent de petits coussinets ou de morceaux de bois enrobés de chiffon : «*tidlalin*»

ceux qui s'enroulent en macarons.

Les juives, elles, avaient interdiction par les lois talmudiques, de montrer leurs cheveux et devaient se raser. Elles utilisèrent à partir du XVI^e siècle des per-ruques.

En règle générale, il faut distinguer trois sortes de coiffures : celles des très jeunes - fillettes ou garçons - tête rasée en partie, avec seulement une ou plusieurs mèches - et cela jusqu'en fin de croissance. Ces mèches sont par la suite roulées ou nattées sur les oreilles ou le sommet du crâne et, dans certaines régions, ramenées en franges.



Dessins au henna
(Photo Meriem Aherdan)

Les jeunes filles vont tête nue, leur coiffure agrémentée de chaînes de pièces d'argent recouvrant les cheveux.

Les chignons sont parfois cachés par des morceaux de tissus et retenus par des cauries - le front quelquefois ceint d'un ruban.

Les femmes mariées, par contre, ne peuvent sortir tête nue.

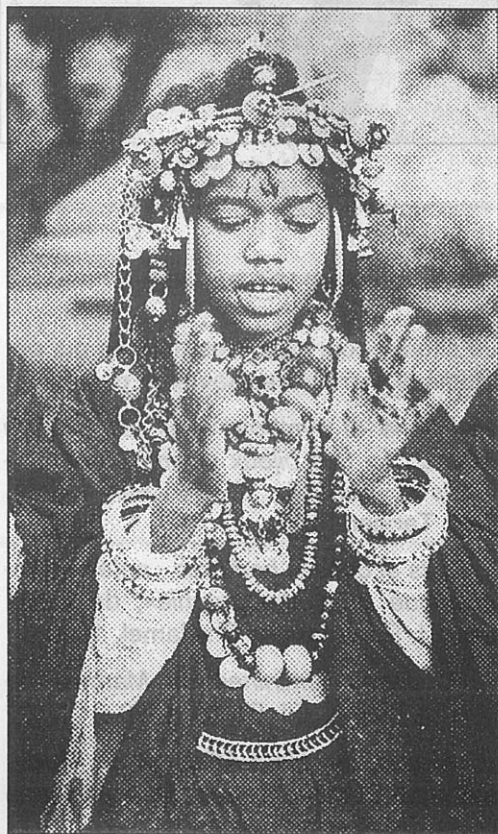
Les hommes ont le crâne rasé sous leur *riza* ou turban, mais laissent apparaître des petites touffes sur leurs tempes. Ils portent également des calots ou «*taguia*».

- **Bijoux** : Quant aux bijoux, leurs particularités sont merveilleusement soulignées par des formes symboliques spécifiques telles que «l'khamisa» ou la «triade» - triangle ou croix - qui sont fabriqués en argent (l'or étant méprisé des Touareg et gens du Sud en général).

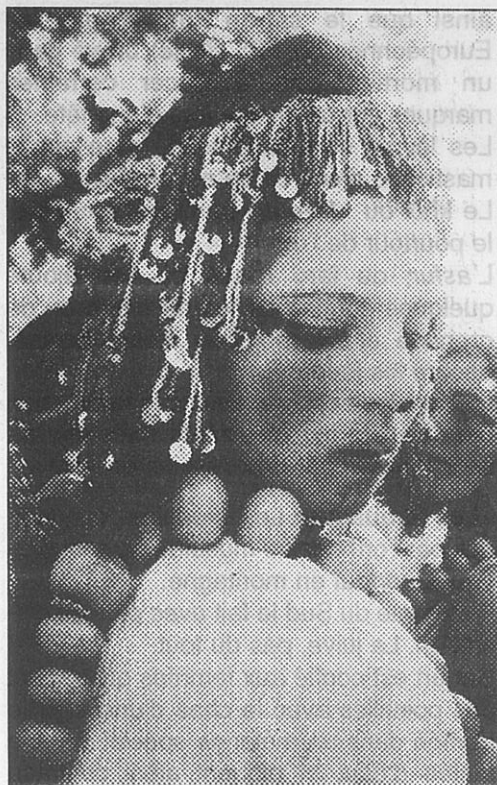
Les frontaux niellés ou ciselés, ainsi que les pendants encadrant les visages magnifient la personnalité des femmes.

Les bracelets qui recouvrent poignets ou chevilles, par leur lourdeur et la forme acérée de leur métal argenté, sont de magnifiques armes de protection et soulignent de superbe façon leurs possibilités de défense.

Les grosses boules d'ambre réservées aux longs et lourds colliers, personnalisent certaines tenues. Alors que les petits coquillages - cauries mélangées à des



Jeune fille de Tassint
(Photo Meriem Aherdan)



Aït Moghrad
Discrets tatouages, joues fardées,
grosses boules d'ambre
(Photo Meriem Aherdan)

perles de terres colorées auxquels on attribue des pouvoirs particuliers pour leur rappel de l'œil ou de l'organe féminin, sont inégalement portés.

Ainsi des Aït Hadiddou, qui refusent une parenté quelconque avec les négroïdes porteurs de ces parures, et qui cherchent à se distinguer des habitants du Sud.

- **Peintures corporelles** : Aux bijoux l'on doit associer les peintures corporelles et les tatouages.

Le *henna*, qui sert habituellement à l'entretien des cheveux, est utilisé pour pratiquer des dessins sur les mains et le visage lors de certaines cérémonies.

Le harqus «*tazouda*» tiré d'un mélange de noix de galle, de tamaris, de son, d'orge, de noir de fumée mêlé à du sulfate de cuivre, d'huile et de charbon pulvérisé,

ainsi que le safran (utilisé par les Européennes du XII^e siècle) broyé dans un mortier, sert à tracer certaines marques sur un visage lors d'une fête.

Les lèvres sont teintées de rose par le masticage d'écorce de noyer (*swak*).

Le khôl ou «*tazoult*» permet d'accentuer le pourtour de l'œil.

L'*asfur*, ou fard rouge où l'on ajoute quelques gouttes de jus de citron ou de grenade et un morceau d'alun écrasé, décore les joues.

La Berbère applique ainsi ses fards - non pour transformer ses traits mais afin de se distinguer par des dessins ou «*tira*».

- **Les tatouages** : Les tatouages, condamnés par l'orthodoxie musulmane sont pratiqués partout en montagne.

La femme du Sud le fait avec plus de discrétion. La juive, pas du tout.

Cet art est confié aux femmes qui tracent des pointillés avec le chas d'une aiguille trempé dans un mélange spécial de suie mêlée d'eau, et piquent ainsi ce tracé qu'elles enduisent ensuite, pour que le tatouage prenne une teinte bleue, d'un jus d'herbe pilée.

Les dessins varient selon les tribus.

Le visage se souligne ainsi de marques sur le menton, entre les yeux, et le cou est souvent recouvert de bandes zébrées.

Dans le Sud, plus discrètement, les femmes, marquent la pointe de leur nez.

Les mains, les bras et les chevilles sont tatoués différemment et selon les tribus.

Mon but, dans cette esquisse rapide sur la façon de se vêtir et les besoins de se distinguer de notre monde nord-africain, est d'amener le lecteur à le mieux connaître, de chercher à aiguïser sa curiosité pour ces milieux qui, depuis des millénaires, retransmettent ainsi à travers leurs atours une symbolique particulière ; l'encourager à une meilleure connaissance de ces populations qui perpétuent ainsi leurs traditions.



*El Kelaa des Mgouna
(Photo Meriem Aherdan).*

BIBLIOGRAPHIE

Je citerai, pour cela, des auteurs qui ont étudié le Maroc avec savoir et passion :

- «*Forme et symbole dans les arts du Maroc : I - Les bijoux et amulettes / II - Tapis et tissages*», de Bert Flint - Impr. EMI, Tanger 1974 ;

- «*Mots et choses berbères - notes de linguistique et d'ethnographie*», de Émile Laoust, Éd. Augustin Challamel, 1920 ;

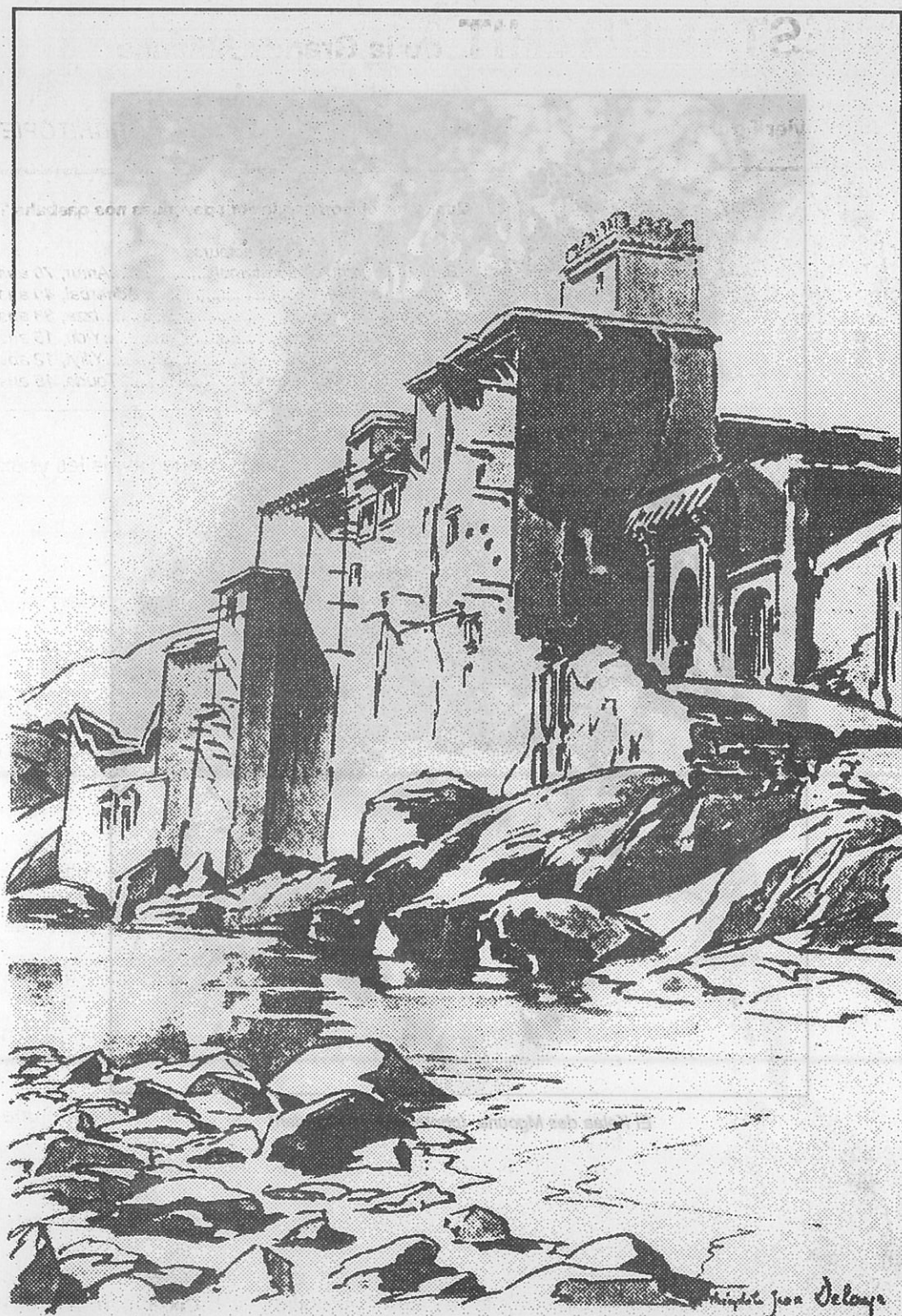
- «*Coiffures féminines du Maroc*», de Mireille Moron, Éd. Barde, 1990 ;

- «*Maroc, le Haut-Atlas et le Sud*», d'Ahmed Sefrioui, dessins de Jean-Marie Louis, Éd. Gérard Guibert.

Meriem Aherdan ♥



El Kelaa des Mgouna (photo Meriem Aherdan).



La qasba de Talaat n'Yaqub et le Nfis, Haut-Atlas / Aquarelle de Théophile-Jean Delays, 1935.

DESTAMERZHIT ou la Grande Alliance

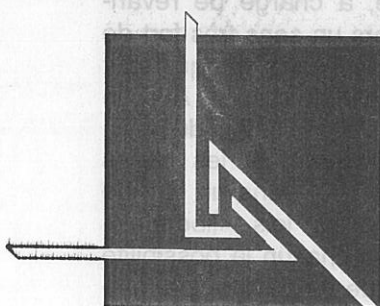
Par Olivier Fougerat

ARCHITOPIE

Quatrième épisode : que sont devenues nos qasbahs ?

Les acteurs :

- Bahlou, le grand-père paternel Amur, 70 ans
- Ibbanou, le père Adherbal, 40 ans
- Immanou, la mère Izza, 38 ans
- Leur fils Yidir, 15 ans
- Sa sœur Ylliylt, 12 ans
- La fille des voisins Asserdil Touda, 15 ans



Ylliylt arriva derrière moi sans bruit tandis que j'avais les yeux perdus dans le lointain...

- Tu rêves toujours à ta douce colombe ?

Je sursautai :

- Moi ? Non... J'attends Bahlou !

- Taratata ! Je t'ai vu : tu regardais la *tigmmi* de Touda !

- Je regardais le coucher de soleil.

- À d'autres ! Le soleil ne se couche pas par là... Tu es amoureux ! Tu es amoureux !...

- Vas-tu te taire, vilain hibou ! Et d'abord, ça ne regarde pas les gamines !

- Je ne suis plus une gamine ! J'ai bien compris, tu sais... Et puis on me l'a dit.

- Et qu'est-ce qu'on t'a dit ?

- Ça ne te regarde pas ! Tiens, voilà *iguider* qui chasse : prends garde qu'il ne t'emporte ta Touda dans ses griffes !...

- Tu ne dis que des sottises ce soir ! Comme d'habitude.

Le pas fatigué de Bahlou se fit entendre dans l'escalier de l'*amalat*. Fidèle à notre rendez-vous quotidien...

- Ah, je ne dis que des sottises !? Eh bien on va voir ce qu'en pense Bahlou !...

- Si tu dis un mot, je raconterai à tout le monde ce que tu fais avec les peintures de guerre d'Immanou !

- Quelles peintures de guerre ?

- Son maquillage... Je t'ai vue. Toute barbouillée comme une tarte aux fraises !

- Il y a de la tarte aux fraises ? demanda Bahlou du haut de l'escalier.

- Sale petit espion ! chuchota Ylliylt en me faisant une horrible grimace...

- Oui, Ylliylt a essayé d'en faire une pour ce soir, pour toi. Mais je crois qu'elle l'a ratée ! répondis-je à Bahlou, dont la gourmandise était proverbiale.

- Dommage... Mais c'est gentil de ta part, Ylliylt. Je suis sûr

que tu la réussiras demain, n'est-ce pas ? Hors d'elle de ce piège, elle répondit en bafouillant :

- Bahlou... Mais ce n'est pas la saison des fraises...

- Et comment as-tu donc fait ?

Les laissant s'expliquer, je tournai négligemment la tête vers la tigmmi des Asserdil... Point de Touda !

- Tu cherches des fraises ? s'exclama Ylliylt, à qui mon manège n'avait pas échappé. Puis elle se sauva sans demander son reste...

- Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? m'interrogea Bahlou, soupçonneux.

- Oh, je crois qu'Ylliylt voulait te faire une surprise, mais ça a raté.

Puis, ne tenant pas à m'engager davantage sur ce terrain glissant, j'enchaînai :

- Bahlou, tu m'as longuement parlé des villes de ton temps, mais pas de la campagne.

- Et que veux-tu donc que je te dise sur la campagne ? La campagne, c'est toujours la campagne ! Des champs, des arbres...

- Oui, je sais... Mais on construisait des qasbahs fantastiques, décorées... Des *ighermanes* de terre... Ce n'était pas cher. Comment tout cela a-t-il disparu ? Pourquoi les hommes se sont-ils arrêtés un beau jour d'en bâtir, alors qu'ils en construisaient depuis des millénaires ?

Bahlou resta silencieux quelques instants avant de répondre :

- Pendant des millénaires la société n'a pas changé. Et puis, en l'espace de quelques dizaines d'années, elle a changé. Oui, tout a changé...

Il se tut un instant, puis reprit :

- On a beaucoup perdu de nos traditions, et on a beaucoup gagné dans la modernité... Aujourd'hui je peux te dire que le bilan est positif. Mais ce fut difficile pour toute une génération. Remplacer une ancienne structure par une nouvelle n'est pas facile...

- Mais pourquoi abandonner les qasbahs... ?

- Je vais te répondre. Laisse-moi le temps

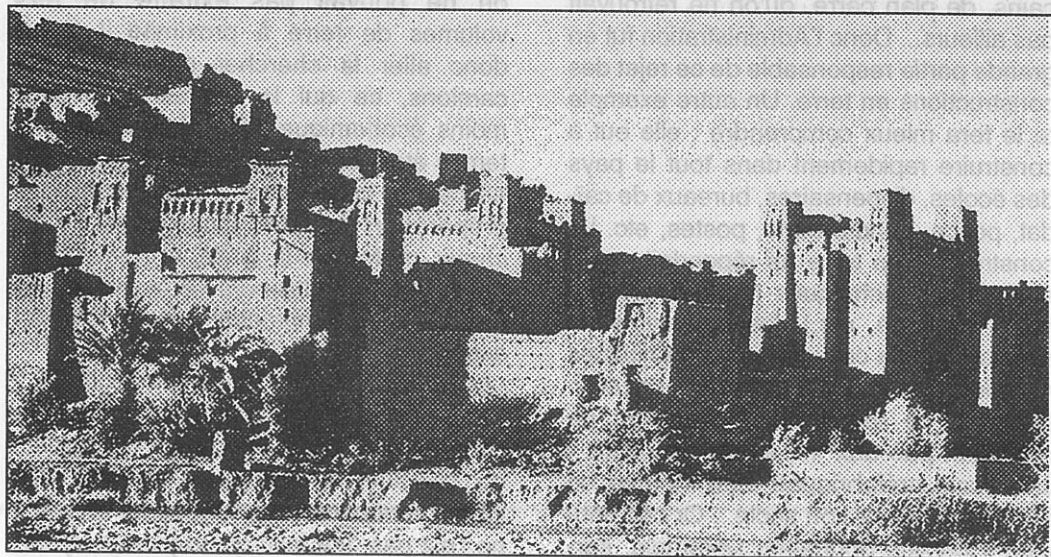
de te situer le contexte, sinon tu ne comprendras rien... Oui, certaines de ces qasbahs étaient superbes en effet. Et il n'en reste à peu près rien aujourd'hui. La terre est friable... On ne peut pas la racommoder. Ces constructions duraient un siècle, ou un peu plus. Lorsqu'un édifice menaçait ruine par suite de l'érosion, on l'abandonnait et l'on reconstruisait à côté. Pour cela, toute la communauté s'y mettait. Le travail n'était pas rémunéré... Lorsqu'une famille s'agrandissait, tout le village se mobilisait pour construire la nouvelle demeure, à charge de revanche... Il y avait alors un sens très fort de la collectivité et de l'entraide, qui était nécessaire à la survie du groupe. Avec le nouveau système d'organisation du pays, les données changèrent, et les règles également. Du jour où, dans un monde protégé, les nouvelles lois «libérales» laissèrent à tout un chacun la possibilité de s'enrichir, ce que l'*Agraw* ne permettait pas, l'argent devint la valeur essentielle. L'argent passa au premier plan... De nouveaux principes firent leur apparition : ainsi par exemple toute peine se mit à mériter salaire, remplaçant la *tiwizi* ; des entreprises se constituèrent ; des prestataires de services s'imposèrent ; le syndicalisme s'installa ; le droit de grève institutionnalisa le droit au chantage... Or ces constructions de terre demandaient du temps et de la main d'oeuvre ; les familles étaient trop pauvres pour rémunérer les ouvriers. Autrefois, la seule obligation était de les nourrir, le temps de la construction. C'est ainsi que ces édifices de terre crue devinrent trop chers. Mais ce n'est que l'une des raisons de leur abandon...

- Et quelles sont les autres ?

- Tout d'abord leur fonction défensive disparut. Il n'y avait plus nécessité de bâtir des forteresses pour se protéger des *razzias*. Les habitants n'avaient plus à se protéger eux-mêmes : ce devint le rôle de l'administration étatique. Par ailleurs, certains disaient : «Je ne veux plus manger

de terre dans ma soupe !», faisant allusion au plafond en terre. D'autres voyaient dans la construction en ciment le signe de la modernité qui les distinguait des «arroubis». Ceux qui avaient séjourné en Europe avaient tendance à importer au pays les modèles qu'ils y avaient vus ; peu leur importait que ces modèles ne soient adaptés ni au climat ni au site : ils symbolisaient leur réussite sociale. Mais il y eut plus grave, en un sens...

re intensive, etc. Tout s'enchaîna si vite que la machine s'emballa et que ses conducteurs ne parvinrent pas à maîtriser tous les paramètres. On passa de l'autarcie à la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. De plus, cette nouvelle notion d'État-nation, prodigue en bienfaits, devait pour s'imposer imposer l'unité, lutter contre les particularismes régionaux qui risquaient d'entraîner des séparatismes. Cela eut pour conséquence un niveau



La kasbah des Aït Ben Haddou, qui fut classée n° 3 au patrimoine culturel mondial par les Nations Unies (PNUD) pour le Maroc, après la Koutoubia et la kasbah de Taourirt. (photo Gérard Degeorge)

- Quoi donc ?

- La modernité. La modernité développa les communications... Les télécommunications d'une part, qui importèrent d'autres cultures, d'autres traditions, elles aussi synonymes de progrès. Et les communications terrestres, qui apportèrent la médecine, l'école, des matériaux nouveaux, toutes sortes de choses inconnues jusqu'alors, à la fois bénéfiques et maléfiques, chacun portant en lui un revers de médaille... Ainsi la médecine permit d'accroître l'espérance de vie, et entraîna de ce fait un accroissement démographique brutal : l'équilibre écologique était rompu. Il fallut construire à tour de bras, passer à un type d'agricultu-

ment général. Le système devait être unitaire, et ce jusque dans ses moindres détails. On essaya d'imposer une langue nationale, sans succès. En architecture par exemple, on obligea les habitants à construire des arcades en béton devant leurs constructions de terre, dans des régions où l'on n'avait jamais vu la moindre arcade... La tuile verte devint le matériau incontournable de l'habitat typiquement «marocain», elle qui n'était utilisée jusqu'alors que dans quelques rares édifices religieux depuis qu'on l'avait importée de pays pluvieux...

- Un matériau archaïque...

- En plus, oui ! Le mépris le plus souverain s'abattit donc sur les constructions

en terre, exceptées quelques qasbahs désaffectées qui faisaient bien sur les affiches touristiques et ravissaient les tour-opérateurs avides de «folklore». Or, y avait-il plus authentiquement marocain que ces édifices ? Ils n'existaient nulle part ailleurs.

- Il y en avait au Yémen...

- Très différents. Les angles, les ouvertures, l'ornementation n'avaient rien de commun. Comme les minarets marocains, de plan carré, qu'on ne retrouvait pas ailleurs... Donc l'Administration fut en grande partie responsable de ce rejet des constructions en terre. Un autre exemple te le fera mieux comprendre : elle eut à construire rapidement dans tout le pays des écoles, dispensaires, bureaux de caïdat, police, gendarmerie, postes, etc. La construction en terre ne répondait pas à ses normes techniques (garantie décennale, éclairage, etc.), les ingénieurs ne savaient pas la calculer et les architectes n'avaient pas appris à construire en terre. De plus, ce mode de construction ne répondait pas aux impératifs de délais : une école préfabriquée était montée en une semaine sur son socle... Or ces bâtiments publics donnaient l'exemple, surtout les écoles qui devenaient le modèle pour l'enfant qui s'y formait. Ainsi cet enfant se retrouvait dans un autre monde, où sa langue maternelle était tout aussi méprisée que la maison de ses parents. Devenu grand, il mettait une cravate... Il se fondait dans le nouveau système susceptible de lui apporter tous les avantages du monde moderne, et par là reniait l'ancien.

- Logique... Et pourtant, on aurait dû tenter de revaloriser cette tradition de pisé ! Sans parler de l'esthétique, j'ai lu qu'elle était thermiquement meilleure...

- Certains essayèrent... Des laboratoires mirent au point des techniques de stabilisation de la terre à base d'un très faible apport de ciment afin de la rendre plus résistante à l'érosion. On essaya d'améliorer les briques d'adobe par compres-

sion dans des moules. On tenta de protéger les murs de terre par des écailles en ciment, ce qu'ils appellèrent l'adobéton. Mais la population ne voulait plus vivre sous la terre. De plus, pour construire en terre il fallait de la terre, beaucoup de terre.

- C'est évident ! Mais en quoi cela posait-il un problème ?

- Cela ne posait pas de problème dans la campagne, où l'on prenait la terre sur place. Mais dans les milieux urbanisés, on ne pouvait pas extraire de tels volumes de terre à proximité. Il fallait donc aller la chercher plus loin, par camions, ce qui la rendait nettement moins économique ! De plus, le facteur temps était un handicap. Avant de mettre en oeuvre cette terre, il fallait toute une préparation où l'on incorporait de la chaux, parfois de la paille, et le mélange devait reposer plusieurs semaines avant emploi. Or le temps était devenu cher lui aussi.

- Le temps c'était de l'argent, à l'époque...

- Oui, c'était le principe de la croissance économique. On y croyait. C'était absurde, car aucune croissance ne peut être infinie, tout comme la surface de la Terre ne l'est pas. Il a fallu qu'un jour ce système cancérigène s'effondre pour revenir à d'autres valeurs plus proches de la vie.

- Bahlou, une autre question : pourquoi ces qasbahs étaient-elles toujours décorées dans leur partie haute, jamais en bas ?

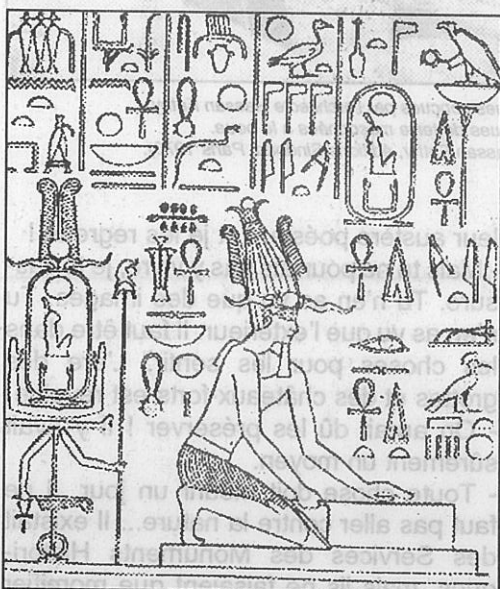
- C'était tout simplement la conséquence de l'emploi du matériau. La partie basse supporte tout le poids de l'édifice ; ses murs devaient donc être épais ; on les réalisait en pisé, c'est-à-dire en terre battue entre deux banches. Les rangées de trous visibles dans ces murs correspondaient aux clefs de bois qui maintenaient les coffrages entre eux. Cette terre mouillée était lourde ; on la transportait dans des couffins. À une certaine hauteur cela devenait trop pénible, et les murs n'avaient plus besoin d'être aussi solides. Alors on changeait de technique, on utilisait des *taub*, ou briques d'adobe mou-

lées et séchées au soleil, plus légères à transporter. Au lieu d'être monolithique, la construction devenait un assemblage nécessairement géométrique de ces briques rectangulaires. Il devenait alors tentant de jouer avec ces briques sur la trame de la construction, tout comme avec la laine sur la trame du tapis. Les ouvertures de ventilation devenaient claustras ajourés, et la tribu ou le notable y inscrivaient leur marque et d'autres motifs ou signes d'appartenance à une communauté, comme ce symbole NeK en tiffinagh et ces frises en bas-relief qui, par leur légèreté de dentelle, contrastaient avec la massivité austère des sous-bassements.

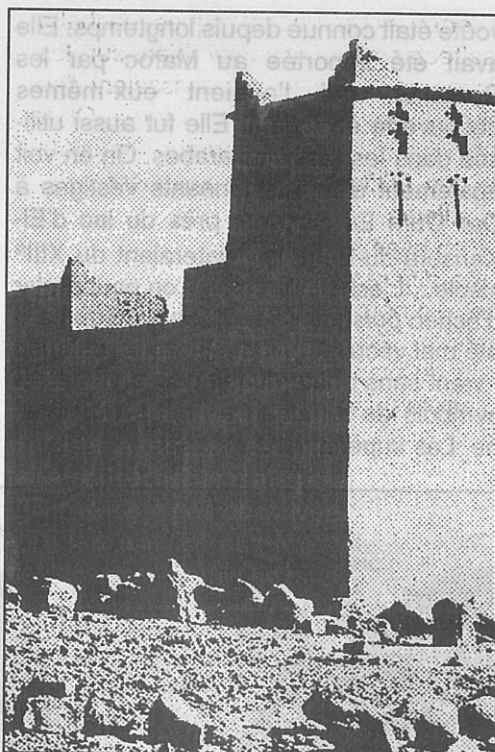
- C'était donc de l'architecture organique, en quelque sorte ?

- Oui, par l'emploi naturel du matériau selon ses propriétés, c'était un très bel exemple d'organicité. Il n'y avait pas de possibilité de tricher avec le matériau, comme le faisaient les tenants de «l'architecture moderne» avec leurs amalgames de béton, briques, plâtre, enduits, peintures, etc.

- Cependant ils utilisaient tout de même des linteaux de bois. Et les planchers ?



La Reine Hatchepsout assise
moulant des briques de boue.



L'un des derniers villages de terre crue dans la Vallée du
Dra. On remarque le logo NeK en
tiffinagh, survivance de la très ancienne
écriture berbère. (Photo Gérard Degeorge)

- Oui, là était le défaut de leur système constructif. Ils n'avaient pas résolu le problème des planchers et terrasses, qu'ils réalisaient avec des troncs d'arbre recouverts de roseaux puis de terre. Cela demandait beaucoup d'entretien à cause de la pluie, il fallait balayer immédiatement la neige à cause de son poids, etc. Cela leur coûtait d'autant plus cher que le bois était rare... Mais cela leur permettait d'utiliser la terrasse par beau temps. Ils y faisaient sécher le maïs notamment.

- Ils n'avaient pas découvert la voûte ?

- Tu fais allusion aux travaux de l'Égyptien Hassan Fathy, je suppose... C'est vrai qu'avec ses voûtes en terre il était parvenu à une organicité complète. Unité de lieu, unité de temps, unité d'action, règle d'or du théâtre : ici c'était l'unité de matériau... Non, je ne crois pas que c'était une question de découverte : la

voûte était connue depuis longtemps. Elle avait été importée au Maroc par les Romains, qui l'avaient eux-mêmes découverte en Orient. Elle fut aussi utilisée dans les koubbas arabes. On en voit également d'impressionnants vestiges à Dar Oum Es Soltane, près du lac d'El-Kansera-du-Beth, qui dateraient du XIII^e siècle... L'échec de Fathy - on peut parler d'échec puisque son village de Gourna a été mal vécu et qu'il n'y a pas eu de suite - vient sans doute du fait que la voûte est symbole de tombeau en terre musulmane. Les superstitions aidant...

peu faire prendre conscience au peuple de sa responsabilité sur la planète. Car, après l'explosion démographique le contrôle des naissances est entré dans les mœurs, les matériaux de synthèse ont remplacé avec bonheur le parpaing de ciment, les énergies douces ont éliminé le pétrole... et notre Azawad est verdoyant ! J'ai connu avant, pendant, et après, et je t'assure que je ne regrette rien - sinon mon âge.

- Tu es encore jeune, Bahlou !... Mais moi qui n'ai pas connu les qasbahs, je suis fasciné par leur grandeur, leur majesté,



Sur le modèle ptolémaïque, les voûtes paraboliques conçues par l'architecte Hassan Fathy pour le village de Gourna (Égypte) en briques de terre maçonnées à la boue.
(photo extraite de «Construire avec le peuple», Hassan Fathy, éditions Sindbad, Paris 1970).

- Mais les Imazighen vivaient très isolés dans leurs régions : peut-être n'en ont-ils pas eu connaissance ?

- Je n'en sais rien... Quoi qu'il en soit, avec ou sans voûte, la terre est retournée à la terre. Ces édifices avaient tout perdu : leur fonction comme leur économie... Méfions-nous de la nostalgie : la vie ne va pas en arrière... disait Khalil Gibran. Et si nous avons connu une période transitoire qui a tout dénaturé, c'est tout de même elle qui a permis de transmettre les connaissances et, par leur voie, de peu à

leur austère poésie... et je les regrette !

- Mais tu ne pourrais pas y vivre, je te l'assure. Tu n'en as vu que des images. Tu n'en as vu que l'extérieur. Il faut être dans les choses pour les sentir. L'ère des grottes et des châteaux-forts est révolue.

- On aurait dû les préserver ! Il y avait sûrement un moyen.

- Toute chose doit mourir un jour. Il ne faut pas aller contre la nature... Il existait des Services des Monuments Historiques, mais ils ne faisaient que momifier les choses. Chaque monument qui avait

perdu son utilité mais que l'on avait préservé prenait la place de la vie. Et non seulement cela, mais il contribuait par sa présence à perpétuer le passé dans la mentalité des gens : il leur ôtait tout esprit d'initiative, d'expérimentation. Au lieu de pionniers il en faisait des nécrophiles, des vieux avant l'heure. Des morts-vivants ! «*Li fat mat*», disait-on en arabe : le passé est mort. Il n'y a pas d'espoir dans le passé. N'oublie jamais cela : notre seul espoir réside dans l'avenir !

- Il n'empêche que sans racines un arbre ne peut pousser...

- Sans racines nous n'en serions pas là aujourd'hui, tu as raison. Mais ces racines ne constituent que l'origine et non

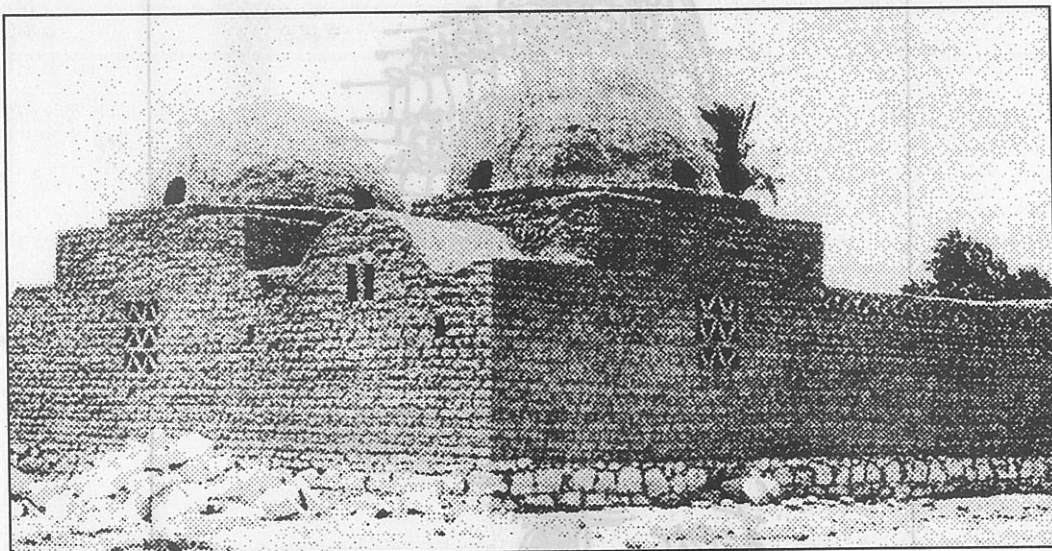
tarte aux fraises me turlupine : même ratée, il doit bien en rester un petit morceau comestible...

Je laissai Bahlou partir faire son enquête à la cuisine, me demandant bien comment Ylliyt allait s'en tirer... Dirigeant à nouveau mon regard vers la tigmmi de Touda, je fus à nouveau émerveillé par le spectacle féérique des murs scintillants d'Awgadost, dont les peintures photovoltaïques commençaient à restituer l'énergie solaire emmagasinée au cours de la journée. C'est vrai que notre époque était belle !

Olivier Fougerat ♣

Prochain épisode :

Le retour aux ikhamen.



La maison-modèle construite par Hassan Fathy à Ezbet el-Basry, Égypte).
(photo extraite de «*Construire avec le peuple*», Hassan Fathy, éditions Sindbad, Paris 1970).

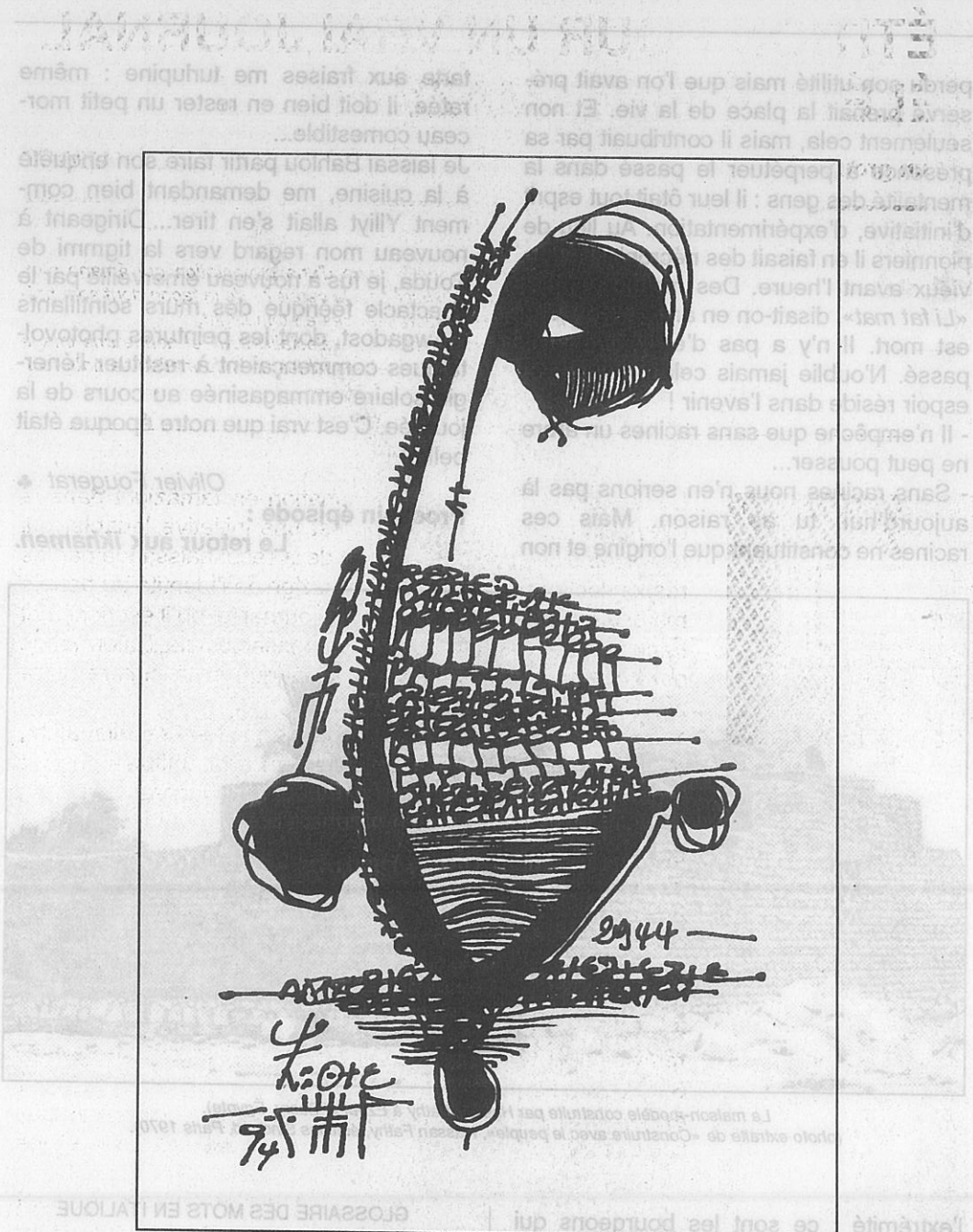
l'extrémité : ce sont les bourgeons qui sont importants.

- Ce sont les bourgeons qui sont importants..., répétais-je à voix basse. Puis j'ajoutai : c'est la graine qu'il faut mettre dans une bonne terre nourricière. Tout est lié.

- Oui, tout est lié... *Tafukt* est couché maintenant, et il commence à faire frais. Je vais rentrer. Et puis, cette histoire de

GLOSSAIRE DES MOTS EN ITALIQUE

- Tigmmi : maison.
- Iguider : aigle.
- Amalal : véranda sur la terrasse.
- Ighermane (sing.: igherm) : villages.
- Agraw : Assemblée des Sages (arabe : Jmaâ).
- Tiwizi : entraide communautaire.
- Arroubi : campagnard ignorant (péjoratif).
- Taub : brique, parpaing (aurait donné «adobe»).
- Tafukt : soleil.
- Ikhamen (sing. akham) : demeures nomades (arabe : khaïma)



Housti - Calligraphie

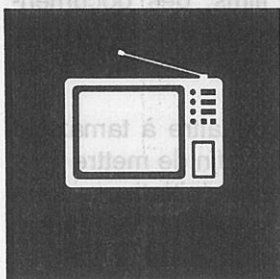
PÉTITION POUR UN VRAI JOURNAL TÉLÉVISÉ EN TAMAZIGHT

Par un groupe de militants amazigh

TÉLÉMAZIGHT

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'une protestation qui émane d'un groupe d'Imazighen non satisfaits - qui le serait ? - de la façon dont sont présentés les bulletins d'information télévisés en tamazight.

Ce bulletin d'informations entérine la «dialectalisation» et donne une image caricaturale de la conception des responsables de l'information de notre culture tamazight.



L'intégration d'un journal d'information en tamazight dans la télévision nationale marocaine est une initiative louable, qui témoigne d'une certaine amorce de la reconnaissance par les responsables de la dimension amazigh de l'identité du peuple marocain. Toutefois, ce soi-disant journal tel qu'il est conçu et réalisé reflète la volonté des responsables de l'information dans notre pays de dénaturer la langue et la culture amazighs. Cette volonté apparaît dans :

- 1 - La dénomination du journal en arabe : «Nachrat Allahajaj», alors que les autres journaux télévisés sont intitulés chacun en la langue en laquelle il est réalisé : «Nachrat ddahira», «Annachra Arraïssiya», «Annachra Alkabira» pour les journaux en arabe ; «le Journal» pour le journal en français et «Telediario» pour le journal en espagnol.
- 2 - La division du journal en trois parties, qui correspondraient chacune à un «dialecte» amazigh.
- 3 - Le temps très bref réservé à ce journal : environ $12/3 = 4$ minutes.
- 4 - La répétition, dans ce journal, trois fois successives des mêmes informations en la même langue.
- 5 - L'usage, dans ce journal, d'une façon intensive de mots arabes, souvent non justifiés : mots, structures, expressions...
- 6 - L'absence de coordination entre les «rédacteurs» et les «présentateurs» de ce journal.
- 7 - La prise en charge de ce journal par des personnes dont les compétences linguistiques et professionnelles sont lacunaires.
- 8 - L'absence totale de correspondants et de reporters pour ce journal.
- 9 - La brièveté et des informations et des images qui les accompagnent, ce qui donne au journal un caractère expéditif.
- 10 - L'horaire mal choisi pour ce journal : à 12h30 une grande partie des téléspectateurs vaquent à leur travail.
- 11 - L'absence dans ce journal de nombre de rubriques,

notamment le bulletin météorologique...
12 - L'absence quasi-totale dans ce journal de l'écrit en tamazight (titre, génériques...).

Si les responsables de l'information à la télévision nationale veulent réellement informer les amazighophones dans leur langue, les modifications suivantes nous semblent indispensables :

- 1 - Intituler le journal en tamazight : INEGHMISEN (s'il est vraiment destiné aux Imazighen, pourquoi ne pas l'annoncer en tamazight) *;
- 2 - Réaliser le journal alternativement en l'un des trois parlers ;
- 3 - Éviter les emprunts forcés et non justifiés (à partir de l'arabe classique) *;
- 4 - Organiser des cycles de formation professionnelle et de renforcement linguistique au profit des rédacteurs et des présentateurs du journal ;
- 5 - Mettre à la disposition des présentateurs et des rédacteurs un centre de documentation pour leur formation continue (dictionnaires, glossaires... en tamazight) ;
- 6 - Compléter le journal, à l'instar des autres journaux de la télévision, par d'autres rubriques : entretiens, repor-

tages, matches de foot-ball, météo, etc. ;
7 - Réserver pour ce journal un horaire convenable : 19h30 ou 20h00 ;

8 - Introduire l'écrit en tamazight dans ce journal : titres, génériques...

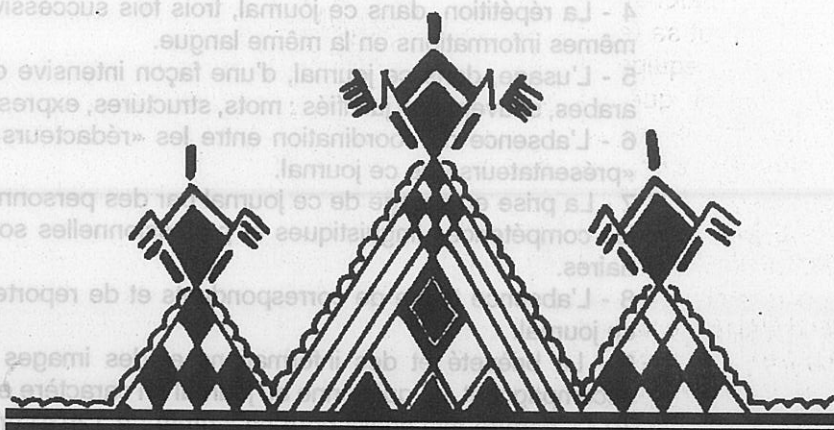
En somme, maintenir le journal dans sa forme actuelle, c'est faire preuve de peu de considération à l'égard de la langue tamazight et donc à l'égard de tous les spectateurs.

Par ailleurs, l'intégration de tamazight dans la télévision nationale ne peut pas se limiter aux seules informations, car les téléspectateurs amazighophones ont droit aussi à des films, des documentaires, des reportages, des chansons, des pièces de théâtre, des leçons de langue, etc.

Il est temps de reconnaître à tamazight son caractère officiel, afin de mettre fin à l'improvisation, aux initiatives non conformes à notre attente et au dédain dont notre langue continue de souffrir.

Signataires : Moha Moukhlis, Hamid Lihi, Ali Harcherras, Mohamed Touali, Omar Derouich, Mbarek Taos, Hamid Amhal, Lhoussain Aoulali, Brahim Zda.

(*) - Note de la Rédaction.



Motif kabyle.

POUR UNE TÉLÉVISION ÉDUCATIVE EN TAMAZIGHT

Par Omar Louzi

TÉLÉMAZIGHT

*Une caméra et un enseignant à la télévision permettraient d'enseigner efficacement tamazight, immédiatement et à très bas prix, loin de l'artillerie lourde de l'Éducation Nationale.
On a l'impression que seule la volonté manque...*

Dans le monde occidental, le nombre des stations de télévision éducative a presque quadruplé. On ne peut plus construire un bâtiment destiné à l'enseignement supérieur ou secondaire, sans que soit étudié avec soin le meilleur système pour la diffusion des émissions de télévision dans les différentes classes. L'emploi de la télévision dans l'enseignement est accueilli avec de plus en plus d'enthousiasme. Le spectateur devant sa télévision consomme l'information comme toute marchandise et de là subit les bienfaits mais aussi les inconvénients inhérents à cette marchandise un peu spéciale. Ainsi il peut se renseigner sur le progrès de son équipe favorite de football, sur l'intérêt que les classes moyennes prennent ou encore sur les dernières guerres menées par les hommes contre eux-mêmes dans le monde. Tout cela d'une manière ou d'une autre constitue une matière éducative.

Dans notre pays, où le taux d'analphabétisme bat un record, il est urgent d'utiliser les chaînes publiques pour contribuer par leurs émissions à l'instruction de la population. Une télévision scolaire amazigh doit être créée pour enseigner aux élèves un ensemble donné de connaissances dans le cadre de la for-

mation qui leur est donnée, et cela au stade de l'instruction primaire, secondaire ou supérieure et, en l'occurrence, des connaissances approfondies de la langue amazigh.

Avec cette télévision scolaire, les programmes d'études seront liés aux programmes fixés pour telle ou telle classe. La télévision devient donc le véhicule de l'instruction.

L'enseignement télévisé peut avoir des inconvénients. Comme le disait Adlai Stevenson "utilisé sans discernement ou avec excès, il est susceptible de provoquer une stérilisation de l'enseignement." Mais les progrès déjà entrepris permettront à l'administrateur averti et au maître doué d'ingéniosité d'accomplir auprès des enfants de notre pays un meilleur travail que si on doit se contenter des méthodes classiques qui prennent plus de temps et occasionnent plus de frais.

Avec cette méthode, l'État pourra accomplir son devoir d'enseigner le tamazight et d'éduquer les enfants dans leur langue maternelle, sans que cela pèse trop lourd sur le trésor public. Cette méthode permettra également de réduire le temps d'apprentissage ; et enfin, elle est particulièrement bien adaptée à notre pays où la tradition orale est une seconde nature: ♠





+ o □ 0 % X
 I
 Σ □ o * Σ Ψ % I



TAFSUT n IMAZIGHEN





EXPO AMAZIGH CULTUUR

VRIJDAG 15 APRIL 1994

IN PANACHE C. Pater Damiaanplein 10 Leuven




Open vanaf 18u

20u00: OPENING
(Kemous Hemmou)



20u30: OPTREDEN
Hemmou TIMES (Berbermuziek)

INKOM GRATIS





vu: PW, Pater Damiaanplein 10 Leuven

Exposition et concert amazighs à Louvain, Belgique.

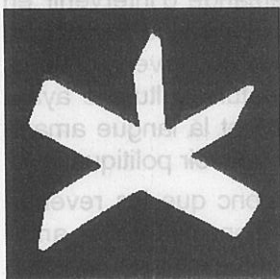
TAMAZIGHT

entre le culturel et le politique

Par Mohamed Boudhan

M.C.A.

Mohamed Boudhan est inspecteur de l'enseignement secondaire (philosophie) à Nador (Rif). Plusieurs articles de lui ont été publiés dans TIDMI, notamment «Les Immuables» et «Le mal de l'orientalisme», qui ont entraîné diverses réactions de par les vérités dérangeantes qu'il a soulevées. Du reste, n'est-ce pas le rôle de la philosophie ?



Kh = x

De l'usage du mot «politique»

Des «écrivassiers», qui se prennent pour des intellectuels, se complaisent à accuser le Mouvement Culturel Amazigh d'être un mouvement à visées politiques, déguisées en revendications culturelles.

Le vocable «politique» peut paraître innocent et anodin... dans d'autres circonstances, dans d'autres pays aussi, et se rapportant surtout à d'autres mouvements. Quant à en qualifier tamazight - et au Maroc ! - cela donne au vocable une résonance particulière et laisse libre cours à des associations d'idées du genre : séparatisme, rébellion, provocation de troubles, désobéissance à l'autorité publique, et tout un lexique de termes et d'expressions judiciaires. On sait que les militants de «Tilelli» ont été arrêtés et jugés pour des chefs d'accusation faisant partie des multiples connotations liées au mot «politique».

La connotation prolifique que véhicule le terme «politique» s'éloigne de plus en plus de sa dénotation, son acception courante, son vrai sens. Ce qui a pour corollaire un emploi de plus en plus ambigu et impropre du mot «politique». Ce qui facilite son utilisation pour «faire chanter tamazight» : soit qu'on renonce à toute revendication concernant la culture et la langue amazighes, soit qu'on fait de la politique, c'est-à-dire on est des fauteurs de trouble, avec des intentions subversives.

Quel est donc le sens exact du mot «politique» et des expressions «faire de la politique», «objectifs politiques» et «revendications politiques» ?

Dans les dictionnaires Robert et Larousse et dans tous les traités de sciences politiques et de droit constitutionnel, le terme «politique» - nom et adjectif - quelles qu'en soient les nuances sémantiques, a toujours pour thème central, le pouvoir et son exercice, le gouvernement et son organisation.

Ainsi, quand on dit «un parti politique» on entend par là un parti qui aspire à l'exercice du pouvoir et à des responsabilités dans le gouvernement, ce qui définit l'essence même d'un parti politique. De même, «l'Islam politique» désigne les mouvements islamistes qui cherchent à gouverner et à «accaparer» le pouvoir, comme en Algérie ou en Égypte. Il s'ensuit que «des revendications politiques» sont des revendications qui ont trait, d'une façon ou d'une autre, au pouvoir politique : le contester, le combattre, vouloir le changer, ou l'exercer...

Relations entre le politique et le culturel

Que veut-on dire quand on avance que les revendications du Mouvement Culturel Amazigh sont des revendications politiques qui se cachent derrière des soi-disant droits linguistiques et culturels ?

Croit-on vraiment, par là, que les militants du Mouvement Culturel Amazigh ont des ambitions politiques, telles l'accession au pouvoir ou sa réorganisation de manière à ce qu'il soit conforme à leur vision des choses ?

Je pense que personne ne croit sérieusement que les militants du Mouvement Culturel Amazigh «revendiquent» le pouvoir ou cherchent à «s'en emparer». Pourquoi donc taxe-t-on les revendications culturelles amazigh de politiques ? C'est à dessein qu'on entretient ici l'ambiguïté «voulue» du mot «politique» : elle profite aux détracteurs du Mouvement Culturel Amazigh.

Si les revendications des associations culturelles amazighes n'ont rien à voir avec le pouvoir politique, elles ne sont donc pas politiques, suivant le sens exact de ce mot. Elles peuvent être culturelles, linguistiques,... tout sauf politiques. Mais ce serait vouloir cacher le soleil avec un tamis que de nier tout rapport entre la politique et les revendications culturelles amazighes.

Expliquons-nous...

Les revendications portent sur la culture et la langue amazighes, comme nous l'avons montré. Mais, premièrement, elles sont adressées aux responsables politiques, à ceux qui gouvernent, aux hommes du pouvoir. Deuxièmement, elles ne peuvent être satisfaites sans une volonté politique, ni en dehors de la prise d'une décision politique. C'est à partir de là que le politique entre donc, en jeu. Mais le politique, ici encore, concerne l'autre camp, l'autre partie, c'est-à-dire les responsables et les décideurs politiques à qui on demande d'intervenir en faveur de la réhabilitation de tamazight. Quant au contenu de ces revendications, il est toujours de nature culturelle ayant pour objet la culture et la langue amazighes et non pas le pouvoir politique.

On peut conclure donc que les revendications des associations culturelles amazighes ont un contenu exclusivement culturel, mais prennent une forme politique dès qu'elles sollicitent, et nécessitent pour y satisfaire, une intervention «politique» de la part des acteurs et responsables politiques qui exercent et représentent le pouvoir.

Revendications démocratiques

La revendication d'enseigner tamazight n'a rien de politique, eu égard à son contenu qui porte sur un élément essentiellement culturel, qui est l'enseignement d'une langue nationale, dans le but de la préserver de la «mort» et de protéger une culture contre le danger de disparition.

Mais pour examiner cette revendication, c'est-à-dire enseigner tamazight, il faut que le gouvernement le veuille et le décide d'abord, y affecte des fonds ensuite, et charge, enfin, le Ministère de l'Éducation Nationale de mettre à exécution la résolution d'enseigner tamazight.

Nous voilà donc en plein cœur de la politique, d'une façon tout-à-fait secondaire

et incidente, mais obligée, après être partis d'une question essentiellement culturelle.

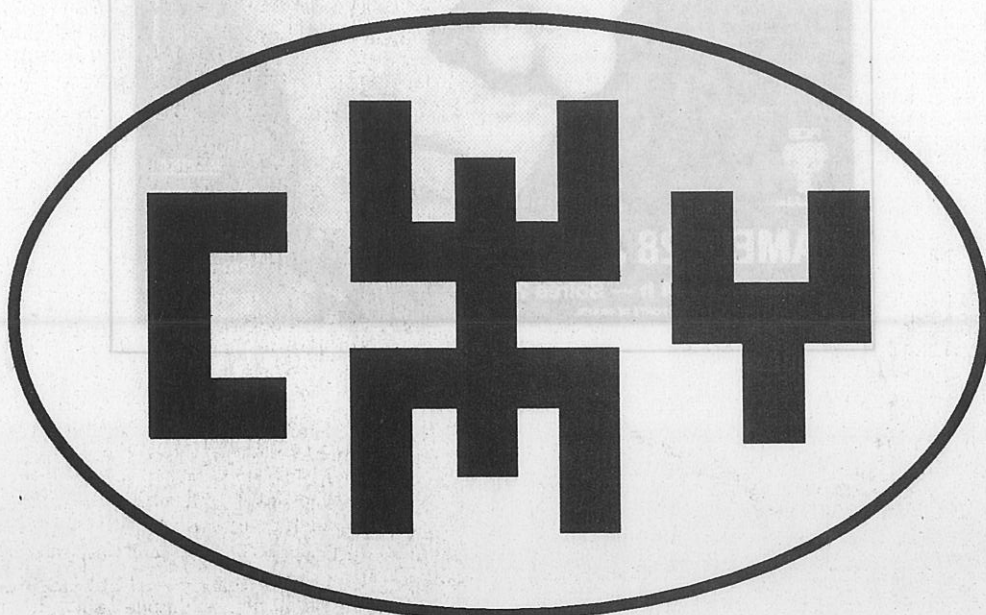
Au fond, les revendications du Mouvement Culturel Amazigh transcendent le culturel et le politique à la fois : ce sont des revendications démocratiques qui ne diffèrent pas, en réalité, des revendications concernant le respect des Droits de l'Homme et la consolidation de l'État de droit.

En effet, la marginalisation de tamazight est, en partie, une conséquence de l'absence d'une véritable démocratie qui reconnaîtrait le pluralisme culturel et linguistique, qui admettrait le droit à la différence et romprait avec l'idéologie uniciste et niveleuse, qui est le propre du totalitarisme. Nous avons l'exemple de l'Espagne qui ne reconnaissait que le castillan comme unique langue nationale, la seule à enseigner. Mais avec la Constitution démocratique de 1978, trois

autres langues régionales - alors que tamazight est la langue de tous les Marocains - ont acquis le droit à l'école, sont utilisées depuis dans l'administration, aux tribunaux et par les media.

Ce que réclame, donc, tamazight, c'est la reconquête de son droit confisqué à «une pleine citoyenneté», qui est le premier des droits civils que garantit la démocratie. N'oublions pas que les quelques progrès faits par le Mouvement Culturel Amazigh, au cours des dernières années, ont été concomitants à l'ouverture démocratique que connaît le Maroc depuis quelques années.

Tamazight et la démocratie vont donc de pair. Celui qui a peur de tamazight est celui qui redoute la démocratie. C'est le comble de l'illogisme quand des «démocraties» s'attaquent au Mouvement Culturel Amazigh et détractent ses revendications. □



L'ASSOCIATION KENZA PRÉSENTE

Lounès MATOUB

pour 2 Concerts exceptionnels

au ZÉNITH



SAMEDI 28 JANVIER 1995

Matinée 14 h — Soirée 20 h

57, PORTO DE MONTRO

LOCATION

PMSC
VIVANT
NCS
Plateau national

INFORMATIONS

01 42 50 10 10

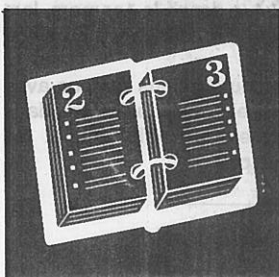
Rubrique réalisée par :

Afelkou

Omar Louzi

Moha Moukhlis

et Tasmount.



NOUVELLES ASSOCIATIONS

Association Internationale Tifinagh AIT

Vu l'ampleur de la revendication amazigh au niveau international, et soucieux de la nécessité de l'organisation du combat, MM. Ouzzin Aherdan et Omar Louzi lancent l'AIT pour la promotion et la défense de la culture amazigh au niveau international. Parmi les objectifs fixés :

1 / Promouvoir la culture et la langue amazigh au niveau national et international ;

2 / Promouvoir et défendre les Droits de l'Homme au niveau de notre pays ;

3 / Rassembler toutes les forces vives de notre pays pour concrétiser nos revendications les plus légitimes ;

4 / Créer un journal porte-parole de l'Association, qui s'intitulera TAWADA.

Pour tout contact : AIT, 10 rue Raïs Cherkaoui, Route des Zaers, Rabat Souissi- Tél : (212 7) 65 67 81 - Fax : 75 37 74 (voir statuts page 226).

Association des Juristes Berbères de France AJBF

En collaboration avec le centre socioculturel des Marnaudes France, l'Association des Juristes Berbères de France a organisé une rencontre-débat «Forum violence et quartier» qui a remporté un important succès.

Cette association édite un rapport d'activité qui rappelle ses objectifs et principales activités pendant toute l'année.

L'association conseille les Imazighen établis en France au niveau des litiges et des procédures juridiques en vigueur en France pour bien défendre leurs droits. Au niveau culturel, signalons la conférence de J. Lanfry sur la vie quotidienne en Kabylie.

En outre l'AJBF, en collaboration avec le collège LANGEVIN WALLON, a établi un projet d'action éducative intitulé : «Condition à une meilleure connaissance de la Justice».

Pour tout contact : B.P. 185 75226 Paris Cedex 05

Tél. : (33 1) 43 25 28 01 - Fax : 40 46 96 44.

Fazaz

Cette association a vu le jour le 1er janvier 95 à Fès. Son Président, le Docteur Ousaden, nous la présente ainsi :

«Nos revendications légitimes ont pour but la reconnaissance pleine et entière de notre identité culturelle, cette identité martyrisée jusqu'ici par les vicissitudes de l'Histoire et dont la langue amazigh - objet de notre constante attention - ainsi que la culture qu'elle véhicule, constituent les composantes essentielles et vitales».

B.P. 2254, Fès. P., Maroc.

A.C.B. Jugurtha

39 Rue Pieremans, 1000, Bruxelles.

COURS DE TAMAZIGHT: UNE PREMIÈRE A RABAT !

L'Alliance franco-marocaine de Rabat projette d'organiser des cours de tamazight à raison de deux fois 1h30 par semaine, d'avril à juin 1995 (soit 48 heures de cours au total), animés par MM. El Moujahid et Boukous, professeurs à la Faculté de Lettres. Places limitées à 10 élèves par cours.

Renseignements et inscriptions : 8 rue Benzerte, Rabat - tél : 70 49 30.

CONFÉRENCES

La langue et la culture berbère : Réalité et perspectives

Ahmed Boukous, Professeur à la Faculté des Lettres de Rabat, a donné, le 19 janvier, une conférence à l'IEFM (ex CCF) traitant du devenir de la langue et de la culture berbères.

La langue berbère est la première langue attestée au Maghreb. Elle est l'idiome premier de communautés de densités inégales et disséminées à travers un espace immense couvrant toute l'Afrique du Nord et une partie du Sahel. Les usages qui sont faits de cette langue tendent à en faire un vernaculaire employé surtout dans les régions rurales mais aussi, de plus en plus, en ville suite à la migration interne.

La langue et la culture berbères subissent un intense processus de changement dans leurs structures et leurs fonctions ; ce changement conduit parfois au bilinguisme de substitution et à l'acculturation, notamment au sein des communautés urbaines ; il conduit aussi à une quête identitaire qui est à la base de stratégies de valorisation, qui demeurent néanmoins essentiellement endogènes. Le devenir de cette langue et de cette culture semble être fonction du degré d'avancement de la société civile.

Ahmed Boukous, Docteur ès Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Paris VIII, est, entre autres, directeur du séminaire de sociolinguistique, responsable du Centre de Recherches Appliquées sur le pluriculturalisme (CRAP) à la Faculté des Lettres de Rabat.

Historique des Lois Fédérales indiennes

Alexander Tallchief Skibine, spécialiste en matière de droits des Indiens d'Amérique, a donné, le 10 février dernier au siège du Comité TIFINAGH, une conférence qui avait été organisée en liaison avec la Mission Américaine Culturelle et de Presse à Rabat. Sa réflexion était axée sur le problème culturel, le développement économique et les relations gouvernementales entre les États-Unis et les Indiens.

Alexander Tallchief Skibine est professeur de droit à l'Université de l'Utah et conseiller dans plusieurs instances fédérales en ce qui concerne les affaires indiennes. Il est aussi juge-conseiller auprès du Congrès à Washington. A.T. Skibine est indien par sa mère qui est née dans une «réservation» de l'Oklahoma. Il est membre de la tribu des Osages.

Le Drame Touareg

Habaye Ag Mohamed dont nous avons déjà publié deux articles : «Discours d'un Targui» dans notre N°1 puis «Violations quotidiennes des droits d'un peuple» dans notre N°3-4, a donné le 1er mars, lors de son passage à Rabat, une conférence au siège du Comité TIFINAGH.

Il s'est également entretenu à bâtons rompus avec notre comité de rédaction et nous vous livrons dans ce numéro-ci les analyses, les réflexions et les espoirs dont il nous a fait part.

Violence et quartier, un forum de l'AJBF

L'Association de Juristes Berbères de France (AJBF) a tenu, le 2 décembre 94, en collaboration avec le Centre Socio-culturel des Mamaudes et l'Antenne de quartier du Conseil communal de Prévention de la Délinquance, à Rosny s/bois, un forum axé sur le thème "VIOLENCE ET QUARTIER", avec la participation de médecins, psychologues, ethno-psychiatres, éducateurs, procureurs, avocats, juges, police...

EXPOSITIONS

AIT organise une exposition de peinture à Bruxelles

Bruxelles s'ouvre au monde amazigh. Elle accueille, au Centre Bruxellois d'Action Inter-culturelle (CBAI), avenue de Stalingrad, une belle exposition sur les femmes berbères.

L'intérêt de cette exposition est double. D'abord, la culture berbère est mal connue. Elle vit à l'ombre de la civilisation arabe. Pourtant, nous la côtoyons tous les jours dans les rues de Bruxelles, ne serait-ce que parce qu'une bonne partie de l'immigration marocaine en est issue. En outre, les œuvres exposées sont dues à un artiste molenbeekois d'origine berbère : Sakali.

L'initiative revient à deux animateurs de l'AIT (Association Internationale Tifinagh) : MM. Kaouass et Chater. Tous deux veulent relancer l'intérêt pour la culture berbère, promouvoir son développement et sa langue. Celle-ci retrouve peu à peu son identité au Maroc. Pourquoi pas ici à Bruxelles ?

Une trentaine de toiles sont visibles, avenue de

BERBERS BRUSSEL

BRUXELLES BERBÈRE

BERBERCULTUUR
FESTIVAL
CULTURE BERBÈRE
17-21/12 '94

*Hamadi
Ahmed Essadki
Ahmad Ziani
Houria Aïchi
Hawad
Thifrijas
Ibri
Idir*

KONINKLIJKE
VLAAMSE
SCHOUWBURG
RES. 02/217 69 37

17-21/12 '94

Affiche du colloque sur la culture berbère
qui a eu lieu à Bruxelles du 17 au 21 décembre 1994.

Jean DUMAURIER
Wynna NAT IRATEN

A B C D

(La Mémoire d'un Peuple)

(Conçu en kabyle, transposé en français)

... «Le présent document est un véritable traité de formation psychologique et morale des jeunes garçons kabyles. Il sera suivi d'un essai identique sur la formation des filles kabyles, puis complété par «l'Histoire du peuple berbère, vue par un Berbère», et se terminera par un livre sur «la guerre d'Algérie, vue de l'intérieur». Cela changera de tous ces récits établis sur des Africains par des non-Africains, comme si les intéressés étaient des handicapés mentaux incapables de s'exprimer par eux-mêmes, ou des analphabètes, ou des éternels condamnés au rôle passif de simples figurants dans leur propre Histoire. C'est l'occasion où jamais de «nous» mesurer «avec» nos préjugés. Le contraire serait une dérobade qui porte un nom : «le racisme», même s'il est non avoué.»
(4ème couverture)

Stalingrad.

Sakali peint depuis sa plus tendre enfance. Licencié en psychologie à Rabat, il a obtenu une bourse pour réaliser un doctorat à l'ULB. Installé chez nous depuis maintenant 13 ans, il a, entre-temps, fréquenté les Beaux-arts de Bruxelles. Comme la peinture ne parvient pas à le nourrir, il donne actuellement des cours de religion islamique à l'Athénée de Molenbeek.

- *Peindre, c'est ma passion*, explique-t-il. *J'y exprime ce que je veux, même si cela dérange certaines personnes. A travers mes toiles je critique parfois des traditions archaïques c'est vrai, mais cette dénonciation est adoucie par la joie exprimée dans mon choix des couleurs, chaudes et vives.*

Les femmes berbères de Sakali méritent en tout cas le détour. À noter, hélas ! que l'artiste - tout comme les organisateurs de la manifestation - a subi quelques pressions d'intégristes. On leur reproche de mettre en avant la "sous-culture" berbère ou de présenter des œuvres en contradiction avec la "moralité" coranique. On cherche en vain dans cette exposition ce qui est de nature à susciter la colère de ces milieux.

Francois Robert

Kemous et Slimani à Bruxelles...

L'association culturelle "N'Imazighene" a organisé, au Centre International C.I.C. de Bruxelles, une exposition (du 14 septembre au 9 octobre 1994) consacrée à l'œuvre de deux artistes berbères :

- Mouhoub SLIMANI, un Amazigh d'Algérie, est artiste peintre, spécialisé dans la technique du métal repoussé en relief et dans la fabrication de bijoux berbères. *"Il s'agit plus dans l'œuvre de Mouhoub d'une mémoire que l'art modifie, réinvente et façonne..."*

- Hemmou KEMUS, Amazigh du Maroc, est auteur-compositeur-interprète et spécialiste en calligraphie. Tous deux ont également exposé, du 16 au 28 août, à Douamenez, durant le Festival consacré aux peuples berbères.

Exposition Ouzzin Aherdan prochainement à Rabat...

Ainsi que l'annonçait A. Khatib, dans El Bayane du 7 février, Ouzzin Aherdan, directeur de TIFINAGH, projette une exposition de ses œuvres dans les deux mois qui viennent.

À côté de ses peintures et de ses dessins il présentera, en hommage à son frère Sélim Aherdan, des photographies réalisées par celui-ci.

Le travail actuellement sur le thème de la graphie tiffinagh et ses œuvres reflètent sa mobilisation totale dans le cadre de la revalorisation de sa culture.

MUSIQUE

Ferhat au Palais des Congrès

La musique de Ferhat nous vient du fond des âges. Ses sonorités expriment l'indicible de notre mémoire collective. En ce sens, elle est pur ressourcement.

Mais Ferhat nous parle aussi des drames et des déchirements de l'Algérie actuelle. Ses rythmes se font alors plus graves, comme chargés de douleur et de peine.

Ferhat a compris que la musique est un excellent moyen de continuer le combat, qu'avec tant d'autres, il mène, pour une Algérie libre.

Ses mélodies, d'une ineffable tendresse, mettent du baume au cœur. Son œuvre tout entière est une quête de la fraternité perdue.

En ce sens, il reste le fils des «hommes libres».

La quête de la fraternité perdue

Par Rachid Mimouni

LECTURES ET RELECTURES

«La Mémoire d'un peuple»

Quatre volumes de Jean Dumaurier Wynna Nat Iraten, "conçus en kabyle et transposés en français", dont deux volumes déjà parus, édités à Nice par l'Association Berbère pour la Culture et le Développement "ABCD" qui les vend par correspondance (BP 36, 83372 Saint-Aygulf Cedex, France) :

1 - "A.B.C.D." : *"Le monde kabyle, au masculin"*, 166 pages, 1991, 80 F.

2 - "TAOS, ou les cliquotants de la guerre d'Algérie" : *"Le monde kabyle, au féminin"*, 293 pages, 1993, 60 F.

3 - "Notre place au soleil" : *"L'Histoire des Berbères, vue par un Berbère"* (à paraître).

4 - "KAB" : *"La guerre d'Algérie, vue du dedans"* (à paraître).

"Pendant longtemps, de nombreux "casseurs de mémoire" se sont acharnés sur la civilisation berbère pour la rayer de l'Histoire du monde. C'est ignoble. Le temps est venu de rétablir la vérité.

"Le sang des Berbères, versé pour l'honneur de ce qui leur a été présenté comme étant leur Mère-Patrie, et qu'ils ont servie comme telle, la France, impose aux Français un devoir de réparation.

"Le sang des Berbères Martyrs chrétiens pour la gloire de l'église catholique, avec un long martyrologe comprenant des Évêques et des Papes berbères, doit être réhabilité, reconnu, proclamé, et honoré.

"Les idées fausses se rapportant à l'image et à l'ac-

tion de la femme nord-africaine berbère doivent être redressées.

"L'ignorance coupable, savamment entretenue sur ces sujets, relève d'une vaste escroquerie morale qui confine au crime contre l'esprit, l'identité, la conscience, l'âme, et la mémoire d'un peuple."

Nous avons lu avec autant de plaisir que d'intérêt les deux volumes parus : "ABCD" et "TAOS". Ces deux livres ne se ressemblent pas, ce qui est normal puisque l'un est consacré au monde kabyle masculin, à travers l'histoire du jeune Mohand, et l'autre au féminin à travers celle de plusieurs jeunes filles et femmes, dont Taos. Mais ils ont au moins un point commun, à part la Kabylie : la tolérance. La tolérance envers l'autre, fut-il ce colonisateur ignorant du peuple qu'il avait envahi. On n'y trouve à aucun moment un appel au "droit à la différence", pour employer ici une expression à la mode, mais bien plutôt une démonstration de la ressemblance...

Ces deux ouvrages foisonnent de détails sur les mille et une traditions en usage en Kabylie, et constituent sur la mentalité et la vitalité des Kabyles, voire des Imazighen en général, un témoignage d'autant plus important, en ces périodes de dérapages de l'Histoire, que l'ignorance générale des Français à ce sujet assimile ce peuple aux «Arabes» mal aimés et aux Musulmans qui les effraient : ces ouvrages prouvent au contraire que le peuple Amazigh est porteur d'espoir, qu'il est du reste, sans doute, aujourd'hui plus que jamais, le seul espoir de l'Afrique du Nord - laquelle a suffisamment expérimenté, avec les déboires que l'on sait, des idéologies d'importation.

Est-ce à dire que ces deux premiers livres s'adressent davantage au Nord qu'au Sud de la Méditerranée ? Non pas, car chaque rive y trouvera un message différent. Quoi qu'il en soit, ils mériteraient une plus grande diffusion, que leur publication à compte d'auteur ne peut hélas sans doute assurer. O.F.

La Femme Bleue

Recueil de poèmes des tribus Kel Ag Iforas (Adrar), Kel Iouliminden (Menaka) et Kel Aïr, traduits par Charles de Foucauld et présentés par Maguy Vautier, Éditions Syros-Alternatives, 1992.

«Amérolquis, le héros des légendes touarègues, avait inventé les caractères de l'alphabet pour en faire une sorte de jeu d'amour, le code secret des amoureux. la première lettre que je reteins fut le cercle de la lettre «R», le rond que trace un garçon dans la paume d'une jeune fille pour lui avouer qu'il l'aime. »

Deux chants d'amour, parallèles, à cinquante ans de distance, donnent dans un raccourci impressionnant la mesure des

bouleversements qui ont emporté le peuple touarègue.

Chez les Touaregs, la femme règne sur l'univers de la tente, avec ses coussins, ses outres, ses ustensiles en bois, ses meules en pierre, ses sacs de cuir pour les dattes, le blé, le mil, le thé, et ceux, richement décorés, pour les tissus.

Les femmes suspendent des clés à leurs voiles pour les empêcher de glisser. Ces clés, façonnées par des forgerons, ferment des cadenas de coffres ou de sacs de cuir. Ainsi, la Clé est le symbole de la richesse et du pouvoir des femmes.

Elles détiennent le savoir et la tradition. Elles enseignent à leur enfants la musique, la poésie, l'écriture (le Tifinagh) et la divination. La tente appartient à la femme, les hommes ne sont, en quelque sorte, que ses hôtes.

Ce sont les hommes qui sont voilés car ils affrontent sans cesse les brûlures du sable et du soleil. Se voiler, c'est aussi protéger sa dignité et respecter celle de l'autre.

« La loi du voile sombre est pour moi plus claire que la lumière. Elle commande de cacher son visage à la colère, à l'orgueil, à la souffrance, à l'amour et même à la mort.

Je dois me voiler le visage face au vieillard par considération pour ce qu'il croit.

Je dois me voiler le visage devant le noble, mon égal, par le respect que je dois à notre rang.

Je dois me voiler le visage devant la femme par admiration pour sa beauté.

Je me voile le visage devant les ans de mon père, quand il écoute le chant de l'imzad et rêve d'amour, comme le palmier, ancêtre des palmiers au retour du jeune soleil d'été».

Sept fièvres et une lune

Recueil de sept textes traduits du tamazight touareg par Hawad et Hélène Claudot-Hawad, publié avec l'aide du Centre Régional des Lettres, aux éditions de l'Alphélie, 90 pages.

Les textes ont «pour cadre le désert et pour action la marche que les êtres accomplissent dans la tourmente de la solitude».

Algérie, l'échec recommencé ?

Du docteur Saïd Saadi, publié aux Éditions Parenthèses, Alger, 180 DA.

Écrit en 1986, en prison, ce texte est une large réflexion portant sur l'histoire de l'Algérie moderne, la création de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme et, bien évidemment, sur le M.C.B dont l'actuel secrétaire général du R.C.D. fut l'un des principaux acteurs.

COLLOQUES ET FESTIVALS

Le Colloque de Bruxelles sur la culture tamazight

Le colloque de Bruxelles sur la culture berbère s'est tenu le 18 décembre 1994 aux «Tréteaux de Bruxelles», dans le cadre du Festival de Culture Berbère...

Le festival

Un «Festival de Culture Berbère» s'est déroulé à Bruxelles du 17 au 21 décembre dernier, avec des vedettes de grande renommée :

- Hamadi, écrivain et comédien rifain ;
- Ahmad Ziani, poète rifain ;
- Ahmed Essadki, poète rifain ;
- Houria Aïchi, sociologue et chanteuse des Aurès ;
- Hawad, poète et calligraphe touareg ;
- le groupe Thifrijas du Rif ;
- les frères Ithri, également du Rif ;
- le chanteur kabyle Idir.

Le colloque

Au cours de ce festival s'est tenu un colloque sur la culture berbère, qui a traité des questions suivantes :

- Qui sont les Berbères ?
- Quelles sont leurs aspirations en tant que minorité linguistique dans un environnement à dominante arabe ?
- Quel a été le cheminement de leur prise de conscience identitaire depuis le début du siècle ?
- Quels sont leurs rapports aux États-nations dans lesquels ils sont intégrés ?

Les participants au colloque

- **Cadi Caddour** (Maroc) est professeur de linguistique théorique et linguistique comparée du berbère à l'Université de Fès. Il a publié une vingtaine d'articles sur la langue berbère, ainsi qu'un livre «Système Verbal Rifain». Il est membre fondateur du Groupe de Recherche et d'Études Linguistiques. Il a participé à plusieurs colloques et congrès nationaux et internationaux. L'intervention de Cadi Caddour au cours du colloque a porté sur l'évolution de la langue berbère en puisant des exemples dans le parler rifain.

- **Mohamed Tilmatine** (Algérie) est professeur à l'Université de Berlin et à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales à Paris. Spécialiste de linguistique berbère, il est l'initiateur, avec le Centre de Recherche Berbère, d'un projet d'enseignement de la langue berbère en Europe. Il a publié plusieurs articles en allemand et en français sur la langue et la culture berbère. Au cours du colloque, Mohamed Tilmatine a donné un aperçu sur la présence berbère dans l'histoire en mettant l'accent sur l'évolution contemporaine.

- **Ouzzin Aherdan** (Maroc) est directeur de la revue Tifinagh qui se définit comme revue de culture et de civilisation nord-africaine. Il a fondé en 1980 la

revue Amazigh, traitant de la problématique berbère. La revue fut interdite en 1982 et son créateur arrêté. Il est également fondateur de l'Association Internationale Tifinagh (AIT), qui tend à promouvoir la langue et la culture berbères au niveau national et international. Au cours du colloque, Ouzzin Aherdan a traité du problème de la revendication de la berbérété au Maghreb.

- **Robert Verdussen**, journaliste à La Libre Belgique, a animé les débats.

Festival Bruxelles berbère

(du 17/12 au 21/12/94).

C'est sous ce titre que Hnia Ben Salah a écrit un article dans «Nouvelle Tribune» (Belgique), sur l'initiative du théâtre Royal Flamand et de l'association Yugurtha de Bruxelles pour célébrer cette année l'expression de la culture berbère.

Cette rencontre a été marquée par la présence d'un parterre de chercheurs amazigh de renom : Mohamed Tilmatine, professeur à l'université de Berlin et à l'INALCO de Paris, Ouzzin Aherdan, directeur de la Revue Tifinagh, Cadi Kaddour, enseignant à l'université au Maroc.

La présence de Hawad fut un événement remarqué, tant pour le statut scientifique du personnage que par sa connaissance parfaite du terrain.

Au niveau artistique, la présence du chanteur Idir, de la chanteuse Houria Aïchi et du chanteur Ithri.

Théâtre Royal Flamand, 146 rue de Laeken, 1000 Bruxelles - Tél. : (02) 217 69 37.

AUDIO-VISUEL

À ne pas rater : IMAZIGHEN sur TV 5

Le samedi 13 mai 1995 à 19 heures (heure belge) sera diffusée sur TV 5 l'émission «IMAZIGHEN» consacrée au Festival amazigh de Bruxelles.

Cassette de Mustapha

Animateur à Radio-France-Maghreb et ex-animateur à Tiwizi, vient d'enregistrer une cassette de six titres, dont : Awal-im, A yelli et A yiassassen n gerger. Disponible à l'A.C.B. (Paris)

Film : Le Voyage du Kabyle

Ou mémoire de l'immigration algérienne en France. Documentaire de témoignages et d'entretiens sur la présence en France de la communauté algérienne berbérophone, sur la transmission et l'affirmation de sa culture avec Kateb Yacine, Karim Kacel, Salem Chaker et d'autres. Contacter l'A.C.B. (Paris). *

AIT

ASSOCIATION INTERNATIONALE TIFINAGH

Proclamation :

Constatant les mutations et le développement rapides qui se sont déroulés ces dernières années dans le monde d'une manière générale et au Maroc d'une manière spécifique, les initiateurs du projet de la présente association ont décidé de consacrer leurs efforts à la création d'un cadre large et ouvert servant la réflexion sur l'avenir culturel du Maroc ainsi que la promotion de notre culture au niveau international.

Nom, Siège et Buts

Article 1

Vu le Dahir n° 1-58-376 du 3 Joumada 1 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association (1) tel qu'il a été modifié par le Dahir portant loi n°1-73-283 du 6 Rabia 1 1393 (10 avril 1973) (2), il est créé à Rabat une association dénommée «**Association Internationale Tifinagh**» sous le sigle AIT conformément au code civil marocain.

Article 2

Le siège de l'association est à Rabat, 10, rue Raïs Cherkaoui, av. des Zaers, Souissi, et il peut être procédé à la création de sections dans d'autres villes si l'intérêt l'exige.

Article 3

L'association entend répondre particulièrement aux préoccupations suivantes :

- Promotion des relations culturelles avec d'autres pays ;
- Développement des projets pouvant contribuer au rayonnement culturel de la région de Tamazgha ;

- Contribution à la préservation de l'environnement naturel ;

- Susciter un intérêt et un débat autour des problèmes d'ordre culturel, social, économique de la région de l'Afrique du Nord ;

- Diffuser l'information sur les réalités économiques et sociales de la région par la création d'un bulletin périodique «TAWADA» si toutefois les moyens financiers de l'association le permettent ;

- Analyser les rapports passés, présents et à venir entre le Maroc et d'autres régions du monde ;

- Faire connaître le patrimoine culturel à travers des manifestations artistiques, des conférences, des soirées animées, dans la limite des moyens de l'association et avec éventuellement la collaboration des autres associations ;

- Contribuer à promouvoir les Droits de l'Homme.

Membres

Article 4

L'association est constituée des membres actifs et des

membres d'honneur.

Article 5

L'admission au sein de l'association est ouvert aux marocains et aux étrangers et à toute autre personne sensible à la réalité culturelle et socio-économique de l'Afrique du Nord.

La décision d'admission est prise par le comité exécutif et confirmée par l'assemblée générale lors de la prochaine réunion. La qualité de membre s'acquiert dès le paiement de la cotisation.

Article 6

Les membres de l'association peuvent démissionner à tout moment. La décision de la démission est adressée au président du comité exécutif qui en prend acte.

La démission n'entraîne pas le remboursement de la cotisation.

Article 7

Le comité exécutif peut, après plusieurs rappels à l'ordre infructueux, décider de l'exclusion de tout membre dont le comportement porte préjudice aux

intérêts de l'association.
La décision du comité exécutif est susceptible de recours devant l'assemblée générale.

Organisation

Article 8

L'association est composée de l'assemblée générale et du comité exécutif. Ce dernier est dirigé par le président de l'association.

Article 9

L'assemblée générale est l'instance suprême de l'association. Elle regroupe tous les membres de celle-ci.

L'assemblée générale est compétente pour :

- Élire les membres du comité exécutif ;
- Élire le président de l'association ;
- Assurer le contrôle des activités du comité exécutif ;
- Contrôler la gestion financière de l'association ;
- Approuver les rapports de vérification de compte et, le cas échéant, nommer deux vérificateurs des comptes ;
- Fixer le montant de la cotisation ;
- Arrêter le programme des activités de l'association.

Article 10

L'assemblée générale se réunit deux fois par an en session ordinaire. Elle peut toutefois être convoquée en session extraordinaire à la demande du comité exécutif ou de 1/3 des membres.

La convocation doit être adressée aux membres au moins une semaine à l'avance sur la base d'un ordre du jour déterminé.

Les décisions de l'assemblée

générale sont prises à la majorité simple.

Article 11

Le comité exécutif comprend sept membres élus par l'assemblée générale pour un mandat de deux ans.

Article 12

Le comité exécutif est l'organe exécutif de l'assemblée générale. Il veille à l'application des décisions de l'assemblée générale et assure le fonctionnement régulier de l'association. Il est aussi l'organe permanent de l'association.

Article 13

Le comité exécutif est responsable devant l'assemblée générale. Il doit présenter chaque année un rapport sur les différentes activités et l'état des finances de l'association.

Article 14

Les séances du comité exécutif sont présidées par le président de l'association ou par un membre du comité désigné par le président.

Ressources

Article 15

Les ressources de l'association sont :

- Les cotisations des membres ;
- Le produit des manifestations organisées par l'association ;
- Les subventions de l'État.

Article 16

Le président de l'association représente l'association. Il peut déléguer à un des

membres du comité un mandat de représentation.

Responsabilités

Article 17

Seule la fortune de l'association répond des engagements de celle-ci.

Modifications des statuts

Article 18

Les statuts de l'association peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale prise à la majorité de deux tiers des membres présents. Cependant, les propositions de modification des statuts doivent être au préalable communiquées aux membres lors de la convocation de l'assemblée générale.

Dissolution.

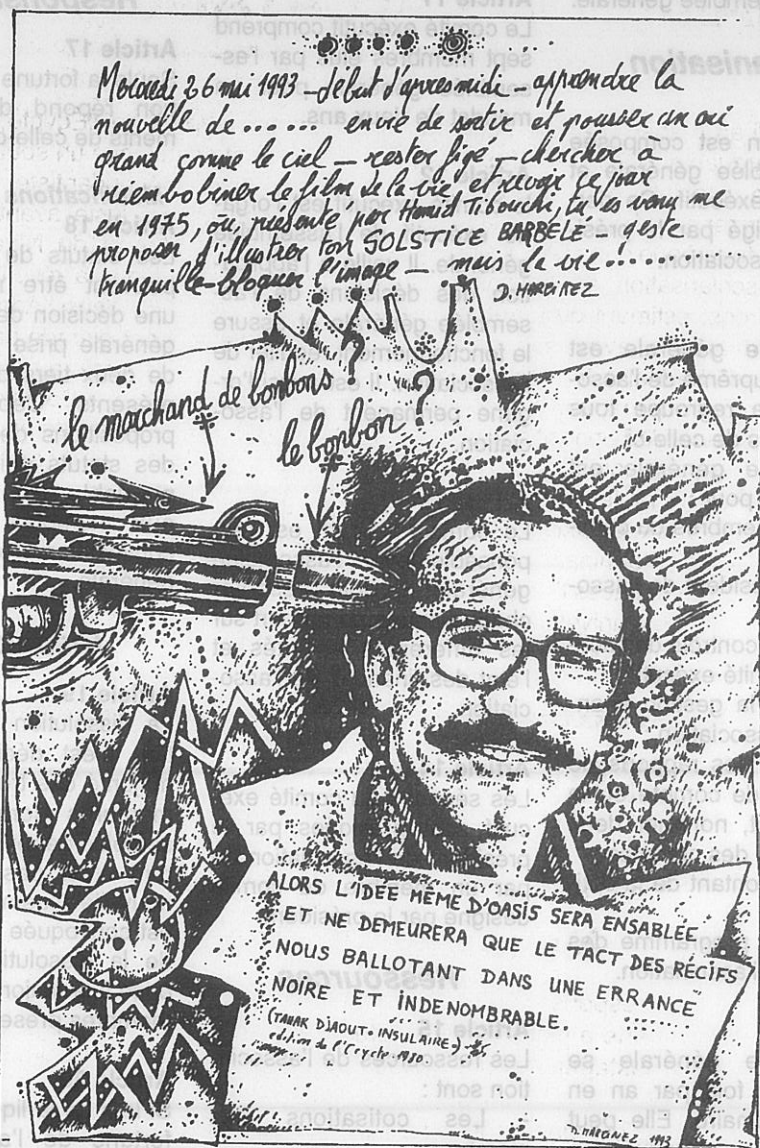
Article 19

La dissolution de l'association n'est décidée qu'à la majorité des trois quarts des membres composant l'assemblée générale. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale est convoquée et la décision de la dissolution peut être prise à la majorité simple des membres présents.

Article 20

Si lors de la liquidation de la fortune de l'association il subsiste un solde actif, ce solde sera transféré à une organisation humanitaire.

Les fondateurs de l'association AIT sont Ouzzin AHERDAN et Omar LOUZI. ♣



L'assassinat de Tahar Djaout (dessin de Denis Martinez).

Extrait du Cahier n° 1 du CISIA

Comité International de Soutien aux Intellectuels Algériens

105, Boulevard Raspail, 75006 Paris - France

DÉCÈS DE L'AMÉNOKAL MOHAMED ALI AG ATAHHER INSAR

Mohamed Ali ag Ataher Insar a eu une trajectoire remarquable. Dès les années 1920, pendant l'ère coloniale, deux ans après la défaite du dernier grand épisode de la résistance armée touarègue dans l'Aïr, il s'investit dans la scolarisation en français des enfants touaregs, estimant qu'il faut savoir affronter l'adversaire avec ses propres armes*. Il va se heurter à la réticence des familles touarègues par rapport à l'école coloniale, aussi bien qu'à l'opposition de l'administration française qui l'empêche de mener à bien son projet de former les enfants touaregs à une éducation moderne de haut niveau. Sa détermination le conduira à obtenir des États arabes l'inscription de ses recrues dans les universités Moyen-Orientales. Par contre, c'est en vain qu'il

cherchera auprès de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite et de la Libye un soutien politique pour sa lutte indépendantiste. Il se rendra ensuite au Maroc, juste avant la création des États du Mali et du Niger en 1960. Soupçonné de diriger la révolte touarègue qui éclate en 1963 dans l'Adrar sous une forme violente, il est extradé par les autorités marocaines et remis au gouvernement malien. Sa détention à Bamako durera de 1963 à 1977. À sa sortie de prison, refusant tout compromis avec l'État malien, il retourne à son exil marocain. **Hawad.**

(*) voir Mohamed Ali Ag Ataher Insar, "La scolarisation moderne comme stratégie de résistance", in *Revue du Monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 1990, Édisud, 91-97.

AUTRES DISPARITIONS

Le Comité Tifinagh a appris avec tristesse la disparition du militant amazigh

Mustapha Aouchich

responsable des «Éditions Berbères» à Paris.

Cette perte a profondément affecté la communauté amazigh.

Rappelons que Mustapha Aouchich était l'un des précurseurs de la lutte amazigh dès les années soixante-dix.

C'est ainsi qu'il a créé les «Éditions Berbères», qui ont fortement contribué à la diffusion de la culture tamazight.

Tassadit Yacine-Titouh

a la douleur de vous faire part du décès de son frère

Hacène Titouh

survenu le 23 janvier 1995.

RACHID MIMOUNI N'EST PLUS...

Par Omar Louzi

NÉCROLOGIE

Rachid Mimouni est décédé dimanche 12 février 1995 à Paris, des suites d'une hépatite aigüe. Son corps a été rapatrié en Algérie où il a été enterré. Ainsi, comme l'a souligné le journal français «Libération» : «la mort a volé Mimouni aux fanatiques» qui l'avaient condamné. Triste consolation.

C'est en 1993 que Rachid Mimouni quitta l'Algérie pour fuir les menaces des intégristes qui avaient menacé de mort sa fille âgée de treize ans. Il s'était alors installé à Tanger, et tenait pour Radio Méditerranée Internationale une chronique hebdomadaire : «Point de vue».

«Il reste un symbole de la lutte contre la violence et l'intolérance» écrit Libération. Auteur d'un pamphlet contre le FIS : «De la Barbarie en général et de l'Intégrisme en particulier» il entreprenait d'y démontrer que l'intégrisme est un détournement de l'islam. Toute son œuvre, de son premier roman *Le Fleuve détourné*, à son dernier *La Malédiction*, exprime l'angoisse qui l'habite devant le drame algérien. L'un de ses romans *L'honneur de la Tribu* a été porté à l'écran par Mahmoud Zemmouri.

A vrai dire, on s'attendait un peu à la disparition de Rachid. Pendant plusieurs mois cet intellectuel, qui se définissait «homme libre», auteur de plusieurs romans dénonçant «la barbarie en général et le FIS en particulier», était la cible désignée des intégristes musulmans. La malédiction était sa compagne et il a pu l'approvoiser au point de lui consacrer un roman.

Il avait choisi Tanger pour y enterrer sa souffrance, mais aussi pour continuer à créer. Rachid a toujours refusé la facilité. Tout le monde s'attendait à ce que l'auteur du «fleuve détourné» choisisse la France comme terre d'accueil mais Rachid, attaché au territoire, choisit le Maroc.

L'œuvre de Rachid est immense. En quelques années l'économiste qu'il était s'est métamorphosé en romancier, l'écriture étant la seule arme qu'il ait trouvée pour combattre l'obscurantisme des temps modernes.

Dans son célèbre pamphlet «De la barbarie en général et de l'intégrisme en parti-

culier», il dit : «comme tous les mouvements populistes, l'intégrisme est l'ennemi des intellectuels et de la culture. Son discours fait appel à la passion plutôt qu'à la raison, à l'instinct plutôt qu'à l'intelligence». Son parcours de romancier a commencé en 1982 avec «*Le fleuve détourné*», que les critiques littéraires ont assimilé à «*l'Étranger*» de Camus. Cette première expérience lui a donné envie de continuer : suivront «*Tombeza*» en 1984, «*L'honneur de la tribu*» puis «*La ceinture de l'ogresse*», recueil de nouvelles, en 1980. Son sixième roman, «*La malédiction*», paru en 1993, qui lui avait valu plusieurs récompenses (le Prix du Levant et le Prix Liberté littéraire) dénonçait les comportements et l'idéologie des intégristes. Ce roman a été dédié à son ami Tahar Djaout, un autre ténor de l'écriture d'Afrique du Nord, lui-même victime de la barbarie des intégristes.

Rachid est parti... L'Afrique du Nord perd un grand défenseur des Droits de l'Homme et une plume contre la barbarie et l'intolérance. □

HOMMAGE À SAÏD EL MAHROUG

Par Hafid Saïdi et Aït Willul

NÉCROLOGIE

Écrivain et poète berbère libyen décédé le 28 juillet 1994.

L'écrivain, le poète Saïd El Mahroug s'est évanoui dans le silence.

Né à Jadou en 1946, ville située dans la chaîne montagneuse Nefoussa, en Lybie, Saïd El Mahroug débuta ses études de médecine en Égypte, étudia ensuite le droit à l'université de Benghazi en Lybie et prépara une thèse en droit dans le Michigan aux États-Unis.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment : «La chute de l'article», «poésies silencieuses» et les «voix de minuit» (contes berbères anciens).

Il travaillait comme journaliste dans diverses revues littéraires arabes dont «les quatre saisons» et l'hebdomadaire culturel.

En tant qu'intellectuel et chantre de la liberté, il soutiendra courageusement la cause du peuple berbère (le peuple amazigh) aussi bien en Lybie que dans le reste de l'Afrique du Nord. Certains textes interpré-

tés par le chanteur Kabyle Ferhat Imazighen Imula ont été écrits par lui. Il s'agit des chansons «Amusnaw» et «Idles nnegh».

En 1978, il est victime d'un «accident» de voiture qui le prive de l'usage de ses jambes ; malgré de graves problèmes de santé, il continuera de lutter pour la liberté et les Droits de l'Homme en Lybie.

Rien n'a pourtant été fait pour sauver Saïd El Mahroug dont le cas fut signalé à Amnesty International en 1983 à Paris et à Londres. Accusé par le pouvoir, il a été reconnu coupable d'aimer la poésie et l'écriture. Pour cela, il fallut qu'on le laissât mourir dans une clinique de Sfax en Tunisie le 28 juillet 1994.

Pour ses amis, sa famille, ses enfants Ania et Yugurten, nous continuerons son combat. Dors en paix Saïd.

Hafid Saïdi
Sociologue - Toulouse

Poèmes dédiés à Saïd El Mahroug

La chute de l'article
c'est l'identité profanée
et le poète meurt.

Le ciel est en deuil,
Les étoiles brillent et pleurent,
Le poète est mort,
Il a disparu dans le silence.

Hafid

Saïd
Tu es orphelin d'étoiles
Nous tissons
Ton jardin de poésie ample.

Tu es le gardien du sommet
Sur chaque rive
Une plume et distance
Au pied de chaque sable, une racine.

Aït Willul

La famille amazigh en deuil DÉCÈS DE LAHOUCINE ATABJI

Par Kahen Khettouch

NÉCROLOGIE

La grande famille amazigh vient de perdre l'un de ses hommes, Lahoucine ATABJI. La roue du destin ne peut être inversée. Les vies, certes, s'éteignent mais jamais leur plénitude ni leur âme subtile.

Lahoucine Atabji est né en 1947 à Zelguem, tout près de Bzou (Azilal) au pied du Haut Atlas. Ses études l'avaient conduit de la géologie au département du génie minéral de l'Ecole Mohammedia d'Ingénieurs où il était devenu maître assistant en 1977. Lahoucine Atabji avait, en plus de ses qualités de poète, un don de chercheur en lexicologie et en onomastique amazigh. Plusieurs de ses articles et recherches ont été publiés dans divers journaux et revues. Aujourd'hui, Atabji n'est plus parmi nous. Sérieusement malade depuis quelques mois, il a succombé

dans la nuit du vendredi 10 décembre, laissant derrière lui une veuve et deux enfants (Usman et Tifawt).

Le meilleur hommage qu'on puisse rendre à notre ami est de lire et relire ses écrits. Pour cela, et en guise d'hommage au très regretté Atabji, nous proposons à ses amis et à tous ceux qui l'ont connu de près ou de loin deux de ses poèmes qu'il nous avait confiés, il y a quelques mois au siège de Tifinagh. Lahoucine, les oiseaux chanteront sur ta tombe et le soleil réchauffera ton alcôve. Tu n'es pas mort, seulement absent parmi nous.

TUDERT

Matta tudert a
Tin izi g tebdant
Ur illi mag ik isaquln
Ur illi mak inatqen
Ussan gan imxiben
tallest tdert s wass
Tifawt ur tlal
Anzar issuda
Max nga igujilen
Nedda s tmeghra
Nelsa iherwac
Nennax feghat
Nga zund taslit unzar
Ur ndum g igenna
Tamurt neg Tamezgha
Turegza d tidukla
Assa tex d usekka
tanekra wal bdda

LA VIE

Quelle vie comme
La mouche dans la peau
Il n'y a personne qui vous
Regarde ni vous aide
Ces jours sont durs
Les ténèbres couvrent les jours
La lumière naît
Pourquoi étant des orphelins
La pluie tombe
Nous sommes partis à la fête
Il nous ont chassés
Nous sommes comme
L'arc-en-ciel
On ne dure pas longtemps
Notre pays Tamazgha
La bravoure et l'amitié
Aujourd'hui et demain
Le soulèvement est indispensable.

CHANTS DE RÉSISTANCE DU RIF

Par Lahoucine Atabji

- 1 -

Isug ed urumi ittaf tizi Aaza
Ixis ad iqam «atai» s waman ulma
a imjahden uwat «tudert mani tehra»

- 2 -

Sidi Mohamed Amzian maana rraibet a
i jja
ijja suwak dr hannu hamen tugha
laaqeb gh uzru Ahmar sebaâ raf ag
ingha
S Mawsa teqedat rqaubus harraka

- 3 -

Tiara a tiara maimmi tzebzu det cem ?
uram nghigh umam wa djigh d ad tid
nem

- 4 -

aya Dhar u Berran
aya susen yeghsan
wi zzik igherran
ighar zzis zeman yessk usbanu u Liman
ynass zurr d tamurt n Tamsaman
Tamsaman ma thawn ac
Ma tghir ac d banaâman
Wellah xuma yxerq i babba c
Am wi yeâdan
Nnzah a Mimunt
Mohend gharm Aytam
Tfah wer yenwi
Rbarquq d asemmam

- 1 -

«Le roumi a fait souga. Il a pris Tizi Aazza
Il veut faire le thé avec l'eau d'Oulma
Guerriers au combat à quoi bon la vie».

- 2 -

«Sidi Mohamed Amezian quelle crainte il
a laissé
Il a laissé le swak et l'antimoine et le
henné
fraîchement étalé
A Azru Ahmar il est allé
et il a tué sept mille avec son mauser
court et le pistolet à dix coups

- 3 -

«Avion avion pourquoi ronfles-tu toi ?
je ne suis pas ton ennemi
je ne t'ai pas tué un frère

- 4 -

«O Dhar u Berran
O champs de la plus terrible des batailles
qui a voulu tromper
N'a en fait trompé que lui-même
L'Espagnol invita l'Allemand
Viens admirer la pays de Tamsaman
Tamsaman n'est pas à prendre
la crois-tu de la vulnérabilité du coquelicot ?
Par Dieu tu recevras la même tannée
que par le passé
chante Mimunt
Tu as, toujours tes frères
les pommes ne sont pas mures
les prunes sont encore aigres.

APPEL A TOUS LES IMAZIGHEN

Par Youcef Ahzaghar

de Washington DC - U.S.A.

Appel pour un débat ouvert sur le projet de création d'institutions inter-amazighes

Aytma y nu, taystmatin y nu,

Azul fellawen/kwet merra :

Je me permets de lancer un appel, à travers notre cher Tifinagh, à toutes les forces vives de Tamazgha aux quatre coins du monde, afin d'engager un débat d'idées sur un projet de Charte d'Institutions Amazighes.

Nous devrions penser à travailler dans un cadre global, spécifiquement amazigh, afin de sortir notre cause de la folklorisation à laquelle essaient de la cantonner les régimes en place.

Ce qui a été fait jusqu'à présent dans le domaine culturel est certes un pas de géant, tout à fait remarquable, mais il ne pourra répondre aux besoins des générations à venir ni aux défis des moyens investis par les anti-amazigh dans le monde. L'idéal serait de réfléchir à une forme d'Union Amazigh, une sorte d'Internationale Amazigh, avec des textes administratifs, des institutions juridique, médiatique et surtout financière, qui répondraient aux exigences de la survie amazigh à moyen et long termes.

Ce travail doit être fait par des équipes de spécialistes, chacun dans son domaine, dévoués, spécialisés, élus et surtout rémunérés, afin de ne pas répéter les erreurs du passé.

Faisons en sorte de ne pas devenir les Kurdes de l'Afrique du Nord. L'expérience de nos frères Touaregs au Mali et au Niger illustre bien la précarité et la vulnérabilité de l'existence amazigh.

Cessons de penser dans un esprit minoritaire et régionaliste. Cessons de mendier ce qui nous est dû. Agissons.

Nous ne disposons plus de temps ni d'énergie pour les querelles et les règlements de comptes entre personnes, politiciens et autres sponsors de notre cause.

Aussi, tous ceux qui partagent la conviction amazigh doivent participer à ce débat afin de finaliser une synthèse d'idées qui permettrait de définir une plate-forme d'action dans un futur très proche en vue d'une Union Amazigh, combien urgente !

L'avenir nous appartient si nous agissons pour notre cause...

N.B. Afin de toucher un maximum de lecteurs et d'engager le débat, cet «appel» est publié dans plusieurs organes de presse.

LES TOUAREGS : NOMADES OU RÉSISTANTS ?

+::||:| |::|||

Salut au pays !

E:: ||: [O::|

où se trouvent ceux qui m'aiment

ε::| E○ +O::||

J'y ai laissé tout mon amour.

○| ε|| ○○|:]

Dieu sait que j'aime mon pays

::||:| E:: ε:: +O::||

où j'ai laissé tout ce que j'aime.

[E::| |· X::: ||:○○

Les amis! Je réside en pays arabe.

::: ::||:| :O:: |||

Je réside dans des pays où ma mère n'est pas

O::| [H:| :O |X::

Mon âme brûle et je suis dans la tourmente.

TRIBAL ACT 

Pour les droits individuels & collectifs des Peuples Autochtones

Couverture de l'un des Cahiers édités par «Tribal Act»

(Voir page 252)

AWAL

11

CAHIERS D'ÉTUDES BERBÈRES

1994

Fondateur

MOULOUD MAMMERI

TASSADIT YACINE : Entretien avec Kateb Yacine
« Il faut suivre le menteur jusqu'au seuil... »

ANDRÉ NOUSCHI
Boumédienne et les paradoxes du socialisme en Algérie

FRANCK FRÉGOSI
L'islamisme en Algérie : itinéraire d'une mobilisation

FARHAD KHOSROKHAYAR
Les intellectuels postislamistes en Iran

ABDELKEBIR KHATIBI
Enseignement et culture au Maghreb

RÉDA BENSMAÏA
Les devenirs de Nabile Farès : idéographie et politique

ABDELKADER DJEGHLOUL
Frantz Fanon : discours et parole

DAVID M. HART
Conflits extérieurs et vendettas dans le Djurdjura
algérien et le Rif marocain

ANDRÉ NOUSCHI
D'hier à aujourd'hui : bourgeois et notables en
Méditerranée

ABDERRAHMANE U AÏSSA HOUACHE *et al.*
De quelques créations lexicales à partir de racines
berbères en usage dans le Sud algérien

Textes et documents

Actuelles

Comptes rendus et résumés



ÉDITIONS DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME
Paris

Sommaire du dernier numéro de la Revue AWAL dirigée par Tassadit Yacine.

REVUES ET PÉRIODIQUES

ADRAR *Maroc*
Périodique socio-culturel mensuel (8 pages) édité à Casablanca, Maroc.

AMAINOU *Maroc*
Revue éditée par l'Association Nouvelle de Culture et des Arts Populaires, section Casablanca (Bureau d'Anfa), Maroc.

AMAZIGH VOICE *U.S.A*
Lettre d'information de l'Amazigh Cultural Association in America ACAA
ACAA Inc, 420 Route 206 North, Ste 163, Bedminster, NJ 07921, USA.

ANAROUZ *Maroc*
Revue éditée par l'Association Nouvelle de Culture et des Arts Populaires, section Agadir, Maroc.

ASURIF *Maroc*
Brochure d'information interne éditée par l'Association ANFLUL de Meknès, Maroc, entièrement en tamazight transcrite en caractère latins.

AWAL *Algérie / France*
Revue annuelle (233 pages) fondée par Mouloud Mammeri, dirigée par Tassadit Yacine et publiée par le Centre d'Études et de Recherches Amazigh CERAM (Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris).
Cette revue regroupe diverses études centrées sur des problèmes d'actualité et d'autres relatives à la culture dans son acception la plus large
- 131 boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.
- 4 rue de Chevreuse, 75006 Paris, France
- 8 rue Franklin-Roosevelt, Alger, Algérie

AZUL *Algérie*
Périodique édité par l'Association Culturelle et Sportive "Numidya": B.P. 101, Oran, R.P. 31 000, Algérie.
Président : Saâd Zamouché
Essentiellement écrit en tamazight (transcrit en latin et arabe), 64 pages ronéo. Nous saluons les efforts de cette jeune association et lui souhaitons longue vie.

DIRE *France*
Lettre d'information du FFS-Immigration
FFS-I, 18 rue de Châtillon, 75014 Paris, France

DOSSIER AMAZIGH *Espagne*
Bulletin d'information publié par le «Collectivo de Documentacion y Estudios Amazigh» (CDEA), n°3 et 4, octobre 1993 et juin 94, 38 pages chacun, comportant une multitude d'articles repris dans d'autres revues et journaux amazigh et autres qui traitent de thèmes relatifs à la situation de la culture amazigh. À signaler une interview importante avec Monsieur Benjamin Stora, Professeur à l'université Paris VIII dans laquelle il traite le problème des Imazighen d'Algérie (surtout les Kabyles).

Pour tout contact, adressez vos lettres à Ahmed Raha, président du Collectivo de Documentacion y Estudios Amazigh, Camino de Ronda 126-5B, 18003 Granada, tél.: (958). 27.10.97)

EDISUD *France*
Maison d'éditions («Encyclopédie Berbère», etc.) :
EDISUD, La Calade, 13090 Aix-en-Provence, France. Tél : (33) 42 21 61 44 - Fax : 42 21 56 20.
Président fondateur : Charles-Yves Chaudoreille / Responsable de la publication des éditions berbères : Anne-Marie Lapillonne.

EDITIONS BERBÈRES *France*
Éditions Berbères = TAMAZGHA
- 47 rue Bénard, 75014 Paris, France
Tél : (33 1) 45 43 31 44
- 2 rue de Lille, 75007 Paris, France
Tél : (33 1) 48 89 43 19
- 37 rue des Maronites, 75020 Paris, France.
Contact : Mouloud Lounaoui.

HORIZONS MAGAZINE *Belgique*
Mensuel francophone, 34 pages, traitant surtout d'actualité politique.
27 place Communale, 1080 Bruxelles, Belgique /
Tél. (32 2) 411 67 85 / Fax 411 42 19 / Directeur : Abdeslam Kaouass.

IDLES *Maroc*
Bulletin interne bimestriel (36 pages) de l'Association socioculturelle TILLELI de Gheris / BP 69, Goulmima, Maroc

ILES UMAZIGH *Algérie*
Revue trimestrielle de l'Association Culturelle Jedd Abdelmalek, en français et tamazight
Tidukla Tadelsant Jedd Abdelmalek, Village Cheurfa, Commune de Tizi Ntleta, Tizi-Ouzou, Algérie.

IMAZIGHEN ASS-A *France*
Bulletin d'information de l'Association TAMAZGHA
2 rue de Lille, 75007 Paris, France
Tél : (33 1) 48 89 43 19 / 45 43 31 44
Fax : 49 26 42 99

LETTRE TOUARÈGE *France*
«Lettre d'information sur la lutte du peuple Touareg» (bimestrielle)
70 rue de Laugier, 75017 Paris, France
Tél : (33 1) 43 80 74 66
Fax : 42 57 16 51
Contacts : Ibrahim Ag Litny / Pierre Boilley (Tél : 331 40 53 09 96) / Mira Mint Zeir.

LOS MUESTROS *Luxembourg*
Publication de l'Institut Sépharade Européen, Luxembourg, périodique trimestriel. Le n°16, sept. 94, 64 pages, comporte des articles sur la communauté judéo-espagnole sépharade, des écrits et analyses sur les conflits dans le monde.

MONTAGNES MAROCAINES**Maroc**

Revue bi-annuelle du Club Alpin Français (34 pages en quadrichromie)

CAF, 1 rue Aknoul, 20 000 Casablanca, Maroc

Contact : François Chalumeau.

QANTARA**France**

Magazine trimestriel édité par l'Institut du Monde Arabe

I.M.A., 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, 75236 Paris Cedex 05, France.

Tél : (33 1) 40 51 39 61

TAMAGIT**Maroc**

Revue amazigh en caractères arabes

141 bis route Bougri, El Harch, Aït Mellul (Agadir), Maroc

TAMUNT**Maroc**

Mensuel en français, tamazight, arabe

10 avenue El Amir Moulay Abdallah, BP 1293, Rabat RP, Maroc

Tél : (212 7) 73 55 24/28 / Fax : 70 91 89

Directeur : Brahim Akhiate / Rédacteur : Abdelaziz Bouras

TASAFUT**Maroc**

Périodique (12 pages) en arabe et français, publié par l'Association Nouvelle de la Culture et des Arts Populaires

- 235 Bd Abdelkrim El-Khattabi, Rabat.

Tél : 73 01 39/73 49 27 / Fax : 77 49 03

- Maison des Jeunes, rue Ennou, Yacoub-El-Mansour, Rabat, Maroc

Tél : (212 7) 73 49 27 / 77 96 84

Président : Hassan Id Belhacem (avocat) /

Directeur : Houcine Akhiate

TAWADA (à paraître)**Maroc**

Bulletin mensuel de culture marocaine, 12 pages, traitant de thèmes relatifs à la civilisation marocaine et à l'évolution culturelle de notre pays.

Directeur : Omar Louzi.

THIFRAY**France**

Périodique édité par le Centre de Documentation berbère de Bretagne de l'Association Amazigh-Breizh, 24 pages.

Le dernier numéro paru cet été est dense, avec un sommaire très riche traitant divers champs de connaissance chez les Berbères.

152 rue Jean Jaurès, 29200 Brest, France

Tél : (33) 98 43 60 54 / Fax : 98 80 54 57

Responsable : Hassan Douhou, B.Terrence, Najim Achergui, Rachid Raha (Espagne), Alain Bellec, Zobir Mahdad (Maroc), Abh Aïssati (Pays-Bas), Rabah Laïmouchi (Algérie), Marie-Pierre Laporte.

THIREZRINE THIKANARIENE**Espagne**

Publication des Îles Canaries.

Baile del Sol, El Naciente 8, 38280 Tegueste (La Laguna), Tenerife, Islas Canarias, Espagne.

Contact : Manuel Suarez Rosales.

TIDMI**Maroc**

Hebdomadaire en français et tamazight, 12 pages dont deux culturelles, abordant des thèmes politico-

culturels, avec la participation rédactionnelle de plusieurs universitaires et hommes de lettres, dont Mohammed Khaïr-Eddine. Les éditoriaux sont de la plume d'Aherdan et traitent de la réalité politique du Maroc.

Directeur : Mahjoubi Aherdan

10 rue Raïs Cherkaoui (ou BP 5086) Rabat Souissi, Maroc / Tél : 75 37 74 / 65 67 81

TIDDUKLA MAGAZINE**France**

Publication semestrielle de l'A.C.B. (+lettre / voir ci-dessous), 42 pages, 15 F. Dossiers, entretiens, aperçus sur les activités de la Fédération des Associations de Culture Amazigh de France, articles et productions sur et en tamazight et des jeux.

ACB, 37 bis rue des Maronites, 75020 Paris, France

Tél : (33 1) 43 58 23 25 / 43 74 99 66

Directeur : Mustapha Harzoune, Areski n'Hend n'Amar, Belkacem At Salem, Boualem Sehrine, Hanifa Chérifi, Idir Ahmed-Zaid, Lounis Adja, Achour Femane, Zina Aït Brahham, Saïd Belhil, Samia Messaoudi, Slimane Amara.

TIDDUKLA : LA LETTRE**France**

Éditée par l'A.C.B. (Paris), 4 pages, supplément gratuit à Tiddukla Magazine, comporte des informations sur les activités des Associations amazigh en France.

TIDDUKLA**France****HOMMAGE À TAHAR DJAOUT**

Supplément à Tiddukla N° 17, réalisé par des amis de Tahar Djaout de «Ruptures» et de l'A.C.B., mai 94, 25 F, 16 pages. Contacter l'A.C.B., Paris.

TIFAWT**Maroc**

Mensuel marocain trilingue (arabe-tamazight-français). Le n° 4, nov-déc 94, comporte essentiellement des productions en tamazight, des analyses et des entretiens traitant de la revendication identitaire.

BP 295 Meknès, Maroc

Directeur : Mohamed Ajaajaa.

TIFINAGH**Maroc**

Revue bimestrielle de culture et de civilisation nord-africaines (128 pages)

10 rue Raïs Cherkaoui ou BP 5086

Rabat Souissi, Maroc

Tél : (212 7) 65 67 81 - Fax : 75 37 74

Directeur : Ouzzin Aherdan / Contacts : Omar Louzi, Olivier Fougerat.

TISURAF**France**

Revue universitaire annuelle (93 pages) éditée par le Groupe d'Études Berbères, publications de l'Université Paris VIII

2 rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02, France.

WAR - ISEM**Algérie**

Bulletin de l'Association NUMIDYA (Oran)

32 pages, comporte essentiellement des articles et des entretiens en tamazight traitant de l'actualité du M.C.B., de l'histoire amazigh...

Ouzzin Aherdan

rener ar gazetenn Tifinagh*

(Bro-Varoko)

0 6: 31: 136C +.1.+

+0:6: 6: 0

+0-1: 1: E 631. E31 13+ 03; 001+ +;

As dak-iga äwedäm tanai, idswädägh dāgh-äs,

idssänägh kud shinaden-net dssdghsärnät-tu.

Ma vez roet dit un all gant ur mignon bennak, sell mat hag eñ e tou e-benn hemañ da vevañ gant e aliou...

Bremañ : Daoust hag-eñ e c'hellfec'h lavaret deomp e peseurt stad emañ an emsav Berber?

Ouzzin Aherdan : Ar stourmerez Berber zo 'n em savet ouzh ar C'hallaoued da zigenañ... Ar C'hallaoued oa ar re gentañ o doa aloubet Bro-v-Maroko. Ne oa ket bet aloubet gant an Arabed... En em islamaet eo bet ar vro hec'h-unan. Ar stourm Berber zo bet da zigenañ enep ar C'hallaoued eta...

Ar re-mañ, war-lerc'h bezañ bet distrujet ar galloudoù berber, o doa, o kuitaat ar vro, staliet renerien arab.

Enep ar galloud nevez-se eo bet krouet an aozadur kentañ.

eneberez all a oa, nemet an aozadur diskleriet, an eneberezh berber intelektual kentañ, e miz Ebrel 80 : An Nevez-Amzer amazigh (le printemps amazigh). Berzet e vo e 1982 ha da heul e voc dek vloavezh a heskinerezh. Ar bloaz-mañ ez eus bet krouet ur strollad nevez : al Luskad Broadel Pobl (MNP : Mouvement National Populaire).

Deuet oa d'ar c'hendalc'h diazezañ : an A Sawat, ar FFS, an RCD. Se oa evit ar wech kentañ diskleriadur a unded an Iamazgha. Disoc'het en deus war manifestadeg ar 1añ a viz Mae (1994) gant en he fenn Tifinagh ha Tibelli, da c'houlenn e vefe kelennet ar berbered. Se oa ar wech kentañ e oa an holl

Verbered e Bro-Varoko o 'n em unanet da c'houlenn an hevelep tra, ha hiziv ez eus ur c'henaozad o c'heneb.

Ar Roue en deus diskleriet en-ofisiel e vo kelennet ar berbered.

Br. : Petra soñjit diwar-benn dieubidigezh ur brizonidi politikel?

O.A. : Buan-tre e ya an traoù bremañ. Dieubet eo bet an holl brizonidi bolitikel (nemet ar re o doa graet muntrou). Seblantout a ra ar galloud bezañ reizh.

Br. : Daoust ha n'eo ket abalamour d'an integrism relijiel eo bet rediet ar gouarnamant da zieubiñ anezhe ? Petra zo gant an integrism e Bro-Varoko ?

O.A. : N'eo ket. Abalamour d'ar c'hedveno etrevroadel ("opinion internationale"). E Bro-Varoko n'eus ket a "gudennoù gant an integrised". E Bro-Aljeria o doa graet brav d'an "integrised" da implij ha bremañ int tapet fall. E Bro-Varoko e oa bet eveshaet ha gwasket an integrised adal ar penn kentañ.

Tifinagh

1) ar ger a vez graet gantañ da gaozeal eus skritur berbered an d-Touareg-ed. (Sellit ouzh er framm a-us).

2) ar gazetenn-se a zo ur gazetenn bet krouet e 1993, na fell ket dezhi bezañ kelaouenn ur strollad politikel met ur gazetenn digor da holl v-Berbered ar Maghreb da dabalut. da sklaeraat ha da gas war raok ar stourm amazigh.



bremañ 156 - miz Gwengolo 1994

6

Interview de Ouzzin Aherdan transcrit en langue bretonne (Bremañ n° 156 de septembre 1994)

PRÉCISIONS SUR TIFINAGH

TIFINAGH, LE SEUL MENSUEL À PARUTION ALÉATOIRE...

ou : le kidnapping de l'équipe Tifinagh !

Eh oui, décidément, la revue TIFINAGH n'est pas sérieuse...! tout au moins dans son rythme de parution - car elle demeure au contraire l'une des plus sérieuses d'Afrique du Nord quant au contenu, si l'on en croit la rumeur... Comme quoi on ne peut pas tout avoir.

Cher lecteur, vous devez ici vous demander quelles raisons va bien encore pouvoir invoquer la Rédaction pour tenter d'excuser ce retard... inadmissible ?

Eh bien oui, il y a en effet plusieurs raisons. La première est que toute notre équipe de rédaction et de composition a été « kidnappée » pour la création et le lancement d'un hebdomadaire, « TIDMI » - *Vigilance*, lequel a été jugé indispensable pour la poursuite de la lutte pour la reconnaissance de la culture tamazight au niveau

marocain. La deuxième est que nous avons été littéralement submergés de documents, livres, revues, bulletins, déclarations... lors des rencontres du « Festival de Douarnenez », documents qu'il nous a fallu exploiter - et nous n'avons pas encore terminé ! La troisième raison est que, indépendamment de ces documents, nous avons reçu entre temps de nombreux articles. C'est ainsi que le numéro que vous tenez entre les mains est le résultat d'élagages successifs, non sans regrets, et que le numéro suivant est de ce fait déjà bouclé lui aussi... Sans oublier les conférences : Indien (Skibine), Touareg (Habaye), Kabyle (Tassadit Yacine) que nous avons organisées, l'extension de nos locaux que nous avons dû construire, l'Association Internationale AIT que nous

avons créée et qui fonctionne déjà à Bruxelles (non encore autorisée à Rabat), l'informatisation sur Macintosh et notre apprentissage de logiciels de composition, les nouveaux collaborateurs qui sont venus renforcer notre équipe (laquelle s'enrichira à partir de notre prochain numéro d'un coordinateur de rédaction), etc.

C'est donc après avoir vécu tous ces problèmes que ce numéro 5-6 vient clôturer le volume 1 de Tifinagh.

Afin d'assurer dorénavant la régularité de la parution, nous avons décidé d'alléger le contenu en éditant séparément nos dossiers (Tilleli, Touareg, Bretagne, Algérie, etc.) sous forme de numéros hors-série. Le volume 2 proposera donc à ses lecteurs une nouvelle formule plus aérée, tout en maintenant l'essentiel des rubriques. □

RECTIFICATIF

Dans notre n° 2, page 38, la photo du haut (reproduite ci-contre) a été attribuée par erreur par notre rédacteur à Omar Louzi, alors qu'elle avait été prise par l'Association socioculturelle TILLELLI, qui nous l'avait aimablement communiquée et à qui nous présentons toutes nos excuses.

Rappelons que cette banderolle a été affichée à Goulmima avenue Hassan II le 11 mars 1994.



«Celui qui aime la langue tamazight doit savoir l'écrire»

COURRIER DES LECTEURS

Quelques nouvelles du monde amazigh...

... et réponses au courrier

Par la Rédaction

Malgré notre retard de parution un abondant courrier continue à nous parvenir... Nous nous excusons de ne pouvoir ni citer toutes les lettres ni répondre individuellement.



À propos des Touaregs

D'Aix-en-Provence...

Une lettre de mise au point d'Hélène Claudot-Hawad, que nous reproduisons dans sa totalité afin de racheter certains dérapages de la presse :

Cher Collègue, (cette lettre est adressée à Ouzzin Aherdan)

Dans le numéro 2 de votre revue, vous publiez à la page 27 des extraits d'un article de F. Burnand paru dans Le Nouveau Quotidien de Lausanne en janvier 1994. Cet article est lui-même une reprise d'un texte publié il y a deux ans et demi à la suite d'une interview téléphonique que j'avais accordée à la condition expresse - condition allègrement bafouée - de lire le texte avant publication. Le résultat avait de quoi me faire sortir de mes gonds !

En effet, les "citations" que ce journaliste peu scrupuleux m'impute ne correspondent en rien à mes propos, ni sur le plan de la forme, ni sur le plan du contenu. Ainsi, je précise que je n'ai jamais parlé de "factions" de la guérilla (vocabulaire qui m'est étranger et que je juge inadéquat), encore moins "d'espoir dans les anciens chefs de l'aristocratie touarègue".

Par contre, j'ai dit, clairement me semblait-il, que les anciens diri-

geants du monde touareg et, parmi eux, ceux que le pouvoir colonial a éliminés à cause de la résistance qu'ils lui ont opposée, avaient des visions politiques beaucoup plus larges que celles exprimées aujourd'hui par les fronts armés touaregs (voir par exemple les visées de la guerre de Kaosen qui lutta jusqu'en 1919 pour libérer l'ensemble du pays touareg (in Touaregs, Exil et Résistance, REMMM n°57, 1990, Edisud, Aix-en-Provence, et Le Politique dans l'Histoire Touarègue, Cahiers de l'IREMAM n°4, 1993, Aix-en-Provence).

Par ailleurs, commentant la signature des pactes entre les fronts armés et les gouvernements, j'ai dit que les positions de l'arrière-pays étaient beaucoup plus radicales que celles des signataires. Enfin j'ai ajouté que seules des personnes "représentatives" des aspirations du peuple et reconnues comme telles par les intéressés pouvaient sérieusement négocier.

Ces distorsions entre mon discours et sa restitution par la presse sont en elles-mêmes significatives : elles révèlent de manière explicite le schéma de pensée qui sous-tend tous les clichés en cours sur le monde touareg. Ces clichés ne sont pas gratuits, bien sûr. En peignant les Touaregs sous les traits de

tribus sans cesse en guerre les unes contre les autres, incapables de s'organiser, société d'un autre âge, anarchique, féodale, esclavagiste, où les Blancs "seigneurs des sables" s'opposent "viscéralement" aux Noirs "assujettis dans le passé aux Touaregs" et qui leur voueraient "une haine féroce", la colonisation française a pu passer, dans la propagande du début du siècle, pour une entreprise humanitaire, bref une véritable œuvre civilisatrice ! Que l'on reprenne aujourd'hui ces idées simplistes et tendances (par exemple, pourquoi faire de l'esclavage une spécificité touarègue alors que sa pratique était générale en Afrique ?) contribue à obscurcir les débats et à nier la dimension politique des luttes touarègues.

Actuellement, il ne se passe pas un jour sans que des Touaregs, hommes, femmes, enfants, n'expirent sous les balles des militaires maliens ou nigériens ou par les couteaux et les fusils des milices que les gouvernements ont armées. Est-il vraiment supportable d'achever leur assassinat avec ces clichés néo-coloniaux ?

Bien cordialement,

Hélène Claudot-Hawad.

P.S. : Puisque vous publiez l'appel de Habaye ag Hama pour la "normalisation" des tiffinagh, je vous envoie - pour comprendre le débat inter-touareg - une copie de la réponse que lui adressa Hawad l'année dernière.

Nous reproduisons donc ci-après le texte de la belle lettre, très pertinente, que Hawad adresse à Habaye au sujet de la normalisation des tiffinagh et dont Hélène Claudot-Hawad nous a transmis la copie. Nous l'en remercions.

Cher Habaye,

Merci pour ta lettre. Cela fait longtemps que j'attendais de tes nouvelles. J'ai lu le projet que tu m'envoies. Je suis étonné que même pour notre écriture nous ayons besoin de passer par les organismes "humanitaires". Je ne comprends pas cela. D'abord quel intérêt ont-ils pour se substituer à nous ? Enfin, quelles compétences peuvent-ils avoir dans ce domaine ?

Pour ce qui touche les Touaregs de près, je n'ai jamais accepté et je n'accepterai jamais aucun guide et surtout quand il s'agit de certaines valeurs culturelles comme les tiffinagh qui sont pour moi des armes pour la résistance touarègue. Tu vois, je ne les prêterai à aucun maître.

Bientôt, ces "humanitaires" auront même le droit de nous dire comment nous devons pratiquer pour procréer.

Si vous comptez faire un congrès entre Touaregs sur les tiffinagh et la résistance que représente leur usage et d'autres stratégies potentielles que notre société pourrait exploiter, je suis prêt à vous aider en fonction de mes compétences.

Frère, un conseil : si vraiment vous voulez vivre, ne confiez pas la gestion de vos souffles à d'autres. Nous n'avons pas besoin de patronage. Le problème des Touaregs d'aujourd'hui à mon avis, c'est d'accepter toujours un gestionnaire de leur âme.

Mes salutations fraternelles.

P.S. : Ci-joint le 3^e numéro du Chameau bague qui attend toujours des contributions de Touaregs, à moins que même pour bégayer en tiffinagh, il faille un expert international avec son escorte d'ONG et de crédits internationaux ?

A propos de la marocanité de la Koutoubia :

Une précision de Tasmount...

Un certain nombre de lecteurs se sont étonnés que la Grande Mosquée Hassan II de Casablanca n'ait pas été mentionnée dans mon article intitulé : **«La Koutoubia est-elle bien marocaine ?»**, paru dans notre précédent numéro. J'y ai évoqué les racines de l'histoire afin d'apporter un éclairage sur cette opinion que j'estime fausse et qui tend à attribuer une paternité arabe à la civilisation marocaine - laquelle est bien amazigh comme le prouve son architecture. Ceci afin de montrer combien il convient d'être prudent en évitant tout amalgame entre d'une part le nom et la langue d'un peuple, «Arabe», bien localisés dans une région du monde, et d'autre part une religion, «l'Islam», à caractère universel : cette dernière ne doit pas être «récupérée» au profit d'un peuple ou d'une langue - au risque précisément d'y perdre son universalité. Il est temps de dénoncer, me semble-t-il, cette confusion qui a été volontairement entretenue pendant longtemps au sein du mouvement dit «arabo-islamiste».

Je suis donc allée puiser mes arguments dans le témoignage incontestable de la pierre et aux sources mêmes de l'histoire, afin de démontrer que ce ne sont pas des conquérants qui ont imposé la nouvelle religion révélée (auquel cas ils auraient également imposé leur architecture), mais bel et bien les principes de l'Islam qui se sont répandus et qui ont été pleinement acceptés, assimilés et interprétés dans leurs expressions bâties. La question ne

pouvait donc pas concerner la période contemporaine. Mais il est tout à fait heureux que le minaret de la Grande Mosquée Hassan II soit lui aussi de section carrée, respectant ainsi au niveau formel la tradition des bâtisseurs amazighen, et assurant la continuité et la pérennité de la civilisation marocaine.

À propos du mot «Maghreb»

De Saint-Aygulf (France), Jean Dumaurier Wynna Nat Iraten, Président de l'Association Berbère pour la Culture et le Développement, nous écrit ceci : (...) «Je voudrais vous interpeller sur un mot nocif dont l'effet ravageur n'a pas été suffisamment mis en lumière : Maghreb (Maghrébin, Maghrébine), lequel figure en tête de votre Revue. Ce n'est pas à vous que j'apprendrai sa signification. Au cours de mes conférences, je rappelle à l'auditoire que ce terme se traduit par West, Occident, ou Couchant. Il s'applique aussi bien à l'Europe, à l'Afrique... qu'à l'Amérique. Si bien que son usage restreint et limité à «l'Afrique (française ?) du Nord» sous-entend une marginalisation séparatiste, distincte, et raciste.

On ne dit plus Boche, mais Allemand ; on ne dit plus Nègre, mais Noir (ou «coloré») ; on ne dit plus Youpin, mais Juif (ou Israélite) ; mais, au lieu de dire Nord-Africain, on dit «Maghrébin». Avez-vous remarqué que la vague de l'intégrisme a balayé l'appellation tendancieuse de Musulman (même pour les chrétiens de Kabylie ?). Avez-vous également remarqué que «Maghreb» s'applique exclusivement à ce qui était naguère l'A.F.N. «(Afrique «Française» du Nord)» ? Le terme est bien

commode pour désigner les Bounioulos et le Bounioul-Land. Quant aux Pieds-Noirs, enragés-supporters de «Maghreb», c'est leur façon de continuer à pratiquer le séparatisme néo-raciste. Bien qu'ils soient nés dans les pays qu'ils tiennent à enfermer dans ce mot, ils refusent d'être dénommés Maghrébins. Cherchez l'astuce... Il y en a même qui oublient toute retenue ou toute mesure et qui parlent de leur armée d'Afrique qui a tant triomphé des «Chleuhs» !

De grâce, ne tombez pas dans le panneau et évitez toute complicité à votre corps défendant. Alors, ou bien il faut l'appliquer à tout ce qui est occidental, suivant sa signification originelle, ou bien il faut s'en séparer. Sans compter qu'avec son usage, on enferme l'Afrique du Nord dans l'arabisme et le monde arabe alors qu'il s'agit du monde musulman au même titre que l'Indonésie, la Turquie, les provinces Nord de la Chine, ou les Républiques ex-Soviétiques de l'Asie centrale. Quoi qu'il en soit, ne dites jamais à un Iranien qu'il est Arabe... En ce cas, pourquoi les Berbères le seraient-ils ?

Cher Monsieur, vous n'êtes pas le seul à avoir attiré notre attention sur la connotation du mot «Maghreb», que nous avons utilisé sur notre couverture sans arrière-pensée... et que nous avons remplacé depuis. Cette critique nous avait été également faite à Douarnenez. Merci pour vos précisions, qui tiennent lieu de mise au point pour nos lecteurs. Merci également pour votre envoi de la collection de votre bulletin «A.B.C.D. Infos», qui comporte bon nombre d'informations très intéressantes. Nous y reviendrons. Quant à votre avis de

recherche concernant les œuvres et mémoires du linguiste kabyle du début du siècle Amar u Saïd Boulifa, nous essaierons de le publier au prochain numéro.

Nouvelles d'Occitanie...

Saint-Michel d'Euzet,
le 7 janvier 1995

à M. Ouzzin Aherdan

Cher Monsieur,
Je viens de trouver votre adresse dans le mensuel de langue française «Le Monde diplomatique» et désirerais vivement m'abonner à votre revue «TIFINAGH» afin de la faire connaître autour de moi. En tant que Président du Parti Nationaliste Occitan, je m'occupe de plusieurs mouvements disposés a priori à établir des échanges constructifs entre nos deux cultures si maltraitées par l'histoire. En espérant vous lire et peut-être un jour vous rencontrer, veuillez recevoir, cher Monsieur, toutes mes amitiés internationalistes.

Jacques Ressaïre

30200 Saint Michel d'Euzet -
Occitanie par FRANCE

... d'Algérie ...

- **Des Aurès,** Aggun Smaïl nous adresse une carte de vœux pour le nouvel an et des encouragements pour notre Revue. Nous lui souhaitons Asseggwas Ameggaz.

- **D'Elbayadh,** Ayt Amirat Abdelkader nous écrit pour nous encourager dans notre «lutte pacifique» et nous envoie la liste de quelques associations culturelles amazigh. Il nous propose également un échange d'informations et de documents.

- **De Tizi-Ouzou,** Mohand Akli Sahli nous fait parvenir une étude qui vise à «élargir le débat et la recherche sur la langue, la littérature et la civili-

sation amazigh». Votre contribution sera publiée dans un prochain numéro. Tanemmirt.

- **De Tizi Ouzou**, Habib Allah Mansouri, nous écrit : *«C'est avec une grande satisfaction que j'ai appris la naissance de la revue Tifinagh. Chose dont on a vraiment besoin... De ma part, et dans le souci de contribuer et collaborer avec votre revue, je vous envoie ci-joint un article portant sur l'histoire ancienne...»* Nous vous remercions bien vivement de l'intérêt que vous portez à notre revue et publions votre très intéressant article «Carthage en Berbérie» dans le présent numéro. Vos contributions sont les bienvenues....».

- **De Tizi n Tleta** (Tizi Ouzou), nous avons reçu de l'association «TIDUKLA TADELSANT DJEDDI ABDELMALEK» une proposition d'échange et d'entraide avec la revue trimestrielle qu'elle édite «Iles Uma-zigh». C'est bien volontiers...

- **De Bouira**, Rachid Adjrad nous demande des renseignements sur notre Association Tifinagh. Lettre suit.

... de France...

- **Le Collège de France** (Paris) nous remercie de lui avoir fait parvenir notre publication. À notre tour de le remercier pour l'intérêt qu'il porte à notre Revue.

- **De Strasbourg**, le Conseil de l'Europe nous propose d'établir un échange respectif entre notre revue et sa publication «Stratégie en Méditerranée». C'est avec plaisir que nous acceptons. Mêmes propositions qui nous viennent :

- **De Villemonble**, de la part de la Revue «Nouvelles Synergies Européennes», ainsi que :

- **De Nantes**, de la part du mensuel «Lutte du Peuple» et de la Revue «Wuquf».

Propositions que nous acceptons bien volontiers.

- **De l'IREMAM d'Aix-en-Provence**, nous avons reçu des remerciements quant à la régularité de notre courrier.

- **D'Alfort**, Melle M. Cercot nous transmet ses encouragements, auxquels nous sommes très sensibles.

- **De Pradinas**, Makhamad Hilpron, nous souhaite bonne continuation dans le travail que nous faisons et nous demande des informations sur notre association. Merci - Lettre suit.

- **De Bordeaux**, Abdellatif Abboubi qui prépare sa thèse sur l'œuvre de Mohammed Khaïr-Eddine, nous encourage et nous propose des extraits de sa thèse. Nous l'en remercions chaleureusement et nous publions, dans ce numéro même, son texte sur les «mythes de l'errance et de l'éternel retour» dans l'œuvre du grand poète-écrivain amazigh d'expression française.

- **De Dijon**, Samir Mahiddine nous écrit pour «faire connaissance d'abord avec notre revue» et nous demande des informations sur le travail associatif et culturel amazigh au Maroc. Lettre suit.

- **De Brest**, Douhou El Hassan nous encourage et nous fait part de sa disposition à assurer la diffusion de notre revue à Brest, Toulouse et Bordeaux. Nous l'en remercions vivement et prendrons contact avec lui prochainement.

- **De Paris**, Joël Donnet, journaliste, nous adresse une lettre d'encouragement pour notre revue TIFINAGH. Nous l'en remercions vivement et lui précisons que notre publication est ouverte à ses contributions.

- **De Toulouse**, Université Le Mirail, Michel Quitout nous envoie un article fort intéressant sur les proverbes berbères, que nous prévoyons de publier prochainement. Une réponse plus développée fera l'objet d'un courrier séparé. Par ailleurs, Michel Quitout nous demande comment se procurer le logiciel de berbère dont nous avons parlé dans une édition antérieure. Nous sommes au regret de ne pouvoir le satisfaire directement sur ce point et lui conseillons de contacter l'A.C.B. ou l'INALCO à Paris.

- **D'Aix-en-Provence**, Hassan Doutton nous fait parvenir une très belle photo-carte (tableau en tfinagh) et nous souhaite bonne continuation. Nous l'en remercions bien vivement.

- **De Paris**, Nadia Maslouh, 17 ans, nous demande de continuer notre lutte et sollicite plus d'informations sur notre revue. Nous la remercions et lui répondons séparément, ainsi qu'aux lecteurs suivants :

- **D'Aix-en-Provence**, Nouredine Saâdaoui ;

- **De Thones**, Alain Rosset ;

- **De Salvagnac**, André Viatge ;

- **De Vannes**, Marc le Boulair ;

- **De Romchin**, Yoann Debuys ;

- **De Lyon**, Bernard Schéou.

... et d'Europe ...

- **De Londres**, A. Laouisset nous demande plus d'informations sur notre revue.

- **De Belgique**, la R.T.B.F. nous envoie une lettre de vœux et d'encouragement.

- **Du Luxembourg**, une demande d'établir un échange entre notre revue et le magazine «Los Muestros» nous est parvenue. Avec plaisir...

- **D'Athènes**, Angelo Psyrakis, journaliste, nous demande de lui fournir en service de presse le n° 3/4. C'est fait.

- **De Berlin**, Mohamed Tilmatin nous félicite pour «*le travail historique et identitaire*» que nous accomplissons et nous fait parvenir des articles de presse en langue allemande qui ont fait écho aux derniers numéros de notre revue et aux événements que notre pays a connus au cours de l'année 1994 dans le domaine culturel amazigh. Nous l'en remercions vivement.

- **De Hambourg**, le Deutsches Orient-Institut nous encourage également... Nous sommes sensibles à toutes ces marques de solidarité.

... du Canada...

- **De Montreal** (Québec), Karim Aguenau nous envoie les adresses de quelques organismes susceptibles d'être intéressés par notre revue. Nous l'en remercions vivement.

- **De Montreal** encore, l'Association Berbère nous encourage et souhaite recevoir régulièrement notre publication. Nous en prenons bonne note.

... des États-Unis ...

- **De Virginia**, Henry Mayer nous félicite pour la lutte que nous menons à travers notre revue. Nous sommes touchés par ses compliments et le remercions sincèrement.

... du Mali ...

- Mohamed Habaye nous félicite pour notre combat légitime et souligne sa volonté de collaborer de façon continue à notre revue. Depuis cette lettre nous avons pu organiser une conférence à Rabat avec lui (voir extraits dans le présent numéro : «*Touaregs - génocide et désinformation*»).

... d'Afrique du Sud ...

- **De Pretoria**, Hakim Nouazer

nous encourage pour notre travail et réclame un abonnement. Merci frère Hakim, ta demande sera satisfaite.

... et du Maroc

- **D'Ayt Melloul** (Agadir), Moha u Bassou Bakmou nous écrit : «*le devenir identitaire avec tout ce qui l'accompagne de stabilité, de prospérité, de paix, de tolérance, d'humanisme et d'épanouissement de l'ensemble de l'Afrique du Nord vous doit reconnaissance et gratitude*». Nous sommes touchés par ces propos et souhaitons longue vie au fils Massin (diminutif de Massinissa) de Moha u Bassou, qui vient de naître et auquel il a dédié le poème qu'il nous a envoyé et que nous publierons ultérieurement.

- **De Rabat**, Mohamed Alahyane nous écrit ceci : «*Lors d'une récente rencontre, l'écrivain marocain Mohammed Khaïr-Eddine me suggéra de collaborer à votre revue Tifinagh, proposition qui m'intéresse. Je suis anthropologue de formation, chercheur au centre de coordination et de planification de la recherche scientifique, tamazightophone, spécialisé dans le domaine des structures familiales et les mutations socio-culturelles dans le monde amazigh. Quelques unes de mes recherches sont déjà disponibles pour la publication :*

- *Les termes de la parenté en Anti-Atlas occidental.*

- *La féminité dans la poésie berbère de langue tachelhit.*» L'équipe Tifinagh est heureuse de pouvoir vous compter parmi ses contributeurs.

- **De Casablanca**, le Centre Culturel Français nous écrit pour nous encourager dans le travail que nous accomlis-

sons. Nous le remercions chaleureusement.

- **De Ouarzazat**, le jeune peintre-chanteur Med, militant engagé pour tamazight, nous envoie des poèmes en tamazight et des dessins. Nous le remercions chaleureusement et nous proposons de publier prochainement ses écrits.

- **De M'irt**, Aziz El Ghazouli nous félicite pour notre «*combat légitime en faveur de la cause tamazight*». Nous sommes touchés par ses compliments et l'assurons de notre détermination à continuer la lutte.

- **De Sidi Rahal** (Marrakech) et plus précisément du Monastère de la Visitation Tazert nous avons reçu une lettre très touchante. L'équipe Tifinagh vous remercie, Sœur Farida, pour l'intérêt que vous portez à notre revue et pour vos encouragements et vos félicitations.

- **De Rich** (Errachidia), Idir Brahimi, nous écrit : «*Je désire aussi compléter ma collection de l'ancienne revue «Amazigh» et je me demande si vous avez à votre disposition d'anciens numéros. Si oui, je voudrais acheter les numéros qui me manquent... L'objectif : Fonder une association Culturelle à Rich, pour la défense de la langue et de la civilisation berbères...*»

Nous te remercions, Idir, pour l'intérêt que tu portes à notre revue. Nous souhaitons continuer à recevoir tes contributions et espérons que ton association pourras voir le jour pour participer au travail que les autres associations amazigh sont en train d'effectuer tant au niveau national qu'international.

La Rédaction

LU DANS LA PRESSE

Tout au long de l'année 1994, le renouveau berbère a été signalé par la presse, attitude que nous sommes heureux de souligner et qui témoigne d'une prise de conscience internationale ; le travail des Nations-Unies en faveur des populations autochtones serait-il en train de porter des fruits ?

Les Berbères dans... «Le Monde»

Pour répondre à ceux qui brandissent l'épouvantail du séparatisme, Jacques Barrin note, dans *Le Monde* du 24 septembre, l'ardent patriotisme des Berbères, leur organisation démocratique ancestrale et leur lutte contre les archaïsmes.

Tassadit Yacine, dans *Le Monde* du 1er octobre, dénonce les manipulations des media officiels et l'attitude ambiguë du pouvoir face à la revendication berbère, attitude qu'elle qualifie de "tactique dangereuse", propre à "dévoyer la revendication linguistique et identitaire".

Le Monde du 11 octobre diffuse un long entretien d'Idir pour qui il est impensable qu'un État qui prône la libération des peuples puisse nier ses minorités.

Lyes Si Zoubir dans *Le Monde Diplomatique* d'octobre parle de la résistance civile à Igoudal près de Béjaïa, tout en expliquant la réticence du pouvoir à armer la campagne, car : "conscient de son manque de légitimité, le régime sera

toujours tennillé par la crainte de voir les armes se retourner contre lui".

Le Monde Diplomatique de janvier 95 consacre une page entière à la "Renaissance berbère au Maroc" sous la plume de Joël Donnet, dans un excellent article de synthèse très bien documenté.

TIFINAGH a les honneurs du Monde Diplomatique...

Au cœur de sa rubrique "Dans les Revues", *Le Monde Diplomatique* du mois de novembre nous consacre un encadré très gratifiant. Nous le reproduisons ici pour ceux qui seraient passés à côté de cette marque d'estime sans la voir :

« Cette revue marocaine (Tifinagh) de culture et de civilisation maghrébine consacre un très riche numéro double à la défense de la langue et de la culture berbères, avec, notamment, des textes intitulés "L'origine du peuple berbère et de sa langue" et "Langue arabe et judaïsme en Mazighie" ; un article de Robert Jaulin sur "Le mythe de l'identité" et un dossier sur le procès des enseignants de Goulmima, au printemps dernier au Maroc ».

Horizons Magazine

Le numéro de novembre 1994 d'*Horizons Magazine*, mensuel francophone édité à Bruxelles, consacre un

espace important à la cause amazigh et souligne l'importance du combat mené par Mahjoubi Aherdan, leader politique, et de Ouzzin Aherdan, directeur de notre revue.

Al Bayane

A. Khatib, dans *Al Bayane* du 7 février 95, fait le portrait d'Ouzzin Aherdan dont il peint les nombreuses facettes qui en font une personnalité très attachante, un "dosage parfait entre la dimension artistique et culturelle" : l'artiste, le plasticien qui cherche dans la graphie tifinagh l'expression de son identité, le militant, l'intellectuel qui explore les champs de la civilisation berbère pour aller à la rencontre de son Histoire et de ses racines et l'enfant du Moyen-Atlas, fidèle à sa terre.

L'Essentiel

Dans sa première livraison (n°0), la revue marocaine de presse «L'Essentiel» a repris un article paru dans l'hebdomadaire «Tidmi» (février 95) qui s'intitule «Islam et amazighité : les risques de la dérive», écrit par M. Moukhlis. L'auteur y analyse les risques de dérapages que pourrait engendrer l'amalgame entretenu par certains et qui vise à opposer l'islam à l'amazighité. La revue a également repris le petit texte de présentation de l'A.I.T. qui attend toujours l'aval des autorités pour démarrer ses activités. □

AFFAIRE TILELLI

Les ex-détenus, membres de l'association socio-culturelle Tilelli de Goulmima, nous ont fait parvenir le communiqué suivant :

COMMUNIQUÉ

Nous, Ali Harcherras, Ali Ikken et Mbarek Taous, militants du Mouvement Culturel Amazigh et membres de l'Association Socio-Culturelle Tilelli (Goulmima, Maroc), arrêtés suite à notre participation aux manifestations du 1er mai 1994 à Errachidia,

- Libérés le 3 juillet grâce à notre innocence et surtout grâce à la mobilisation de la population, des organisations nationales et internationales des droits de l'Homme et des Comités de Soutien à l'intérieur du pays comme à l'étranger,

- Reconnus officiellement comme ex-détenus politiques,

- Amnistiés par la grâce royale depuis plus de huit mois,

- Portons à la connaissance de l'opinion publique nationale, nord-africaine et internationale :

1 - Que nous n'exerçons plus notre métier d'enseignants depuis la rentrée scolaire 1994/1995, le Ministère de l'Éducation Nationale ayant jugé nécessaire de nous suspendre bien que nous soyons amnistiés,

2 - Que le Ministère nous a fait savoir par la même occasion qu'il allait nous convoquer pour nous faire comparaître devant un conseil de discipline,

3 - Que depuis la date de notre suspension jusqu'à celle de la rédaction du présent communiqué, nous n'avons reçu aucune convocation du Ministère.

Par conséquent, nous considérons que notre suspension n'est pas une procédure administrative ordinaire, mais un abus de pouvoir, un acte malveillant portant atteinte à nos droits légitimes et une attitude de mépris à l'égard de tous les militants de la cause amazigh et des droits de l'homme.

Nous renouvelons notre attachement aux principes du Mouvement Culturel Amazigh et rappelons aux responsables que nous continuons à oeuvrer pour la promotion de la culture amazigh comme langue nationale et officielle, enseignants ou pas.

Goulmima, le 21 février 1995.

Signé : Ali Harcherras, Ali Ikken, Mbarek Taous

DÉCLARATION

ENCORE DE L'ARBITRAIRE AU MAROC !

Nous apprenons avec consternation que trois des sept ex-détenus de Goulmima n'ont, à ce jour, toujours pas été autorisés à reprendre leur fonction.

Ali Ikken, Ali Harcherras et Mbarek Taous, militants pour la cause amazigh, attendent toujours de passer devant un hypothétique conseil de discipline du Ministère de l'Éducation pour «délit d'amazighité».

Nous pensions, et nous nous étions félicités, que le discours royal du 20 août 1994 avait mis définitivement fin à l'injustice historique qui frappait la question amazigh. Cette langue ne devait-elle pas, dès cette année, être enseignée ?

Contrairement à nos espérances, l'administration marocaine ne semble pas avoir évolué favorablement quant à une juste gestion de la question amazigh.

Ne vient-on pas encore une fois d'interdire un colloque sur "Abdelkrim El Khettabi et la lutte dans le Rif" qui devait être organisé par l'Association Numidya (Houssaïma) les 24, 25 et 26 mars 1995.

L'Association Tamazgha s'élève et dénonce des actes qui n'honorent pas les pays d'Afrique du Nord. Elle considère ces atteintes à l'amazighité comme des atteintes graves aux droits fondamentaux de l'homme. L'Association Tamazgha appelle en premier lieu Sa Majesté Hassan II à intervenir pour que de tels actes ne se reproduisent plus.

L'Association Tamazgha fait appel à toutes les organisations internationales des Droits de l'Homme pour intervenir auprès de Sa Majesté le Roi du Maroc pour que les militants de la cause amazigh puissent s'exprimer librement.

L'association Tamazgha appelle toutes les associations éprises de justice à se solidariser avec les victimes de l'arbitraire de l'administration marocaine.

Nous assurons nos camarades militants de Goulmima de notre soutien indéfectible. Tous ensemble, nous ferons aboutir, nous en sommes convaincus, notre noble cause.

Paris le 27 mars 1995

Signé : Association Tamazgha.

ASSOCIATIONS

Nous publions ci-après une liste (non exhaustive) d'associations, que nous avons établie avec les moyens du bord en attendant d'autres informations. Nous prions en particulier les associations dont les coordonnées sont incomplètes ou erronées de bien vouloir nous les transmettre.

ABAC *France*
«Association Berbère d'Action Culturelle» / LCR des Trois Ponts, Square du 8 mai 1945, 59100 Roubaix.

ABCD *France*
«Association Berbère pour la Culture et le Développement ABCD»
BP 36, 83372 Saint-Aygulf Cedex, France
Président : Jean Dumaury Wynna NAT IRATEN.

ABER *France*
«Association Berbère des Étudiants de Reims»
Faculté des Lettres et Sciences Humaines,
57 rue Pierre Taittinger, 51100 Reims, France

ABRIDA *France*
Association berbère
7 rue Jean Jaurès, 93400 Saint-Ouen, France.
Tél : (33) 43 67 15 04 / Contact : Yahia JAAFRI.

ACAA *U.S.A.*
«The Amazigh Cultural Association in America»,
420 Route 206 North Ste, 163 Bedminster, New Jersey 07921, USA.
Lettre d'information : «The Amazigh Voice»

ACB *France*
«Association de Culture Berbère»
- Association ACB Paris, 37 bis rue des Maronites, 75020 Paris, France / Contact : Idir AMAR
T. (331) 43 58 23 25 / 43 74 99 66 - Fax 43 58 49 75
Publication semestrielle : TIDDUKLA
- Association ACB Lorraine / Contact : Marie-Jeanne ARENDT : 82 88 04 91
- Association ACB S4, 8 bis avenue Mangin, 54000 Nancy, France.
- Association ACB Nantes, Maison des Associations, 21 Allée Baco, 44000 Nantes, France.

ACB Jugurtha *Belgique*
39 rue Pieremans, 1000 Bruxelles, Belgique.

ADCB *France*
«Association pour le Développement de la Culture Berbère» / Tél : (33) 56 31 94 62 / 56 91 32 08
- 25 rue Permentade, 33000 Bordeaux, France.
- 29 rue Bergeret, 33800 Bordeaux, France.
- TAMUNT, émission thématique, musicale et culturelle berbère : tous les samedis de 19h00 à 20h30 sur 90.1 FM - Tél : 56 50 69 99
- Président : Najim ACHARKI
- Audiothèque berbère (100 titres)
- Cours de danse berbère (rue Permentade)

ADRAR *Nederland*
Association culturelle pour l'art et la culture tamazight / Postbus 16, 6500 AA Nijmegen, Pays-Bas.

AGRAW ADELSAN AMAZIGH *Algérie*
Izen Amazigh / BP 555, Tizi Ouzou, RP 15000, Algérie / Contact : Mme Malika Ahmed ZAÏD

AIT *International*
«Association Internationale Tifinagh»
Siège : 10 rue Raïs Cherkaoui, Rabat Souissi, Maroc / Tél : (212 7) 65 67 81 - Fax : 75 37 74.
Section de Bruxelles : 27 Place Communale, 1080 Bruxelles, Belgique.

AJBF *France*
«Association des Juristes Berbères de France»
BP 185, 75226 Paris Cedex 05, France.
Tél : (331) 43 25 28 01 / Fax : 40 46 96 44
Contact : Mustapha SAADI.

AMAZIGH-BREIZH *France*
Association des Berbères de Bretagne + Centre de Documentation Berbère / Fax : (33) 98 80 54 57
152 rue Jean-Jaurès, 29200 Brest, France.

AMAZIGH-BÜRO FRANKFURT *Allemagne*
Sulzbacher Str. 16-20, 60326 Frankfurt, Allemagne.
Tél + Fax : (069) 739 33 94
Contact : Mohamed ZYMBIOU

AMAZIGH VERENNIGING *Hollande*
Association berbère aux Pays-Bas
Postbus 1492, 1000 BL Amsterdam, Pays-Bas.
Contact : Abdel WAKILI.

A.M.D.H. *Maroc*
Association Marocaine des Droits de l'Homme
14 rue de Calcutta, Hay El Mouhit, Rabat, Maroc /
Tél : (212 7) 73 09 61

AMNESTY INTERNATIONAL *Europe*
- Siège : 1 Easton Street, London WC1 X8DJ, Grande Bretagne / Fax : (44) 413 71 57 19
- Secrétariat National : 4 rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11, France
Tél : (33 1) 49 23 11 11 / Fax : 43 38 26 15
- 18 rue Théodore Beck, 75015 Paris, France
- Service des actions urgentes : 66 rue Pargaminières, 31000 Toulouse, France
Tél : (33) 61 23 53 73 / Fax : 61 23 53 90
- Nations Unies (Groupes 1, 4, 43), Case postale 254, 1211 Genève, Suisse.

«Prix Nobel de la Paix 1977, Association reconnue d'utilité publique, Mouvement impartial d'interventions directes pour la libération des prisonniers d'opinions dans le monde, l'abolition de la torture et de la peine de mort. Amnesty International défend des individus sans prendre position sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient appartenir».

AMREC

Maroc

«Association Marocaine de Recherche et d'Échanges Culturels»

10 avenue Moulay Abdallah, Rabat, Maroc

Tél : (212 7) 73 55 24 / 73 55 28

Président : Brahim AKHIYAT

AMUSNAW

Algérie

Association culturelle / BP 123, ou 8 avenue Abbane Ramdane, Tizi-Ouzou, Algérie.

ANCAP

Maroc

«Association Nouvelle pour la Culture et les Arts Populaires»

235 Bd Abdelkrim El-Khattabi, Rabat, Maroc

Tél : (212 7) 73 01 39 / 73 49 27 / Fax : 77 49 03

- Maison des Jeunes, rue Ennour, Yacoub-El-

Mansour, Rabat, Maroc / Tél : (212 7) 77 96 84

- Président : Hassan Id BELKASSEM (avocat)

- Autre contact : Houcine AKHIYAT

- Journal : TASAFUT

ANOKOUR

Maroc

Association culturelle / Al Hoceima.

ARATANE N'ADRAR N'IFORAS

France

Association Touareg pour la «création d'écoles de brousse pour des enfants touaregs dans l'Adrar des Iforas au Nord du Mali» - Projet pilote de Tin Zaouaten.

- Enfants de l'Adrar des Iforas, 9 rue Lassus, 75019

Paris, France / Tél : (33 1) 42 03 43 07

- Présidente : Odile HARDY

- Président d'honneur : Edgard PISANI

- Secrétaire général : Hama AG SID'AHMED

ASIREM

France

Maison des Associations

93 La Canebière, 13001 Marseille, France.

ASIREM

Algérie

Association Culturelle / BP 26102 Oran Maâta, Algérie

Président : Abdellah HAMANE

ASSIREM

France

Association culturelle / 25 rue Barthélémy, 13001

Marseille, France / Tél : (33) 91 92 59 79

ASSOCIATION TOUARÈGUE

France

31110 Saint-Aventin, France

Contact : Ninon SPAGNOLI

ATLIK

France / Mali / Niger

Association Touarègue

ATLIK : nom d'un puits au Nord-Est de Tombouctou

- Atlik, 06390 Coaraze, France.

- Présidente : Maguy VAUTIER / Tél : (33) 93 79 35 08

- Annie SECCHI, 75 av. Denfert-Rochereau, 75014

Paris, France / Tél : (33 1) 46 33 16 93

- Alain BOUISSET, 367 rue Saint-Pierre, 13005

Marseille, France / Tél : (33) 91 48 96 83

- Abdoussalam AG MOHAMED, Ebangué Cercle de Tombouctou, Mali.

- Saghaïdou RISSA, BP 190 Tahoua, Niger.

AZAR

France

Association berbère

1 rue Hauquelin, 38000 Grenoble, France

BOÎTE À DOCUMENTS (LA)

France

BP 301, 75525 Paris Cedex 11, France

Contact : Ould Brahim

CADE

Espagne

«Centro Mohamed Abdelkrim El Khattabi d'Estudios y Documentacion CADE»

Via Laietana 21, Pral. C, 08003 Barcelona, Espagne

Fax : (34 9) 32 68 49 25 / Contacts : Hafi et Soliman

CDEA

Espagne

«Collectivo de Documentacion y Estudios Amazighes» / Camino de Ronda 126-5B, 18003

Granada, Espagne / Tél : (958) 27 10 97

Contact : Ahmed RACHID RAHA

CEAB

Espagne

«Centro de Estudios Africanos e Bereber»

C/ Molinos de Agua s/n, 38207 La Laguna, Tenerife, Islas Canarias, Espagne.

CENTRE INTER-CULTUREL DE DOCUMENTATION

France

Atelier et chantier de Nantes

2 Bis, Bolléore Bureau, 44 200 Nantes, France.

Contact : Rida Tiffani

CISIA

France

«Comité International de Soutien aux Intellectuels Algériens» (Président Pierre BOURDIEU)

- 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

- 105 Bd Raspail, 75006 Paris, France.

COLLINE OUBLIÉE (LA)

France

Association d'aide à la création culturelle amazigh, créée pour aider à la préparation de l'adaptation cinématographique en tamazight du roman «La Colline Oubliée» de Mouloud Mammeri par le cinéaste Abderrahmane Bouguermouh.

Contact : ACB, 37 bis rue des Maronites, 75020

Paris, France / Tél : (33 1) 43 74 99 66

CRA

Paris

16 rue Ternaux, 75011 Paris, France

Tél : (33 1) 43 55 24 18

CYRAV *France*

CYRAV : «Circulez Y'A Rien À Voir».

Association de solidarité avec le peuple touareg. Opère au niveau humanitaire. Les aider par vos dons adressés au :

6 route du Cap, 29470 Plougastel-Daoulas, France
Tél. : (33) 98 40 23 43 / Contact : M. PAILLARD

EMGANN (Mouvement) *France*

BP 71, 22202 Gwengamp Cedex, France.

Fax : (33) 96 44 09 24

- Mensuel : «**Combat Breton**» (même adresse)

FACAF *France*

«Fédération des Associations Culturelles Amazigh de France»

- Place Cambronne, 44230 St-Sébastien-Sur-Loire, France, ou : 21 Allée Baco, 44000 Nantes, France.

- Présidente : Mme J. Douillard née Khadidja Ouggad (Kabylie) : Les Grézillières, 44115 Basse-Goulaine, France - Tél : (33) 40 06 00 54

FAZAZ *Maroc*

Association culturelle amazigh

EP 2254, Fès RP, Maroc

Président : Abdelmalek Houssayn OUSADDEN

FESTIVAL DE DOUARNENEZ *France*

BP 206, 29 rue du Rosmeur, 29172 Douarnenez Cedex, Bretagne, France / Fax : (33) 98 92 28 10 / Tél : (33) 98 92 09 21 / 98 92 97 23

- Anig Streiff, Présidente / Erwan Moalic, Directeur / Caroline Troin, Yves Jardin, Georges Christien, Ivon Gag, Léna Louam, Yann Puillandre, Thierry Salvat, Anna-Vari Chapalain, et de nombreux autres...

FORUM DU MAGHREB *France*

Association

60 bis rue du Rendez-Vous, 75012 Paris, France

Tél : (33 1) 43 41 78 27 / Contact : Abdel KARTI

FRANCE-ALGÉRIE *France*

«Association pour le renforcement des liens d'amitié entre la France et l'Algérie»

- Centre rencontre, 665 route de Mende, 34090 Montpellier, France / Tél : (33) 98 00 82 43

- 7 Rue des Combes, 34570 Saussan, France

- 4 rue Augustin Morvan, 29000 Brest, France

- Président Roby Bois / Directeur Yvonne Lagadec

GISTI *France*

«Groupe d'Information et de Soutien des Travailleurs Immigrés» / Fax : (33 1) 42 47 07 47

30 rue des Petites Écuries, 75010 Paris, France

GRAIN DE SABLE *France*

Association Touareg / Tél : (33) 34 15 96 93

1 rue du 18-Juin, 95120 Ermont, France.

ICRA International *France*

ICRA : «International Commission for the Rights of

ethnic minorities and Aboriginal people», et sa section francophone CIDPA : «Commission Internationale pour les Droits des Peuples et des minorités Autochtones» / BP 1, ou : 498 route du Lac, 88400 Xonrupt-Longemer, France.

Tél : (33) 29 60 08 19 / Fax : 29 63 05 59

ICRA-Paris *France*

16 rue Temaux, 75011 Paris, France.

Tél. : (33 1) 43 55 24 18

IDLES *Algérie*

«Association Culturelle et Scientifique»

BP 345, Tizi-Ouzou, RP 15000, Algérie

ILES D YEDLES *Algérie*

Association culturelle

BP 63 bis, Bir Khadem, Alger, Algérie

ILLIGH *Maroc*

Association culturelle

c/o DRISSI, 6 rue Ben Razi, App. 7, Rabat, Maroc.

ILMAS *Maroc*

Association culturelle (Rif)

BP 560, Nador, Maroc / Contact : AHNOUCH

IMEDYAZEN *Algérie*

Association culturelle

210 rue Hassiba Benbouali, BL N°57, Alger, Algérie.

INALCO *France*

Institut National des Langues et Civilisations Orientales
2 rue de Lille, 75343 Paris Cedex 07, France.

- L'Association Tamazgha y est domiciliée :

- Centre de recherche berbère : bureau 245

Tél : (33 1) 49 26 42 86

- Service des publications (étage 3, bureau 305)

Tél : (33 1) 49 26 42 74

IZEN AMAZIGH *Algérie*

Agraw adelsan amazigh / BP 555, Tizi Uzzu, Algérie.

KENZA *France*

Association berbère, Paris / Tél : (33 1) 43 58 23 25

MOSAÏC *France*

«Mouvement pour la Solidarité Internationale et les Actions Inter-Culturelles» Mosaïc

40 bis rue de la République, 29200 Brest, France

Tél : (33) 98 46 59 22 / Fax : 98 80 54 57

NUMIDYA *Algérie*

«Association Culturelle et Sportive NUMIDYA»

BP 101, Oran, RP 31000, Algérie

- Président : Saâd ZAMOUCHE

- Bulletin «AZUL» en tamazight latin arabe

NOUVELLE OASIS *France*

Association «La Nouvelle Oasis» / 46150 Nuzedoulis, France / Contact : Ahmed OUSMANE

NUMIDYA

Association culturelle / Al Hoceima.

Maroc**O.M.D.H.**

Organisation Marocaine des Droits de l'Homme
24 avenue de France, Rabat Agdal, Maroc
Tél : (212 7) 77 00 60

Maroc**Pluri-ELLES (Algérie)**

«Collectif international de solidarité avec les femmes algériennes pour la démocratie et la paix civile»
c/o «Les Nanas Beurs», 70 rue Castéja, 92100 Boulogne, France.

France

Tél : (33 1) 46 21 07 29 / Fax : 46 21 76 72

RADIO BEUR FM

Bouid SENNANE, Les Iris, Bt 30, Appt 160, 13014 Marseille, France / Tél : (33) 90 79 51 89

France**TADELSANT**

Association culturelle / BP 123, Tizi Ouzou, Algérie

Algérie**TAKADIMIT**

Association culturelle / BP 123, Tizi Ouzou, Algérie

Algérie**TALA**

Association berbère
7 rue St. Vincent-de-Paul, 13004 Marseille, France

France**TAMAZGHA**

Association TAMAZGHA et Éditions Berbères
47 rue Bénard, 75014 Paris, France
Tél : (33 1) 45 43 31 44
- 2 rue de Lille, 75007 Paris, France
Tél. : (33 1) 48 89 43 19
- Président : Mabrouk FERKAL
- Contacts : Kirsten LAROUSSI / RABAH / Mouloud LOUNAOUCI / Étudiants INALCO

France**TAMAZGHA**

Association d'Échanges Culturels Franco-Berbère
«TAMAZGHA» / 20, Grande Rue, Saint-Nicolas,
31300 Toulouse, France / Tél : (33) 61 42 51 22
Contact : Brahim GUARANI LOUFT

France**TAMAZIGHT**

Association culturelle / BP 123, Tizi Ouzou, Algérie

Algérie**TAMESMUNT TAMAYNUT**

Maison des Jeunes, rue Ennour, Rabat CYM, Maroc

Maroc**TAMOUNT n'IMAZIGHEN**

Association culturelle berbère
80 Boulevard Général Leclerc, 90110 Clichy,
France / Tél : (33 1) 47 39 17 46

France**TAZOULT**

Association culturelle
Chalaye Le Bas, 71170 Chauffailles, France
Contact : Sylvie DUNOULIN

France**TEMOUST**

Association «Survie Tourègue-Temoust»
252 bis rue Paul Bert, 69003 Lyon, France.
ou : 7 rue Major Martin, 69001 Lyon, France.
Tél : (33) 72 33 51 87

France

Contacts : Abdouh ATTAYOUB / Tahar Aït AHOUARI / Christiane LAGROST.

THIFAOUINE

Association culturelle du Souss
167 avenue Guessima, Inezgane (par Agadir),
Maroc / Contact : Ahmed BADDOUZE.

Maroc**THIFRAY**

Centre de Documentation Berbère Amazigh-Breizh
152 rue Jean Jaurès, 29200 Brest, France.
Tél : (33) 98 43 60 54 / Fax : 98 80 54 57

France

Responsable Hassan DOUHOU / B. TERRENCE
(Espagne) / Najim ACHERGHI / Rachid RAHA
(Espagne) / Alain BELLEC / Zobir MAHDAD
(Maroc) / ABH AÏSSATI (Pays-Bas) / Rabah LAÏMOUCHI (Algérie) / Marie-Pierre LAPORTE.

THIZIRI

Association culturelle Berbère / BP 55, 57290 Fameck, France / Tél : (33) 82 52 97 62
Contacts : Zohra et Farida ALIOUI.

France**TIDDUKLA**

Association culturelle / BP 123, Tizi Ouzou, Algérie

Algérie**TIDDUKLA IMAZIGHEN DI LALMAN**

Erlangen Nuremberg, c/o Yawarlis CHORFI, Am
Farberhof 9, 91052 Erlangen, Allemagne

Allemagne**TIDDUKLA TADELSANT JEDDI ABDELMALEK**

Association culturelle
Village Cheurfa, Commune Tizi Ntleta, Tizi Ouzou,
Algérie / Revue trimestrielle : «LES Umazigh»

Algérie**TILELLI**

Association socio-culturelle (ex-Association culturel-
le Aghris) / BP 69, Goulmima, Maroc.

Maroc**TOUAREGS**

«Association pour l'identité du peuple Touareg»
141 avenue Victor Hugo, 75116 Paris, France.
Tél + Fax : (33 1) 47 55 66 00

France**TRIBAL ACT**

«Pour les droits individuels et collectifs des peuples
autochtones» Tribal Act(ion) / BP 134, 75675 Paris
Cedex 14, France / Tél : (33 1) 42 09 94 41
Président : Éric MINNAERT

France**UNIVERSITÉ d'ÉTÉ d'AGADIR**

Association de l'Université d'Été, 33 rue des
Nations-Unies, Cité Suisse, Agadir, Maroc.
Tél. 84 20 87 / Contact : Mohamed HENDAYN.

Maroc

...TIFINAGH DANS LE MONDE...

ON PEUT LIRE TIFINAGH CHEZ ...

- ⇒ **ALGÉRIE** : Bibliothèque de l'Université d'Alger, 2 rue Didouche Mourad (tél. 64 02 15).
- ⇒ **FRANCE** : Bibliothèque de l'Institut du Monde Arabe, 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, 75236 Paris cedex 05 (tél. 40 51 38 38).
- ⇒ **MAROC** : Bibliothèque Générale, Rabat.
- ⇒ **MAROC** : Bibliothèque de l'Institut Français, 2 rue Al Yanboua, Rabat (tél. 70 11 38 / 70 11 22 / 70 36 21).

ON PEUT SE PROCURER TIFINAGH AUPRÈS DE ...

- ⇒ **ALGÉRIE** : Dr Mouloud Lounaoui, Cabinet médico-chirurgical, 52 Log Bt. B2 n° 20, Draa Benkhedda, 15100 Tizi-Ouzou (tél. 3 * 29 13 57)
- ⇒ **ALLEMAGNE** : Mohamed Tilmatine, Freie Universität Berlin, Altensteinstr 34, 14195 Berlin (Tél. 838 35 76 / 26 97).
- ⇒ **ARABIE SAOUDITE** : Abas Mohamed Ansari, B.P 765 Arriyad, Al Mansouria.
- ⇒ **BELGIQUE** : Abdeslam Kaouss, 27 Place Communale, 1080 Bruxelles.
- ⇒ **CANADA** : Amar Dahmani, Sciences Appliquées, Ressources minérales, Université, 555 Bd. de l'université, Chicoutimi, Québec G7H 2B1 (tél. 418 * 545 50 11 poste 2033).
- ⇒ **ESPAGNE** : Omar Ouakrim, Pasaje San Daniel n° 2, 2° 1ª, 08290 Cerdanyola, Barcelona.
- ⇒ **FRANCE** : Editions Berbères, 47 rue Bénard, 75014 Paris (tél. 1 * 45 43 31 44).
- ⇒ **FRANCE** : Association Tamazgha, INALCO, 2 rue de Lille, 75007 Paris (tél. 1 * 48 89 43 19).
- ⇒ **MAROC** : Dans tous les kiosques...
- ⇒ **U.S.A.** : El Hassan Sabky (ou Ali Sabky), 28 Jefferson Avenue, Patchogue, NY 11772, U.S.A. (tel. 516 * 289 59 25).
- ⇒ **U.S.A.** : Mohamed Dourrachad, 882 S. Buchanan St., Arlington, VA 22204, California, U.S.A. (tel. 703 * 486 72 17).
- ⇒ **U.S.A.** : Youssef Ahmim, 4858 MacArthur, Blvd NW # 302 Washington DC 20007, U.S.A. (tel-fax 202 * 342 27 40).

ON PEUT AUSSI S'ABONNER ...

voir page 255

MOTS CROISÉS ET PROVERBES

SOLUTION DE LA GRILLE N° 3

par Omar Louzi

	1	2	3	4	5	6	7
A	t	a	w	a	d	a	
B	i	m	a	w	n		i
C	t	a		a	m	a	n
D	a	z	a	l		m	w
E	w	i	s		a	a	a
F	i	g	l	i		s	
G	n	h	a	l	a		i
H			m	a	s	i	n

HORIZONTALEMENT

- A - La marche
- B - Les bouches / Voyelle
- C - Article féminin / Eau
- D - Début d'après-midi / MW
- E - Le combien ? / Voyelle triplée
- F - L'horizon / Consonne
- G - On est bien / Voyelle
- H - On le trouve dans Massinissa

VERTICALEMENT

- 1 - Ville côtière
- 2 - Identité berbère
- 3 - Celui-là / L'islamisation
- 4 - La parole / Il existe
- 5 - On le trouve dans amendew / Voyelle / Le jour
- 6 - Voyelle / Le centre / Voyelle
- 7 - Est cuit / Suffixe du pluriel

PROVERBES AMAZIGH

par Moha u Saïd Mukhlis

Remettez les mots suivants en ordre de façon à obtenir un proverbe pour chaque liste

- 1 -

Tagust / unna / tagh / t / tamara / ikkaten / tagh

- 2 -

Isud / innan / imi / isud

- 3 -

xes / ikemmer / ur / afus / amejjud / nnes / da / i

- 4 -

yawey / tanezzayt / id / s / isella

- 5 -

agujil / ur / imettawd / ad / ttusud / xef

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne en remplissant ce bon (à détacher ou à photocopier)
 Voici mes NOM et PRENOM (en majuscules) :
 Ma PROFESSION (ou ORGANISME) :
 Mon ADRESSE :

Je désire que mon abonnement parte :
 (Je trace une croix X dans le carré grisé correspondant au texte que je choisis)
☐ du prochain numéro à paraître : ou bien : ☐ du N° inclus

Je souscris un abonnement à TIFINAGH pour **6 numéros** + frais d'envoi, au prix de :
 (reporter dans la case «net à payer» le mode d'expédition choisi)

VOTRE PAYS	Tarif normal voie de surface	+ Surtaxe aérienne	NET A PAYER
Maroc	150 DH	0	150 DH
Autres pays du Maghreb	170 FF	0	170 FF
Autres pays d'Afrique	180 FF	100 FF	
France	180 FF	50 FF	
Espagne, Portugal	3.900 Ptas	1.500 Ptas	
Belgique.....	1.000 FB	500 FB	
Suisse.....	40 FrS	20 FrS	
Autres pays d'Europe	180 FF	80 FF	
Amérique	32 US \$	40 US \$	

TARIFS SPÉCIAUX

Suivant la catégorie, multiplier le prix public «net à payer» correspondant à votre pays par le coefficient suivant :

- 0,60 ☐ pour Association amazigh (sur justificatif)
 0,75 ☐ pour étudiant (sur justificatif)
 1,50 ☐ pour Institution ou Société
 5,00 ☐ (ou plus) pour abonnement de soutien.

J'effectue le présent règlement, soit : DF - FF - FB - FrS - US \$ - Ptas

Par : ☐ Chèque bancaire ou postal ci-joint ☐ Mandat-lettre ci-joint

Que je rédige à l'ordre de TIFINAGH et que j'adresse,
 accompagné du présent bon, sous enveloppe affranchie à :

TIFINAGH
 B.P. 5086/RABAT Souissi
MAROC

A Le Signature (obligatoire) :

TABLEAU COMPARATIF DES ALPHABETS LIBYCO-BERBÈRES

Dans l'ordre alphabétique latin (Afekou, 1994)

TRANSCRIPT. LATINE	TIFINAGH MAROCAIN	BOUDRIS BELAÏD	SALEM CHAKER	AGRAW IMAZIGHEN	LIBYQUE HORIZONTAL	LIBYQUE VERTICAL	SAHARIEN ANCIEN	TIFINAGH TOUAREG	TRANSCRIPT. ARABE
a	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ا
ain	ⵏⵉ	ⵏⵉ	ⵏⵉ	ⵏⵉ	ⵏⵉ	ⵏⵉ	ⵏⵉ	ⵏⵉ	عين
b	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ب
c (ch)	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ش
d	ⵔ	ⵔ	ⵔ	ⵔ	ⵔ	ⵔ	ⵔ	ⵔ	د
g	ⵖ								ج
q	ⵖ								ظ
q	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ		ⵖ	ض
o (ô)	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ		ⵓ	و
i (ph)	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ		ⵉ	ف
g	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	تي
q	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ	كي
ô (oh)	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	غ
h	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ه
h	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ح
i	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ي
i (z)	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ		ⵉ	ج
q	ⵖ								دج
k	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ك
b	ⵓ	ⵓ							كش
k (kh)	ⵏ								خ
i	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ل
m	ⵎ	ⵎ	ⵎ	ⵎ	ⵎ	ⵎ	ⵎ	ⵎ	م
n	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ⵏ	ن
n	ⵏ		ⵏ						
q	ⵖ	ⵖ	ⵖ	ⵖ		ⵓ		ⵓ	ق
r	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ر
s	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	س
!	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ			ص
i	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ت
i (th)	ⵉ	ⵉ			ⵉ	ⵉ	ⵉ	ⵉ	ث
!	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ط
ts	ⵓ				ⵓ		ⵓ		تس
ich	ⵓ								تش
u (ou)	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	و
v (w)	ⵓ								ف
w	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ					و
x		ⵓ	ⵓ	ⵓ					خ
y	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ		ⵓ	ⵓ	ي
z	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ز
z	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ⵓ	ز

CARACTÈRES TIFINAGH EN USAGE AU MAROC

LATIN	TIFINAGH
a	•
â (aïn=ε)	ⵏ
b	ⵙ
c (ch)	ⵛ
d	ⵢ
ḍ (dz)	ⵣ
ḍ (Dha)	ⵢ
ḍ (D)	ⵣ
e (é)	ⵉ
f (ph)	ⵑ
g (gu)	ⵖ
ḡ (G)	ⵖ
ḡ (gh=γ)	ⵖ
h (H)	ⵏ
ḥ (ḥ)	ⵏ
i	ⵢ
j (z)	ⵢ
dj	ⵢ
k (k)	ⵑ
ḵ (K)	ⵑ

LATIN	TIFINAGH
ḵ (kh=x)	ⵑ
l	ⵢ
m	ⵙ
n	ⵢ
q	ⵣ
r	ⵣ
s	ⵣ
ṣ (S)	ⵣ
t	ⵢ
ṭ (th)	ⵑ
ṭ (T)	ⵑ
ts	ⵢ
tch	ⵣ
u (ou)	ⵢ
v (b)	ⵢ
w	ⵢ
y	ⵢ
Z	ⵑ
z	ⵑ
doublé	ⵢ



DANS CE NUMÉRO DOUBLE...

- ◆ DOSSIER TOUAREG : Génocide et désinformation, *par Habaye Ag Mohamed*
La résolution du Parlement Européen / Les nageurs de l'infini, *par Hawad*
- ◆ DOSSIER ALGÉRIE : Des voix s'élèvent... / *Tahar Djaout, Mahfoud Boucebci, Kateb Yacine, Idir, Rachid Mimouni, Tahar Yami...*
- ◆ DOSSIER BRETAGNE LIBRE : Celtes, Imazighen : même combat !
- ◆ FESTIVAL DE DOUARNENEZ : Les déclarations communes des Imazighen
- ◆ GUANCHE : Premier colloque maroco-canarien d'Agadir
- ◆ INDIENS : Conférence sur l'historique des lois fédérales indiennes / *A. T. Skibine*
- ◆ POPULATIONS AUTOCHTONES : Déclarations de Genève et New-York
- ◆ HISTOIRE : Carthage en Berbérie / *Habib-Allah Mansouri*
- ◆ ETHNOLOGIE : Le message de Yougourtha / *Robert Jaulin*
- ◆ LINGUISTIQUE : Quelle notation pour tamazight ? / *Abderrahim Youssi*
- ◆ TÉLÉVISION : Pour une télévision éducative en tamazight / *Omar Louzi*
- ◆ HUMOUR : Génétique au Maroc / *Mohammed Behri*
- ◆ CONTE : Une affaire d'État / *Moha n Aït Ba*
- ◆ L'ART DU COSTUME : Timerssa / *Meriem Aherdan*
- ◆ ARCHITOPIE : Que sont devenues nos qasbahs ? / *Olivier Fougerat*

DANS LES PROCHAINS NUMÉROS...

- ◆ Modernité et culture / *Mohammed Bekkar*
- ◆ La Primavera de los Imazighen / *Manuel Suárez Rosales*
- ◆ Les Touaregs : historique / *Tribal Act*
- ◆ Le procès de l'amedyaz / *Mohammed Behri*
- ◆ L'asile / *Mohammed Khaïr-Eddine*
- ◆ La Charte d'Agadir à réactualiser ? / *Tifinagh*
- ◆ Tahar Djaout : le poète, les mots et les choses / *Dalila Morsly*
- ◆ Le Chacal et le Lion, conte kabyle / *Frobenius*
- ◆ Les proverbes, voie d'accès à la compréhension de la culture berbère / *Michel Quitout*
- ◆ Mais d'où nous viennent ces noms «barbares» ? / *Afelkou*
- ◆ Les pyramides d'Égypte ont-elles été coulées ? / *Tasmount*
- ◆ Contes et poèmes en tamazight, textes en tfinagh, proverbes, etc.

DIRECTEUR : OUZZIN AHERDAN ♣ ÉDITEUR : TIFINAGH ÉDITIONS SARL ♣ B.P. 5086 RABAT MAROC

PRIX DU NUMÉRO : MAROC = 30 DH - AFRIQUE DU NORD = 30 FF - AUTRES PAYS D'AFRIQUE = 50 FF

FRANCE = 40 FF - BELGIQUE = 270 FB - SUISSE = 11 FrS - ESPAGNE = 950 Ptas - USA = 13 US \$

